

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

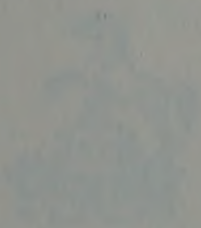
RECUEIL ANNUEL -
DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DOCUMENTS OFFICIELS

**ARCHIVES
DIPLOMATIQUES**

1911

1^{re} ANNÉE - TROISIÈME SÉRIE

PARIS 1911



ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL
DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL
FONDÉ EN 1861

Directeur : LOUIS JACOB
ARCHIVISTE PALÉOGRAPHE
Ancien Attaché au Ministère des Affaires étrangères

LI^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT VINGT



PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library



Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

51^e ANNÉE

N^{os} 7-12

AOUT-DÉCEMBRE 1911

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Déclaration entre le Royaume-Uni et la France, concernant l'Égypte et le Maroc et Articles secrets y annexés.

(8 avril 1904)

ARTICLE PREMIER

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Égypte.

De son côté, le Gouvernement de la République française déclare qu'il n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays en demandant qu'un terme soit fixé à l'occupation britannique ou de toute autre manière, et qu'il donne son adhésion au projet de décret khédivial qui est annexé au présent arrangement, et qui contient les garanties jugées nécessaires pour la sauvegarde des intérêts des porteurs de la Dette égyptienne, mais à la condition qu'après sa mise en vigueur, aucune modification n'y pourra être introduite sans l'assentiment des Puissances signataires de la convention de Londres de 1885.

Il est convenu que la Direction générale des Antiquités en Egypte continuera d'être, comme par le passé, confiée à un savant français.

Les écoles françaises en Egypte continueront à jouir de la même liberté que par le passé.

ARTICLE 2

Le Gouvernement de la République française déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc.

De son côté, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité dans ce pays, et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières, et militaires dont il a besoin,

Il déclare qu'il n'entravera pas l'action de la France à cet effet, sous réserve que cette action laissera intacts les droits dont, en vertu des traités, conventions et usages, la Grande-Bretagne jouit au Maroc, y compris le droit de cabotage entre les ports marocains dont bénéficient les navires anglais depuis 1901.

ARTICLE 3

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de son côté, respectera les droits dont, en vertu des traités, conventions et usages, la France jouit en Egypte, y compris le droit de cabotage accordé aux navires français entre les ports égyptiens.

ARTICLE 4

Les deux Gouvernements également attachés au principe de la liberté commerciale tant en Egypte qu'au Maroc, déclarent qu'ils ne s'y prêteront à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane ou autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par chemin de fer.

Le commerce de l'une et l'autre nation avec le Maroc et avec l'Egypte jouira du même traitement pour le transit par les possessions françaises et britanniques en Afrique. Un accord entre les deux Gouvernements réglera les conditions de ce transit et déterminera les points de pénétration.

Cet engagement réciproque est valable pour une période de trente ans. Faute de dénonciation expresse faite une année au moins à l'avance, cette période sera prolongée de cinq en cinq ans.

Toutefois, le Gouvernement de la République française au Maroc et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en Egypte se réservent de veiller à ce que les concessions de routes, chemins de fer, ports, etc., soient données dans des conditions telles que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière,

ARTICLE 5

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il usera de son influence pour que les fonctionnaires français actuellement au service égyptien ne soient pas mis dans des conditions moins avantageuses que celles appliquées aux fonctionnaires anglais du même service.

Le Gouvernement de la République française, de son côté, n'aurait pas d'objection à ce que des conditions analogues fussent consenties aux fonctionnaires britanniques actuellement au service marocain.

ARTICLE 6

Afin d'assurer le libre passage du canal de Suez, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare adhérer aux stipulations du traité conclu le 29 octobre 1888, et à leur mise en vigueur. Le libre passage du canal étant ainsi garanti, l'exécution de la dernière phrase du paragraphe 1 et celle du paragraphe 2 de l'article 8 de ce traité resteront suspendues.

ARTICLE 7

Afin d'assurer le libre passage du Déroit de Gibraltar, les deux Gouvernements conviennent de ne pas laisser élever des fortifications ou des ouvrages stratégiques quelconques sur la partie de la côte marocaine comprise entre Melilla et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sébou exclusivement.

ARTICLE 8

Les deux Gouvernements, s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine de la Méditerranée, et au sujet desquels le Gouvernement français se concertera avec le Gouvernement espagnol.

Communication sera faite au Gouvernement de Sa Majesté Britan-

nique de l'accord qui pourra intervenir à ce sujet entre la France et l'Espagne.

ARTICLE 9

Les deux Gouvernements conviennent de se prêter l'appui de leur diplomatie pour l'exécution des clauses de la présente Déclaration relative à l'Égypte et au Maroc.

En foi de quoi Son Excellence l'Ambassadeur de la République française près Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes, et le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Étrangères de Sa Majesté britannique, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double expédition, le 8 avril 1904.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) Paul CAMBON.

Articles secrets

ARTICLE PREMIER

Dans le cas où l'un des deux Gouvernements se verrait contraint, par la force des circonstances, de modifier sa politique vis-à-vis de l'Égypte ou du Maroc, les engagements qu'ils ont contractés l'un envers l'autre par les articles 4, 6 et 7 de la Déclaration de ce jour demeureront intacts.

ARTICLE 2

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a pas l'intention de proposer, quant à présent, aux Puissances de modification au régime des Capitulations et à l'organisation judiciaire en Égypte.

Dans le cas où il serait amené à envisager l'opportunité d'introduire à cet égard en Égypte des réformes tendant à assimiler la législation égyptienne à celle des autres pays civilisés, le Gouvernement de la République française ne refuserait pas d'examiner ces propositions, mais à la condition que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique accepterait d'examiner les suggestions que le Gouvernement de la République française pourrait avoir à lui adresser pour introduire au Maroc des réformes du même genre.

ARTICLE 3

Les deux Gouvernements conviennent qu'une certaine quantité de territoire marocain adjacente à Melilla, Ceuta et autres présides doit, le jour où le Sultan cesserait d'exercer sur elle son autorité, tomber dans la sphère d'influence espagnole et que l'administration de la côte depuis Melilla jusqu'aux hauteurs de la rive droite du Sébou exclusivement sera confiée à l'Espagne.

Toutefois, l'Espagne devra au préalable donner son adhésion formelle aux dispositions des articles 4 et 7 de la Déclaration de ce jour, et s'engager à les exécuter.

Elle s'engagera en outre à ne point aliéner tout ou partie des territoires placés sous son autorité ou dans sa sphère d'influence.

ARTICLE 4

Si l'Espagne, invitée à adhérer aux dispositions de l'article précédent, croyait devoir s'abstenir, l'arrangement entre la France et la Grande-Bretagne, tel qu'il résulte de la Déclaration de ce jour, n'en serait pas moins immédiatement applicable.

ARTICLE 5

Dans le cas où l'adhésion des autres Puissances ne serait pas obtenue au projet de Décret mentionné à l'article 1^{er} de la Déclaration de ce jour, le Gouvernement de la République française ne s'opposera pas au remboursement au pair, à partir du 15 juillet 1910, des Dettes garantie, privilégiée et unifiée.

Fait à Londres, en double expédition, le 8 avril 1904.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) Paul CAMBON.

FRANCE — ESPAGNE

**Traité secret entre la France et l'Espagne concernant
le Maroc***(3 octobre 1904)*

Le Président de la République française et S. M. le roi d'Espagne, voulant fixer l'étendue des droits et la garantie des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions algériennes, et pour l'Espagne, de ses possessions sur la côte du Maroc, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, S. E. M. Théophile Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, etc.

Et S. M. le roi d'Espagne, S. E. M. de Léon y Castillo, marquis del Muni, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la président de la République française, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

I

L'Espagne adhère, aux termes de la présente convention, à la Déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Égypte.

II

La région située à l'ouest et au nord de la ligne ci-après déterminée constitue la sphère d'influence qui résulte pour l'Espagne de ses possessions sur la côte marocaine de la Méditerranée.

Dans cette zone est réservée à l'Espagne la même action qui est reconnue à la France par le deuxième paragraphe de l'article 2 de la Déclaration du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Égypte.

Toutefois tenant compte des difficultés actuelles et de l'intérêt réciproque qu'il y a à les aplanir, l'Espagne déclare qu'elle n'exercera cette action qu'après accord avec la France pendant la première période

d'application de la présente convention, période qui ne pourra pas excéder quinze ans à partir de la signature de la convention.

De son côté, pendant la même période, la France désirant que les droits et les intérêts reconnus à l'Espagne par la présente convention soient toujours respectés, fera part préalablement au gouvernement du roi de son action près du sultan du Maroc en ce qui concerne la sphère d'influence espagnole.

Cette première période expirée, et tant que durera le *statu quo*, l'action de la France près du gouvernement marocain, en ce qui concerne la sphère d'influence réservée à l'Espagne, ne s'exercera qu'après accord avec le gouvernement espagnol.

Pendant la première période, le gouvernement de la République française fera son possible pour que, dans deux des ports à douanes de la région ci-après déterminée, le délégué du représentant général des porteurs de l'emprunt marocain du 12 juillet 1904 soit de nationalité espagnole.

Partant de l'embouchure de la Moulouïa, dans la mer Méditerranée, la ligne visée ci-dessus remontera le thalweg de ce fleuve jusqu'à l'alignement de la crête des hauteurs les plus rapprochées de la rive gauche de l'oued Defla. De ce point et sans pouvoir, en aucun cas, couper le cours de la Moulouïa, la ligne de démarcation gagnera, aussi directement que possible, la ligne de faite séparant les bassins de la Moulouïa de l'oued Indonen de celui de l'oued Kert, puis elle continuera vers l'ouest par la ligne de faite séparant les bassins de l'oued Indenen et de l'oued Sebou de ceux de l'oued Kert et de l'oued Ouergha, pour gagner par la crête la plus septentrionale le djebel Moulaï-Bou-Chta. Elle remontera ensuite vers le nord, en se tenant à une distance d'au moins 25 kilomètres à l'est de la route de Fez à Ksar-el-Kebir, par Ouezzan, jusqu'à la rencontre de l'oued Loukkos, ou oued El-Khous, dont elle descendra le thalweg jusqu'à une distance de 5 kilomètres en aval du croisement de cette rivière avec la route précitée de Ksar-El-Kebir, par Ouezzan. De ce point, elle gagnera aussi directement que possible le rivage de l'océan Atlantique, au-dessus de la lagune de Ez-Terga.

Cette délimitation est conforme à la délimitation tracée sur la carte annexée à la présente convention sous le n° 1.

III

Dans le cas où l'état politique du Maroc et le gouvernement chérifien ne pourraient plus subsister, ou si, par la faiblesse de ce gouvernement et par son impuissance persistante à amener la sécurité et l'ordre public, ou pour toute autre cause à constater d'un commun accord, le maintien du *statu*

quo devenait impossible, l'Espagne pourrait exercer librement son action dans la région délimitée à l'article précédent et qui constitue dès à présent, sa sphère d'influence.

IV

Le gouvernement marocain ayant par l'article 8 du traité du 26 avril 1860, concédé à l'Espagne un établissement à Santa-Cruz-de-Mar-Pequena (Ifni), il est entendu que le territoire de cet établissement ne dépassera pas le cours de l'oued Tazeroualt, depuis sa source jusqu'à son confluent avec l'oued Mesa, et le cours de l'oued Mesa, depuis ce confluent jusqu'à la mer, selon la carte n° 2 annexée à la présente convention.

V

Pour compléter la délimitation indiquée par l'article premier de la convention du 27 juin 1900, il est entendu que la démarcation entre les sphères d'influence française et espagnole partira de l'intersection du méridien 14°20' ouest de Paris avec le 26° de latitude nord qu'elle suivra vers l'est jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris. Elle remontera ce méridien jusqu'à sa rencontre avec l'oued Draa, puis le thalweg de l'oued Draa jusqu'à sa rencontre avec le méridien 10° ouest de Paris, enfin le méridien 10° ouest de Paris jusqu'à la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous, et suivra, dans la direction de l'ouest, la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous, puis entre les bassins cotiers de l'oued Mesa et de l'oued Noun, jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'oued Tazeroualt. Cette délimitation est conforme à la délimitation tracée sur la carte n° 2 déjà citée et annexée à la présente convention.

VI

Les articles 4 et 5 seront applicables en même temps que l'article 2 de la présente convention.

Toutefois le gouvernement de la République française admet que l'Espagne s'établira à tout moment dans la partie définie à l'article 4, à la condition de s'être préalablement entendue avec le sultan.

De même le gouvernement de la République française reconnaît dès maintenant au gouvernement espagnol pleine liberté d'action sur la région comprise entre les degrés 26° et 27°40' de latitude

nord et le méridien 11° ouest de Paris, qui sont en dehors du territoire marocain.

VII

L'Espagne s'engage à n'aliéner ni à céder sous aucune forme, même à titre temporaire, tout ou partie des territoires désignés aux articles 2, 4 et 5 de la présente convention.

VIII

Si dans l'application des articles 2, 4 et 5 de la présente convention, une action militaire s'imposait à l'une des deux parties contractantes, elle en avvertirait aussitôt l'autre partie.

En aucun cas, il ne sera fait appel au concours d'aucune puissance étrangère,

IX

La ville de Tanger gardera le caractère spécial que lui donnent la présence du corps diplomatique et ses institutions municipale et sanitaire.

X

Tant que durera l'état politique actuel, les entreprises de travaux publics, chemins de fer, routes, canaux, partant d'un point du Maroc pour aboutir dans la région visée à l'article 2 et *vice versa*, seront exécutées par des sociétés que pourront constituer des Français et des Espagnols.

De même, il sera loisible aux Français et aux Espagnols au Maroc de s'associer pour l'exploitation des mines, carrières, et généralement d'entreprises d'ordre économique.

XI

Les écoles et les établissements espagnols actuellement existant au Maroc seront respectés. La circulation de la monnaie espagnole ne sera ni empêchée ni entravée. Les Espagnols continueront de jouir au Maroc des droits que leur assurent les traités, conventions et usages en vigueur, y compris le droit de navigation et de pêche dans les eaux et ports marocains.

XII

Les Français jouiront dans les régions désignées aux articles 2, 4 et 5 de la présente convention des mêmes droits qui sont, par l'article précédent, reconnus aux Espagnols dans le reste du Maroc.

XIII

Dans le cas où le gouvernement marocain en interdirait la vente sur son territoire, les deux puissances contractantes s'engagent à prendre dans leurs possessions d'Afrique les mesures nécessaires pour empêcher que les armes et les munitions soient introduites en contrebande au Maroc.

XIV

Il est entendu que la zone visée au paragraphe premier de l'article 7 de la Déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Égypte commence sur la côte à trente kilomètres au sud-est de Mèlilla (1).

XV

Dans le cas où la dénonciation prévue par le paragraphe 3 de l'article 4 de la Déclaration franco-anglaise relative au Maroc et à l'Égypte aurait eu lieu, les gouvernements français et espagnol se concerteront pour l'établissement d'un régime économique qui réponde particulièrement à leurs intérêts réciproques (2).

XVI

La présente convention sera publiée lorsque les deux gouver-

(1) (N.D.L.R. — Afin d'assurer le libre passage du détroit de Gibraltar, les deux gouvernements conviennent de ne pas laisser élever de fortifications ou des ouvrages stratégiques quelconques sur la partie de la côte marocaine comprise entre Mèlilla et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sebou, exclusivement.)

(2) (N.D.L.R. — Cet engagement réciproque est valable pour une période de trente ans.

Faute de dénonciation expresse faite une année au moins à l'avance, cette période sera prolongée de cinq en cinq ans.)

nements jugeront, d'un commun accord, qu'elle peut l'être sans inconvénients.

En tout cas elle pourra être publiée par l'un des deux gouvernements à l'expiration de la première période de son application, période qui est définie au paragraphe 3 de l'article 2.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Paris, le 3 octobre 1904.

Signé: DELCASSÉ.

Signé: LÉON Y CASTILLO.

Accord secret Franco-Espagnol destiné à régler le fonctionnement du traité secret de 1904

(1^{er} septembre 1905)

I. POLICE DES PORTS

Les corps de police militaire qui devront être organisés le plus tôt possible dans les ports de l'empire chérifien devant être formés de troupes indigènes, la France, d'accord avec l'Espagne, admet que tous les chefs, officiers et sous-officiers qui seront chargés de l'instruction et du commandement desdites troupes dans les ports de Tetouan et de Larache, devront appartenir à la nationalité espagnole; de son côté, l'Espagne, d'accord avec la France, admet que tous les chefs, officiers et sous-officiers qui seront chargés de l'instruction et du commandement des troupes de police dans les ports de Rabat et de Casa-blanca devront être de nationalité française.

En ce qui concerne le port de Tanger, en raison des stipulations de l'article 9 du traité du 3 octobre 1904, il est convenu que la police de cette ville sera confiée à un corps franco-espagnol commandé par un Français. Ce régime sera soumis à révision, à l'expiration de la période de quinze ans, prévue à la Convention du 3 octobre 1904.

II. — SURVEILLANCE ET RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE

DES ARMES

Conformément à l'esprit de l'article 8 dudit traité, et en

vue d'assurer son exécution, il est entendu que sur terre, la surveillance et la répression de la contrebande des armes demeurent à la charge de la France dans la sphère de sa frontière algérienne, et à la charge de l'Espagne, dans la sphère de toutes ses places et possessions africaines.

La surveillance et la répression de cette contrebande sur mer seront confiées à une division de navires de guerre des deux puissances, qui en fixeront les types. Cette division sera commandée alternativement, pendant un an, par un officier de la marine de l'une des deux puissances, et l'année suivante par un officier de la marine de l'autre puissance, le commandement devant être exercé la première année par un officier de la marine française.

Les deux gouvernements établiront d'un commun accord les règles à observer pour la répression de cette contrebande, lorsqu'il s'agira de l'exercice du droit de visite, dans les cas où l'exercice de ce droit serait indispensable à l'efficacité de la répression.

III. — INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

En vue d'assurer de part et d'autre dans le sens le plus amical l'exacte interprétation des articles 10, 11 et 12 de la Convention du 3 octobre 1904, il demeure entendu :

1° Que les entreprises de travaux publics, de chemins de fer, de routes et de canaux, d'exploitation de mines et carrières, et toutes autres de caractère commercial et industriel, sur le territoire du Maroc, pourront être exécutées par des groupes constitués par des Espagnols et des Français ; les deux gouvernements s'obligent mutuellement à favoriser par les moyens dont ils disposeront la création de ces entreprises mixtes, sur la base de l'égalité des droits des associés, dans la proportion du capital engagé.

A l'expiration du délai de quinze ans, prévu par la convention du 3 octobre 1904, les deux hautes parties contractantes pourront exécuter les travaux auxquels se réfère le paragraphe précédent, conformément aux règles qu'il indique, dans leurs zones d'influences respectives.

2° Les Espagnols et les Français, ainsi que leurs établissements et écoles actuellement existants dans l'empire marocain, seront respectés ; en tout cas, ils jouiront pour toujours au Maroc, dans l'exercice de leurs professions, et la réalisation de leurs opérations commerciales et industrielles en cours ou projetées, des mêmes droits et privilèges, de manière que l'état juridique des sujets et ressortissants des deux nations, soient constamment le même. Les marchandises des deux pays jouiront pour leur introduction, circulation et vente dans l'empire, d'un traitement identique. Les deux

hautes parties contractantes emploieront tous les moyens pacifiques en leur pouvoir et se prêteront mutuellement leur concours auprès du sultan et du makhzen en vue d'empêcher que présentement comme dans l'avenir, cette clause ne vienne à être modifiée par l'autorité marocaine par suite de l'établissement de règles différentes en ce qui concerne l'état juridique des personnes et les conditions auxquelles seront soumises les marchandises des deux nations.

3° La monnaie d'argent espagnole continuera à être librement introduite comme elle l'a été jusqu'ici dans l'empire, sans que directement ou indirectement, ou à la suite d'une mesure quelconque prise ou à prendre, il puisse être porté atteinte à la liberté de l'introduction et de la circulation ainsi qu'à la valeur libératrice de ladite monnaie.

Les deux gouvernements s'obligent respectivement à ne pas laisser créer d'obstacles directs ou indirects à ce qui se trouve énoncé au paragraphe précédent, par les institutions commerciales ou industrielles organisées dans l'empire marocain par leurs sujets respectifs et à employer tous les moyens pacifiques dont chacun d'eux dispose pour que des participations dans le capital et les travaux de toutes les entreprises publiques soient offertes aux sujets des deux nations.

4° Les gouvernements espagnol et français étant d'accord sur la nécessité de créer au Maroc un établissement de crédit sous la dénomination de Banque d'Etat ou toute autre, établissement dont la présidence sera réservée à la France en raison du plus grand nombre d'actions souscrites par elle, s'entendent également sur les points suivants :

a) La participation en actions de toutes espèces et les parts de bénéfice à réserver à l'Espagne seront supérieures à la part de chacune des autres puissances prises séparément, la France exceptée;

b) Le personnel espagnol de l'administration de cet établissement et de celle de ses dépendances, sera proportionnel à la part du capital souscrit par l'Espagne;

c) Cet établissement pourra se charger de travaux et de services publics dans l'empire du Maroc, avec l'assentiment ou en vertu d'un accord avec le sultan. Il pourra soit les exécuter directement soit les transférer à d'autres groupes ou entreprises. Toutefois, pour l'exécution de tous ces travaux et services publics, les stipulations des paragraphes ci-dessus *a* et *b* devront être observées.

5° Les deux gouvernements espagnol et français augmenteront d'un commun accord le nombre actuel des sujets espagnols délégués dans le service des douanes de l'empire, réorganisé en garantie de l'emprunt contracté en dernier lieu par le sultan auprès des banques françaises, emprunt dans lequel se trouve englobé l'emprunt contracté antérieurement par Sa Majesté chérifienne auprès des banques espagnoles.

IV

Les deux puissances s'engagent à observer cet accord, même dans le cas où les stipulations de l'article 17 de la convention de Madrid de 1880 viendraient à être étendues à toutes les questions d'ordre économique et financier. Elles s'efforceront par leur action pacifique constante auprès du sultan et du makhzen d'assurer l'accomplissement loyal de tout ce que stipule le présent accord.

En outre, l'Espagne étant fermement décidée à marcher complètement d'accord avec la France, au cours des délibérations de la conférence projetée, et la France se proposant d'agir de même avec l'Espagne, il demeure convenu entre les deux gouvernements qu'ils s'aideront mutuellement et procéderont d'un commun accord dans lesdites délibérations, en ce qui concerne les stipulations de la convention du 3 octobre 1904, dans son interprétation la plus large et la plus amicale, comme en ce qui concerne les différents objets du présent accord.

Ils s'engagent enfin à se prêter réciproquement le concours pacifique le plus entier sur toutes les questions d'ordre général concernant le Maroc, ainsi que le comporte la cordiale et amicale entente qui existe entre eux par rapport aux affaires de l'empire chérifien.

NORVÈGE-BELGIQUE

Traité de Commerce et de Navigation

(5 août 1910)

Sa Majesté le roi de Norvège et Sa Majesté le Roi des Belges, animés du désir de faciliter et d'étendre les relations de commerce et de navigation entre la Norvège et la Belgique, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Monsieur le Dr Hagerup, Grand Croix de l'ordre de Saint-Olaf, Grand Cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et

Sa Majesté le Roi des Belges :

Monsieur Davignon, Grand Croix de l'ordre de la Couronne, Offi-

cier de l'ordre de Léopold, etc., etc. Membre de la Chambre des Représentants, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Norvège et la Belgique.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre, en matière de commerce et d'industrie, des mêmes droits et faveurs, qui sont ou seront accordés aux sujets de toute autre nation et ne pourront être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions, restrictions ou obligations générales ou locales que celles qui seront imposées aux sujets de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique. Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux, et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays.

ARTICLE 2.

Les Norvégiens en Belgique et les Belges en Norvège seront, à titre de réciprocité, autorisés dans les mêmes conditions que les ressortissants du tiers Etat le plus favorisé, à acquérir et à posséder des biens meubles et immeubles et à en disposer par vente, échange, don, testament ou autrement, ainsi qu'à recueillir des successions, soit *ab intestat*, soit par testament.

Les Norvégiens en Belgique et les Belges en Norvège ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés, mobilières ou immobilières, d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les sujets de la nation la plus favorisée.

Les droits connus sous le nom droit d'aubaine et de détraction ne seront pas, à l'avenir, exigés lorsqu'en cas de succession, donation entre vifs, vente, émigration ou autre, il y aura lieu à une translation de biens de Norvège en Belgique ou de Belgique en Norvège.

ARTICLE 3.

Seront considérés comme 'norvégiens en Belgique et comme

belges en Norvège les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce, par les lois de l'Etat auxquels ils appartiennent respectivement.

ARTICLE 4.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou leur destination, y seront traités, sous tous les rapports, sur le même pied que les navires nationaux. Tant à leur entrée que durant leur séjour et à leur sortie, ils ne payeront d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit ou au nom de l'Etat, de fonctionnaires publics, de communes ou de corporations ou établissements quelconque, que ceux dont sont ou seront passibles les navires nationaux.

ARTICLE 5.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, arrivés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en sortiront également sur lest;

2° Les navires qui, se rendant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y décharger tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou pour y compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérées, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce : le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les achats nécessaires au ravitaillement des équipages, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

ARTICLE 6.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement

et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des deux Parties étant que, sous ce rapport, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

ARTICLE 7.

Les navires de chacune des deux parties entrant dans l'un des ports de l'autre pour compléter leur chargement ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf les droits de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

ARTICLE 8.

Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de Belgique est ou sera légalement permise sur des bâtiments belges, pourront également y être importées sur des bâtiments norvégiens, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Réciproquement, les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de Norvège est ou sera légalement permise sur des bâtiments norvégiens, pourront également y être importées sur des bâtiments belges, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre des pays respectifs.

ARTICLE 9.

Les marchandises de toute nature qui seront exportées de la Belgique par navires norvégiens, ou de la Norvège par navires belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas

assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie, que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes ou restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des pays respectifs, à la navigation nationale.

ARTICLE 10.

La faculté de faire le cabotage de port à port, dans le territoire des deux Etats respectifs, se réglera d'après les lois et ordonnances en vigueur. Toutefois, il est convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que les navires et les ressortissants de chacune d'elles jouiront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, des faveurs et privilèges qui sont ou qui seront accordés aux nations les plus favorisées.

ARTICLE 11.

Pendant le temps fixé par la législation de chacun des pays respectifs pour l'entreposage des marchandises, celles-ci seront traitées, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation, de l'une et de l'autre part, à l'instar des marchandises importées sous pavillon national.

Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national ou provenaient du pays le plus favorisé.

ARTICLE 12.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux Etats seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer, les armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

ARTICLE 13.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne soit appliquée en même temps à toutes les autres nations,

sauf les prohibitions ou restrictions temporaires que l'une ou l'autre des Parties jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

ARTICLE 14.

Ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre Partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre Etat étranger.

Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent également à n'établir l'une envers l'autre aucun droit d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

ARTICLE 15.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des municipalités ou d'autres corporations et dont sont ou seront grevées la production, la fabrication ou la consommation de n'importe quel genre de marchandises sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, ne pourront être appliquées aux produits originaires de l'autre d'une manière différente ni plus onéreuse qu'aux produits similaires indigènes ou de toute autre provenance.

Toutefois, rien ne s'opposera à ce que le blé et autres grains belges qui seront employés en Norvège à la fabrication du malt ou que les pommes de terre belges qui sont importées en Norvège pour être employées dans l'industrie, puissent être grevés d'un droit intérieur spécial, de même que le blé et les pommes de terre importés d'autres pays étrangers.

Il est entendu que le présent article ne vise ni les droits ou taxes d'entrée, ni les droits d'accise perçus sur les marchandises exemptes de droits ou taxes d'entrée.

ARTICLE 16.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales,

industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté de faire leurs opérations et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue du territoire de l'autre Etat, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet Etat. Ces compagnies et associations établies dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, pourront exercer dans le territoire de l'autre Partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ARTICLE 17.

Les voyageurs de commerce norvégiens voyageant en Belgique pour le compte d'une maison norvégienne et les voyageurs de commerce belges voyageant en Norvège pour le compte d'une maison belge obtiendront la restitution des droits d'entrée qu'ils auront payés pour les objets passibles de droits, qui auront été importés à titre d'échantillons, en se conformant aux dispositions édictées en vue d'assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt des dits échantillons.

Le traitement de la nation la plus favorisée sera d'ailleurs appliqué aux voyageurs de commerce des pays respectifs, sous la réserve toutefois que l'exemption du droit de patente sera subordonnée à la condition de réciprocité.

ARTICLE 18.

En tout ce qui concerne la navigation et le commerce, les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre Etat, qui ne soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

ARTICLE 19.

Les stipulations du présent Traité ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède, ni aux concessions que les Hautes Parties contractantes ont accordées ou accorderont à l'avenir à des Etats limitrophes, en vue de faciliter les relations de frontière.

D'autre part, il est entendu que la clause du traitement de la nation la plus favorisée, stipulée par le présent Traité, ne fait pas obstacle aux avantages qui résulteraient d'une union douanière conclue ou à conclure par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et qu'elle n'exclut pas non plus la perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation ou de production.

ARTICLE 20.

Dans le cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent Traité s'élèverait entre les deux Parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral dont elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le Tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux Parties en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un gouvernement désigné par les deux arbitres, ou à défaut d'entente, par le sort.

ARTICLE 21.

Le présent Traité, après avoir été approuvé par les Représentations nationales, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Il restera applicable pendant dix années à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le présent Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, en double original, le vingt-sept Juin mil neuf cent dix.

F. HAGERUP.
(L. S.)

H. DAVIGNON.
(L. S.)

**Convention d'arbitrage entre le royaume de Norvège
et les Etats-Unis du Brésil.**

(ratifiée le 25 février 1911)

Sa Majesté le Roi de Norvège et le Président de la République des Etats-Unis du Brésil désirant conclure une Convention d'Arbitrage en application des principes énoncés dans les articles 15 à 19 et 21 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à La Haye le 29 juillet 1899, et les articles 39 à 40 et 42 de la Convention signée à La Haye le 18 octobre 1907, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Norvège: Monsieur Christophersen, W. C., son Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président des Etats-Unis du Brésil: Monsieur Regis de Oliveira, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Norvège.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les différends qui viendraient à se produire entre les deux Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899 à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance, ni l'intégrité, ni l'honneur des Etats contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances; il est en outre entendu que si l'une des deux Parties contractantes le préfère ainsi, tout arbitrage résultant de la présente Convention sera confié à un Chef d'Etat ou à un Gouvernement ami, ou à un ou plusieurs arbitres choisis en dehors des listes du Tribunal de La Haye.

ARTICLE 2

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente de La Haye, à d'autres arbitres ou à un seul Arbitre, signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre ou des Arbitres et les conditions à observer en ce qui concerne les délais

pour la constitution du tribunal arbitral ou le choix de l'arbitre ou des arbitres, ainsi que les règles de la procédure.

Il reste entendu que, pour ce qui concerne les Etats-Unis du Brésil les compromis spéciaux dont il s'agit ne pourront être ratifiés sans le consentement préalable du Pouvoir Législatif.

ARTICLE 3

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce terme elle continuera à rester en vigueur pendant une nouvelle période de cinq années, et il en sera de même successivement.

ARTICLE 4

La présente Convention sera ratifiée après l'accomplissement des formalités exigées par les lois constitutionnelles dans les deux pays, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi du quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé la présente Convention en double exemplaire, en langue française, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Kristiania, le 13 juillet 1909.

(u.) W. CHRITOPHERSEN.

(Segl.)

(u.) FRAN^{co} REGIS DE OLIKEIRA.

(Segl.)

Convention Spéciale et Réciproque de Douane entre la Norvège et le Japon

(1^{er} Juillet 1911)

Sa Majesté le Roi de Norvège et Sa Majesté l'Empereur du Japon, également désireux de favoriser le développement des relations com-

merciales entre leurs deux Pays, ont résolu de conclure à cet effet une Convention Spéciale et Réciproque de Douane et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Son Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Johannes Irgens ;

Et Sa Majesté l'Empereur du Japon :

Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Norvège, Monsieur Koitchi Soughimoura ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties contractantes, bénéficieront, à leur importation dans les territoires de l'autre, des taxes de douane les plus réduites, applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère.

ARTICLE 2

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties contractantes, dûment importés dans les territoires de l'autre, ne pourront être assujettis à des taxes ou droits d'octroi, de transit, de magasinage, d'accise, ou de consommation autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les articles similaires d'origine nationale.

Toutefois, à l'égard du blé, il ne serait accordé réciproquement que le traitement de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 3

Les Parties contractantes conviennent de dispenser en général de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, ceux-ci pourront exceptionnellement être exigés par l'un des deux Pays pour que les articles venant de l'autre Pays soient admis au bénéfice des taxes les plus réduites, et en tant que ces certificats soient également demandés à l'égard des articles similaires de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 4

Les dispositions de la présente Convention sont applicables à tous

les territoires et possessions appartenant à l'une ou à l'autre des Parties contractantes ou administrés par elle.

ARTICLE 5

Les dispositions de cette Convention ne s'appliquent pas :

1° Aux produits de la pêche nationale des Parties contractantes, ni aux produits des pêches assimilées à la pêche nationale, en ce qui concerne l'importation de leurs produits ;

2° Aux concessions du tarif que l'une des Parties contractantes a accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de la frontière ;

3° Aux avantages spéciaux qu'a accordés ou accorderait la Norvège à la Suède, ainsi qu'aux avantages résultant de la conclusion d'une union douanière, autant que ces mêmes avantages ne seront pas étendus à d'autres Etats.

ARTICLE 6

La présente Convention entrera en vigueur le 13 juillet 1911, correspondant au 17^{me} jour du 7^{me} mois de la 44^{me} année de Meiji, et restera exécutoire jusqu'à l'expiration de douze mois à compter de la date où l'une des Parties Contractantes aurait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

ARTICLE 7

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tokio aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé de leurs sceaux la présente Convention, en deux exemplaires et en langue française.

Fait à Kristiania, le 16 juin 1911, correspondant au 16^{me} jour du 6^{me} mois de la 44^{me} année de Meiji.

(s) J. IRGENS.
(L. S.)

(s.) K. SOUGHIMOURA.
(L. S.)

Traité de Commerce et de Navigation entre la Norvège et le Japon

(10 juillet 1911)

Sa Majesté le roi de Norvège et Sa Majesté l'Empereur du Japon, également animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre Eux et entre Leurs Sujets, et persuadés que la détermination d'une manière claire et positive des règles qui, à l'avenir, doivent s'appliquer aux rapports commerciaux entre leurs deux Pays, contribuera à la réalisation de ce résultat hautement désirable, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Son Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Johannes Irgens;

Et Sa Majesté l'Empereur du Japon :

Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le roi de Norvège, Monsieur Koitchi Soughimoura;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront pleine liberté, avec leurs familles, d'entrer et de séjourner dans toute l'étendue des territoires de l'autre; et en se conformant aux lois du pays :

1° Ils seront, pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études et investigations, l'exercice de leurs métiers et professions, l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières et le droit de faire le trafic de tous articles de commerce licite, placés, à tous égards, sur le même pied que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée;

2° Ils pourront, également sur le même pied que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, posséder ou louer et occuper les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires, et prendre à bail des terrains à l'effet d'y résider ou de les utiliser dans un but licite commercial, industriel, manufacturier ou autre;

3° Ils jouiront d'une protection et sécurité constantes et complètes

pour les personnes et leurs propriétés; ils auront un accès libre et facile auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits; ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ces organes devant les tribunaux ou autres autorités compétents; et quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront également de tous les droits et privilèges dont jouissent les sujets du Pays;

4° Ils seront exempts de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre ou de mer, soit dans la garde nationale ou la milice, sauf les cas où une obligation de cette nature incombe aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, et de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, ainsi que de tous emprunts forcés. Ils ne seront assujettis à d'autres réquisitions ou contributions militaires qu'à celles qui seront imposées aux nationaux eux-mêmes;

5° Ils ne seront contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée;

6° Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie contractante, des mêmes privilèges, libertés et droits, et ne seront pas soumis, sous ce rapport, à des impôts ou des charges plus élevés que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 2.

Les habitations, magasins, manufactures et boutiques des sujets de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent, employés pour des buts licites, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou perquisitions, non plus que d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des nationaux eux-mêmes.

ARTICLE 3

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, à l'exception des localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires. Cette exception toutefois, ne sera pas faite à l'égard de l'une des Parties

contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Lesdits consuls généraux, consuls, vices-consuls et agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du Pays dans lequel ils sont nommés, l'exequatur ou autres autorisations nécessaires, auront, à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux officiers consulaires de même grade de la nation la plus favorisée. Le Gouvernement donnant l'exequatur ou autres autorisations, a le droit de les annuler selon son propre jugement; toutefois il est tenu dans ce cas d'expliquer les raisons pour lesquelles il a jugé à propos d'agir ainsi.

ARTICLE 4

Dans le cas où un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à mourir dans les territoires de l'autre, sans avoir laissé, dans le pays du décès, aucun héritier ou exécuteur testamentaire, l'officier consulaire compétent du Pays auquel appartient le défunt, aura le droit, les formalités nécessaires remplies, soit personnellement soit par délégué, de représenter cette personne absente et d'agir en son lieu et place pendant la durée de son absence; il prendra toutes les mesures et fera tous les actes nécessaires pour l'administration et la liquidation régulières de la succession. Toutefois, rien de ce qui est contenu dans cet article ne saurait être tenu comme pouvant dessaisir les tribunaux du pays où se trouvent les biens, des affaires rentrant dans leur propre compétence.

Les dispositions précédentes seront, de même, applicables au cas où un sujet de l'une des Parties contractantes, possédant des biens dans les territoires de l'autre, viendrait à mourir en dehors desdits territoires sans avoir laissé, dans le pays où ces biens sont situés, aucun héritier ou exécuteur testamentaire.

ARTICLE 5

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les sujets de chacune des Parties contractantes auront, sur le même pied que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports, et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

ARTICLE 6.

Les droits de douane perçus sur les articles, produits naturels ou

fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, à leur importation dans les territoires de l'autre, seront désormais réglés soit par des arrangements spéciaux entre les deux Pays soit par la législation intérieure de chacun d'eux.

Aucune des Parties contractantes n'imposera à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre, des droits ou charges, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination des territoires de l'autre, qui ne s'étendra également aux articles similaires venant de tout autre pays où y allant. La dernière disposition n'est cependant pas applicable aux prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées soit comme mesures sanitaires soit dans le but de protéger des animaux ou des plantes utiles.

ARTICLE 7

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles ou financières qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties contractantes et qui ont leur domicile dans les territoires de cette Partie, sont autorisées, dans les territoires de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit pour intenter une action soit pour défendre.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société ou association établie dans l'un des deux Pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les Pays respectifs.

ARTICLE 8

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Hautes Parties contractantes par des navires nationaux, pourront, de même, être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie contractante, sans être soumis à aucuns droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des navires nationaux. Cette égalité réciproque de traitement sera appliquée sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine, ou de tout autre pays étranger.

Il y aura, de même, parfaite égalité de traitement pour l'exporta-

tion, de façon que les mêmes droits de sortie seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans le territoire de chacune des Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par des navires japonais ou par des navires norvégiens et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie, soit un port d'une tierce Puissance.

ARTICLE 9

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties aux navires nationaux, aucun privilège ni aucune facilité qui ne le soit également, en pareils cas, aux navires de l'autre Pays, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ces rapports, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

ARTICLE 10

Les navires marchands naviguant sous pavillon norvégien ou japonais et ayant à bord les documents requis par leurs lois nationales pour établir leur nationalité, seront respectivement considérés au Japon et en Norvège comme navires norvégiens ou japonais.

ARTICLE 11

Aucuns droits de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux Pays sur les navires de l'autre, sans qu'ils soient légalement imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux en général ou sur les navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent ou qu'en soit le lieu de destination.

ARTICLE 12

Les navires chargés d'un service postal régulier de l'une des Hautes Parties contractantes, qu'ils appartiennent à l'Etat ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales

de l'autre, des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 13

Il est fait exception aux dispositions du présent Traité pour le cabotage dont le régime reste soumis aux lois du Japon et de la Norvège respectivement. Il s'entend cependant que les sujets et les navires de l'une des deux Parties contractantes jouiront en cette matière sur les territoires de l'autre du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Tout navire de l'une des deux Parties contractantes chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à un ou plusieurs parts d'entrée des territoires de l'autre, pourra décharger une partie de sa cargaison dans l'un desdits ports, et, en continuant son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, y décharger le reste de sa cargaison, toujours en se conformant aux lois, aux tarifs et aux règlements de douane du pays de destination. De la même manière et sous la même restriction, tout navire de l'une des Parties contractantes pourra charger dans les divers ports de l'autre, au cours du même voyage pour l'étranger.

ARTICLE 14

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties contractantes, seront, dans les territoires de l'autre, exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître des différends qui pourraient survenir soit en mer, soit dans les eaux territoriales de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales, dans le cas où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler l'ordre dans ces eaux ou à terre.

ARTICLE 15

Si un marin déserte d'un navire appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée, à cet effet, par l'officier consu-

laire compétent du Pays auquel appartient le navire en question, avec l'assurance de rembourser toutes les dépenses y relatives.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux sujets du Pays où la désertion aura lieu.

ARTICLE 16

En cas de naufrage, avaries en mer ou relâche forcée, chacune des Hautes Parties contractantes devra donner, en tant que les devoirs de la neutralité le permettent, aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui seront accordées en pareil cas aux navires nationaux. Les articles sauvés de ces navires naufragés ou avariés seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Parties contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

ARTICLE 17

Réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement de manière expresse, les Hautes Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux sujets ou citoyens de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux sujets de l'autre Partie contractante.

Les stipulations du présent Traité ne s'appliquent pas aux avantages spéciaux qui sont ou pourraient être accordés par l'une des Hautes Parties contractantes à des Etats limitrophes pour faciliter les relations de frontière ou par la Norvège à la Suède, ainsi qu'aux avantages résultant de la conclusion d'une union douanière, autant que ces mêmes avantages ne seront pas étendus à d'autres Etats.

ARTICLE 18

Les dispositions du présent Traité sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes ou administrées par elle.

ARTICLE 19

Le présent Traité entrera en vigueur le 17 juillet 1911, correspondant au 15^{me} jour du 7^{me} mois de la 44^{me} année de Meiji, et demeurera exécutoire jusqu'au 16 juillet 1923, correspondant au 16^{me} jour du 7^{me} mois de la 56^{me} année de Meiji.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de ladite période, son intention de mettre fin au Traité, celui-ci restera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

ARTICLE 20

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tokio aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé de leurs sceaux le présent Traité, en deux exemplaires et en langue française.

Fait à Kristiania, le 16 juin 1911, correspondant au 16^{me} jour du 6^{me} mois de la 44^{me} année de Meiji.

(s) J. IRGENS.
(L.S.)

(s) K. SOUGHIMOURA.
(L. S.)

FRANCE-ALLEMAGNE

**Convention entre l'Allemagne et la France
relative au Maroc.**

(4 novembre 1911)

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et le Gouvernement de la République Française, à la suite des troubles qui se sont produits au Maroc et qui ont démontré la nécessité d'y poursuivre dans l'intérêt général l'œuvre de pacification et de progrès prévue par l'Acte d'Algésiras, ayant jugé nécessaire de préciser et

de compléter l'accord franco-allemand du 9 février 1909, ont résolu de conclure une convention à cet effet.

En conséquence :

M. DE KIDERLEN-WAECHTER, Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne,

Et

M. JULES CAMBON, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Française auprès de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,

après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

ARTICLE 1.

Le Gouvernement Impérial allemand déclare que, ne poursuivant au Maroc que des intérêts économiques, il n'entravera pas l'action de la France en vue de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires dont il a besoin pour le bon gouvernement de l'Empire, comme aussi pour tous les règlements existants que ces réformes comportent. En conséquence, il donne son adhésion aux mesures de réorganisation, de contrôle et de garantie financière que, après accord avec le Gouvernement marocain, le Gouvernement français croira devoir prendre à cet effet, sous la réserve que l'action de la France sauvegardera au Maroc l'égalité économique entre les nations.

Au cas où la France serait amenée à préciser et à étendre son contrôle et sa protection, le Gouvernement Impérial allemand, reconnaissant pleine liberté d'action à la France, et sous la réserve que la liberté commerciale, prévue par les traités antérieurs, sera maintenue, n'y apportera aucun obstacle.

Il est entendu qu'il ne sera porté aucune entrave aux droits et actions de la Banque d'Etat du Maroc, tels qu'ils sont définis par l'Acte d'Algerias.

COPIE DE LA CONVENTION

ARTICLE 2.

Dans cet ordre d'idées, il est entendu que le Gouvernement Impérial ne fera pas obstacle à ce que la France, après accord avec le Gouvernement marocain, procède aux occupations militaires du territoire marocain qu'elle jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales, et à ce qu'elle exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

ARTICLE 3.

Dès à présent, si S. M. le Sultan du Maroc venait à confier aux agents diplomatiques et consulaires de la France la représentation et la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger, le Gouvernement Impérial déclare qu'il n'y fera pas d'objection.

Si, d'autre part, S. M. le Sultan du Maroc confiait au représentant de la France près du Gouvernement marocain le soin d'être son intermédiaire auprès des représentants étrangers, le Gouvernement allemand n'y ferait pas d'objection.

ARTICLE 4.

Le Gouvernement français déclare que, fermement attaché au principe de la liberté commerciale au Maroc, il ne se prêtera à aucune illégalité pas plus dans l'établissement des droits de douane, impôts et autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par voie ferrée, voie de navigation fluviale ou toute autre voie et notamment dans toutes les questions de transit.

Le Gouvernement français s'emploiera également auprès du Gouvernement marocain afin d'empêcher tout traitement différentiel entre les ressortissants des différentes puissances; il s'opposera notamment à toute mesure, par exemple à la promulgation d'ordonnances administratives sur les poids et mesures, le jaugeage, le poinçonnage, etc... qui pourraient mettre en état d'infériorité les marchandises d'une puissance.

Le Gouvernement français s'engage à user de son influence sur la Banque d'Etat pour que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger les postes de délégué dont elle dispose à la Commission des valeurs douanières et au Comité permanent des douanes.

ARTICLE 5.

Le Gouvernement français veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc aucun droit d'exportation sur le minerai de fer exporté des ports marocains. Les exploitations de minerai de fer ne subiront sur leur production ou sur leurs moyens de travail aucun impôt spécial. Elles ne supporteront, en dehors des impôts généraux, qu'une redevance fixe, calculée par hectare et par an, et une redevance proportionnée au produit brut de l'extraction. Ces redevances, qui seront assises conformément aux articles 35 et 49 du projet de règlement minier annexé au protocole de la conférence de Paris du 7 juin 1910, seront également supportées par toutes les entreprises minières.

Le Gouvernement français veillera à ce que les taxes minières soient régulièrement perçues, sans que des remises individuelles du total ou d'une partie de ces taxes puissent être consenties sous quelque prétexte que ce soit.

ARTICLE 6.

Le Gouvernement de la République Française s'engage à veiller à ce que les travaux et fournitures nécessités par les constructions éventuelles de routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc... soient octroyés par le Gouvernement marocain suivant les règles de l'adjudication.

Il s'engage également à veiller à ce que les conditions des adjudications, particulièrement en ce qui concerne les fournitures de matériel et les délais impartis pour soumissionner, ne placent les ressortissants d'aucune puissance dans une situation d'infériorité.

L'exploitation des grandes entreprises mentionnées ci-dessus sera réservée à l'Etat marocain ou librement concédée par lui à des tiers qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet. Le Gouvernement français veillera à ce que, dans l'exploitation des chemins de fer et autres moyens de transport comme dans l'application des règlements destinés à assurer celle-ci, aucune différence de traitement ne soit faite entre les ressortissants des diverses puissances, qui useraient de ces moyens de transport.

Le Gouvernement de la République usera de son influence sur la Banque d'Etat afin que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger le poste dont elle dispose de délégué à la commission générale des adjudications et marchés. De même le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que, durant la période où restera en vigueur l'article 66 de l'Acte d'Algésiras, il confie à un ressortissant d'une des puissances représentées au Maroc un des trois postes de délégué chérifien au comité spécial des travaux publics.

ARTICLE 7.

Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que les propriétaires de mines et d'autres exploitations industrielles ou agricoles sans distinction de nationalité et en conformité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière puissent être autorisés à créer des chemins de fer d'exploitation destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général ou aux ports.

ARTICLE 8.

Il sera présenté tous les ans un rapport sur l'exploitation des chemins de fer au Maroc qui sera établi dans les mêmes formes et conditions que les rapports présentés aux assemblées d'actionnaires des sociétés de chemins de fer françaises.

Le Gouvernement de la République chargera un de ses administrateurs de la Banque d'Etat de l'établissement de ce rapport qui sera, avec les éléments qui en sont la base, communiqué aux censeurs, puis rendu public avec, s'il y a lieu, les observations que ces derniers croiront devoir y joindre d'après leurs propres enseignements.

ARTICLE 9.

Pour éviter autant que possible les réclamations diplomatiques, le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain, afin que celui-ci défère à un arbitre désigné *ad hoc* pour chaque affaire d'un commun accord par le Consul de France et par celui de la Puissance intéressée ou, à leur défaut, par les deux Gouvernements de ces Consuls, les plaintes portées par des ressortissants étrangers contre les autorités marocaines, ou les agents agissant en tant qu'autorités marocaines, et qui n'auraient pu être réglées par l'intermédiaire du Consul français et du Consul du Gouvernement intéressé.

Cette procédure restera en vigueur jusqu'au jour où aura été institué un régime judiciaire, inspiré des règles judiciaires de législation des Puissances intéressées et destiné à remplacer, après entente avec elles, les tribunaux consulaires.

ARTICLE 10.

Le Gouvernement français veillera à ce que les ressortissants étrangers continuent à jouir du droit de pêche dans les eaux et ports marocains.

ARTICLE 11.

Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que celui-ci ouvre au commerce étranger de nouveaux ports au fur et à mesure des besoins de ce commerce,

ARTICLE 12.

Pour répondre à une demande du Gouvernement marocain, les deux Gouvernements s'engagent à provoquer la révision, d'accord avec les autres Puissances et sur la base de la Convention de Madrid, des listes et de la situation des protégés étrangers et des associés agricoles au Maroc, dont parlent les articles 8 et 16 de cette Convention.

Ils conviennent également de poursuivre auprès des Puissances signataires toutes modifications à la Convention de Madrid que comporterait, le moment venu, le changement du régime des protégés et des associés agricoles.

ARTICLE 13.

Toutes clauses d'accord, convention, traité ou règlement, qui seraient contraires aux précédentes stipulations, sont et demeurent abrogées.

ARTICLE 14.

Le présent accord sera communiqué aux autres Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, près desquelles les deux Gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion.

ARTICLE 15.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées, à Paris, aussitôt que faire se pourra.

Fait à Berlin, le 4 novembre 1911 en double exemplaire.

KIDERLEN.

JULES CAMBON.

**Convention entre l'Allemagne et la France
relatives à leurs possessions dans l'Afrique équatoriale.**

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et le Gouvernement de la République Française, comme suite et complément de la Convention du 4 novembre 1911 relative au Maroc, et en raison des droits de protection reconnus à la France sur l'empire chérifien, sont convenus de procéder à des échanges territoriaux dans leurs possessions de l'Afrique Equatoriale et ont résolu de conclure une convention à cet effet.

En conséquence,

M. DE KIDERLEN-WAECHTER, Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne,

Et

M. JULES CAMBON, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Française auprès de S. M. l'Empereur d'Allemagne,

après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

ARTICLE I.

La France cède à l'Allemagne les territoires dont la limite est fixée comme il suit : La frontière partira du côté de l'Atlantique d'un point à fixer sur la rive orientale de la baie de Monda, vers l'embouchure de la Massolié. Se dirigeant vers le nord-est, la frontière obliquera vers l'angle sud-est de la Guinée espagnole. Elle coupera la rivière Ivondo à son confluent avec la Djoua, suivra cette rivière jusqu'à Madjingou (qui restera français) et, de ce point, se dirigera vers l'est, pour aboutir au confluent de la Ngoko et de la Sangha au nord d'Ouessou.

La frontière partira ensuite de la rivière Sangha à un point situé au sud du centre d'Ouessou (qui reste français) à une distance de 6 kilomètres au moins et de 12 kilomètres au plus de cette localité, suivant la disposition géographique des lieux. Elle obliquera vers le sud-ouest, pour rejoindre la vallée de la Kandéko, jusqu'à son confluent avec Bobika. Elle descendra celle-ci et la Likouala jusqu'à la rive droite du fleuve Congo. Elle suivra le fleuve Congo jusqu'à l'embou-

chure de la Sangha et de façon à occuper sur la rive du Congo une étendue de 6 à 12 kilomètres, qui sera fixée suivant les conditions géographiques. Elle remontera la Sangha jusqu'à la Likouala-aux-herbes qu'elle suivra ensuite jusqu'à Botungo. Elle continuera ensuite du sud au nord, selon une direction à peu près droite, jusqu'à Béra Ngoko. Elle s'infléchira ensuite dans la direction du confluent de la Bodingué et de la Lobaye et descendra le cours de la Lobaye jusqu'à l'Oubanghi au nord de Mongoumba.

Sur la rive droite de l'Oubanghi et suivant la disposition géographique des lieux, le territoire allemand sera déterminé de façon à s'étendre sur un espace de 6 kilomètres au moins et de 12 kilomètres au plus; la frontière remontera ensuite obliquement vers le nord-ouest, de façon à gagner la rivière Pama en un point à déterminer à l'ouest de son confluent avec le Mbi, remontera la vallée de la Pama, puis rejoindra le Logone oriental, à peu près à l'endroit où cette rivière rencontre le huitième parallèle à la hauteur de Goré. Elle suivra ensuite le cours du Logone vers le nord jusqu'à son confluent avec le Chari.

ARTICLE 2.

L'Allemagne cède à la France les territoires situés au nord de la limite actuelle des possessions françaises dans les territoires du Tchad et compris entre le Chari à l'est et le Logone à l'ouest.

ARTICLE 3.

Dans le délai de 6 mois à compter de l'échange des ratifications de la présente convention, une commission technique dont ses membres seront nommés en nombre égal par les deux Gouvernements français et allemand déterminera le tracé de la frontière dont l'indication générale résulte du texte des articles 1 et 2.

Dans le délai de 18 mois à compter de la signature du procès-verbal des travaux de la commission technique, il sera procédé, d'un commun accord, le plus rapidement possible, à l'abornement des frontières, conformément au dit procès-verbal, ainsi qu'à la désignation et à l'abornement des terrains loués à bail au Gouvernement français, comme il est dit à l'article 8 ci-après.

ARTICLE 4.

La commission technique et les agents chargés de l'abornement dont il est parlé dans l'article précédent, pourront tenir compte d'un commun accord de la configuration du terrain et des circonstances locales, telles que par exemple la facilité de la surveillance de la fron-

tière ou la communauté de race de la population. Ils devront autant que possible faire suivre à la frontière les limites naturelles indiquées par les cours d'eau, et dans le cas où la frontière couperait la direction des rivières, lui faire suivre la ligne du partage des eaux.

Les procès-verbaux de la commission technique et ceux des agents d'abornement ne seront définitifs qu'après ratification des deux Gouvernements.

ARTICLE 5.

Les présents échanges de territoires sont faits dans les conditions où ces territoires se comportent au moment de la conclusion du présent accord, c'est-à-dire à charge pour les deux Gouvernements de respecter les concessions publiques et particulières qui ont pu être consenties par chacun d'eux. Les deux Gouvernements se communiqueront le texte des actes par lesquels ces concessions ont été accordées.

Le Gouvernement allemand est substitué au Gouvernement de la République Française dans tous les avantages, droits et obligations résultant des actes dont il est parlé ci-dessus au regard des sociétés concessionnaires qui passeront sous la souveraineté, l'autorité et la juridiction de l'Etat allemand. Une convention spéciale réglera l'application des dispositions ci-dessus.

Il en sera de même pour l'Etat français au regard des concessions qui seraient situées dans les territoires qui passeront sous sa souveraineté, son autorité et sa juridiction.

ARTICLE 6.

Le Gouvernement allemand n'apportera aucun obstacle à l'exploitation, à l'entretien et aux travaux de réparation et de réfection de la ligne télégraphique française existant actuellement le long de l'Oubanghi et qui restera française sur son parcours au travers du territoire allemand. Les autorités allemandes pourront transmettre leurs communications par cette ligne dans des conditions qui seront réglées ultérieurement.

ARTICLE 7.

Si le Gouvernement français désire continuer au travers du territoire allemand un chemin de fer entre le Gabon et le Moyen Congo et entre cette dernière colonie et l'Oubanghi Chari, le Gouvernement allemand n'y mettra pas obstacle. Les études ainsi que les travaux se poursuivront suivant les arrangements qui seront faits, le moment

venu, entre les deux Gouvernements, le Gouvernement allemand se réservant de faire connaître s'il voudrait prendre une part dans l'exécution de ces travaux sur son territoire.

Si le Gouvernement allemand désire continuer sur le territoire français un chemin de fer établi au Cameroun, le Gouvernement français n'y mettra pas obstacle. Les études ainsi que les travaux se poursuivront suivant les arrangements qui seront faits le moment venu entre les deux Gouvernements, le Gouvernement français se réservant de faire connaître s'il voudrait prendre une part dans l'exécution de ces travaux sur son territoire.

ARTICLE 8.

Le Gouvernement Impérial cédera à bail au Gouvernement français, dans des conditions à déterminer dans un acte spécial, et en bordure sur la Bénoué, le Mayo Kébi et en deça dans la direction du Logone, des terrains à choisir en vue de l'établissement de postes de ravitaillement et de magasins destinés à constituer une route d'étapes.⁽¹⁾

Chacun de ces terrains dont la longueur sur le fleuve aux hautes eaux devra être au plus de 500 mètres, aura une superficie qui ne pourra pas dépasser 40 hectares. L'emplacement de ces terrains sera fixé suivant la disposition des lieux.

Si, dans l'avenir, le Gouvernement français voulait établir entre le Bénoué et le Logone au-dessus ou au-dessous du Mayo Kébi une route ou une voie ferrée, le Gouvernement Impérial n'y ferait pas obstacle. Le Gouvernement allemand et le Gouvernement français s'entendront sur les conditions dans lesquelles ce travail pourrait être accompli.

ARTICLE 9.

L'Allemagne et la France, désirant affirmer leurs bons rapports dans leurs possessions de l'Afrique Centrale, s'engagent à n'élever aucun ouvrage fortifié le long des cours d'eau qui doivent servir à la navigation commune. Cette prescription ne s'appliquera pas aux ouvrages de simple sûreté destinés à abriter les postes contre les incursions des indigènes.

ARTICLE 10.

Les Gouvernements allemand et français s'entendront pour les

(1) Le texte de ce bail ci-après, p. 51.

travaux à exécuter en vue de faciliter la circulation des bateaux et embarcations sur les cours d'eau dont la navigation leur sera commune.

ARTICLE 11.

En cas d'arrêt de la navigation sur le Congo ou l'Oubanghi la liberté de passage sera assurée à l'Allemagne et à la France sur les territoires appartenant à l'autre nation aux points ou ceux-ci touchent ces fleuves.

ARTICLE 12.

Les deux Gouvernements d'Allemagne et de France renouvellent les déclarations contenues dans l'acte de Berlin du 26 février 1885 et assurant la liberté commerciale et la liberté de navigation sur le Congo et les affluents de ce fleuve ainsi que sur ceux du Niger. En conséquence les marchandises allemandes transitant au travers du territoire français situé à l'ouest de l'Oubanghi et les marchandises françaises transitant à travers les territoires cédés à l'Allemagne ou suivant les routes indiquées à l'article 8, seront affranchies de tout droit.

Un accord conclu entre les deux gouvernements déterminera les conditions de ce transit et les points de pénétration.

ARTICLE 13.

Le Gouvernement allemand n'apportera aucune entrave au passage des troupes françaises, de leurs armes ou munitions, ainsi que de leur matériel de ravitaillement par le Congo, l'Oubangai, la Bénoué, le Mayo Kébi, ainsi que par le chemin de fer à construire éventuellement dans le nord du Cameroun.

Le Gouvernement français n'apportera aucune entrave au passage des troupes allemandes, de leurs armes et munitions, ainsi que de leur matériel de ravitaillement par le Congo, l'Oubanghi, la Bénoué, le Mayo Kébi, et le chemin de fer à construire éventuellement de la côte à Brazzaville.

Dans l'un et l'autre cas, les troupes, si elles sont purement indigènes, devront toujours être accompagnées par un gradé européen, et le gouvernement sur le territoire duquel les troupes passeront, prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter qu'aucune difficulté soit opposée à leur passage et pourra au besoin déléguer un agent pour les accompagner. Les autorités locales régleront les conditions dans lesquelles les passages des troupes se feront.

ARTICLE 14.

L'égalité de traitement pour le transport des personnes ou des marchandises sera assurée aux ressortissants des deux nations sur les chemins de fer de leurs possessions du Congo et du Cameroun.

ARTICLE 15.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement français cesseront à partir du jour de la cession réciproque des territoires concédés à l'Allemagne par la France et à la France par l'Allemagne, d'exercer aucune sorte de protection et d'autorité sur les indigènes des territoires respectivement cédés par eux.

ARTICLE 16.

Dans le cas où le statut territorial du bassin conventionnel du Congo tel qu'il est défini par l'acte de Berlin du 26 février 1885, viendrait à être modifié du fait de l'une ou de l'autre des parties contractantes, celles-ci devraient en conférer entre elles, comme aussi avec les autres Puissances signataires du dit acte de Berlin.

ARTICLE 17.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées, à Paris, aussitôt que faire se pourra.

Fait à Berlin, le 4 novembre 1911, en double exemplaire.

KIDERLEN.

JULES CAMBON.

Lettres explicatives

Nous publions le texte de deux lettres explicatives qui précisent certains points d'application du traité marocain.

LETTRE RELATIVE A L'ACCORD MAROCAIN

*M. de Kiderlen, secrétaire d'Etat des affaires étrangères d'Allemagne,
à M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin*

Berlin, le 4 novembre 1911.

« Pour bien préciser l'accord du 4 novembre 1911 relatif au Maroc et en définir la portée, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que dans l'hypothèse où le gouvernement français croirait devoir assumer le protectorat du Maroc, le gouvernement impérial n'y apporterait aucun obstacle.

« L'adhésion du gouvernement allemand, accordée d'une manière générale au gouvernement français par l'article premier de ladite convention, s'applique naturellement à toutes les questions donnant matière à réglementation et visées dans l'acte d'Algésiras.

« Le gouvernement allemand, en renonçant à demander la détermination préalable de parts à faire à l'industrie allemande dans la construction des chemins de fer, compte que le gouvernement français sera toujours heureux de voir des associations d'intérêt se produire entre les ressortissants des deux pays pour les affaires dont ils pourront respectivement obtenir l'entreprise.

« Il compte également que la mise en adjudication du chemin de fer de Tanger à Fez, qui intéresse toutes les nations, ne sera primée par la mise en adjudication des travaux d'aucun autre chemin de fer marocain, et que le gouvernement français proposera au gouvernement marocain l'ouverture du port d'Agadir au commerce international. Enfin, lorsque le réseau des voies ferrées d'intérêt général sera mis à l'étude, le gouvernement allemand demandera au gouvernement français de veiller à ce que l'administration marocaine ait le plus réel souci des intérêts économiques du Maroc, et à ce que, notamment, la détermination du tracé des lignes d'intérêt général facilite dans la mesure du possible la jonction des régions minières avec les lignes d'intérêt général ou avec les ports appelés à les desservir.

« Votre Excellence a bien voulu m'assurer que le jour où aura été

institué le régime judiciaire prévu par l'article 9 de la convention précitée, et où les tribunaux consulaires auront été remplacés, le gouvernement français aura soin que les ressortissants allemands soient placés sous la juridiction nouvelle exactement dans les mêmes conditions que les ressortissants français. Je suis heureux d'en prendre acte et de faire connaître en même temps à votre Excellence qu'au jour de l'entrée en vigueur de ce régime judiciaire, après entente avec les puissances, le gouvernement allemand consentira à la suppression, en même temps que pour les autres puissances, de ses tribunaux consulaires. J'ajoute que dans ma pensée, l'expression « les changements du régime des protégés », portée à l'article 12 de la convention du 4 novembre 1911 relative au Maroc, implique l'abrogation, si elle est jugée nécessaire, de la partie de la convention de Madrid qui concerne les protégés et les associés agricoles. Enfin désireux de donner à ladite convention le caractère d'un acte destiné non seulement à écarter toute cause de conflit entre nos deux pays, mais encore aider à leurs bons rapports, nous sommes d'accord pour déclarer que les différends qui viendraient à s'élever entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de la convention du 4 novembre, et qui n'auraient pas été réglés par la voie diplomatique seront soumis à un tribunal arbitral constitué dans les termes de la convention de la Haye du 18 octobre 1907. Un compromis devra être dressé, et il sera procédé suivant les règles de la même convention, en tant qu'il n'y serait pas dérogé par un accord exprès au moment du litige.

« Veuillez agréer, etc.

« KIDERLEN. »

LETTRE RELATIVE A L'ACCORD CONGOLAIS

*M. de Kiderlen-Wechter, secrétaire d'Etat des affaires étrangères d'Allemagne
à M. Jules Cambon, ambassadeur de la République française, à Berlin*

Berlin, le 4 novembre 1911.

« Mon cher ambassadeur,

« Pour bien préciser l'esprit dans lequel sera appliquée la convention que nous venons de signer relativement aux échanges territoriaux dans l'Afrique équatoriale, il est entendu entre les deux gouvernements que les différends qui viendraient à s'élever entre les parties contractantes, au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de cette convention, seront soumis à un tribunal arbitral constitué dans les termes de la convention de la Haye du 18 octobre 1907. Un compromis devra être dressé, et il sera procédé suivant les règles de la même convention, en tant qu'il n'y serait pas dérogé par un accord exprès au moment du litige.

« Cependant, si des malentendus s'élevaient entre les membres de la commission technique chargés de fixer la délimitation de la frontière, ces agents seraient départagés par un arbitre désigné d'un commun accord entre les deux gouvernements et appartenant à une tierce puissance.

« Le gouvernement allemand sera toujours heureux de voir des associations d'intérêt se produire entre les ressortissants des deux pays pour les affaires qu'ils entreprendraient dans les possessions françaises et allemandes qui font l'objet de la convention de ce jour.

« Il est entendu que l'application de ladite convention sera faite suivant les règles prévues par celles de la convention franco-allemande du 18 avril 1908 sur la frontière Congo-Cameroun par les protocoles qui y sont annexés. »

LE CONTRAT DE BAIL AU CAMEROUN

Voici le texte du bail par lequel l'Allemagne s'engage à céder à la France au Congo les terrains qui serviront à établir les postes de ravitaillement français :

« 1° Le gouvernement impérial allemand cède à bail au gouvernement de la République française, sur la Bénoué et le Mayo-Kébi, et en deçà, dans la direction du Logone, des terrains dont le nombre et les limites exactes seront indiqués ultérieurement, mais qui auront, en bordure de ces fleuves, un développement de cinq cents mètres et qui formeront un tènement d'une superficie de cinquante hectares au plus.

« 2° Le bail aura une durée de 99 années consécutives, à partir du moment où la décision de la commission d'abornement fixant l'emplacement de ces terrains aura été ratifiée par les deux gouvernements par application des articles 3 et 4 de la convention du 4 novembre 1911. Mais dans le cas où aucune des parties contractantes n'aura notifié, 5 ans avant l'échéance du terme sus-mentionné de 99 ans, son intention de mettre fin au présent bail, ledit bail restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux parties contractantes l'aura dénoncé.

« 3° Ledit terrain sera soumis aux lois en vigueur pendant cette période dans les possessions allemandes du Cameroun.

« 4° Une partie du terrain ainsi cédé à bail, et dont l'étendue n'excédera pas dix hectares, sera utilisée exclusivement pour les opérations de débarquement, d'emmagasiner et de transbordement des marchandises et pour toutes fins pouvant être considérées comme subsidiaires à ces opérations, et les seuls résidents permanents seront les personnes employées pour le service et la sécurité desdites marchandises avec leurs familles et leurs domestiques.

« 5° Le gouvernement de la République française s'engage :

« a) A clore la partie dudit terrain mentionné à l'article 4 du présent bail (à l'exception du côté bordant la Bénoué et le Mayo-Kébi) par un mur ou par une palissade, ou par un fossé, ou par tout autre sorte de clôture continue;

« b) A ne pas permettre dans ladite partie de terrain la réception ou la sortie d'aucune marchandise en contravention avec les règlements douaniers allemands. Tout acte fait en violation de cette stipulation sera considéré comme équivalant à une fraude de droits de douanes et sera puni en conséquence;

« c) A ne pas vendre ni autoriser à vendre des marchandises au détail sur ladite partie de terrain. La vente de quantité d'un poids ou d'une mesure inférieure à 1.000 kilogrammes, 1.000 litres ou 1.000 mètres sera considérée comme vente au détail. Il est entendu que cette stipulation n'est pas applicable aux marchandises en transit;

« d) Le gouvernement de la République française ou ses sous-locataires ou agents auront le droit de construire sur ladite portion de terrain des magasins, des maisons pour bureaux et tous autres édifices nécessaires pour les opérations de débarquement, d'emmagasinement et de transbordement des marchandises, et également de construire, dans la partie de l'avant-rivage de la Bénoué et du Mayo-Kébi et en deçà, dans la direction du Logone comprise dans le bail, des quais, des ponts, des docks et tous autres ouvrages nécessaires en vue desdites opérations, pourvu que les plans de tout ouvrage à construire ainsi sur l'avant-rivage des fleuves soient communiqués pour examen aux autorités allemandes, afin que vérification puisse être faite que ces ouvrages ne sauraient, en aucune manière, gêner la navigation des fleuves, ni être en opposition avec les droits des tiers, ni avec le système douanier;

« e) Il est entendu que l'embarquement, le débarquement et l'emmagasinement des marchandises sur lesdites parties de terrain seront effectués à tous égards conformément aux lois alors en vigueur dans les possessions allemandes du Cameroun.

« 6° Le gouvernement de la République française s'engage à payer annuellement au gouvernement impérial allemand, le 1^{er} janvier de chaque année, un loyer d'un franc.

« 7° Le gouvernement de la République française aura le droit de sous-louer tout ou partie des terrains faisant l'objet du présent bail, pourvu que les sous-locataires ne fassent usage de ces terrains à d'autres fins que celle stipulée dans le présent bail, et que ledit gouvernement demeure responsable envers le gouvernement impérial allemand de l'observation des stipulations du présent bail.

« 8° Le gouvernement impérial allemand s'engage à remplir à l'égard du preneur à bail toutes les obligations qui lui incombent en sa qualité de propriétaire dudit terrain.

« 9° Un an avant l'expiration du présent bail, dans le cas où il

ne devrait pas être continué, les deux gouvernements s'entendront pour le rachat ou la disposition des constructions ou installations diverses qui se trouveront sur les terrains loués.

« 10° Les terrains compris dans le bail seront arpentés et délimités.

« 11° Dans le cas où une différence d'opinion surgirait entre les deux gouvernements sur l'interprétation du bail ou sur tout autre sujet se rapportant à ce bail, la question sera réglée par l'arbitrage d'un jurisconsulte d'une nationalité tierce, désigné d'accord par les deux gouvernements.

« Fait à Berlin, le 4 novembre 1911, en double exemplaire :

« (L. S.) JULES CAMBON. »

« (L. S.) KIDERLEN. »

**Convention du Gouvernement de la République Française
et du Gouvernement Impérial Allemand relative à
l'échange immédiat des informations entre les autorités
compétentes de la frontière des deux Etats, en cas d'apparition
de maladies contagieuses des hommes et des
animaux.**

(Journal Officiel du 15 nov. 1911.)

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement impérial allemand ont convenu de réglementer l'échange immédiat des informations entre les autorités compétentes de la frontière des deux Etats, en cas d'apparition de maladies contagieuses des hommes et des animaux.

Un arrangement a ce sujet a été conclu sur la base suivante :

1° Les maladies contagieuses suivantes, qui atteignent les hommes, sont soumises à l'obligation de l'avis réciproque :

I

Lèpre, sous réserve, pour la France, du caractère facultatif de la déclaration des cas aux autorités.

Choléra asiatique.

Typhus exanthématique (en allemand : Fleckfieber Flectypkus).

Fièvre jaune.

Peste.

Variole.

II

Fièvre typhoïde (en allemand : typhus unterleibstypus).

Dysenterie.

Diphthérie.

Fièvre scarlatine.

Méningite cérébro-spinale.

Fièvre récurrente, sous réserve, pour la France, du caractère facultatif de la déclaration des cas aux autorités.

Ophtalmie granuleuse (en allemand : kornerkrankheit, trachom, granulose); sous réserve, pour la France, du caractère facultatif de la déclaration des cas aux autorités.

L'avis est donné, en ce qui concerne les maladies désignées dans la section 1, dès l'apparition des premiers cas, et, en ce qui touche les maladies énoncées dans la section 2, lorsqu'il se produit de nombreux cas dans une localité.

2° Les avis sont transmis dès que l'une des maladies de la section I ou de nombreux cas de maladies spécifiées à la section II ont été reconnus dans une commune d'Alsace-Lorraine ou dans une localité des départements français énoncés au n° 3.

3° L'échange des informations a lieu, en tant que l'avis immédiat n'est pas nécessaire aux termes des stipulations qui précèdent, par l'envoi rapide et franco de port d'une feuille d'avis hebdomadaire des cas de maladie constatés portant indication des localités atteintes (d'après le modèle ci-joint) et ce, de la manière suivante, savoir: du côté français, pour les départements de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Saône et le territoire de Belfort, de telle sorte que l'administrateur du territoire de Belfort et le préfet de la Haute-Saône avisent le président d'arrondissement de Colmar; le préfet des Vosges, les présidents d'arrondissement de Strasbourg et de Colmar, et le préfet de Meurthe-et-Moselle, les présidents d'arrondissement de Strasbourg et de Metz; du côté allemand, pour les trois arrondissements de la Basse-Alsace, de la Haute-Alsace et de la Lorraine, par les présidents d'arrondissement de Strasbourg, Colmar et Metz, de telle sorte que le président d'arrondissement de Strasbourg avise les préfets de Meurthe-et-Moselle et des Vosges; le président d'arrondissement de Colmar, les préfets des Vosges, de la Haute-Saône et l'administrateur du territoire de Belfort, et le président d'arrondissement de Metz, le préfet de Meurthe-et-Moselle.

4° L'échange des informations, en cas d'apparition de l'une des

maladies dont il s'agit, a seulement pour but d'attirer l'attention des autorités compétentes des deux Etats sur les parties de leur circonscription exposées à l'infection et d'y provoquer la surveillance appropriée au point de vue sanitaire. Il n'est pas destiné à remplacer les communications exigées par le titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, section I de la convention internationale de Paris, du 3 décembre 1903, relative aux mesures à prendre contre la peste, le choléra et la fièvre jaune. Les stipulations qui y ont été édictées, au sujet des communications réciproques d'avis à effectuer, demeurent, au contraire, intactes.

5° Les maladies contagieuses affectant les animaux, au sujet desquelles il y a lieu à information réciproque, sont les suivantes :

Peste bovine.

Rage.

Morve et farcin.

Fièvre aphteuse.

Péripneumonie contagieuse.

Clavelée.

Dourine.

Gale du mouton.

Pneumo-entérite infectieuse.

La communication des avis s'étend du côté français sur les départements frontières des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, ainsi que sur le département de la Haute-Saône et le territoire de Belfort; du côté allemand, sur toute l'Alsace-Lorraine.

Elle a lieu, du côté français, par les soins des préfets des départements de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Saône, de l'administrateur du territoire de Belfort, qui correspondront avec le vétérinaire d'Etat près le ministère d'Alsace-Lorraine à Strasbourg; et, du côté allemand, par une note du vétérinaire d'Etat près le ministère d'Alsace-Lorraine à Strasbourg, adressée aux préfets des mêmes départements français et à l'administrateur du territoire de Belfort.

La formule ci-jointe doit servir de modèle.

6° Les informations relatives aux maladies affectant les animaux seront fournies toutes les semaines par l'échange du rapport-formule. Seule, l'apparition de la fièvre aphteuse devra être annoncée chaque fois, dès qu'elle sera constatée, au moyen d'une déclaration spéciale.

Les dispositions de cette convention entrent en vigueur le 15 décembre 1911.

FRANCE-ALLEMAGNE ⁽¹⁾**Déclaration concernant le Maroc***(8 février 1909)*

Le Gouvernement Impérial Allemand et le Gouvernement de la République Française animés d'un égal désir de faciliter l'exécution de l'Acte d'Algésiras, sont convenus de préciser la portée qu'ils attachent à ses clauses, en vue d'éviter toute cause de malentendus entre eux, dans l'avenir.

En conséquence,

Le Gouvernement de la République Française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire Chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique et, par suite, à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands,

Et le Gouvernement Impérial Allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que les intérêts particuliers de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, et décidé à ne pas entraver ces intérêts,

Déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encourageront aucune mesure de nature à créer en leur faveur ou en faveur d'une puissance quelconque un privilège économique, et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise.

Fait à Berlin, le 9 février 1909.

Signé: SCHOEN.

Signé: JULES CAMBON.

(1) Ce document n'a été rendu public qu'en Novembre 1911.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

Note de l'Italie à la Turquie

(27 septembre 1911)

Pendant une longue série d'années, le gouvernement italien n'a jamais cessé de faire constater à la Porte la nécessité absolue que l'état de désordre et d'abandon dans lequel la Tripolitaine et la Cyrénaïque sont laissées par la Turquie prenne fin, et que ces régions soient enfin admises à bénéficier des mêmes progrès réalisés par les autres parties de l'Afrique septentrionale.

Cette transformation qu'impose, par les exigences générales, la civilisation, constitue pour ce qui concerne l'Italie un intérêt vital, de tout premier ordre, en raison de la faible distance séparant ces contrées des côtes italiennes.

Malgré l'attitude tenue par le gouvernement italien, qui a toujours accordé loyalement son appui au gouvernement impérial dans les différentes questions politiques de ces temps derniers, malgré la modération et la patience dont le gouvernement italien a fait preuve jusqu'ici, non seulement ses vues au sujet de la Tripolitaine ont été méconnues par le gouvernement impérial, mais, ce qui plus est, toute entreprise de la part des Italiens sus-mentionnés s'est constamment heurtée à l'opposition systématique la plus opiniâtre et la plus injustifiée.

Le gouvernement impérial, qui avait aussi témoigné jusqu'à présent son hostilité constante envers toute activité légitime italienne en Tripolitaine et en Cyrénaïque, a tout récemment, par une démarche de la dernière heure, proposé au gouvernement royal d'en venir à une entente, se déclarant disposé à accorder toute concession économique compatible avec les traités en vigueur, ainsi qu'avec la dignité et les intérêts supérieurs de la Turquie.

Mais le gouvernement royal ne se croit plus en mesure d'entamer, à l'heure qu'il est, de semblables négociations dont l'expérience du passé

a démontré l'inutilité et qui, loin de constituer une garantie pour l'avenir, ne sauraient que déterminer une cause permanente de froissements et de conflits.

D'autre part, les informations que le gouvernement royal reçoit de ses agents consulaires en Tripolitaine et en Cyrénaïque représentent la situation comme extrêmement grave, à cause de l'agitation régnant contre les sujets italiens et qui est provoquée de façon évidente par les officiers et les autres organes de l'autorité.

Cette agitation constitue un danger imminent non seulement pour les sujets italiens, mais aussi pour les étrangers de toutes nations qui, justement émus pour leur sécurité, ont commencé à s'embarquer et à quitter la Tripolitaine.

L'arrivée à Tripoli de transports militaires ottomans, sur l'envoi desquels le gouvernement royal n'avait pas manqué de faire remarquer préalablement au gouvernement ottoman les sérieuses conséquences, ne pourrait qu'aggraver la situation et impose au gouvernement royal l'obligation stricte et absolue de parer au péril qui en résulte.

Le gouvernement italien, se voyant donc désormais forcé de songer à protéger sa dignité et ses intérêts, a décidé de procéder à l'occupation de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

Cette solution est la seule à laquelle l'Italie puisse s'arrêter et le gouvernement royal s'attend à ce que le gouvernement impérial veuille donner des ordres en conséquence, afin qu'elle ne rencontre de la part des représentants actuels ottomans aucune opposition et que les mesures qui en seront la conséquence nécessaire puissent s'effectuer sans difficulté.

Des accords ultérieurs seraient pris entre les deux gouvernements pour régler la situation définitive qui en résulterait.

L'ambassade royale à Constantinople a l'ordre de demander une réponse péremptoire à ce sujet de la part du gouvernement ottoman dans le délai de vingt-quatre heures de présentation à la Porte du présent document.

A défaut de quoi le gouvernement italien se verra dans la nécessité de procéder à la réalisation immédiate des mesures destinées à assurer l'occupation.

Veillez ajouter que la réponse de la Porte, dans les termes susdits de vingt-quatre heures, doit nous être communiquée aussi par l'intermédiaire de l'ambassade de Turquie à Rome.

SAN GIULIANO.

Réponse de la Turquie à la note de l'Italie

(28 septembre 1911)

L'ambassade royale connaît parfaitement les circonstances qui n'ont pas permis à la Tripolitaine et à la Cyrénaïque de se développer dans la mesure souhaitée.

Un examen impartial des choses suffit, en effet, à établir que le gouvernement constitutionnel ottoman ne saurait être pris à partie du fait d'une situation qui est l'œuvre de l'ancien régime.

Ceci posé, la Sublime-Porte, en récapitulant les événements des trois dernières années, cherche vainement les circonstances dans lesquelles elle se serait montrée hostile aux entreprises italiennes intéressant la Tripolitaine et la Cyrénaïque.

Bien au contraire, il ressort de cet examen qu'elle a toujours trouvé normal et rationnel que l'Italie coopérât par ses capitaux et son activité industrielle au relèvement économique de cette partie de l'empire.

Le gouvernement impérial a conscience d'avoir témoigné de dispositions accueillantes chaque fois qu'il s'est trouvé en présence de propositions conçues dans cet ordre d'idées. Il a de même examiné et généralement résolu dans l'esprit le plus amical toute réclamation, toute affaire poursuivies par l'ambassade royale.

Est-il nécessaire d'ajouter qu'il obéissait en cela à sa volonté si souvent manifestée de cultiver, de maintenir des relations de confiance et d'amitié avec le gouvernement italien ?

Enfin, ce sentiment seul l'inspirait encore lorsqu'il proposait en tout dernier lieu à l'ambassade royale un arrangement basé sur des concessions économiques susceptibles de fournir un vaste champ à l'activité italienne dans les susdites provinces.

En assignant pour seule limite de ses concessions la dignité et les intérêts supérieurs de l'empire, ainsi que les traités en vigueur, le gouvernement ottoman donnait la preuve de ses sentiments de conciliation, sans cependant perdre de vue les pactes qui l'engagent vis-à-vis des autres puissances, et dont la valeur internationale ne peut déchoir par la volonté d'une des parties contractantes.

En ce qui concerne l'ordre et la sécurité tant dans la Tripolitaine que dans la Cyrénaïque, le gouvernement ottoman, bien placé pour apprécier la situation, ne peut que constater, ainsi qu'il l'a déjà fait, l'absence totale de toute raison pouvant justifier des appréhensions relativement au sort des sujets italiens et des autres étrangers y établis.

Il n'y a dans ces contrées ni agitation, ni propagande d'excitation. Les officiers et les autres organes de l'autorité ottomane ont pour mission d'assurer le maintien de l'ordre, mission qu'ils accomplissent en toute conscience. Quant à l'arrivée à Tripoli de transports militaires ottomans dont l'ambassade royale prend texte pour en inférer des conséquences graves, la Sublime-Porte croit devoir faire remarquer qu'il ne s'agit que d'un seul transport dont l'expédition est antérieure de plusieurs jours à la note du 26 septembre.

Indépendamment du fait que cet envoi ne comportait pas de troupes, il ne pouvait avoir sur les esprits qu'une influence rassurante.

Réduit à ses termes essentiels, le désaccord actuel réside donc dans l'absence de garanties propres à rassurer le gouvernement italien sur l'expansion de ses intérêts économiques en Tripolitaine et en Cyrénaïque.

En ne procédant pas à un acte aussi grave qu'une occupation militaire, le gouvernement royal rencontrera la ferme volonté qu'a la Sublime-Porte d'aplanir ce désaccord.

Aussi le gouvernement impérial demande-t-il que le gouvernement royal lui fasse connaître la nature des garanties demandées. Il y souscrira volontiers en tant qu'elles n'affecteront pas son intégrité territoriale. Il prend l'engagement de ne modifier en quoi que ce soit, durant les pourparlers, la situation présente de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, sous le rapport militaire, et il aime à espérer que le gouvernement royal, se rendant aux dispositions sincères de la Sublime-Porte, acquiescera à cette proposition. *(Havas).*

Déclaration de neutralité du Gouvernement de la République française dans la guerre Italo-turque

(Journal officiel du 10 octobre 1911)

Le Gouvernement de la République déclare et notifie à qui de droit qu'il a résolu d'observer une stricte neutralité dans la guerre qui vient d'éclater entre l'Italie et la Turquie.

Il croit devoir rappeler aux Français résidant en France, dans les colonies et les pays de protectorat ou à l'étranger qu'ils doivent s'abstenir de tout fait qui, commis en violation des lois françaises ou des conventions internationales signées par la France, pourrait être considéré comme hostile à l'une des parties, ou contraire à la neutralité. Il leur est interdit notamment de prendre volontairement du service dans les rangs de la force armée de l'une des parties ou de coopérer à l'équipement ou à l'armement d'un navire de guerre.

Le Gouvernement déclare en outre qu'il ne sera permis à aucun navire de guerre de l'un ou de l'autre des belligérants d'entrer et de séjourner avec des prises dans les ports et rades de France, de ses colonies et des pays protégés pendant plus de vingt-quatre heures, hors le cas de relâche forcée ou de nécessité justifiée.

Aucune vente d'objets provenant des prises ne pourra avoir lieu dans lesdits ports ou rades.

Les personnes qui contreviendraient aux défenses sus-mentionnées ne pourront prétendre à aucune protection du Gouvernement ou de ses agents contre les actes ou mesures que, conformément aux droits des gens les belligérants pourraient exercer ou décréter et seront poursuivis, s'il y a lieu, conformément aux lois de la République.

Signification par le Ministre royal des affaires étrangères d'Italie au chargé d'affaires de la République française à Rome de la déclaration de blocus effectif par les forces navales italiennes du littoral de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

Le Ministre royal des affaires étrangères d'Italie a signifié le 1^{er} octobre 1911 au chargé d'affaires de la République à Rome la déclaration de blocus effectif par les forces navales italiennes du littoral de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, s'étendant de la frontière tunisienne à la frontière égyptienne, y compris les ports, havres, rades, criques, etc., entre les degrés 11.23 et 27.54 de longitude Est de Greenwich. Les bâtiments amis ou neutres auront, pour sortir librement des endroits bloqués, un délai qui sera fixé par l'amiral commandant les forces navales italiennes, à partir de la date du commencement du blocus. Le gouvernement royal italien déclare en outre qu'il sera procédé contre tout bâtiment qui tenterait de violer ledit blocus, conformément aux règles du droit international et des traités en vigueur entre l'Italie et les puissances neutres.

Signification par le ministre royal des affaires étrangères d'Italie au chargé d'affaires de la République à Rome relative à la contrebande de guerre.

(Journal officiel du 8 octobre 1911)

Le Ministre royal des affaires étrangères d'Italie a signifié, le 6 octobre 1911, au chargé d'affaires de la République à Rome que, vu

l'état de guerre existant entre l'Italie et la Turquie, seront considérés par l'Italie comme contrebande de guerre, conformément aux dispositions du code de la marine marchande du royaume, les objets et matériaux suivants: canons, fusils, carabines, revolvers, pistolets, sabres et autres armes à feu ou portatives de toute nature, munitions de guerre, objets d'équipement militaire de tout genre et en général tout ce qui peut servir immédiatement pour l'armement maritime ou terrestre.

Notification par le gouvernement italien de la modification de la limite orientale de la côte de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

Le gouvernement italien a notifié à l'ambassadeur de la République à Rome que la limite orientale de la côte de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, tenue en état de blocus effectif par les forces navales italiennes, avait été modifiée et reportée au degré de longitude 25°11' Est du méridien de Greenwich.

Signification par le Ministre impérial des affaires étrangères de l'empire Ottoman à l'ambassadeur de la République à Constantinople relative à la contrebande de guerre.

(Journal officiel du 21 octobre 1911)

Le ministère impérial des affaires étrangères de l'empire ottoman a signifié à l'ambassadeur de la République à Constantinople que vu l'état de guerre existant entre la Turquie et l'Italie, seront considérés par la Turquie comme contrebande de guerre les objets et matériaux suivants:

1° Les armes de toute nature, y compris les armes de chasse et les pièces détachées caractérisées;

2° Les projectiles, gargarouses et cartouches de toute nature et les pièces détachées caractérisées plomb, platine;

3° Les poudres, matières et explosifs spécialement affectés à la guerre, salpêtre, sulfate de potasse, muriate de potasse, soufre;

4° Les affûts, caissons et avant-trains;

5° Les fourgons, machines en fer employés à la guerre, ainsi que les outils et instruments et les pièces détachées caractérisées;

6° Les effets d'habillement et d'équipement militaires caractérisés. Harnachements militaires caractérisés de toute nature. Les animaux de selle, de trait et de bât utilisables pour la guerre;

7° Le matériel de campement et les pièces détachées caractérisées;

8° Cuirasses et plaques de blindages de cuivre, de fonte et autres;

9° Les bâtiments et embarcations de guerre et les pièces détachées spécialement caractérisées comme ne pouvant être utilisées que sur un navire de guerre;

10° Les instruments et appareils exclusivement faits pour la fabrication des munitions de guerre, pour la fabrication et la réparation des armes et du matériel militaire terrestre ou naval;

11° Les animaux et bestiaux de toute espèce, les viandes, les viandes en conserves, les galettes, les céréales, toute espèce de conserves et de vivres;

11° *bis* Céréales (conditionnel);

12° Les fourrages et les graines propres à la nourriture des animaux;

13° Les vêtements et les tissus d'habillement, les chaussures propres à des usages militaires;

14° L'or et l'argent monnayés et en lingots;

15° Les bank-notes, chèques et autres papiers représentatifs de la monnaie;

16° Les véhicules de toute espèce pouvant servir à la guerre, ainsi que les pièces détachées;

17° Les navires, bateaux et embarcations de tout genre, ainsi que le matériel pour navires;

18° Les docks flottants, parties de bassins, ainsi que les pièces détachées, câbles, voiles, goudrons, hélices et vis, roues de toute espèce, cylindres, boulons, manivelles, plaques pour réparation de chaudières, chaux hydraulique, ciment, résine, poix, zinc et chanvres cornières;

19° Le matériel fixe, de traction et roulant des chemins de fer, le matériel des télégraphes, radiotélégraphes et téléphones et isolateurs;

20° Les aérostats et les appareils d'aviation, les pièces détachées caractérisées, ainsi que les accessoires, objets et matériaux caractérisés comme devant servir à l'aérostation ou à l'aviation;

21° Les combustibles, le matériel d'éclairage et de chauffage, le naphte, l'acide sulphurique;

22° Les poudres et explosifs qui ne sont pas spécialement affectés à la guerre;

23° Les fils de fer barbelés, ainsi que les instruments servant à les fixer ou à les couper;

- 24° Les fers à cheval et le matériel de maréchalerie;
 - 25° Les objets de harnachement et de sellerie, les jumelles, les longue-vues, les chronomètres et les divers instruments nautiques;
 - 26° Barres de fer rondes d'un diamètre de $\frac{3}{4}$ ou $\frac{5}{8}$ de pouce, rivets; toutes pièces de fer ayant une épaisseur dépassant $\frac{1}{4}$ de pouce;
 - 27° Balamoura (légumes, poisson, fromage conservés dans la saumure).
-

Signification par le ministère impérial des affaires étrangères de l'empire ottoman à l'ambassadeur de la République à Constantinople relative à la contrebande de guerre.

(*Journal officiel* 15 novembre)

Le ministère impérial des affaires étrangères de l'empire ottoman a signifié à l'ambassadeur de la République à Constantinople que le gouvernement impérial a décidé de ne considérer comme articles de contrebande de guerre que les objets et matériaux suivants: canons, fusils, carabines, revolvers, pistolets, sabres et autres armes à feu ou portatives de toute nature, munitions de guerre, objets d'équipement militaire de tout genre et, en général, tout ce qui, sans manipulation, peut servir immédiatement pour l'armement maritime ou terrestre.

Cette nouvelle communication du gouvernement ottoman annule celle qui avait paru dans le numéro du *Journal officiel* du samedi 21 octobre 1911. Les articles de cette première liste, qui n'ont pas été repris dans la déclaration ci-dessus, ne seront donc considérés que comme des articles de contrebande conditionnelle, conformément aux principes de la déclaration de Londres en date du 26 février 1909.

L'ambassadeur de la République a également fait connaître qu'une décision du gouvernement ottoman dispose que: « Seront confisqués les navires qui transportent des marchandises de contrebande de guerre, si celles-ci forment, soit par leur valeur, soit par leur poids, soit par leur volume, soit par leur fret, plus de la moitié de la cargaison, »

La note ci-dessus parue dans le numéro du *Journal officiel* du 15 novembre 1911 au sujet de la nouvelle déclaration du gouvernement ottoman relative à la contrebande de guerre portait que les articles de la première liste, qui n'avaient pas été repris dans la déclaration, ne seraient considérés que comme des articles de contrebande conditionnelle.

Il résulte de nouveaux renseignements transmis par l'ambassade de la République à Constantinople que les articles en question ne constituent à aucun degré de la contrebande de guerre d'après la déclaration du gouvernement ottoman.

II. — NOTIFICATIONS

Le ministre des Pays-Bas à Paris vient de faire connaître au Gouvernement de la République qu'à la date du 22 septembre 1911 le Ministre des affaires étrangères de S. M. la reine des Pays-Bas et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie à la Haye ont procédé au dépôt de l'instrument portant pour la Hongrie la ratification de S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, sur les conventions de droit international privé, signées à la Haye le 12 juin 1902 pour régler :

- a) Les conflits de lois en matière de mariage;
 - b) Les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps;
 - c) La tutelle des mineurs.
-

Conformément aux dispositions du procès-verbal de dépôt des ratifications de la convention sanitaire internationale du 3 décembre 1903, le chargé d'affaires de Portugal à Paris a effectué, le 6 octobre 1911, au ministère des affaires étrangères, le dépôt de l'instrument des ratifications de S. Exc. le Président de la République portugaise sur cet acte international.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes signé à Paris, le 4 mai 1910, le chargé d'affaires de Portugal à Paris a effectué, le 6 octobre 1911, au ministère des affaires étrangères, le dépôt de l'instrument des ratifications de S. Exc. le Président de la République portugaise sur cet acte international.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne a fait savoir au Gouvernement de la République française que le Gouvernement persan avait fait parvenir au Gouvernement impérial l'instrument des ratifications de S. M. le Shah de Perse sur la convention internationale radiotélégraphique du 3 novembre 1906 et que, conformément aux dispositions de l'article 16 de ladite convention, la Perse avait accédé à l'engagement additionnel signé à la même date.

Le Gouvernement impérial a également notifié que la Belgique avait accédé à la convention radiotélégraphique internationale et à l'engagement additionnel, en ce qui concerne la colonie du Congo, cette accession devant être effective le 10 janvier 1912.

En exécution de la déclaration du 30 septembre 1893, additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer, le Gouvernement helvétique a notifié au Gouvernement de la République française l'adhésion de la Bulgarie à ladite convention, à la date du 28 novembre 1911.

L'ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris a notifié, le 17 novembre 1911, au Gouvernement de la République française, conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe B de la convention internationale du 11 octobre 1909, relative à la circulation des automobiles, l'accession à ladite convention des colonies et protectorats suivants: Barbades, Gibraltar, îles Sous-le-Vent, Malte, Nigérie du Nord, Seychelles, Sierra-Leone et Nigérie du Sud.

Le Gouvernement italien a notifié au Gouvernement de la République française que, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrangement signé à Rome, le 9 décembre 1907, portant création d'un office international d'hygiène publique, le Portugal a adhéré audit arrangement.

En exécution de l'article 18 de la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875, révisée à Lisbonne le 11 juin 1908, le chargé d'affaires du Portugal à Paris a notifié au Gouvernement de la République l'accession du Congo belge aux clauses de ladite convention, à partir du 1^{er} janvier 1912.

Les tarifs terminaux et de transit par les lignes télégraphiques de la colonie belge sont fixés à 30 centimes et à 20 centimes par mot pour les télégrammes ordinaires, et à 15 centimes et à 10 centimes pour les télégrammes de presse.

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, DOCUMENTS DIVERS

Décret modifiant le décret du 15 août 1910 portant organisation de l'Administration centrale du Ministère des Affaires Etrangères.

(Journal Officiel du 8 septembre 1911.)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 2 septembre 1911.

Monsieur le Président,

L'administration centrale du ministère des Affaires étrangères est actuellement soumise aux dispositions du décret du 13 août 1910, qui détermine le nombre des emplois de chaque catégorie et fixe, pour chacun d'eux, le traitement moyen du titulaire.

Ce règlement présentait certaines lacunes, aussi, pour rémunérer les emplois dont il n'avait pas été fait mention, l'administration avait-elle recours à des procédés de comptabilité irréguliers.

Pour faire cesser cette situation, le Département des Affaires étrangères sollicita du Parlement un relèvement de crédits.

Cette requête fut favorablement accueillie. Le présent décret a donc pour but de mettre le règlement organique en concordance avec les crédits nouveaux inscrits au chapitre 1^{er} du budget.

Dans ce document, sont énoncés, d'une part, les deux emplois nouveaux d'attachés au bureau du chiffre, création reconnue indispensable par suite du développement donné au cours de ces dernières années à la correspondance cryptographique.

D'autre part, les emplois qui étaient précédemment payés par des moyens peu réguliers ;

- 7 attachés non assimilés.
- 2 secrétaires interprètes pour les langues orientales.
- 3 courriers de cabinet.
- 1 secrétaire archiviste.
- 1 commis expéditionnaire comptable.
- 2 emplois d'attachés au traitement moyen de 2.000 fr., prélevé sur les indemnités du cabinet du ministre.

Une modification a été apportée à l'article 4 du décret du 13 août 1910, pour permettre au Département d'utiliser, pour les travaux extraordinaires ou imprévus, des employés auxiliaires à titre temporaire.

J'ajoute qu'au point de vue budgétaire, les conséquences financières de cette réforme administrative ont fait l'objet d'un examen préalable de M. le ministre des finances et que, d'après l'accord intervenu entre nos deux administrations au sujet de l'établissement du projet du budget pour l'exercice 1912, la dotation du chapitre 1^{er} permettra de faire face aux charges de cette ligne du budget.

Si vous voulez bien approuver les modifications proposées, je vous prie, monsieur le Président, de bien vouloir revêtir de votre signature le décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon profond respect.

Le Ministre des Affaires étrangères,

J. DE SELVES.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des Affaires étrangères et du ministre des Finances;

Vu la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 13 août 1910 portant organisation centrale du ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne le nombre des emplois et les traitements;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER

Les articles 1^{er}, 2 et 4 du décret du 13 août 1910 susvisé sont remplacés ainsi qu'il suit :

ARTICLE PREMIER

Les cadres du personnel de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères comprennent, outre le personnel du cabinet :

- 3 emplois de directeurs.
- 1 emploi de chef du service du protocole.
- 1 emploi de chef de division.
- 6 emplois de sous-directeurs.
- 12 emplois de chefs de bureau.
- 13 emplois de sous-chefs de bureau.
- 14 emplois de rédacteurs.
- 2 emplois de secrétaires interprètes pour les langues orientales.
- 38 emplois d'attachés.
- 6 emplois d'attachés stagiaires.
- 9 { 3 emplois de secrétaires archivistes.
- 2 emplois d'archivistes paléographes.
- 1 emploi de bibliothécaire.
- 1 emploi de géographe.
- 1 emploi de chef du service des traducteurs.
- 1 emploi de chef du service intérieur.
- 2 emplois de traducteurs.
- 9 emplois d'attachés à la comptabilité.
- 9 emplois d'attachés au chiffre.
- 16 emplois de commis expéditionnaire.
- 10 emplois de commis comptables.
- 1 emploi d'inspecteur conservateur du matériel.
- 3 emplois de courriers de cabinet

ARTICLE 2

Les traitements du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit ;

Directeurs	20.000
Chef du service du protocole.	De 8.000 à 16.000 (Par avancements successifs de 1.000 fr.)
Chef de division	De 8.000 à 16.000 (Par avancements successifs de 1.000 fr.)
Sous-directeurs	De 8.000 à 14.000 (Par avancements successifs de 1.000 fr.)
Chefs de bureau	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> Classe exception^{lle} 10.000 1^{re} Classe . . . 9.000 2^{me} Classe . . . 8.000 3^{me} Classe . . . 7.000 </div> </div>

Sous-chefs de bureau	<div> <div>1^{re} Classe . . . 6.000</div> <div>2^{me} Classe . . . 5.500</div> <div>3^{me} Classe . . . 5.000</div> </div>
Rédacteurs	<div> <div>1^{re} Classe . . . 7.000</div> <div>2^{me} Classe. 6.000 et 6.500</div> <div>3^{me} Classe. 5.000 et 5.500</div> </div>
Secrétaires interprètes.	6.000
Attachés (de 2.000 à 5.000 fr.) (Par avancements successifs de 500 fr.)	<div> <div>3 au maximum . 5.000</div> <div>11 au max^m 2.500 à 4.500</div> <div>24 au minimum . 2.000</div> </div>
Secrétaires archivistes	<div> <div>De 3,000 à . . . 7.000</div> </div>
Archivistes paléographes	
Bibliothécaires.	
Géographe	
Chef du service des traducteurs . . .	
Chef du service intérieur. (Par avancements successifs de 500 fr.)	
Traducteurs	De 2.000 à . . . 3.000 (Par avancements successifs de 250 fr.)
Attachés à la comptabilité	<div> <div>1^{re} Classe . . . 4.500</div> <div>2^{me} Classe. 3.500 à 4.250</div> <div>3^{me} Classe. 2.000 à 3.250</div> </div>
Attachés au chiffre	
(Par avancements successifs de 250 fr.)	
Commis expéditionnaires	<div> <div>1^{re} Classe . . . 4.000</div> <div>2^{me} Classe. 3.000 à 3.750</div> <div>3^{me} Classe. 2.000 à 2.750</div> </div>
Commis comptables	
Inspecteur conservateur du matériel. .	
(Par avancements successifs de 250 fr.)	
Courriers de cabinet	3.000

Les attachés stagiaires reçoivent pendant la durée du stage une indemnité annuelle de 1.500 fr., non soumise aux retenues pour pensions civiles.

ARTICLE 4

Indépendamment des cadres fixés à l'article 1^{er}, il peut être employé dans les bureaux de l'administration centrale, suivant les besoins du service et dans la limite des crédits, des dames dactylographes non commissionnées ou auxiliaires dont le nombre total ne peut dépasser quatorze.

Un arrêté du ministre détermine le mode de recrutement de ce personnel.

Les dames dactylographes sont soumises à l'obligation de faire à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse un versement égal à 5 p. 100 de l'allocation qu'elles reçoivent : ce versement est

augmenté d'une somme égale et ordonnancée à leur profit sur les fonds du budget du ministère. Les conditions dans lesquelles ces versements sont effectués sont fixées par arrêté ministériel.

En dehors de ce personnel, il peut être employé, à titre temporaire, dans les bureaux de l'administration centrale, suivant les besoins du service et dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget du ministère, des agents affectés à l'exécution de travaux spéciaux. Leur situation est réglée par arrêté ministériel.

ARTICLE 2.

Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Rambouillet, le 2 septembre 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères,

J. DE SELVES.

Le Ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,

Vu le décret du 13 août 1910 modifié par le décret du 13 décembre 1910,

Décète :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 2, 3, 4 et 9 du décret du 13 août 1910 modifiés par le décret du 13 décembre 1910, sont remplacés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — La qualification, la répartition et l'effectif du personnel des différents services de l'administration centrale sont fixés conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION	DIRECTEURS et Chef du service du protocole	SOUS-DIRECTEURS	CHIEFS DE BUREAU	SOUS-CHIEFS de bureau
I. — <i>Cabinet du Ministre</i>	»	»	»	»
Services rattachés au cabinet du ministre :				
a) Bureau du personnel.....	»	»	I	I
b) Bureau du chiffre.....	»	»	I	I
c) Bureau du départ.....	»	»	I	I
d) Secrétaires interprètes.....	»	»	»	»
II. — <i>Service du protocole</i>	I	»	»	2
III. — <i>Direction des Affaires politiques et commerciales</i>	I	»	»	»
Service d'ordre et du secrétariat.....	»	»	»	»
Bureau des communications.....	»	»	I	I
Bureau des écoles et des œuvres françaises à l'étranger.....	»	»	I	»
Sous-directions géographiques :				
Europe, Afrique, Océanie.....	»	I	»	»
Services détachés. — Tunisie.....	»	»	»	»
Services détachés. — Maroc.....	»	»	»	»
Levant.....	»	I	»	»
Asie.....	»	I	»	»
Amérique.....	»	I	»	»
Sous-direction des archives (1).....	»	I	2	»
IV. — <i>Direction des affaires administratives et techniques</i>	I	»	»	»
Service d'ordre et secrétariat.....	»	»	»	»
Sous-direction des unions internationales et des affaires consulaires.....	»	I	»	»
Sous-direction des chancelleries et du conten- tieux administratif.....	»	I	3	3
V. — <i>Direction de la comptabilité</i>	I	»	»	»
1 ^{er} bureau.....	»	»	»	I
2 ^e bureau.....	»	»	I	2
3 ^e bureau.....	»	»	I	I
4 ^e bureau.....	»	»	»	»
TOTAL.....	4	7	12	13

(1) Le décret du Conseil d'Etat indique un emploi de chef de division; il n'est autorisé qu'à titre temporaire en attendant que la loi de finances ait régularisé la création d'un emploi de sous-directeur.

RÉDACTEURS	ATTACHÉS	SECRÉTAIRES INTERPRÈTES Secrétaires archivistes	BIBLIOTHÉCAIRE géographe	ARCHIVISTE PALÉOGRAPE Chef du service des traducteurs	TRADUCTEURS Courriers de cabinet	CHEF du service intérieur	ATTACHÉS au chiffre et à la comptabilité	COMMIS EXPÉDITIONNAIRES et commis comptables	CONSERVATEUR du matériel
I	3	I	»	»	»	»	»	»	»
»	3	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	9	»	»
»	I	»	»	»	3	»	»	»	»
»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
»	3	»	»	»	»	»	»	2	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	3	I	»	»	»	»	»	4	»
I	3	»	I	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3	2	»	»	»	»	»	»	»	»
I	I	»	»	»	»	»	»	»	»
I	I	»	»	»	»	»	»	»	»
2	2	»	»	»	»	»	»	»	»
2	I	»	»	»	»	»	»	»	»
I	3	»	»	»	»	»	»	»	»
I	4	»	I	2	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	IO	»
I	3	»	»	»	»	»	»	»	»
»	5	I	»	I	2	»	»	IO	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	4	»	»
»	»	»	»	»	»	»	2	»	»
»	»	»	»	»	»	»	3	»	»
»	»	»	»	»	»	I	»	»	I
14	38	5	2	3	5	I	18	26	I

Outre le personnel prévu au présent tableau, six attachés stagiaires sont employés dans les bureaux de l'administration centrale et affectés par simple lettre ministérielle, selon les nécessités du service.

Art. 3. — La répartition du personnel de l'administration centrale pourra, selon les besoins du service, être modifiée par arrêté ministériel.

Art. 4. — Il sera alloué des indemnités aux juriconsultes du département appelés à donner des consultations.

Art. 9. — Toute proposition de nomination, de mutation ou d'augmentation de traitement présentée au Ministre par le chef du personnel devra être accompagnée du visa du contrôleur des dépenses engagées.

ARTICLE 2.

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 2 décembre 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères,

J. DE SELVES.

Arrêté du Ministre des Affaires étrangères concernant les papiers des agents de l'Administration

(Journal Officiel du 1^{er} octobre 1911)

Le ministre des Affaires étrangères,

Vu l'ordonnance du 18 août 1833, l'arrêté ministériel du 6 avril 1880 et la délibération de la Commission des archives diplomatiques en date du 1^{er} mars 1911,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Les traités et conventions conclus entre la France et les puissances étrangères, les correspondances entre le Ministre des affaires étrangères et ses agents, les rapports, lettres, mémoires et autres documents adressés ou reçus par les agents en leur qualité

officielle ou en raison de leurs fonctions sont la propriété de l'Etat.

ART. 2. — Il sera tenu au ministère des affaires étrangères et dans chaque résidence politique ou consulaire un registre exact de toutes les pièces écrites ou reçues par les agents en leur qualité officielle.

ART. 3. — § 1. — Tout Ministre des affaires étrangères, tout agent politique ou consulaire, à l'expiration de ses fonctions, fera remise soit à son successeur, soit à la personne chargée de gérer provisoirement le poste, de toutes les pièces confiées à sa garde et de celles qu'il aura écrites et reçues en sa qualité officielle, pendant le cours de sa gestion.

§ 2. — Cette remise s'opérera au moyen d'une vérification contradictoire et il en sera dressé procès-verbal signé par le fonctionnaire sortant et par son successeur ou la personne gérant le poste par intérim. La minute de ce procès-verbal restera déposée aux archives du ministère ou du poste dans lequel il sera dressé; une copie régulière en sera donnée comme décharge au fonctionnaire sortant; une autre copie sera transmise au Ministre lorsqu'il s'agira d'une vérification faite dans une résidence politique ou consulaire.

Les agents chargés d'une mission spéciale et temporaire remettront au département, lors de leur retour, toutes les pièces relatives à leur mission, en remplissant les formalités ci-dessus prescrites.

ART. 4. — § 1. — Il est interdit à tout agent d'emporter aucune des pièces enregistrées; il sera fait mention au procès-verbal de la déclaration du fonctionnaire sortant qu'il n'en garde aucune de cette nature.

§ 2. — Il est également interdit à tout agent, à moins d'y être expressément autorisé par le Ministre, de publier des documents par lui possédés ou d'en faciliter la publication.

ART. 5. — Après le décès de l'un des fonctionnaires désignés dans les dispositions qui précèdent, les papiers intéressant le service de l'Etat, tels que les copies de dépêches ou autres pièces qui se trouveraient dans sa succession, soit qu'il ait négligé d'en opérer la remise, soit qu'il ait cru ne pas devoir s'en dessaisir à cause de leur caractère strictement et personnellement confidentiel, seront restitués par ses héritiers au ministère des affaires étrangères et déposés dans un local spécial placé sous la garde immédiate du chef de service des archives.

ART. 6. — Dans tous les cas où, en dehors de l'initiative du département des affaires étrangères, les scellés auront été apposés après le décès d'un agent diplomatique ou consulaire, des mesures seront prises pour que la levée des scellés n'ait lieu qu'en présence d'un ou deux délégués de la sous-direction des archives. Ces délégués seront munis d'un ordre du Ministre leur donnant mission d'assister à la

vérification des papiers dépendant de la succession et de réclamer ceux qui devront être remis au département des affaires étrangères.

Pour faciliter et assurer la mise à exécution des mesures prescrites par le paragraphe précédent, il sera pourvu, au moyen d'une entente entre les administrations compétentes, à ce que les autorités administratives ou judiciaires informent sans délai le ministère des affaires étrangères du décès de tout agent diplomatique ou consulaire, ainsi que de l'apposition des scellés qui aurait eu lieu à son domicile.

Lorsque les scellés auront été apposés à la requête de l'Etat, les frais demeureront à la charge de ce dernier.

Paris, le 7 août 1911.

J. DE SELVES.

**Loi portant approbation de la convention d'extradition
signée à Paris le 6 janvier 1909 entre la France et
les Etats-Unis d'Amérique.**

(Journal officiel du 16 Juillet 1911)

Le Président de la République française,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du garde
des sceaux, ministre de la justice,

Décrète :

ART. 1^{er}. — Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention d'extradition signée à Paris, le 6 janvier 1909, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 27 juin 1911, ladite convention dont la teneur suit recevra pleine et entière exécution :

CONVENTION D'EXÉCUTION

ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La République française et les États-Unis d'Amérique, désirant affirmer leurs relations amicales et assurer une meilleure administration de la justice dans les deux pays, ont résolu de conclure un nouveau traité pour l'extradition des malfaiteurs fugitifs et ont nommé à cet effet les plénipotentiaires ci-après désignés, savoir :

Le Président de la République française :

S. Exc. M. Stéphane Pichon, sénateur, ministre des affaires étrangères; et

Le Président des États-Unis d'Amérique :

S. Exc. M. Henry White, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près le Gouvernement de la République française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Le Gouvernement français et le Gouvernement des États-Unis s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, poursuivis ou condamnés pour l'un des crimes ou délits spécifiés à l'article suivant, commis dans la juridiction de l'un des États contractants, auront cherché un asile ou seront trouvés sur le territoire de l'autre. Toutefois l'extradition n'aura lieu que dans le cas où l'existence de l'infraction sera constatée de telle façon que les lois du pays où le fugitif sera trouvé justifieraient son arrestation et sa mise en jugement si le crime ou délit y avait été commis.

ART. 2. — L'extradition sera accordée pour les crimes et délits suivants :

1^o Meurtre, parricide, assassinat, empoisonnement, infanticide;

2^o Viol, avortement, bigamie;

3^o Incendie volontaire;

4^o Vol avec l'une des circonstances suivantes : violence, menace, effraction, escalade, fausses clefs; vol commis la nuit dans une maison habitée; vol commis par plusieurs personnes ou par un individu porteur d'armes;

5^o Faux en écriture publique ou authentique, en écriture de commerce ou de banque, en écriture privée; usage desdits faux :

6^o Contrefaçon, falsification ou altération de monnaie, papier-monnaie, titres ou coupons de dettes publiques, billets de banque, sceaux de l'État; émission ou usage des objets ainsi contrefaits, falsifiés ou altérés ;

7^o Abus de confiance, détournement soit par les dépositaires publics, soit par des officiers ministériels ou publics; détournement par une personne salariée au préjudice de son patron, détournement ou soustraction par aubergiste, voiturier, batelier ou leurs proposés, lorsque ces actes sont punis par les lois des deux pays et lorsque le montant des sommes ou valeurs sur lesquelles porte l'infraction n'est pas inférieur à 200 dollars ou 1.000 fr.;

8^o Escroquerie, vol, lorsque ces actes sont punis par les lois des deux pays et lorsque le montant des sommes ou valeurs sur lesquelles porte l'infraction n'est pas inférieur à 200 dollars ou 1.000 fr.

9° Faux serment, faux témoignage, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes :

10° Vol d'enfant, enlèvement d'un mineur au-dessous de quatorze ans ou d'une fille au-dessous de seize ans.

11° Séquestration ou détention illégale ;

12° Obstruction ou destruction volontaire et illégale de voies ferrées qui puisse mettre en danger la vie des personnes ;

13° a) Piraterie d'après le droit des gens ;

b) Le fait, par tout individu faisant partie ou non de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer, de s'emparer dudit bâtiment par fraude ou violence ;

c) Destruction, submersion, échouement ou perte d'un navire en mer dans une intention coupable ;

d) Révolte ou complot, par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en haute mer, contre l'autorité du capitaine ou patron ;

e) Agression à bord d'un navire en haute mer avec intention de commettre un homicide ou de faire des blessures graves ;

14° Crimes et délits commis contre les lois des deux pays sur la suppression de l'esclavage et la traite ;

15° Recel frauduleux des objets ou valeurs obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit, lorsque cet acte est puni par les lois des deux pays et lorsque le montant desdits objets ou valeurs n'est pas inférieur à 200 dollars ou 1.000 fr. ;

L'extradition sera aussi accordée pour la tentative des faits énumérés ci-dessus, pour la participation ou complicité dans lesdits faits, lorsque cette tentative, participation ou complicité sera punissable d'après la législation des deux pays.

ART. 3. — Les demandes d'extradition seront faites par les agents diplomatiques ou, en cas d'absence de ceux-ci, soit du pays, soit du siège du gouvernement, par les consuls ou agents consulaires.

La demande, si elle concerne un fugitif condamné contradictoirement devra être accompagnée d'une expédition authentique de la sentence ; si elle concerne un fugitif, soit simplement inculpé, soit condamné par contumace ou par défaut, elle sera accompagnée d'une copie authentique du mandat d'arrêt et des dépositions ou autres preuves sur lesquelles le mandat a été décerné.

La procédure d'extradition sera suivie conformément aux lois en vigueur sur la matière dans le pays requis.

ART. 4. — L'arrestation du criminel fugitif peut être demandée sur l'avis même télégraphique de l'existence d'une sentence de condamnation ou d'un mandat d'arrêt.

En France, la demande d'arrestation est adressée au Ministre des affaires étrangères, qui la transmet au département compétent.

Aux Etats-Unis, la demande d'arrestation est adressée au Secrétaire d'Etat, qui délivrera un mandat constatant qu'elle est régulière et requérant les autorités compétentes d'y donner suite conformément à la loi.

Dans chaque pays, en cas d'urgence, le magistrat compétent peut être saisi directement de la demande d'arrestation conformément aux lois en vigueur.

Dans les deux pays, la personne arrêtée provisoirement sera mise en liberté si, dans un délai de quarante jours à dater de l'arrestation en France ou du mandat de dépôt aux Etats-Unis, la demande régulière d'extradition, accompagnée des pièces prescrites à l'article précédent, n'a pas été présentée par l'agent diplomatique du pays requérant ou, en son absence, par un consul ou agent consulaire de ce pays.

ART. 5. — Les parties contractantes ne seront pas obligées de livrer leurs propres citoyens ou sujets, en vertu des stipulations du présent traité.

ART. 6. — Aucun individu ne sera livré si l'infraction pour laquelle son extradition est demandée a un caractère politique, ou s'il prouve que la demande d'extradition a été faite en réalité dans le but de le poursuivre ou de le punir pour une infraction d'un caractère politique.

Si la question s'élève de savoir si le cas rentre dans les prévisions de la disposition qui précède, la décision appartiendra aux autorités du pays requis.

ART. 7. — Aucun individu livré par une des hautes Parties contractantes à l'autre ne sera poursuivi, jugé ou puni pour aucune infraction commise antérieurement à son extradition, autre que celle pour laquelle sa remise a été accordée; aucun individu ne sera arrêté ni détenu au civil pour une cause antérieure à l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois, après avoir été jugé, ou, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine, soit obtenu sa grâce.

ART. 8. — L'extradition ne sera pas accordée, en vertu des stipulations de la présente convention, si l'individu réclamé a été jugé pour le même fait dans le pays requis, ou si, depuis les faits qui lui sont imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après la loi de ce pays.

ART. 9. — Si l'individu réclamé est poursuivi au moment de la demande, ou se trouve condamné pour un crime ou un délit commis dans le pays de refuge, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que ces poursuites soient terminées et jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté conformément à la loi.

ART. 10. — Si l'individu réclamé par l'une des hautes parties contractantes en vertu du présent traité est aussi réclamé par une ou plusieurs autres puissances, du chef de crimes ou délits commis dans leurs juridictions respectives, son extradition sera accordée à l'Etat dont la demande aura été reçue la première, à moins que le gouvernement requis ne soit tenu par traité, dans le cas de demandes concurrentes, d'accorder la préférence à celle qui est la première en date, et alors on se conformera à cette règle, à moins également qu'il n'existe entre les gouvernements requérants un arrangement qui déciderait de la préférence, soit à raison de la gravité des infractions commises, soit pour tout autre motif.

ART. 11. — Tous les objets saisis qui étaient, au moment de son arrestation, en la possession de la personne à livrer, qu'ils proviennent du crime ou délit relevé à sa charge ou qu'ils puissent servir d'éléments pour établir la preuve du crime ou délit relevé à sa charge ou qu'ils puissent servir d'éléments pour établir la preuve du crime ou du délit seront, autant que possible, et si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne la remise, délivrés au moment où l'extradition s'effectuera. Toutefois, les droits des tiers sur les objets dont il s'agit seront dûment respectés.

ART. 12. — Les frais occasionnés par l'arrestation, l'interrogatoire et la remise des individus réclamés seront à la charge du gouvernement requérant. Toutefois ce gouvernement n'aura pas à supporter les frais se rapportant à l'intervention de fonctionnaires ou officiers publics du gouvernement requis dont le ministère où les services sont rémunérés par un traitement fixe de l'Etat. Il est entendu que les frais dus aux fonctionnaires ou officiers publics, dont les actes ou services sont rémunérés par des émoluments ou honoraires, ne dépasseront pas le chiffre des honoraires réguliers qu'ils auraient touchés pour les services ou actes accomplis ou rendus par eux si ces actes ou services avaient concerné une procédure pénale ordinaire suivant les lois du pays requis.

ART. 13. — Dans les colonies ou autres possessions des hautes parties contractantes, il sera procédé de la manière suivante:

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'une des parties pourra être faite au gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession par le principal agent consulaire de l'autre partie dans cette colonie ou possession. Si le fugitif s'est échappé d'une colonie ou possession étrangère de la puissance requérante, la demande pourra être faite par le gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Ces demandes pourront être faites ou accueillies, en suivant toujours, aussi exactement que possible, les stipulations de ce traité, par les gouverneurs ou premiers fonctionnaires, qui cependant auront la

faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en référer à leur gouvernement.

ART. 14. — Le présent traité sera exécutoire trente jours après l'échange des ratifications et ne s'appliquera qu'aux crimes et délits commis après sa mise en vigueur.

Du jour où il sera exécutoire, les conventions des 9 novembre 1843, 24 février 1845, 10 février 1858 seront abrogées, sauf en ce qui concerne les crimes qui y sont énumérés commis antérieurement à la mise à exécution du présent traité.

Les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que possible, et il continuera à produire ses effets pendant six mois à partir de la dénonciation qui en serait faite par l'un des deux gouvernements.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus, tant en langue française qu'en langue anglaise et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Paris, le 6 janvier 1909.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — HENRY WHITE.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

J. DE SELVES.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

JEAN CRUPPI.

**Décret instituant un concours pour les carrières
diplomatiques et consulaires en 1912**

Le Président de la République française,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décrète :

ART. 1^{er}. — Deux places d'attaché d'ambassade et deux places d'élève consul sont mises au concours pour l'année 1912.

ART. 2. — Le concours commencera le 6 mai 1912.

ART. 3. — Un registre est ouvert au ministère des affaires étrangères du 6 décembre 1911 au 5 janvier 1912, et les candidats s'y font inscrire conformément aux prescriptions de l'article 2 du décret du 17 janvier 1907.

ART. 4. — Le stage prévu par l'article 3 du décret du 17 janvier 1907 commencera le 6 février 1912.

ART. 5. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 décembre 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

J. DE SELVES.

**Loi portant ouverture au ministre des affaires étrangères,
sur l'exercice 1911, d'un crédit extraordinaire pour
l'acquisition d'un hôtel d'ambassade à Rome.**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1911, en addition aux crédits accordés par la loi de

finances du 13 juillet 1911 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de trois millions trois cent mille francs (3.300.000 fr.), destiné à l'acquisition du Palais Farnèse, à Rome.

Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau du budget des affaires étrangères portant le n° 19 *bis* et intitulé: « Acquisition du Palais Farnèse à Rome ».

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1911.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 décembre 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République:

Le ministre des affaires étrangères,

J. DE SELVES.

Le ministre des finances,

L.-L. KLOTZ.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

RAPPORT⁽¹⁾

fait au nom de la Commission des Affaires Extérieures, des Protectorats et des Colonies, chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la Convention conclue entre la France et l'Allemagne, le 4 novembre 1911, pour la délimitation de leurs possessions respectives dans l'Afrique équatoriale, par M. Long, député.

Messieurs,

La Convention conclue entre la France et l'Allemagne, le 4 novembre 1911, a été renvoyée à votre Commission des Affaires extérieures.

Bien que le projet de loi ne soumette à l'approbation de la Chambre que l'accord relatif à l'Afrique équatoriale, le Gouvernement

(1) Ce rapport a été déposé sur le bureau de la Chambre le 1^{er} décembre 1911.

nous a communiqué en même temps l'accord réglant le statut politique du Maroc.

Notre Commission a donc examiné l'un et l'autre, en suivant l'ordre adopté par le Gouvernement.

I

ACCORD MAROCAIN

L'objet de la convention relative au Maroc est défini dans le préambule, lequel constate qu'à la suite des troubles qui se sont produits dans l'Empire chérifien, il est devenu nécessaire, pour y poursuivre, dans l'intérêt général, l'œuvre de pacification et de progrès prévue par l'Acte d'Algésiras, de préciser et de compléter les droits et les obligations de la France au Maroc.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier, la disposition la plus importante et qui domine tout le sujet, nous assure les droits essentiels au point de vue politique. La France a les mains libres pour traiter avec le Sultan à l'effet d'introduire toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires nécessaires pour le bon gouvernement de l'Empire, comme aussi tous les règlements nouveaux et modifications aux règlements existants que ces réformes comportent. Il est à retenir que la lettre de M. de Kiderlen-Waechter, secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de l'Empire allemand, ajoute que « l'adhésion du Gouvernement allemand, accordée d'une manière générale au Gouvernement français par l'article premier, s'applique naturellement à toutes les questions donnant matière à réglementation et visées dans l'Acte d'Algésiras » et par conséquent à la police, à la contrebande des armes, aux impôts et douanes, au monopole des tabacs, aux travaux publics, etc.

En somme, l'article premier consacre notre protectorat. Le mot n'est pas dans le traité, mais la chose y est. Le mot lui-même se trouve, d'ailleurs, dans la lettre par laquelle M. de Kiderlen-Waechter résume la situation en disant que, « dans l'hypothèse où le Gouvernement français croirait devoir assumer le protectorat du Maroc, le Gouvernement impérial n'y apporterait aucun obstacle ».

Notre protectorat au Maroc dépend de deux conditions. La première est l'assentiment du Maghzen, la seconde est l'adhésion des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras. L'assentiment du Maghzen a été donné, et ainsi, cette première condition se trouve remplie.

Les pays ayant donné leur adhésion à la Convention franco-

allemande sont : l'Italie (7 novembre); la Suède (11 novembre), la Grande-Bretagne (14 novembre); la Russie (15 novembre).

Les pays n'ayant pas encore adhéré sont : les Etats-Unis, la Belgique et l'Autriche-Hongrie, pays pour lesquels l'approbation parlementaire est nécessaire; l'Espagne; enfin, les Pays-Bas et le Portugal, dont la réponse est attendue.

Les conséquences du protectorat, au point de vue militaire et diplomatique, font l'objet des articles 2 et 3 examinés plus loin.

Passons maintenant aux restrictions apportées à notre liberté d'action. La France s'engage formellement à respecter au Maroc l'égalité économique entre les nations et à y maintenir la liberté commerciale prévue par les traités antérieurs.

C'est la confirmation d'un régime que nous avons déjà garanti à l'Angleterre en 1904 pour une période trentenaire, engagement confirmé en 1906, pour une période indéfinie, à toutes les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras.

Sur le terrain économique, il n'y aura place, au Maroc, pour aucun privilège. C'est le régime de la libre concurrence au profit de toutes les nations.

Une clause finale de l'article premier maintient expressément les droits de la Banque d'Etat du Maroc, tels qu'ils sont définis par l'Acte d'Algésiras. Le traité ne pouvait d'ailleurs pas ne pas les maintenir. La Banque est une société anonyme. Le chapitre de l'Acte d'Algésiras qui la concerne constitue un acte de concession; il est incorporé dans les statuts de la Banque, lesquels ne pourraient être révisés que conformément à l'article 54 de ces mêmes statuts. Le traité ne modifie ni le droit, ni la procédure de la révision.

Examinons rapidement quelles sont les attributions de la Banque et si elles apparaissent comme pouvant apporter des obstacles à notre action au Maroc.

La Banque est (art. 33 de l'Acte d'Algésiras) « le trésorier-payeur de l'Empire », mais elle ne s'immisce ni dans les perceptions, ni dans le contrôle des dépenses.

Elle fait des avances au Gouvernement marocain : le taux pourrait, par entente avec elle, en être révisé.

Elle a un droit de préférence pour les emprunts publics, mais ce droit n'est qu'un droit de préférence à conditions égales et le Gouvernement marocain demeure libre d'avoir recours aux autres établissements financiers qui lui offriraient des conditions plus avantageuses.

Pour les bons du Trésor et autres effets de trésorerie à court terme, « la Banque sera chargée, à l'exclusion de tous autres établissements, d'en faire la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger, pour le compte du Gouvernement marocain ».

Enfin, la Banque est chargée de l'assainissement de la monnaie, mais sous l'autorité du Gouvernement chérifien ; c'est elle qui exécute les ordres de frappe du Gouvernement, mais c'est le Gouvernement qui décide et reste juge de l'opportunité des frappes et de leur montant.

ARTICLE 2

L'article 2 donne à la France le droit de procéder aux occupations militaires qu'elle jugerait utiles du territoire marocain et d'exercer toutes actions de police sur terre et sur mer.

ARTICLE 3

L'article 3 confère à la France le droit de représenter le Maroc dans ses rapports avec les représentants des Puissances, le droit de protéger les sujets et intérêts marocains à l'étranger.

ARTICLE 4

En vertu de l'article 4, le Gouvernement français « ne se prêtera à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douanes, impôts et autres taxes, que dans l'établissement des tarifs de transport par voie ferrée, voie de navigation fluviale ou toute autre voie et notamment dans toutes les questions de transit. Il empêchera tout traitement différentiel entre les ressortissants des différentes Puissances » ; et, ici, le texte de l'accord indique, à titre d'exemple, que cette restriction s'étend à des mesures qui auraient pu paraître de pure administration (poids et mesures, jaugeage, poinçonnage, etc.) en tant qu'elles seraient de nature à « mettre en état d'infériorité les marchandises d'une puissance ».

Ces clauses, qui précisent les principes posés à l'article premier, ont l'avantage de montrer clairement que le Gouvernement marocain reprend le plein exercice de sa souveraineté en ce qui concerne l'établissement des droits de douanes, impôts et autres taxes, puisque précisément l'article 4 ne subordonne l'établissement de ces droits à aucune autre restriction que le respect de l'égalité de traitement. Il va sans dire que ce droit, ainsi reconnu implicitement au Souverain du Maroc, ne pourra être exercé, notamment en matière de douanes, que dans la limite des obligations conventionnelles dérivant des traités particuliers entre le Maroc et les Puissances, ainsi que des engagements pris par l'Etat marocain vis-à-vis de ses créanciers gagistes, représentés par l'Administration du contrôle de la Dette.

A propos des questions de transport, remarquons que, pour assurer le respect du principe de l'égalité, le Gouvernement marocain devra demeurer le maître des tarifs de chemins de fer.

Le dernier paragraphe modifie les usages existants en ce qui concerne le choix du représentant de la Banque d'Etat à la Commission des valeurs douanières et au Comité permanent des douanes.

La Commission des valeurs douanières, créée par l'article 96 de l'Acte d'Algésiras, a pour mission de « déterminer le tarif des valeurs devant servir de base aux estimations faites dans chaque bureau par l'Administration des douanes ». Elle se réunit deux fois par an pour reviser le tableau des valeurs à attribuer aux produits importés au Maroc ou exportés de ce pays. Ces valeurs ne sont évidemment fixées par la Commission que pour servir de base aux estimations de la Douane, en les renfermant dans certaines limites. La Commission doit, en effet, déterminer par avance ce que vaudra tel ou tel produit pendant le semestre suivant : qui pourrait dire, six mois à l'avance, ce que vaudront des produits tels que le sucre et la farine, dont les prix dépendent de la récolte, de la spéculation, de l'importance des stocks, etc. ? En fait, la Commission, pour tâcher de remplir son rôle, a jusqu'à présent fixé des maxima et des minima entre lesquels la douane se meut pour l'application des droits.

Cette Commission se compose de trois membres désignés par le Gouvernement marocain, trois désignés par le Corps diplomatique, un agent de la délégation de l'emprunt marocain 1904 (qui ne fait qu'un aujourd'hui avec l'administrateur français du contrôle de la Dette) et enfin un délégué de la Banque d'Etat.

Le Comité des douanes, institué par l'article 97 de l'Acte d'Algésiras, est un Comité de trois membres (un délégué du Gouvernement chérifien, un délégué du Corps diplomatique et un délégué de la Banque d'Etat) auquel est renvoyé, pour avis, l'examen des mesures propres à apporter des améliorations dans le service des douanes et à en assurer la régularité et le contrôle. Il a été saisi parfois aussi de certaines questions de principe, par exemple de l'extension demandée par telle ou telle Puissance du bénéfice de l'admission temporaire pour telle ou telle catégorie de produits. Dans la procédure actuellement suivie, les avis du Comité des douanes ne lient pas le Gouvernement marocain ; le texte de l'article 97 est d'ailleurs en pleine harmonie avec la procédure suivie depuis quatre ans : « *Le Comité propose* ». C'est un organisme consultatif, qui n'a aucune attribution de direction.

Jusqu'ici, les représentants de la Banque d'Etat étaient invariablement : pour la Commission des valeurs douanières, le directeur français de la banque à Tanger, et pour le Comité des douanes, l'administrateur français en résidence à Tanger. Le dernier paragraphe de l'article 4 stipule que le Gouvernement français usera de son influence sur la Banque d'Etat pour que celle-ci confère à tour de rôle ces deux mandats aux membres de sa direction à Tanger.

ARTICLE 5

L'article 5 est relatif aux taxes minières. Il ne devra être perçu au Maroc aucun droit d'exportation sur le minerai de fer exporté des ports marocains. Les exploitations de minerai de fer ne subiront sur leur production ou sur leurs moyens de travail aucun impôt spécial. Elles ne supporteront, en dehors des impôts généraux, qu'une redevance fixe calculée par hectare et par an, et une redevance proportionnée au produit de l'extraction. « Ces redevances, qui seront assises conformément aux articles 35 et 49 du projet de règlement minier annexé au protocole de la conférence de Paris du 7 juin 1910, seront également supportées par toutes les entreprises minières. » Aucune de ces conditions n'apporte d'obstacle à la promulgation et au fonctionnement d'un régime minier équitable.

Nous faisons encore remarquer ici que ces restrictions à la souveraineté du Gouvernement marocain en matière de taxes douanières et d'impôts sont limitativement prévues pour le seul minerai de fer, et impliquent donc sa pleine et entière liberté à l'égard des autres substances comprises dans la classe des mines, toujours sous la réserve générale de l'égalité de traitement entre les ressortissants de toutes les Puissances et du respect des obligations conventionnelles dérivant de traités ou de contrats particuliers.

ARTICLE 6

L'article 6 vise les marchés de constructions et de fournitures en matière de travaux publics, ainsi que l'exploitation des services d'Etat et grandes entreprises d'intérêt général.

La règle de l'adjudication entre les ressortissants de toutes les nations introduite par l'Acte d'Algésiras, est formellement maintenue pour les travaux et fournitures. C'était, d'ailleurs, le régime antérieurement acquis aux Puissances.

Si nous devons regretter de ne pouvoir réserver à notre industrie l'intégralité des commandes de l'Etat marocain, il faut, par contre, constater que les finances de cet Etat trouveront dans une large concurrence les moyens de constituer aux moindres frais son outillage économique.

Enfin, en ce qui touche l'exploitation des services publics, sans distinction entre les services communaux ou d'Etat, le point de vue français l'a emporté. L'Etat marocain demeure seul maître de cette exploitation, comme aussi de la « concéder librement à des tiers qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet ». C'est un droit de la plus haute importance, qui pouvait être contesté aux termes de l'article 107 de l'Acte d'Algésiras. Par le présent

accord, le Maroc, assisté de la France, cesse d'être en quelque sorte dessaisi d'une autorité qui est un attribut essentiel de la souveraineté.

Il convient de rapprocher de l'article 6 les stipulations de la lettre annexée qui ont trait aux travaux publics. La lettre, faisant allusion à la construction de chemins de fer, déclare que « les deux Gouvernements allemand et français seront heureux de voir des associations d'intérêts se produire entre les ressortissants des deux pays pour les affaires dont ils pourront respectivement obtenir l'entreprise ». Votre Commission ne peut que souhaiter la généralisation de ce vœu à toutes les Puissances.

Le Gouvernement allemand a obtenu la promesse que « la mise en adjudication du chemin de fer de Fez à Tanger ne sera primée par la mise en adjudication des travaux d'aucun autre chemin de fer ».

Il n'est pas inutile de commenter ce texte. Il ne dit pas que la ligne Tanger-Fez sera mise en adjudication *la première*, c'est-à-dire avant les autres lignes. Non : le texte porte qu'elle ne sera *primée* par aucune autre, c'est-à-dire qu'aucune autre ligne ne pourra être mise en adjudication *avant* celle de Tanger. En somme, nous ne devrions pas, par exemple, mettre en adjudication les lignes de chemin de fer de Taza et de Casablanca avant celle de Tanger, mais rien ne s'oppose à ce que l'adjudication de ces lignes soit donnée *en même temps*.

Revenons maintenant aux deux dispositions accessoires, contenues aux paragraphes 4 et 5 de l'article 6, et qui visent la Commission générale des adjudications et marchés et le comité spécial des Travaux publics.

A la Commission des adjudications, qui comprend deux délégués chérifiens, deux délégués du Corps diplomatique, un délégué de l'administration intéressée et un délégué de la Banque d'Etat, la modification prévue à l'article 6, § 4, consiste en ce que le délégué de la Banque d'Etat sera choisi à tour de rôle parmi les membres de sa direction à Tanger. C'est une disposition analogue à celle de l'article 4 en matière de douanes, avec cette différence que la Commission des adjudications est un organisme d'exécution ; mais il faut remarquer que le délégué de la Banque n'en fait partie qu'avec voix consultative. C'est surtout un témoin. On a songé à en faire un témoin international, en prévision de ce que, dans l'avenir, l'élément diplomatique serait appelé à disparaître. En tous cas, notre intérêt est que, dans cette Commission, tout se passe au grand jour, et la présence de ce témoin consultatif ne pourra qu'être de nature à éviter les réclamations injustifiées.

Le paragraphe 5 vise le Comité spécial des Travaux publics pour spécifier dans quelles conditions le Gouvernement marocain s'y fera représenter.

Ce Comité est chargé de l'utilisation des fonds de la taxe spéciale (2 1/2 o/o *ad valorem* sur tous les produits importés au Maroc) instituée par l'article 66 de l'Acte d'Algésiras. Le produit intégral de cette taxe, établie à titre temporaire, doit être affecté à l'exécution de travaux publics destinés au développement de la navigation et du commerce en général. Ce Comité est composé de trois délégués chérifiens, cinq délégués du Corps diplomatique et un délégué du Conseil sanitaire.

Cet organisme est appelé à se transformer ou à disparaître, et l'éventualité en est prévue dans le texte même de l'article 6. Pour le supprimer, il suffirait de supprimer la taxe qui l'alimente, c'est-à-dire la surtaxe de l'article 66 d'Algésiras, qui est temporaire. Le commerce ne s'en plaindrait pas. Mais, avant de se priver d'un revenu annuel, avant de supprimer un impôt accepté de tous et difficile à remplacer du jour au lendemain, il conviendra d'attendre que le Gouvernement marocain dispose de revenus compensateurs.

Pour le moment, le Comité continuant à fonctionner, le présent accord stipule qu'un des trois postes de délégué chérifien sera confié à un ressortissant d'une des Puissances représentées au Maroc. Jusqu'ici, ce Comité comprend trois représentants marocains et six étrangers; par conséquent, l'élément international y disposait déjà d'une large majorité. Pourquoi donc lui réserver une septième voix par l'adjonction d'une des trois voix chérifiennes? Il a été envisagé sans doute que la disparition du Corps diplomatique entraînerait la suppression de ses délégués au Comité des Travaux publics. Dans ce cas, il ne serait plus demeuré que les trois délégués chérifiens; avec la disposition de l'article 6, un de ces trois délégués devant être désormais choisi parmi les ressortissants des Puissances, il restera en toute hypothèse un étranger dans le Comité. Ainsi que pour la Commission des adjudications, peut-on élever une objection décisive contre l'introduction de ce témoin?

ARTICLE 7.

L'article 7 prévoit la création de lignes de chemins de fer pour l'exploitation des mines ou autres industries, « sans distinction de nationalité et en conformité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière ». Il convient de rapprocher cet article du passage de la lettre de M. de Kiderlen-Waechter où il est dit que, lorsque « le réseau des voies ferrées d'intérêt général sera mis à l'étude, le Gouvernement allemand demandera au Gouvernement français de veiller à ce que l'administration marocaine ait le plus réel souci des intérêts économiques du Maroc et à ce que, notamment, la détermination du tracé des lignes d'intérêt général facilite, dans la mesure du possible, la jonction des régions minières avec les lignes d'intérêt général ou avec les ports appelés à les desservir ».

Il n'y a, dans ce texte, aucun engagement déterminé, et il est impossible qu'il en soit autrement, quand il s'agit de l'établissement d'un futur programme de chemins de fer dans des régions à peine connues. Ce sont simplement des indications d'ordre général, dont le Gouvernement du protectorat aura à tenir compte, dans l'intérêt même de l'avenir économique du Maroc.

ARTICLE 8.

L'article 8 prévoit une intervention nouvelle de la Banque d'Etat. Un administrateur sera désigné par le Gouvernement français pour établir un rapport annuel sur l'exploitation des chemins de fer; ce rapport sera rendu public, avec, s'il y a lieu, les observations que les censeurs croiraient devoir joindre d'après leurs propres renseignements.

L'obligation de présenter un rapport annuel n'appelle aucune observation. Il est stipulé que le Gouvernement français aura le choix du rapporteur.

ARTICLE 9.

L'article 9 règle la question judiciaire.

Les tribunaux consulaires sont destinés à disparaître comme incompatibles avec le nouveau régime qu'il s'agit d'instituer au Maroc. En attendant, un régime transitoire est organisé en ce qui concerne les plaintes portées par des ressortissants étrangers contre les autorités marocaines ou les agents agissant en tant qu'autorités marocaines. Pour éviter les inconvénients d'une intervention diplomatique fréquente en pareil cas, il est décidé que le consul français et le consul du Gouvernement intéressé chercheront d'abord à régler le litige. Si un règlement n'intervient pas, le Gouvernement marocain sera prié par le Gouvernement français de déférer le litige à un arbitre désigné d'un commun accord par les deux consuls ou, à leur défaut, par leurs deux Gouvernements. Cette disposition paraît équitable en elle-même et de nature à donner satisfaction aux intérêts engagés.

Il doit être institué un régime judiciaire qui remplacera les tribunaux consulaires. Aucun délai n'est indiqué, et il ne pouvait en être indiqué de précis. Mais votre Commission est unanime à émettre le vœu que le Gouvernement français se hâte de préparer cette conséquence naturelle et nécessaire de la nouvelle situation faite à la France dans l'Empire chérifien. Le régime judiciaire à instituer comprend l'organisation judiciaire, la législation et la procédure, qui devront être réglées, comme le dit l'article, en s'inspirant des principes généraux admis chez les Puissances intéressées. Ces principes généraux devront être adaptés aux besoins spéciaux du pays.

La lettre de M. de Kiderlen-Waechter vise la suppression des tribunaux consulaires qui sera consentie par le Gouvernement allemand en même temps que par les autres puissances lors de l'entrée en vigueur du nouveau régime judiciaire. La juridiction nouvelle devra placer les ressortissants des divers pays exactement dans les mêmes conditions que les ressortissants français.

ARTICLES 10 ET 11.

L'article 10, relatif à l'exercice du droit de pêche dans les eaux et ports marocains, et l'article 11, relatif à l'ouverture au commerce étranger de nouveaux ports, n'appellent aucune observation.

ARTICLE 12.

L'article 12 a pour premier objet de mettre fin aux abus qui se sont produits en ce qui concerne les protégés étrangers et les associés agricoles, abus dont le Gouvernement marocain s'est plaint depuis longtemps et à maintes reprises. D'abord, il y a lieu d'appliquer exactement la convention de Madrid et de reviser les listes pour en écarter ceux, en très grand nombre, qui y figurent sans en avoir le droit.

Le nouveau régime du Maroc doit amener la revision de la convention de Madrid. Le Gouvernement allemand et le Gouvernement français poursuivront auprès des Puissances signataires toutes modifications de la convention de Madrid que comporterait, le moment venu, le changement du régime des protégés et associés agricoles. La lettre complémentaire donne toute sa portée à cette disposition en disant qu'elle « implique l'abrogation, si elle est jugée nécessaire, de la partie de la convention de Madrid qui concerne les protégés et les associés agricoles ».

ARTICLE 13.

L'article 13 contient la clause ordinaire en ce qui concerne les stipulations antérieures qui seraient contraires à la présente convention. Ce texte s'applique à l'Acte d'Algésiras, dont il ne faut envisager ni le maintien intégral, ni la dénonciation totale.

Certaines dispositions d'Algésiras subsistent; d'autres tombent; d'autres sont maintenues à titre provisoire; d'autres sont appelées à être modifiées dans leur application.

Tenter, dès à présent et avant la leçon des événements, une mise au point si complexe, serait entreprendre une œuvre purement théorique.

ARTICLE 14.

L'article 14 prévoit que « le présent accord sera communiqué aux Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras près desquelles les deux Gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion ». Cette adhésion sera la reconnaissance officielle de la situation nouvelle du Maroc.

ARTICLE 15.

L'article 15, relatif à l'échange des ratifications, n'appelle aucune observation.

*
* * *

Nous venons d'analyser l'accord marocain.

Essayons maintenant de comparer la situation du Maroc d'hier, pays nominalement indépendant, mais à souveraineté limitée et à capitulations, dans lequel notre action se heurtait à chaque pas aux barrières de l'Acte d'Algésiras, avec celle que, demain, la France sera en droit d'y créer après la ratification, hors la zone espagnole.

Avant l'accord, le Gouvernement marocain se trouvait, en droit et en fait, entièrement soumis au régime international. Aucune réforme ne pouvait être entreprise sans l'assentiment des autres Puissances. L'intervention étrangère se manifestait en toutes circonstances : les préoccupations de politiques rivales primaient toutes autres considérations et faisaient obstacle aux œuvres administratives et aux travaux d'intérêt général ; à chaque obstacle, il fallait tourner une difficulté et, la difficulté vaincue, il dépendait encore des Puissances de remettre tout en question. La lenteur était la règle de toute procédure ; le résultat était la stagnation. Ce n'est qu'à la faveur des emprunts ou de l'occupation militaire qu'a pu être régularisée, la perception des seuls revenus normaux existant actuellement au Maroc.

Après l'accord donnant au Gouvernement protecteur la liberté de réglementation, on peut envisager la possibilité de donner au Maroc l'organisation nécessaire à son développement. Après comme avant, l'adjudication reste la règle pour les fournitures de matériel et de travaux ; mais après l'accord, l'exploitation demeure sans conteste aux mains du Gouvernement. Et il n'est pas besoin d'insister sur les avantages que, même sous un régime de libre concurrence parfaitement garanti et loyalement appliqué, la prépondérance politique de la France assure normalement à notre expansion commerciale et industrielle.

Dans le régime actuel, le Gouvernement du Maghzen se trouvait hors d'état d'établir des taxes intérieures, de se créer des ressources pour ses besoins administratifs et pour des travaux publics. Après l'accord, le Gouvernement du protectorat assurera progressivement à l'intérieur l'ordre public, à l'abri duquel se percevra l'impôt, en même temps que, grâce à la sécurité garantie, se développera la richesse.

Enfin et surtout, si nous voulons bien mesurer le chemin parcouru il suffit de rappeler la résistance qu'on opposait autrefois obstinément à ce que l'on reconnaît désormais sans conteste, notre suprématie politique sur le Maroc, depuis l'Algérie jusqu'à l'Atlantique. Cet accord donne à la France les moyens indispensables pour remplir au Maroc la haute mission de civilisation et de progrès dont elle prend la charge, en même temps que pour y trouver un accroissement de puissance et de richesse. Nous aurons à poursuivre une prudente et méthodique politique indigène, qui déjà a fait ses preuves. En apportant à ces populations des profits matériels, une administration probe et appuyée sur une force vigilante, la France se doit à elle-même de suivre à l'égard des indigènes une politique conforme à son génie, c'est-à-dire faite de justice et de générosité. Ce sera la meilleure garantie de succès.

L'accord marocain est un grand résultat, suite de l'œuvre historique dont il dépendra de nous de développer les heureuses conséquences.

II

ACCORD CONGOLAIS

Le sacrifice au moyen duquel nous payons le résultat marocain est profondément ressenti par tout cœur français. Il ne s'agit pas là seulement d'intérêts matériels, il y a une question plus haute. Votre Commission en a eu le sentiment profond, lorsqu'elle a voulu, au moment d'aborder l'examen de l'accord congolais, commencer par rendre hommage à la mémoire de Savorgnan de Brazza et des héros qui ont donné à la France l'Afrique équatoriale.

Cette convention comporte des échanges territoriaux où l'Allemagne reçoit plus qu'elle ne donne. Aux termes même du préambule, c'est « *la suite et le complément de la convention relative au Maroc, en raison des droits de protection reconnus à la France sur l'Empire cherifien* ».

La délimitation des territoirées échangées est indiquée à la carte annexée au présent rapport.

La France cède à l'Allemagne une région au nord du Gabon, en bordure de la Guinée espagnole et du Cameroun allemand, et, en partie, les bassins de la Sangha, de la Lobaye et du Logone, au sud et à l'est du Cameroun. La superficie de ces territoires est d'environ 275.000 kilomètres carrés ; les revenus des impôts, douanes et domaines s'élèvent à 1.700.000 francs par an et les redevances des sociétés concessionnaires produisent au Trésor de 600.000 à 700.000 fr. ; le total des importations et des exportations est de 10 à 12 millions de francs.

L'Allemagne cède à la France la région située entre le Logone, le Chari et l'ancienne limite du « Bec de canard » du Cameroun. Ce territoire, d'une superficie de 12 à 15.000 kilomètres carrés environ, a une valeur plutôt politique qu'économique.

Entrons maintenant dans l'examen des articles de la convention.

ARTICLE PREMIER

Cet article établit la délimitation des frontières des territoires cédés à l'Allemagne.

Il est à remarquer que cette délimitation n'est pas donnée en termes précis ; la frontière se *dirigera, obliquera* « vers l'Est », « vers le Sud-Ouest » ; d'autre part, tantôt on indique que certaines localités situées sur la frontière, *resteront françaises* (ainsi pour Madjingou et Ouessou), tantôt, dans une autre partie de l'article, on ne s'explique pas sur le point de savoir si d'autres localités, telles que Botungo et Bera N'Djoko, seront françaises ou allemandes.

Cette imprécision s'explique par le fait qu'il s'agit, au moins partiellement, de régions dans lesquelles l'incertitude des données géographiques est telle, que le tracé d'une frontière sur les cartes existantes ne peut être indiqué que d'une manière générale, suivant de simples directives, résultant de quelques points de repère et d'indications astronomiques.

En ce qui concerne les localités, les unes se trouvent dans des régions assez connues pour que le tracé de la frontière ait pu être fait avec précision. Des autres sont situées dans des régions sur la géographie desquelles on ne possède pas de données aussi précises ; le tracé de la frontière n'y est donc indiqué que d'une manière générale. Les localités citées : Botungo et Bera N'Djoko, qui n'ont pas grande importance, serviront de points de repère.

Il appartiendra aux commissaires techniques prévus par les articles 3 et 4 de fixer, d'une manière exacte, le tracé de la frontière, suivant la configuration du terrain et les circonstances locales.

L'examen des articles 3 et 4 appellera d'ailleurs quelques explications complémentaires à cet égard.

ARTICLE 2

Cet article établit la délimitation des frontières des territoires cédés par l'Allemagne.

ARTICLE 3

Cet article fixe la procédure de nomination de la Commission technique qui sera chargée de déterminer sur le terrain le tracé de la frontière. Lorsque les travaux de cette Commission seront centralisés, les Cabinets de Paris et de Berlin devront se concerter pour préparer un protocole établissant un tracé définitif. Ce protocole devra être soumis à la ratification du Parlement.

ARTICLE 4

Cet article précise les pouvoirs de la Commission technique et des agents chargés de l'abornement, qui « pourront tenir compte d'un commun accord de la configuration du terrain et des circonstances locales, telles que, par exemple, la facilité de la surveillance de la frontière ou la communauté de race de la population. Ils devront, autant que possible, faire suivre à la frontière les limites naturelles indiquées par les cours d'eau et, dans le cas où *la frontière couperait la direction* des rivières, lui faire suivre la ligne de partage des eaux.

Les procès-verbaux de la Commission technique et ceux des agents d'abornement ne seront définitifs qu'après ratification des deux Gouvernements.

On s'est demandé, à propos de cet article, quel est le sens de l'expression : « dans le cas où *la frontière couperait la direction des rivières* ».

L'hypothèse est la suivante : au cas où la frontière déterminée idéalement par l'article premier coupe une rivière à une grande distance de la source, il ne sera pas possible d'éviter la coupure. Si, au contraire, la frontière doit couper une rivière ou plusieurs, à peu de distance de la source, elle pourra contourner ces rivières et suivre la ligne de partage.

Il convient de rapprocher cet article de la note annexe à la convention relative à la question des frontières, et qui paraît avoir prévu ce cas et d'autres analogues dans son paragraphe 2, lequel s'exprime ainsi :

« Les commissaires techniques qui seront désignés par le Gouvernement allemand, par application des articles 3 et 4 de la convention pour procéder à la délimitation des frontières, dans le cas où la

ligne de démarcation qu'ils fixeront s'écarterait, par suite d'erreurs des cartes ou de circonstances locales, d'une façon appréciable, de la direction telle qu'elle résulte de la convention, devront avoir soin de ne pas avantager l'une des deux parties, sans compensation équitable pour l'autre. »

ARTICLE 5

Cet article ne fait que consacrer une thèse admise en droit international, d'après laquelle les intérêts particuliers ne se trouvent en aucune façon compromis ou même modifiés par des changements intervenant dans la limite des Etats. Les sociétés concessionnaires auront donc, vis-à-vis de l'Allemagne, les droits et les obligations qu'elles avaient vis-à-vis de la France. Il est à peine besoin d'ajouter que, puisque leurs droits ne subissent aucune atteinte du fait du présent accord, elles ne pourront prétendre à la moindre indemnité.

Dans le silence du traité, ce principe général aurait trouvé son application. Néanmoins, en matière de concessions, où il s'agit de droits d'une nature toute particulière, des difficultés auraient pu surgir. C'est pour les éviter que le Gouvernement français a introduit l'article 5, qui vise expressément la substitution du Gouvernement allemand dans tous les avantages, droits et obligations résultant des actes de concession au regard des sociétés qui passeront sous la souveraineté, l'autorité et la juridiction de l'Etat allemand.

Une convention spéciale doit régler l'application de ces dispositions. Votre Commission, qui adopte la thèse du Gouvernement, émet le vœu qu'il soit fait toutes diligences pour la conclusion de cette convention dans le plus bref délai.

ARTICLE 6

Une ligne télégraphique existe entre Brazzaville, chef-lieu de l'Afrique équatoriale française, et Bangui, chef-lieu de la colonie de l'Oubanghi-Chari-Tchad. Il a été précisé que cette ligne restera française et sera entretenue par nos soins, sur son parcours au travers du territoire allemand.

ARTICLE 7

Cet article donne à chaque Gouvernement le droit réciproque d'établir, au travers du territoire de l'autre Gouvernement, des chemins de fer, depuis l'Océan jusqu'à l'Oubanghi.

ARTICLE 8

La voie de la Bénoué, malgré le court espace de temps durant lequel ce fleuve est navigable, est considérée, depuis quelques années, comme intéressante pour le ravitaillement du territoire militaire du Tchad. Cette voie est, en effet, dans la situation actuelle, plus rapide et moins coûteuse que la voie Congo-Oubanghi-Chari. Il a donc paru nécessaire de préciser dans l'accord, et c'est l'objet de l'article 8, que nous pourrions continuer à utiliser cette voie. L'Allemagne nous y concède des enclaves absolument analogues à celles que l'Angleterre nous a cédées dans le Niger en 1898, et nous avons la possibilité, si la chose paraît désirable, de construire un chemin de fer ou une route reliant le bassin de la Bénoué à celui du Logone.

ARTICLES 9, 10, 11, 12.

Ces stipulations répètent, en les précisant, celles de l'Acte de Berlin du 26 février 1885.

Cet Acte établissait notamment la liberté de navigation, même en temps de guerre, ainsi que l'égalité de traitement en matière de transports en ce qui concerne :

1° Le Congo et ses affluents; 2° le Niger et ses affluents.

Plus tard, par la Convention du 9 avril 1908, la France et l'Allemagne ont étendu, en faveur des nationaux des deux pays, ce régime de liberté et d'égalité à un certain nombre d'autres cours d'eau, notamment le Chari, le Logone et leurs affluents.

L'Acte de Berlin et la convention franco-allemande de 1908 instituaient le même régime pour les voies de communications terrestres latérales aux rivières, suppléant à l'innavigabilité de ces rivières.

Les stipulations de l'article 12 confirment, en ce point, les accords précédents et décident qu'un règlement sera fait pour déterminer les conditions précises d'applications du régime dont il s'agit.

ARTICLE 13.

Cet article prévoit les conditions du passage des troupes françaises ou allemandes à travers les territoires de l'une ou l'autre nation.

ARTICLE 14.

L'article 14 assure aux ressortissants des deux nations l'égalité de traitement pour les transports sur tous les chemins de fer du Congo

français et du Cameroun allemand; c'est là, pour les transports, une double extension des facilités antérieures.

1° Il s'agit de toutes les voies ferrées et non plus seulement des voies suppléant à l'innavigabilité de certaines parties du cours des rivières visées par l'Acte de Berlin et la convention de 1908;

2° Il s'agit non seulement des bassins du Niger, du Congo, du Logone et du Chari, mais de toutes les parties du Congo français et du Cameroun, c'est-à-dire des bassins côtiers.

Il y a lieu de remarquer que ni l'article 12, ni l'article 14 ne visent les droits de douane à l'importation applicables au Congo français et au Cameroun. Les dispositions de l'Acte de Berlin de 1885 et de l'Acte de Bruxelles de 1890 demeurent applicables dans les limites du bassin conventionnel. En dehors de ces limites, les deux Puissances conservent leur liberté d'action.

ARTICLE 15.

Aux termes de cet article, « le Gouvernement français et le Gouvernement allemand cesseront, à partir du jour de la cession réciproque des territoires concédés à l'Allemagne par la France et à la France par l'Allemagne, d'exercer aucune sorte de protection et d'autorité sur les indigènes des territoires respectivement cédés par eux ».

Les échanges de territoires ne produiront aucun effet sur la nationalité des citoyens français ou allemands qui pourraient y être installés.

ARTICLE 16.

Cet article établit que :

« Dans le cas où le statut territorial du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il est défini par l'Acte de Berlin du 26 février 1885, viendrait à être modifié du fait de l'une ou de l'autre des parties contractantes, celles-ci devraient en conférer entre elles, comme aussi avec les autres puissances signataires dudit Acte de Berlin. »

De ce texte, il résulte que la France garde son droit de préemption sur le Congo belge. Ce droit est incessible, et nous ne devons pas plus l'abandonner que nous ne pouvons le céder. L'article 16 dit que, si des changements venaient à se produire dans le bassin conventionnel du Congo, du fait de l'une ou de l'autre des parties contractantes, celles-ci devraient en conférer avec toutes les Puissances signataires de l'Acte de Berlin de 1885. Cette clause est aux yeux de nos négociateurs, une garantie commune à toutes les Puissances intéressées.

ARTICLE 17

C'est le dernier article, relatif à l'échange des ratifications.

Après cet examen des articles, il convient d'examiner dans quelle mesure ces échanges territoriaux peuvent réagir sur les moyens de communication de notre colonie.

L'Afrique équatoriale française conserve la liberté de ses voies fluviales. Les deux points de contact, très étroitement limités, que le traité assure à l'Allemagne sur le Congo et l'Oubanghi ne paraissent pas pouvoir gêner la navigation en fait. D'autre part, en droit, l'Acte de Berlin du 26 février 1885 assurait déjà sur les cours d'eau du bassin du Congo la liberté absolue de la navigation, et le présent traité confirme, précise et étend ces stipulations, notamment par l'interdiction de fortifier les rives du fleuve.

Enfin, à propos de toutes les questions accessoires, routes, chemins de fer, transit, télégraphe, lignes d'étapes, passages des troupes, etc., la France et l'Allemagne se garantissent toutes les facilités désirables.

Messieurs,

Pour conclure, il importe, en face du profond regret que nous cause la cession congolaise, de placer les résultats obtenus au Maroc.

Mais il ne faut pas envisager seulement ce traité comme une compensation d'intérêts : il faut souhaiter que cet arrangement, en réglant de graves difficultés et en mettant fin à une trop longue période de tension, amène une ère de détente dans les relations entre les deux peuples.

Afin de lui donner ce caractère, les plénipotentiaires ont été d'accord pour déclarer que les différends qui viendraient à s'élever entre la France et l'Allemagne au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de la convention du 4 novembre 1911 et qui n'auraient pas été réglés par la voie diplomatique seront soumis à un tribunal arbitral constitué dans les termes de la convention de La Haye du 18 octobre 1907.

Cette clause a une valeur pratique réelle dans un arrangement qui porte sur tant de points; elle a encore une plus haute valeur morale. Votre Commission est unanime à féliciter et à remercier nos négociateurs de ce résultat.

Sous le bénéfice de ces observations, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE

Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la Convention délimitant les possessions respectives de la France et de l'Allemagne dans l'Afrique équatoriale, signée à Berlin, le 4 novembre 1911.

Une copie authentique de cette Convention sera annexée à la présente loi, en même temps que le texte de la Convention signée également à Berlin, le 4 novembre 1911 et réglant le statut politique du Maroc.

SÉNAT

RAPPORT déposé au nom de la Commission chargée d'examiner l'Accord franco-allemand, par M. P. Baudin, sénateur.

(Analyse)

PRÉAMBULE

M. Pierre Baudin précise d'abord l'esprit dans lequel la commission a poursuivi ses travaux :

« Quand vous nous avez élus et chargés de préparer votre discussion, vous avez clairement manifesté, par la signification que vous avez donnée à votre choix, la volonté de connaître, autant que les convenances diplomatiques le permettraient, la marche des négociations elles-mêmes et l'enchaînement des faits qui pourront expliquer la situation critique où elles se sont développées.

« La gravité des événements, l'importance des conclusions auxquelles les deux gouvernements ont été amenés, la lourde responsabilité qui nous est dévolue nous ont, avant même d'examiner le projet de loi, déterminés à envisager l'ensemble du problème marocain. Vous n'avez à aucun moment pensé à limiter votre contrôle à l'examen des deux traités en cause. C'eût été mal vous connaître que de vous croire disposés à émettre un vote d'enregistrement.

« Le contrôle du Parlement, pour être complet, ne saurait s'exercer uniquement par la voie de l'interpellation qui est impropre à l'examen minutieux des textes, et des actes de la diplomatie. L'expérience a prouvé qu'elle ne permet pas d'attribuer aux actes leur véritable valeur, ni de confronter les instructions du gouvernement aux ambassadeurs avec leur réponse, de placer en un mot chaque chose à son rang dans la succession des événements.

« Il y eut dans l'affaire marocaine déjà trop de tractations secrètes, trop d'engagements ignorés du Parlement pour qu'il nous soit permis de laisser passer, sans la saisir, l'occasion de retenir un instant l'ensemble de cette histoire récente sous le regard attentif du pays. Quel moment attendrions-nous pour tenter de dissiper l'obscurité qui enveloppe encore certains de ses épisodes, alors qu'aujourd'hui on nous demande de souscrire au sacrifice de l'une des contrées de notre empire qui a vu se dépenser avec le plus de générosité le sang français et le plus pur effort du génie civilisateur de la race? »

Dès ce moment et avant d'entrer dans l'examen du rapport, la commission a voté, à l'unanimité, la résolution suivante :

La Commission estime qu'il a été fait pendant les dernières années, un abus des traités secrets.

Sans doute, la Constitution de 1875 laisse au Président de la République la faculté d'apprécier à quel moment un traité peut être communiqué aux Chambres, sans dommage pour la sécurité et les intérêts du pays ; mais elle n'autorise pas l'addition à un traité public de clauses secrètes qui en modifient l'esprit et les dispositions.

PREMIÈRE PARTIE

Résumé historique sur les relations du Maroc avec les possessions françaises du nord de l'Afrique

Le rapporteur a commencé son exposé par le rappel des raisons qui obligeaient la France à avoir une politique marocaine et qui font du traité du 4 novembre non pas un accident fortuit, mais une conclusion nécessaire.

M. Baudin résume ensuite les relations franco-marocaines dont il cite les grandes dates, — traités de Lalla-Marnia, traités des 20 juillet 1901, 20 avril et 7 mai 1902, contrat d'emprunt de 1904, traités franco-anglais et franco-espagnol de la même année, mission Saint-René Taillandier, accords franco-allemands de juillet et septembre 1905, acte d'Algésiras.

M. Baudin, après avoir montré la mauvaise volonté d'Abd-el-Aziz à notre égard et raconté les initiatives particulières que la France fut obligée de prendre (Oudjda, Beni-Snassen, Casablanca), retrace la chute du sultan dans le temps même qu'il se rapprochait de nous, et l'avènement de Moulaï-Hafid. Il caractérise ainsi ces événements :

« Au cours de cette période, les inconvénients de l'anarchie qui existait dans l'empire chérifien et des difficultés qui s'y produisaient entre la France et l'Allemagne se manifestèrent plus que jamais; les indemnités de Casablanca ne pouvaient être ni payées ni même fixées, la construction du port de Larache était ajournée indéfiniment, toutes les réformes, et notamment l'élaboration du règlement minier restaient en suspens.

« Enfin l'incident de Casablanca au sujet des déserteurs de la légion étrangère, faisait passer les relations franco-allemandes par une crise.

« Cet ensemble de faits, auxquels les problèmes diplomatiques qui se posaient en Europe donnaient un caractère encore plus inopportun, explique que peu de jours après avoir reçu la lettre par laquelle Moulaï-Hafid répondait à la note du corps diplomatique et confirmait ses engagements, la France et l'Allemagne aient jugé utile d'engager officiellement les pourparlers qui ont conduit à l'accord du 9 février 1909. »

C'est cet accord qui apparaît au rapporteur comme le point de départ de la crise qui s'est dénouée en 1911.

DEUXIÈME PARTIE

L'accord franco-allemand de 1909

L'accord franco-allemand de 1909 a suivi de près le conflit aigu provoqué par l'affaire des déserteurs. Après avoir pris connaissance de la correspondance diplomatique s'y référant, le rapporteur écrit :

« Quand on se reporte aux journaux allemands de cette période, on ne peut manquer d'y observer une certaine lassitude à l'égard de cette grande affaire du Maroc.

« D'autre part, les affaires balkaniques ne laissaient pas de préoccuper l'opinion en Allemagne. Le lendemain du traité, la *Gazette de Cologne* constata que le dissentiment franco-allemand pouvait être la cause d'un sérieux embarras pour ceux qui ont souci d'éviter un conflit européen à l'occasion des complications orientales.

« C'est le Gouvernement allemand qui fit les premières ouvertures. Elles n'étaient pas pour surprendre notre diplomatie.

« Dix-huit mois auparavant, le chargé d'affaires d'Allemagne à Tanger avait entretenu M. de Saint-Aulaire de l'intérêt qu'il y aurait à conclure une entente économique franco-allemande pour le Maroc. Les deux chargés d'affaires avaient pendant quelque temps poursuivi des pourparlers autorisés par les deux gouvernements. Au moment de signer un texte approuvé des deux côtés, le Gouvernement allemand avait laissé tomber la conversation.

« Le Ministère des Affaires étrangères eût désiré à l'origine que les négociations de 1909 conservassent le même caractère local que celles de 1907 afin de les dégager de toute connexion apparente avec les affaires d'Orient (instructions du 9 janvier 1909 à M. Jules Cambon). Mais il ne parut pas possible de revenir à la procédure de 1907 et de laisser la négociation à Tanger.

« Un premier entretien destiné à préciser les questions eut lieu entre M. de Berckheim et M. de Erckert, chargé du Maroc à l'Office impérial des Affaires étrangères (21 janvier). Les négociations furent ensuite rouvertes par M. de Kiderlen, puis par M. de Schoen avec M. J. Cambon.

« Leur marche fut d'ailleurs très rapide. Les Allemands, par égard pour l'opinion publique de leur pays, désiraient éviter de trop souligner la formule de leur désintéressement au Maroc : mais c'était là précisément la satisfaction essentielle que nous devions rechercher auprès d'eux, et ils se rendirent rapidement à cette raison.

« Entre temps, Moulaï-Hafid ayant demandé au Gouvernement allemand de lui envoyer des instructeurs militaires, l'office impérial avisa l'ambassade de France de la demande qui lui avait été faite et du refus par lequel il y répondait.

« M. Jules Cambon vint à Paris le 4 février, porteur du projet de la formule d'accord ; il ne fut apporté que de très légères modifications à ce texte qui fut signé à Berlin le 9 février. »

On s'est demandé comment cet accord franco-allemand avait été accueilli par les tiers. M. Baudin dit à ce sujet :

« Les pourparlers avaient été conduits dans le plus grand secret ; les Gouvernements espagnol et britannique en furent informés par nos ambassadeurs le 5 février.

« La nouvelle fut accueillie à Madrid avec quelque inquiétude et il fut nécessaire d'expliquer que l'entente n'était nullement dirigée contre les intérêts espagnols.

« A Londres, M. Paul Cambon jugea utile d'exprimer l'assurance formelle qu'il ne s'agissait pas d'éliminer les intérêts anglais pour réserver l'exploitation économique du Maroc à la seule coopération des Français et des Allemands.

« Ces déclarations prévinrent tout malentendu, et l'Angleterre, tout en envisageant avec quelque scepticisme l'application par l'Allemagne d'une convention qui reposait sur l'abandon de ses prétentions politiques au Maroc, y donna son approbation. »

UTILITÉ DE L'ACCORD DE 1909

Après avoir reproduit le texte de la convention du 8 février et rappelé notamment l'engagement pris « d'associer les nationaux français et allemands dans les affaires dont ils pourraient obtenir l'entreprise », M. Pierre Baudin donne son entière approbation à la politique ainsi définie par M. Pichon.

« Cet accord devait être accueilli avec satisfaction, et il le fut par les amis de la paix. Il était jugé avec raison comme le couronnement des longs et patients efforts de la France dans la voie où elle s'était engagée depuis 1904. Il consacrait la protection de ses intérêts particuliers politiques. Il ne lui coûtait en retour aucun sacrifice, puisque en proclamant l'égalité économique au Maroc, il ne faisait que redire une fois de plus ce que l'acte d'Algésiras avait proclamé — un principe que nous avions nous-mêmes tant de fois et avec tant de loyauté accepté.

« En ce qui concerne la situation de la France au Maroc, il serait tout à fait injuste de ne pas reconnaître les heureuses conséquences de l'accord.

« Il prouvait au sultan et aux chefs des tribus qu'ils n'avaient plus rien à espérer de l'antagonisme franco-allemand. En tout pays de l'Islam africain, il eut un retentissement profond. Il détruisait l'effet de la propagande savamment organisée qui, depuis les événements de Tanger en 1905 s'efforçait, non sans risques, de persuader les indigènes que la France céderait bientôt la place à l'Empire allemand.

« Le traité nous permit en outre, comme on va le voir dans la suite, de fixer les conditions du secours financier dont le sultan avait besoin. Il n'était pas suffisant pour définir juridiquement notre situation au Maroc, mais, pour ainsi parler, il l'assainissait, il la nettoyait des intrigues locales qui l'encombraient.

« Ce résultat, tout de suite aperçu de l'opinion et du Gouvernement français, encourageait celui-ci à s'appliquer de toute sa bonne volonté à l'observer dans toutes ses parties. Les tentatives d'association des intérêts qui ont suivi depuis lors en furent la conséquence logique. »

En d'autres termes, la Commission du Sénat :

1^o Juge l'accord de 1909 bon en lui-même, sinon définitif;

2° Reconnaît que les tentatives d'association d'intérêts qui ont suivi furent « la conséquence logique » de cet accord.

Cette constatation présente un intérêt particulier en raison des campagnes ultérieures qui ont eu pour objet et pour résultat de faire échouer plusieurs de ces tentatives.

DIFFICULTÉS DE L'ACCORD DE 1909

Dans une analyse extrêmement judicieuse, le rapport explique alors quelle lourde hypothèque de difficultés devait peser sur l'application de l'accord. Ces difficultés peuvent se résumer ainsi : alors que dans les questions économiques le Gouvernement allemand soutient à fond ses nationaux, dans les mêmes questions le Gouvernement français dispose d'une moindre liberté.

« La disposition finale de l'accord de 1909 concernant les associations d'intérêts pouvait donner à penser à ceux qui connaissent les procédés et l'organisation du commerce allemand.

« L'accord engageait les deux Gouvernements à associer leurs nationaux pour des entreprises marocaines.

« Quelle signification pouvait-on donner à cette clause?

« Exprimait-on par là le vœu de voir les intérêts privés des deux pays s'unir au lieu de s'entrechoquer? Rien n'était plus désirable à la condition de ne pas vouloir provoquer trop hâtivement l'exploitation des richesses du Maroc et de ne s'avancer dans cette enquête économique qu'avec prudence; il fallait souhaiter que des industriels français et des industriels allemands s'entendissent pour agir.

« Mais il ne pouvait entrer dans la pensée du gouvernement français que ces associations fussent limitées à la combinaison des deux éléments français et allemands au Maroc, à l'exclusion des intérêts d'autre origine. Il ne pouvait notamment être question d'éliminer des premiers travaux à entreprendre pour outiller le pays, ni des concessions à y exploiter, les intérêts anglais qui s'appuyaient sur une influence bien plus ancienne, et sur des courants d'échanges beaucoup plus considérable que ceux de l'Allemagne.

« L'expérience ne tarda pas à prouver que le Gouvernement allemand comprenait autrement que nous l'association des intérêts prévus au traité, et surtout l'assistance donnée par la puissance publique à la recherche et à l'effort économique des industriels. »

M. Pierre Baudin revient d'ailleurs plus loin sur la même idée, en disant :

« L'Allemagne est, ne l'oublions pas, très préoccupée de son avenir économique. Elle craint, comme toutes les nations indus-

trielles, des crises économiques, des chômages et une insuffisance de travail pour la masse croissante de ses foules ouvrières.

« Il ne faut donc pas s'étonner si, au cours des difficultés marocaines, on observe dans sa conduite un certain flottement, des accalmies, puis des reprises d'activité, des réticences, des actions brusques, suivies de dispositions conciliantes.

« L'opinion s'exprime souvent, là-bas comme ailleurs, sous l'influence d'hommes qui dirigent de gros intérêts.

« La démocratie allemande ne répugne pas à les suivre dans leur propagande. Elle admet que la puissance publique soit mise à leur disposition, et que la diplomatie non seulement leur donne son appui auprès des gouvernements étrangers, mais encore les suive dans leurs entreprises et entre dans leurs desseins sous la forme d'une collaboration désintéressée, mais très active. »

APPLICATIONS DE L'ACCORD DE 1909 RELATIVES AU MAROC

Le rapporteur étudie tour à tour les diverses applications de l'accord qui ont été tentées au Maroc.

1^o *Mission à Berlin de M. Guiot.* — La première de ces tentatives est la mission que M. Guiot, ministre plénipotentiaire, délégué des porteurs de la dette marocaine, remplit à Berlin en mars 1909, d'ordre du ministre des Affaires étrangères. M. Baudin donne à ce sujet des renseignements intéressants et presque tous inédits :

« La première initiative qui témoigne de la volonté du Gouvernement français de mettre à exécution les engagements réciproques exprimés par le traité de 1909 est l'envoi à Berlin d'un agent ayant un caractère diplomatique et des connaissances aussi complètes que possible des affaires marocaines. C'était, semble-t-il, l'exécution d'une promesse verbale faite par notre ambassadeur au moment de la signature de l'accord.

« Le Gouvernement de Berlin attachait une importance réelle à cette promesse. Il la rappela quelques jours après. Il indiquait qu'il s'agissait simplement « d'un échange de vues sur les diverses questions économiques qui sont sur le tapis du Maroc ». On visait spécialement le paiement des dettes du maghzen, l'éventualité d'un emprunt, l'élargissement des fonctions de la Banque d'Etat, des travaux publics, des mines et la possibilité d'association de Français et d'Allemands dans ces grandes entreprises.

« M. Guiot, délégué des porteurs de l'emprunt marocain, fut chargé de suivre à Berlin cette négociation. Ses entretiens avec le chef du service du Maroc à la chancellerie allemande, M. de Erckert, et le conseiller de légation, M. de Langwerth, durèrent du 24 mars au

1^{er} avril. Ils portèrent sur toutes questions d'ordre économique et furent résumés avec précision dans un procès-verbal officieux.

« Ils furent, paraît-ils, empreints d'un esprit cordial et confiant.

« Se conformant aux instructions qu'il avait reçues, M. Guiot ne prit aucun engagement contraire à notre politique...

« Il s'efforça de donner l'impression que dans la mesure où nos intérêts politiques n'y sont pas engagés, dans la mesure aussi où les intérêts de l'Espagne et de l'Angleterre, nos engagements et nos devoirs d'amitié à leur endroit ne sont pas en cause, nous nous prêterions volontiers et en toute sincérité au désir de l'Allemagne d'échanger des vues sur la solution des questions économiques en suspens, et de lui faciliter au Maroc, par des ménagements appropriés, l'évolution politique à laquelle elle s'était résolue.

« Les deux interlocuteurs de M. Guiot lui parurent surtout préoccupés de chercher des solutions de nature à montrer à l'opinion allemande que le gouvernement impérial, en se désintéressant politiquement du Maroc, servait efficacement les intérêts privés de ses nationaux.

« Ils envisagèrent dans cet esprit le règlement des dettes chériennes, l'emprunt, la construction des ports. Ils ne soulevèrent aucune objection contre l'idée d'accorder la garantie de la France au futur emprunt.

« Ils demandèrent que la prépondérance française ne se manifestât pas avec trop de netteté par la substitution d'organismes administratifs français aux comités internationaux, définis par l'Acte d'Algésiras. M. Guiot leur donna toutes satisfactions à cet égard.

« A la suite de ces conférences, le Gouvernement allemand fit remettre, le 9 juin, au département, un aide-mémoire, long et détaillé, qui reproduisait les observations et les conclusions concertées des négociateurs.

« On nous demandait de donner l'assurance que ces formules réalisaient bien l'identité de vues des deux Gouvernements; elles devaient permettre d'adresser aux deux légations des instructions conformes.

« Il fut répondu à cette communication par une note du 14 octobre, qui concluait la négociation dans des conditions favorables. »

La première question traitée fut celle des dettes du makhzen et, corrélativement, celle de l'emprunt. La France et l'Allemagne se mirent d'accord. L'Allemagne obtint à cette occasion diverses satisfactions : règlement privilégié de la créance de l'entrepreneur Renschhausen; acceptation de son plan de construction du port de Larache (5 millions de marks). Dès ce moment, cependant, elle marquait des velléités de jouer, au moyen de l'association économique, un rôle politique.

« Les différentes propositions manifestent la tendance de l'Allemagne à instituer une sorte de condominium qui, réduit en apparence aux questions économiques, devait s'étendre, par la force des choses, à des questions d'intérêt politique. C'est de ces propositions, réservant à l'Allemagne une sorte de droit de consultation sur l'emprunt, que le gouvernement impérial a prétendu tirer le droit de s'opposer à certaines clauses du projet d'emprunt de 1911. »

Dans l'ordre économique, l'Allemagne a été seule à bénéficier, par les travaux du port de Larache, de l'emprunt de 1910. Pour les autres questions posées au cours de la mission Guiot, le rapport de M. Baudin donne les indications suivantes :

« Les Allemands proposèrent une combinaison pour l'utilisation des fonds de la caisse spéciale des travaux publics. On aurait émis un emprunt gagé sur la surtaxe douanière et qui eût permis de se procurer, dès le début, une somme suffisante pour de grands travaux.

« Cette suggestion était contraire aux délibérations et aux décisions du corps diplomatique qui a déterminé un programme de travaux de la caisse spéciale à exécuter en six ans sur les produits annuels de la caisse spéciale. Elle ne pouvait donc être réalisée.

« La question des mines était réservée pour une communication ultérieure que nous avons reçue en effet et qui faisait ressortir la nécessité d'une entente des deux Gouvernements sur la réglementation minière à intervenir.

« Nous avons alors donné satisfaction à l'Allemagne en l'invitant à collaborer à la préparation du règlement minier, dans une conférence de quatre techniciens français, allemand, anglais et espagnol. Mais le texte tout d'abord établi par cette conférence, en octobre 1909, a été remis aussitôt en question par le Gouvernement allemand ; il a fallu réunir de nouveau la conférence au mois de mai 1910 pour arriver à un projet définitivement approuvé par les quatre Gouvernements.

« En fait, nous avons tenu les engagements ainsi souscrits, dans la mesure où ils pouvaient l'être. Mais nous ne pouvions les pousser jusqu'à tourner les clauses de l'Acte d'Algésiras. »

Tel eût été en effet le résultat d'une politique qui eût souscrit sans réserve aux demandes allemandes, dont le but était de créer un monopole de fait contraire à l'Acte d'Algésiras. Ainsi, dès le principe, s'accusait une divergence d'interprétation que le rapporteur de la commission résume en disant :

« Il importe d'insister ici sur l'état d'esprit où, à ce moment, se trouvaient l'opinion allemande et probablement le Gouvernement allemand.

« Si le Gouvernement avait pu, sans soulever de trop violentes protestations, négocier avec nous sur la base du renoncement politique, on ne cesserait pas cependant à Berlin de tenir le plus grand compte de cette opinion. On désirait faire la preuve que le traitement de 1909 était particulièrement favorable au développement de certains intérêts économiques particuliers.

« Il semble même qu'on ait voulu ménager dès ce moment à la main-d'œuvre allemande des emplois au Maroc.

« L'Allemagne, au début de 1909, comme nous l'avons dit, avait le sentiment que l'affaire marocaine alourdissait sa marche, que l'embarras qu'elle lui causait était disproportionné par rapport aux soucis qu'elle devait avoir de ses autres intérêts, et notamment de ses intérêts politiques en Orient.

« Mais l'opinion avait été imprégnée de cette idée que le Maroc devait être pour l'empire un champ privilégié d'exploitation. »

Or, c'est précisément à cette idée que la France devait tôt ou tard refuser de souscrire, sous peine de créer à l'Allemagne un privilège non seulement économique, mais politique au Maroc.

2° *Société marocaine des travaux publics.* — Cette société fut « la première réalisation de l'accord en ce qui concerne l'association des intérêts ». Il est essentiel de noter que le rapport précise que cette réalisation, comme les suivantes, s'accomplit sous le contrôle direct des Gouvernements.

« Les pourparlers préliminaires durèrent plusieurs mois (octobre 1909-février 1910). Ils eurent le patronage officiel des deux Gouvernements.

« Une conférence eut lieu, tout d'abord, au ministère des Affaires étrangères, à la demande de l'ambassade d'Allemagne, entre MM. Regnault et M. Guiot d'une part, MM. de Lancken, conseiller d'ambassade, Renschhausen et Lauter, d'autre part.

« L'accord établi une première fois entre les intéressés sur les conditions fixées par écrit et signées fut remis en question, quelques semaines après, par de nouvelles exigences que le groupe allemand déclara être celles de son gouvernement.

« Il y eut donc d'autres négociations diplomatiques à Paris et à Berlin sur la répartition des intérêts dans la société en formation. Le Gouvernement allemand déclara que la proportion admise pour la participation de ses nationaux lui semblait satisfaisante. »

Il est à noter que la société s'inclina devant la prétention des Allemands de faire seuls le port de Larache. C'était pour eux un gros avantage.

« La combinaison financière établie entre la France et le makhzen pour l'emprunt de 1910 ayant fait état de la concession du port de Larache pour un chiffre de 6.230.000 francs, cette somme fut donc réservée entièrement aux seuls entrepreneurs allemands participant à la Société marocaine.

« Le port de Larache est la seule entreprise importante de travaux publics qui ait été concédée au Maroc depuis plusieurs années. Les Allemands n'ont pu l'exécuter que grâce à notre concours et leurs associés français dans la Société marocaine leur en ont laissé tout le bénéfice.

« Il est donc inexact de dire que l'accord du 9 février 1909 n'a valu aucun profit aux industriels allemands et que les Français ont gardé pour eux les avantages économiques que leur assurait la prédominance politique de la France au Maroc. »

Les autres projets élaborés par la Société n'aboutirent pas. M. Pierre Baudin explique, comme il suit, ces échecs :

« D'autres projets ont été faits par la Société marocaine. Elle a eu en vue, dès le début, la construction des phares à payer sur la caisse spéciale, le port de Tanger, des travaux de distribution d'eau, d'éclairage électrique et de tramways à Tanger, enfin les chemins de fer de la Chaouïa, de la région frontière de Tanger à Fez.

« Aucun de ces projets n'a pu encore aboutir. Mais la faute n'en est pas imputable à l'attitude des éléments français ou de l'administration chérifienne des travaux publics.

« La vérité est que, pour les phares, on s'est heurté à l'opposition de la légation d'Angleterre qui, jugeant trop faible la participation anglaise dans la Société marocaine, n'a pas admis la modification du programme déjà adopté des travaux de la caisse spéciale et l'adjudication en bloc de tous les phares dont la construction devait être à l'origine répartie en cinq ans; elle n'a pas admis non plus que la Société marocaine traitât pour une concession comprenant l'exploitation, et la Société marocaine, qui a eu le tort de faire des propositions en ce sens, malgré les conseils de la légation de France, ne peut s'en prendre qu'à elle-même de son échec provisoire.

« Pour d'autres demandes, les études préparatoires de l'administration des travaux publics n'ont pu être achevées (distribution d'eau, tramways, éclairage électrique à Tanger); le cahier des charges des adjudications est toujours à l'étude.

« Quant au port de Tanger et aux chemins de fer, l'état des finances marocaines rendait une solution difficile. Il était nécessaire de payer tout d'abord les dernières dettes du makhzen.

« L'accord financier conclu, au mois de mars 1911, avec le Gouvernement marocain, a prévu un emprunt de 43 millions pour les travaux publics. Les circonstances n'ont pas permis de donner suite à cette idée.

« Les Allemands ont donc souffert au même titre que les Français des médiocres conditions politiques et financières du Maroc qui ont suspendu jusqu'ici le développement économique du pays.

« Il n'a pas dépendu de nous que la période des travaux publics s'ouvrit plus tôt. Mais il dépendait de nous que les créances allemandes sur le makhzen fussent payées promptement, et elles l'ont été à la suite de la liquidation de 1910; les dernières auraient été payées cet été si l'on eût pu émettre l'emprunt de 1911.

« Il reste enfin le port de Larache au compte des profits allemands. »

Il est néanmoins certain que les hommes d'affaires allemands ont gardé rancune de ces échecs au Gouvernement français.

2° *Union des mines marocaines.* — Le rapport se borne à constater que les Allemands avaient reçu dans ce groupement « la part qui répondait au désir de leur gouvernement ». L'Union fut paralysée par l'opposition de la maison Mannesmann.

4° *Monopole des tabacs.* — Le rapport expose que la Société fermière, adjudicataire du monopole depuis le 3 décembre 1910, a été organisée par le consortium des banques françaises qui ont admis des participations anglaise, espagnole, portugaise, allemande, autrichienne, belge, hollandaise et marocaine.

La part française est de 36 $\frac{3}{4}$ 0/0; la part allemande est de 17 0/0, égale à la part espagnole et supérieure à toutes les autres parts étrangères qui sont de 5 0/0. Les Allemands ont un administrateur sur sept.

5° *Chemins de fer.* — D'autres négociations furent engagées par les deux gouvernements au sujet des chemins de fer marocains. Voici dans quelles conditions :

« Au mois de janvier 1911 des négociations furent engagées avec l'Allemagne au sujet de la construction future des chemins de fer marocains.

« Ces négociations sont sorties d'une décision initiale du gouvernement français qui résolut, à la fin de décembre 1910, de faire construire, sur les crédits du ministère de la guerre, deux lignes d'intérêt militaire, dans la région frontière et dans la Chaouïa — et qui annonça au gouvernement allemand son intention de traiter pour la construction de ces lignes avec la Société marocaine de travaux publics où les Allemands ont une participation de 30 0/0.

« Cette notification, de notre part, constituait une preuve de bon vouloir; c'était comme une satisfaction donnée par le Gouvernement français aux intérêts économiques allemands, et non point une demande qui eût pu comporter des conditions et des contreparties.

« Le Gouvernement français ne songeait d'ailleurs nullement à porter aucune atteinte au principe de l'égalité économique; le commerce de tous pays pourrait utiliser à égalité de traitement les lignes construites aux frais du Trésor français — et si, ultérieurement, la ligne de la région frontrière devait être prolongée, la construction de ces prolongements serait soumise à l'adjudication conformément aux prescriptions de l'Acte d'Algésiras et des règlements en vigueur. »

Mais à cet égard encore, on ne tarda pas à constater combien la conception allemande différait de la conception française et combien certaines exigences allemandes étaient pour nous inacceptables.

« Cependant, la conversation engagée (27 février - 3 mars 1911) avec le Gouvernement allemand au sujet des lignes militaires, en se prolongeant, s'amplifia singulièrement.

« On en vint, au bout de quelques semaines, à envisager la possibilité d'un accord général entre la France et l'Allemagne pour la construction de tous les chemins de fer marocains dans l'avenir. Le Gouvernement français se prêta de bonne grâce à cette nouvelle tentative de mettre en pratique l'accord de 1909.

« La construction ultérieure des chemins de fer marocains fut examinée dans le détail : types du matériel à employer, qui, même pour nos lignes militaires, devait être tel que l'industrie allemande pût le fournir; ordre des constructions, qui devait sauvegarder la priorité de la ligne de Tanger à Fez; participation enfin des capitaux français et allemands.

« Les deux gouvernements auraient dû, sur ce dernier point, chercher à associer les capitaux de leurs ressortissants, pour la construction des chemins de fer marocains, précisément dans la proportion où ils étaient associés dans la Société marocaine de travaux publics : ils se seraient même engagés à dissuader leurs nationaux de se mettre, pour les adjudications, en compétition avec toute société constituée par l'association de capitalistes des deux pays.

« Ainsi la négociation aboutissait à décréter une participation nécessaire des Allemands dans la proportion de 30 o/o à toute construction de chemins de fer au Maroc à laquelle les Français eussent pris part, et dans la pratique, elle eût stipulé une sorte de privilège permanent en faveur de la Société marocaine des travaux publics, désignée implicitement comme le type des associations désirables.

« En dernier lieu, la question de l'exploitation des chemins de fer, de la part qui serait réservée dans les emplois aux nationaux des deux pays avait même été soulevée; c'eût été toucher là aux droits que l'acte d'Algésiras reconnaissait sans réserve au makhzen sur tous ses grands services publics et auxquels il ne pouvait être porté atteinte.

« On était donc bien loin des ouvertures faites en décembre pour l'exécution de deux lignes spéciales. »

Il y avait là pour la France des impossibilités d'ordre national et international à la fois que le rapport précise lumineusement.

« Si désireux que fût le Gouvernement français de tenter loyalement cette application nouvelle de l'accord de 1909, il ne pouvait négliger les difficultés de tout ordre qui se trouvaient soulevées par le projet d'accord auxquels les pourparlers tendaient à aboutir.

« Du côté international, elles pouvaient encore être aplanies; sans doute, dans une société formée sur le plan de la Société marocaine, la participation anglaise n'eût pas été en rapport avec l'importance proportionnelle des intérêts anglais au Maroc; mais les sociétés purement anglaises pouvaient tout naturellement entrer en concurrence avec les groupements franco-allemands, et rien n'eût empêché qu'elles l'emportassent sur eux dans les adjudications.

« D'autre part, les droits et les intérêts de l'Espagne eussent certainement été réservés expressément en ce qui concernait la ligne de Tanger à Fez.

« Mais d'autres objections se présentaient : nous eussions souscrit une obligation morale d'écarter les concurrents français et de réserver à une société internationale, à l'exclusion des sociétés françaises, la faculté de concourir aux adjudications futures; il faudrait invoquer cet engagement quand des pourparlers seraient entrepris avec les industriels français qu'il s'agirait de détourner des entreprises où la libre concurrence a été stipulée par d'autres engagements internationaux; et par quels moyens les en détourner? »

Ainsi s'explique qu'au printemps 1911, et malgré la bonne volonté de M. Cruppi, les négociations se soient sensiblement ralenties, « sans pourtant avoir été jamais complètement interrompues ».

APPLICATIONS CONGOLAISES DE L'ACCORD DE 1909

1° *Consortium N'Goko-Sangha*. — Les difficultés spéciales au Maroc que rencontrait la réalisation de la politique de collaboration économique définie en 1909 devaient naturellement suggérer à M. Pichon l'idée de chercher pour cette politique un autre champ d'application. Des motifs sérieux le décidèrent à choisir le Congo comme terrain de ce nouvel essai. Le rapport de M. Pierre Baudin donne à cet égard des indications intéressantes.

« Sur la frontière du sud du Cameroun des heurts d'intérêts et des conflits de personnes se produisirent entre la Compagnie française de la N'Goko-Sangha et des négociants allemands du Cameroun établis sur le territoire de la concession française.

« Il s'ensuivit des rixes sanglantes et une situation de nature à inquiéter les deux gouvernements. C'est ainsi qu'en 1901 une collision a eu lieu dans la factorerie désignée par la compagnie sous le nom de factorerie Emile Loubet, qu'en 1902 l'administration française dut faire évacuer Moessi par des traitants allemands, qu'en 1903 un incident se produisit en face de l'île N'Goko entre Français et Allemands.

« En 1905, les gouvernements arrivèrent à penser qu'il serait souhaitable qu'Allemands et Français s'entendissent; l'idée sommeilla quelque temps sans que les réclamations de la Compagnie N'Goko-Sangha formulait contre les colons allemands du Cameroun pour les empiétements antérieurs cessassent de faire l'objet d'une conversation diplomatique. »

« Au printemps 1909, il leur parut que le moment était venu de tenter la réalisation d'un accord entre les deux groupes d'intérêts en présence.

« Il ne faut pas oublier que l'accord de 1909 avait créé entre les deux pays une atmosphère particulièrement favorable à des ententes spéciales ayant pour objet de concilier les intérêts privés rivaux et de fractionner ainsi la somme de difficultés diplomatiques qui avaient depuis longtemps entretenu la tension des rapports franco-allemands.

« De part et d'autre on était disposé à étendre partout où il en serait besoin la méthode des consortiums industriels et commerciaux, en un mot l'association des intérêts recommandée par le dernier paragraphe de l'accord du 8 février 1909 pour le Maroc.

« On croyait qu'il serait facile en particulier d'apaiser les colons français et allemands sur la frontière du Cameroun et du Congo, en les associant dans une exploitation de caoutchouc. On se promettait ainsi de fortifier, par une application pratique, par un exemple concret, l'esprit de l'entente au Maroc. »

Le rapporteur de la commission expose ensuite les termes de l'accord établi sous le contrôle immédiat des deux gouvernements.

« Les pourparlers furent engagés entre la Compagnie de la N'Goko-Sangha et le président de la Société du Sud-Cameroun. Ils eurent lieu à Berlin sous les auspices de l'ambassade de France; à Paris, sous les auspices de l'ambassade d'Allemagne.

« Divers projets d'accord furent établis. L'accord définitif tendait à la formation d'une société constituée sous le régime de la loi française, ayant son siège social en France, dirigée par un conseil d'administration comportant une majorité de Français et exploitant une concession territoriale en territoire français.

« L'apport du groupe français est exclusivement territorial; l'apport

du groupe allemand est uniquement en numéraire. La Compagnie française déclare formellement qu'elle n'accepte d'entrer dans le consortium qu'à condition de n'apporter que du terrain. Les associés allemands n'apportent que de l'argent.

« On voulait éviter ainsi l'exploitation d'un territoire colonial, s'étendant de part et d'autre de la frontière, qui aurait soulevé des questions extrêmement délicates au point de vue du régime légal, des conflits possibles de souveraineté et des complications qu'entraînerait le contrôle financier de l'Etat français sur la gestion d'une compagnie à monopole, et enfin des questions douanières.

« A l'occasion de la constitution de cette société, le gouvernement allemand facilitait l'exploitation d'une partie du territoire du Congo français, dont le débouché immédiat se trouvait dans la partie méridionale du Cameroun. Le Gouvernement allemand déclarait qu'il était prêt « à permettre que pour toutes les marchandises à destination ou « provenance du territoire français, le transit en franchise de douane « ait lieu à travers le territoire allemand par un port situé sur la côte « allemande. »

« En outre, afin de s'opposer plus efficacement au retour des incidents passés, le Gouvernement impérial était prêt à prendre les « mesures nécessaires pour que les commerçants se trouvant en territoire allemand fussent tenus à respecter la frontière » ; une sanction administrative allemande devait ainsi intervenir en même temps qu'une pénalité française, afin de réprimer les infractions commises par les sujets allemands dans une concession française.

« D'ailleurs, si des contestations s'étaient élevées dans notre colonie, entre la nouvelle société et des commerçants voisins, il eût appartenu bien entendu aux tribunaux français d'en connaître. »

Comment le rapport de la commission apprécie-t-il cet accord, annulé, on s'en souvient, par le cabinet Monis à la suite du rapport de M. Viollette à la commission du budget ? Voici cette appréciation nettement favorable, on le remarquera :

« Somme toute, le Gouvernement de la République, soucieux d'écartier de sérieuses difficultés internationales et de maintenir de bonnes relations avec un Etat voisin, entendait substituer, sur le continent africain, à un état de choses susceptibles d'amener sans cesse de fâcheuses complications, une entente économique aussi conforme aux nécessités de l'ordre local que favorable aux intérêts généraux du pays.

« Par contre, le souci de maintenir dans la coopération économique franco-allemande une réciprocité complète et une symétrie satisfaisante a inspiré l'idée de la formation d'une deuxième société constituée, celle-là, sous le régime des lois allemandes, exploitant en territoire allemand avec la participation de capitaux français une concession analogue à celles dont bénéficient au Cameroun certaines sociétés allemandes. »

Le rapport publie en annexe une déclaration faite à la commission du Sénat par M. Caillaux, président du conseil. Cette déclaration tend à représenter les négociations relatives au consortium franco-allemand comme particulières, et non gouvernementales. Il faut penser que M. Caillaux — M. Pichon le lui a fait remarquer à la commission — ignorait, ce disant, le dossier de l'affaire. Car, par des lettres répétées, l'ambassadeur de France à Berlin, avant et pendant les négociations, préconisa énergiquement la solution du consortium. Le Gouvernement français obligea par acte du 5 avril 1910 la Société française à « souscrire à toute clause qu'il accepterait lui-même d'entente avec l'Allemagne » et, par un autre acte du 18 juin 1910, reconnut que les négociations du consortium avaient été conduites « conformément aux directions du gouvernement. »

Le 12 janvier 1911, M. Jules Cambon a d'ailleurs formellement démenti la thèse, contraire aux faits et aux textes, soutenue par M. Caillaux devant la commission du Sénat.

M. Pierre Baudin conclut ainsi :

« L'accord fut consigné dans un échange de lettres. L'engagement du gouvernement français était contracté sous la réserve expresse de l'approbation du Parlement. Mais la forme de l'intervention parlementaire n'y était point spécifiée.

« On sait quels incidents ont tenu en suspens en France l'approbation définitive de ce consortium.

« On sait aussi de quels commentaires la presse allemande a entouré ces incidents.

« Il n'était pas dans le mandat de votre commission de faire une enquête sur cette question. Elle s'est bornée à enregistrer dans le compte rendu de ses séances les déclarations de M. Caillaux, alors président du conseil.

« A la date du 13 mars 1911, à la suite de renseignements divers, le département émettait l'opinion que l'élément allemand du consortium serait assez puissant pour agiter l'opinion publique, et qu'il pourrait résulter de l'échec des négociations un mécontentement si vif à l'égard de la France que le gouvernement de Berlin ne puisse y demeurer indifférent. »

Le rapport constate donc que le ministère des affaires étrangères avait prévu le mécontentement qui se manifesterait en Allemagne à la suite de l'échec du consortium. La commission s'est appropriée cette manière de voir en concluant :

« Et de fait, d'une façon générale, on sembla en Allemagne disposé à conclure de ces faits à l'impossibilité de mener à bien une association d'intérêts économiques avec la France. »

Ainsi se trouve vidé le débat engagé en 1910 devant la commission du budget de la Chambre, la commission du Sénat reconnaissant à la fois la légitimité du consortium conforme à l'accord de 1909, le caractère officiel des négociations qui le préparèrent, les fâcheuses conséquences de son abandon par le cabinet Monis.

2° *Chemin de fer Congo-Cameroun*. — Le rapporteur écrit à ce sujet :

« Il ressort des déclarations de M. Caillaux, président du conseil, faites à la commission, que c'est en tant que ministre des finances du cabinet Monis, qu'il a eu connaissance, le 25 mai 1911, d'un projet de chemin de fer Congo-Cameroun, présenté par un consortium franco-allemand, et qui a donné lieu à un échange de notes entre les ministres des affaires étrangères, des finances et des colonies, sans avoir, toutefois, fait l'objet d'une délibération du cabinet Monis.

« La commission a estimé qu'elle n'avait pas à porter son examen sur cette affaire, qui n'a pas fait l'objet de négociations officielles entre les gouvernements français et allemand. »

CONCLUSION SUR L'ACCORD DE 1909

Ayant ainsi décrit les diverses tentatives d'application de l'accord de 1909, M. Pierre Baudin reprenant l'idée directrice de son exposé, formule, au nom de la commission, une appréciation d'ensemble dont il est superflu de souligner l'importance.

Tout d'abord il approuve la politique de M. Pichon.

« Le ministre français, signataire de l'acte de 1909, pouvait, de la meilleure foi du monde, très légitimement, se montrer satisfait d'un traité de paix fondé non seulement sur la volonté des gouvernements, mais encore sur la bonne entente des deux pays industriels collaborant dans le travail au développement économique du Maroc. »

Le rapporteur montre ensuite d'où sont venues les difficultés.

« M. Pichon, à ce moment, ne prévoyait pas les exigences nouvelles qui, dans chaque affaire, marqueraient une nouvelle tentative de pression et de conquête de la part des Allemands. Il ne pouvait non plus prévoir que la politique d'association d'intérêts impliquait pour lui non seulement l'obligation de former des groupements d'entreprises, mais encore d'assister à leur organisation, de se mêler à leur gestion, de débattre pour eux des marchés, de vivre dans le secret de leurs affaires et même de les mettre à l'abri de la concurrence en écartant leurs rivaux nationaux ou étrangers.

« Tel est le danger du système. »

Or, ce danger, l'Allemagne ne le connaît pas, parce qu'elle permet à son gouvernement, disons mieux, parce qu'elle lui demande de soutenir à fond ses nationaux.

« Ce danger, les Allemands ne le connaissent pas. Ils ont l'habitude de voir leur diplomatie jouer le rôle de mandataire permanent de l'industrie nationale. C'est ainsi qu'ils comprennent son assistance.

« Ils attendent d'elle non seulement la découverte des affaires, l'initiative des ententes, mais encore cette protection à outrance qui en impose aux concurrents et qui ne recule pas devant l'idée de conférer un privilège. »

La France, au contraire, pour des raisons de mœurs, de régime et d'organisation, ne bénéficie pas du même avantage.

« Nos traditions et nos mœurs sont très différentes. Elles nous ont malheureusement trop longtemps éloignés des grandes luttes économiques qui divisent le monde. Elles se modifient sans doute.

« Elles s'accordent même aujourd'hui avec le courant général des choses. Nous réclamons de nos représentants à l'étranger l'aide et le secours dont la défense de nos intérêts au dehors ne peut pas se passer.

« Nous voudrions même voir notre diplomatie moins timide, moins discrète et, pour tout dire, mieux renseignée, plus alerte dans les voies du négoce. Mais il est une limite d'intervention et de protection qu'elle ne saurait dépasser. »

Au total, un immense malentendu a pesé entre la France et l'Allemagne sur l'application de l'accord de 1909.

« Les négociateurs français avaient considéré l'accord comme établissant la prépondérance politique de la France au Maroc, et les associations d'intérêts n'en étaient que la partie secondaire, dans l'application de laquelle ils comptaient d'ailleurs réserver tous les droits français.

« Les Allemands, au contraire, mettaient les associations d'intérêts au premier plan. C'était sur ce terrain qu'ils comptaient lutter contre l'action de la France. Ils devaient fatalement essayer d'en abuser. »

C'est effectivement ce qui s'est produit au Maroc, tandis qu'au Congo, pour d'autres raisons, le gouvernement français rendait stériles les tentatives d'accord poursuivies sur son initiative. Ainsi se préparait la rupture dont les événements de Fez devaient avancer la date.

CONCOURS PRÊTÉ PAR LA FRANCE AU MAKHZEN (1910-1911)

L'accord de 1909 était à deux termes : association des intérêts économiques au bénéfice des Allemands (on vient de voir ce qu'il en est advenu) — privilège politique au bénéfice de la France. Quel usage la France en a-t-elle fait ? M. Pierre Baudin, dans son rapport, ne cache point que cet usage a été insuffisant. Nous avons trop souvent soutenu la même thèse pour ne pas nous féliciter de la confirmation que lui apporte la haute autorité du Sénat.

1° *Concours financier tardif.* — Il ressort du rapport de M. Baudin que, soit par suite des difficultés propres de la situation, soit par suite de négligences individuelles, la France, dans l'hiver 1910-1911, a fâcheusement tardé à donner au sultan l'assistance financière dont il avait besoin. El-Mokri avait présenté ses demandes à ce sujet en novembre 1910.

« Le 3 décembre, M. Pichon écrivit à M. Klotz, ministre des finances, pour lui exposer l'objet et l'importance de la nouvelle mission confiée à El-Mokri. On proposait de confier l'examen de ces propositions à une commission comprenant deux représentants du département et deux du ministère des finances.

« Ces conférences aboutirent, à la fin de janvier seulement, à un projet précis, sur lequel ce département présenta des observations transmises aux finances par lettre du 31 janvier.

« Le 3 février, le département recevait un rapport de notre consul à Fez qui résumait un entretien avec Moulaï-Hafid. Le sultan déclarait « qu'il était étonné de ne pas savoir l'accueil fait par le Gouvernement français aux propositions d'entente que El-Mokri était chargé de lui soumettre. »

« Le 6 février, El-Mokri écrivait au ministre des affaires étrangères pour rappeler qu'il n'avait encore été admis à participer à aucune discussion sur les propositions qu'il était chargé d'apporter au Gouvernement.

« Le 7 février, M. Regnault, exposait, dans une note au ministre, les retards et les difficultés qu'il éprouvait à obtenir que la commission interministérielle poursuivît activement l'étude des questions dont elle était saisie.

« Il insistait, d'autre part, sur l'urgence d'une décision quant aux propositions d'entente politique avec le makhzen. « J'ai saisi le ministre, disait-il, d'un projet de convention avec le makhzen qui a été écarté, et ensuite de deux projets de lettres à échanger. » Il demandait des instructions écrites.

« Le 10 février, M. Pichon communiquait à M. Klotz une note rédigée par M. Regnault sur le projet de nouvel emprunt marocain en discussion.

« Le 28 février seulement, M. Klotz transmettait au gouvernement un projet d'accord financier établi par la commission et accepté par El-Mokri.

« Comme conséquence de cet arrangement, M. Pichon préparait un projet de lettre à adresser à l'ambassadeur chérifien pour préciser les conditions du contrôle auquel devait être subordonnée la réorganisation de l'armée marocaine.

« Les projets d'accord financier et de lettre ayant été approuvés par le nouveau cabinet, étaient signés le 13 mars. »

2° *Concours militaire insuffisant.* — M. Pierre Baudin montre par des dates combien fut insuffisant et tardif le concours militaire prêté au sultan. Il est permis de penser que si ces retards eussent été évités, la marche sur Fez ne serait pas devenue nécessaire :

« Le 20 octobre 1910, la légation de Tanger transmettait au département un rapport du commandant Mangin relatif à l'augmentation de la mission militaire : le sultan désirait engager un médecin militaire, un interprète militaire et quatre sous-officiers.

« Le 9 novembre, la légation faisait connaître que le sultan avait décidé de créer des corps de troupes sous la direction de la mission. Le commandant Mangin prévoyait la nécessité d'augmenter le cadre d'instructeurs d'un officier et de sept sous-officiers.

« Le 15 novembre, un nouveau rapport de la légation annonçait l'exécution de la réforme militaire par le sultan.

« Un télégramme de Tanger, du 20 novembre, annonçait que Moulâï-Hafid demandait les nouveaux instructeurs.

« Le 26 novembre, le ministre de la guerre désignait pour le Maroc un médecin et quatre sous-officiers ; l'interprète militaire devait être désigné le 28 décembre.

« Le 12 décembre, notre chargé d'affaires transmettait une nouvelle demande d'instructeurs qui portait sur dix officiers et vingt sous-officiers à envoyer dans le plus bref délai. Cette demande était confirmée par une lettre d'El-Mokri, en date du 23 décembre.

« Un télégramme de Tanger, du 30 décembre, montrait l'insistance de Moulâï-Hafid sur cette question.

« Le ministère de la guerre saisi par le département, le 30 décembre 1910, puis le 6 janvier 1911, répondait, le 14 janvier, qu'il avait cru devoir demander au commandant Mangin des renseignements complémentaires.

« Il ne jugeait pas d'ailleurs que la réforme de l'armée marocaine pût donner des résultats avant un long délai : « Il est dûment établi qu'il est impossible, en deux mois, de transformer des recrues, même métropolitaines, en troupes capables de tenir la campagne. »

« Le 30 janvier, le général Brun posait la question de la réduction des traitements alloués aux instructeurs.

« Le 12 février seulement, le ministre de la guerre désignait, pour la mission, quatre officiers et six sous-officiers.

« Le 16 février, le ministre des affaires étrangères priait son collègue de la guerre de procéder à la nomination des autres instructeurs demandés.

« Le 2 mars, le ministère de la guerre formulait des observations défavorables au projet de réorganisation militaire établi par le commandant Mangin.

« Le 18 mars, M. Berteaux, devenu ministre de la guerre, désignait cinq nouveaux officiers et quatorze sous-officiers.

« Sur ces entrefaites, la révolte des Cherarda, puis le soulèvement général des tribus de la région de Fez obligeaient le makhzen à envoyer en expédition les troupes organisées et commandées par la mission militaire.

« Une partie seulement des instructeurs désignés le 12 février rejoignaient la méhalla du commandant Brémond.

« Les autres trouvaient les communications avec Fez entièrement coupées. »

3° *Conclusions.* — La commission du Sénat conclut comme il suit sur la question financière :

« Il résulte de l'ensemble de ces correspondances et de ces discussions que la question de l'emprunt resta trop longtemps en suspens au ministère des finances, qui, avec ses scrupules ordinaires, s'efforçait d'éclairer le point de savoir sur quel gage cette opération financière pourrait s'appuyer.

« Le département des affaires étrangères insistait sans se lasser, afin qu'on pressât la conclusion. Il arguait de la nécessité urgente de fortifier au plus tôt l'autorité du sultan. Mais il faut convenir à la décharge du ministre des finances que le problème qu'il avait à résoudre était très scabreux. »

Par contre on n'aperçoit pas de raisons valables aux refus successifs opposés par le ministère de la guerre au commandant Mangin. Effectivement, le rapport n'en indique point.

TROISIÈME PARTIE

L'année 1911 ; avant l'accord

Les deux premières parties du rapport éclairent, on s'en rend compte, très complètement les antécédents de la crise de 1911. La troisième partie est consacrée au récit de cette crise.

LE BILAN AU 30 JUIN

Ce récit commence par un bilan de la situation au 30 juin dernier. Ce bilan anticipe sur divers événements que le rapport examine ensuite, notamment la marche sur Fez et la conversation de Kissingen. Mais il établit de façon précise le point où étaient venues à ce moment les négociations. Il nous paraît utile de reproduire *in extenso* cet état de situation :

« I. — *Chemins de fer de la région frontière et de la Chaouïa.* — La négociation engagée sur cette affaire depuis le début de l'année avait été précisée par un projet remis au gouvernement allemand au mois d'avril. Le gouvernement français avait fait connaître depuis lors, que si l'on y joignait la question du chemin de fer de Tanger-El-Ksar, il serait nécessaire de prévoir un accord spécial avec l'Espagne.

« Le 10 juin, M. Zimmermann fit à M. Jules Cambon des déclarations favorables à cette procédure. Quant à la solution même de la question, elle était réservée à M. de Kiderlen, et notre ambassadeur fut invité à en entretenir le secrétaire d'Etat des affaires étrangères : cette conversation eut lieu en effet à Kissingen.

« II. — *Projet d'arrangement financier franco-marocain du 16 mars.* — Cet accord ayant été communiqué au gouvernement allemand, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris fit connaître, par une note verbale, que la chancellerie impériale aurait des objections à formuler, mais préférerait joindre cette discussion à celle des chemins de fer.

« III. — On rappelle, pour mémoire, quelques réclamations de l'ambassade d'Allemagne relatives aux adjudications pour les travaux de la municipalité de Casablanca, à des mesures prises par les autorités militaires françaises vis-à-vis de protégés allemands, etc.

« Des explications avaient été tournées sur tous ces points et elles manifestaient le désir du gouvernement français d'assurer le respect de l'acte d'Algésiras et des droits reconnus aux ressortissants allemands.

« IV. — *Règlement minier.* — L'entente subsistait sur cette question entre les deux cabinets qui, résolus à maintenir le projet préparé par la conférence technique de Paris, se proposaient d'insister conjointement auprès du gouvernement hollandais dont l'opposition seule avait empêché l'accord de toutes les puissances. Aucune démarche n'avait été faite par l'Allemagne en faveur des Mannesmann, depuis l'échec des dernières tentatives de conciliation entre ce groupe et l'Union des mines.

« V. — La marche de nos troupes sur Fez avait fait l'objet de communications au gouvernement allemand. Le 12 juin, le sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères prenait acte des déclarations formulées par notre ambassadeur sur le caractère limité et temporaire de notre expédition; il reconnaissait que l'évacuation des postes les plus avancés sur la Moulouïa « montrait la générosité et la loyauté » de la politique française.

« Les entretiens de M. Jules Cambon avec M. de Kiderlen, à Kissingen, les 20 et 21 juin, furent la suite de ces différents pourparlers. »

On pourrait faire place dans cet exposé au projet d'arrangement douanier métropolitain élaboré le 24 mai par M. Cruppi et qui resta, lui aussi, sans réponse.

Dès ce moment, la marche sur Fez dominait la situation.

LA MARCHE SUR FEZ

Dans la question de la marche sur Fez, trois ordres d'idées distincts sont à considérer : sa légitimité, son exécution, sa répercussion en Allemagne.

Le rapport de M. Pierre Baudin est lumineux sur ces trois points :

1^o *Légitimité de la marche sur Fez.* — C'est le 27 mars que M. de Billy, chargé d'affaires de France, télégraphie pour la première fois que « la situation pourrait présenter des dangers pour les colonies européennes de la capitale ». Chaque jour, depuis cette date, les avertissements et les demandes de secours se font plus pressants.

« Le 29, les télégrammes montrent l'insistance de Moulaï-Hafid à réclamer la marche des officiers instructeurs français avec la méhalla pour débloquer la ville, ce qui constituait, disait-il, « une opération intéressant les colonies européennes autant que le makhzen ».

« Le 2 avril, M. de Billy apprenait par notre consul à Fez que l'hostilité des tribus augmente de plus en plus, « que les tribus qui soutiennent le makhzen sont prêtes à faire défection, dès qu'elles seront convaincues de son impuissance. »

« Dès ce moment, la chute de Moulai-Hafid et du makhzen paraissait probable. A Fez, on prévoyait déjà l'avènement d'un gouvernement insurrectionnel et l'on se préoccupait des moyens de sauver les colonies européennes. Un télégramme du 27 mars adressé par notre consul à Fez à M. de Billy est très explicite à cet égard.

« La ville était entièrement investie le 28 mars.

« Notre consul à Fez, M. Gaillard, faisait savoir bientôt, par un courrier spécial, parti de Fez le 1^{er} avril au matin, que la propagande insurrectionnelle gagnait toutes les tribus de la région de Fez, » que les forces militaires présentes à Fez ne peuvent faire plus que de défendre les murailles de la ville ».

« Les attaques contre la ville se succédaient sans relâche.

« Le temps s'écoulait, les munitions aussi. Le commandant Brémond et sa méhalla manquaient d'argent, de vivres et de munitions.

« Le 3 avril, la situation était telle que notre chargé d'affaires à Tanger, M. de Billy, télégraphiait que « de l'avis de M. Gaillard, notre consul à Fez, les négociations poursuivies avec les tribus sont la seule chance de succès qui reste au sultan. »

« Nous-mêmes, pour intimider les tribus hostiles et contribuer aussi à sauver les colonies européennes, nous exagérons les succès remportés par la méhalla chérifienne. Voici ce que M. de Billy, dans un télégramme adressé le 11 avril, au ministre des affaires étrangères, disait : « Le succès des troupes du sultan, qui ont repoussé à Fez les Berbères dans la journée du 2 avril, a été grossi intentionnellement, mais la situation reste néanmoins *des plus précaires et les éventualités les plus graves sont possibles.* »

« La situation s'aggravait de jour en jour. Le 12 avril, M. de Billy télégraphiait que « d'après les dernières nouvelles reçues de notre consul à Fez, l'investissement de la ville par les Berbères amène une hausse des vivres et empêche les ouvriers de gagner leur vie. L'agitation prend de plus en plus un caractère xénophobe ».

« Nouveau télégramme, le 13 avril : « Le commandant Brémond a un besoin urgent de munitions et Fez ne peut plus rien lui envoyer. Quelques caïds de la méhalla Brémond commencent à intriguer contre le commandant. D'autre part, le ravitaillement en vivres de ses hommes devient tous les jours plus difficile. La méhalla est dans la boue jusqu'aux genoux. La résistance s'accroît et les tribus fidèles fléchissent. Le commandant demande que l'on presse par tous les moyens l'envoi de la méhalla du Haouz. »

A partir de ce moment les télégrammes sonnent l'alarme avec une précision angoissante. On voudrait pouvoir les citer en entier. En voici les principaux passages :

M. de Billy à M. Cruppi.

Tanger, le 18 avril 1911.

« Primitivement, le sultan avait songé à demander au gouvernement français que le général Moinier fût autorisé à mettre à sa disposition une partie du goudj des Chaouïa; à la réflexion, Moulaï-Hafid a ensuite renoncé à cette idée; il se peut, en effet, que les tribus insurgées pourraient croire à une intervention du corps de débarquement et qu'elles pourraient se grouper contre les forces du goudj dont forcément les effectifs seraient très limités.

« Il n'en serait pas de même si la harka de la Chaouïa était convoquée, c'est-à-dire si l'on convoquait les khalifes ou les caïds de la Chaouïa avec les escortes des fantassins et des cavaliers que toutes leurs tribus sont tenues de mettre à la disposition du sultan, comme toutes les autres tribus du Maroc, lorsqu'elles en sont requises.

« Le sultan espère que notre gouvernement voudra bien actuellement lui faire donner toutes les facilités qui sont nécessaires en vue du prompt rétablissement de la harka de la Chaouïa. Il vous serait reconnaissant si vous vouliez bien faire télégraphier des instructions dans ce sens au chef du corps de débarquement. »

On surprend ici au vif les hésitations du sultan, preuve de la sincérité de la France.

Mais bientôt la situation s'aggrave.

M. de Billy à M. Cruppi.

Tanger, le 18 avril 1911.

« Je viens de recevoir de M. Gaillard un courrier qui contient un résumé de sa correspondance entre le 9 et le 13 du courant. Plusieurs courriers ont été pillés; notre agent me demande de ne plus lui envoyer que des courriers spéciaux portant des dépêches cousues dans la doublure de leurs vêtements. Un rekkas qui avait été envoyé par lui à Meknès a été fusillé à Ras-el-Ma par les Berbères. »

M. Cruppi, avec une louable rapidité, répond aussitôt :

M. J. Cruppi à M. de Billy.

Paris, le 19 avril 1911.

« Le Gouvernement français a décidé de prendre en considération la demande de Moulaï-Hafid et d'autoriser le général Moinier à faire procéder à la levée de la harka de la Chaouïa. Veuillez d'urgence faire

tenir des instructions dans ce sens au commandant du corps d'occupation. »

Le même jour, autre dépêche, précisant les diverses éventualités.

M. Cruppi à M. de Billy.

Paris, le 19 avril 1911.

« Le Gouvernement français aura à décider d'urgence les mesures qui pourraient être prises pour secourir les colonies étrangères, si la situation à Fez venait à s'aggraver et à mettre ces colonies en péril.

« Le Gouvernement ne voudrait pas voir se réaliser cette éventualité; cependant, en prévision du cas où elle viendrait à se réaliser, il a paru nécessaire de concentrer dès maintenant à la frontière les goums de la Chaouïa. Je vous prie de vouloir bien donner à cet effet des instructions au général Moinier.

« En outre, vous lui demanderez d'étudier d'urgence la formation d'une colonne volante qui pourrait être préparée à proximité de la frontière de la Chaouïa, en vue de se porter au secours des colonies européennes à Fez.

« C'est seulement sur l'ordre exprès du gouvernement que cette colonne devrait se mettre en marche. »

JEAN CRUPPI.

Mais les événements marchent et le gouvernement prend de nouvelles dispositions.

M. Cruppi à M. de Billy.

Paris, le 24 avril 1911.

« D'après les renseignements que vous m'avez transmis sur la région du nord, ceux qui ont été reçus de Fez le 15 et du commandant Brémond à la date du 18, la situation s'aggrave par suite de la rébellion de nouvelles tribus qui se sont résolues à s'opposer au ravitaillement de la capitale chérifienne et de la méhalla.

« Dans ces conditions, le devoir du Gouvernement français est de prendre dès à présent des mesures pour être à même, si les circonstances l'exigeaient, de porter secours aux colonies européennes, aux officiers français ainsi qu'aux troupes qu'ils commandent.

« Loin de calmer les esprits, tout atermoiement serait regardé comme un abandon; les tribus soulevées seraient par suite encouragées dans leur révolte. Cette attitude pourrait aboutir à des désastres et nous ne saurions en assumer la responsabilité.

« Les considérations que je viens de vous exposer ont dicté les résolutions ci-après :

« Les goums et la harka de la Chaouïa avec une colonne légère de secours seront portés au-delà du Bou-Regreg afin d'être en cas de nécessité en mesure d'intervenir rapidement à Fez.

« De nouvelles troupes sont envoyées à Casablanca pour appuyer éventuellement la colonne légère.

« En outre des proclamations adressées par le khalifat du sultan, le général commandant du corps d'occupation a reçu l'ordre d'adresser une proclamation aux tribus intéressées. Par cette proclamation, qu'il signera de son sceau, le général Moinier annoncera que la marche en avant de nos troupes n'a pas pour objet l'occupation de nouveaux territoires, mais qu'elle a pour but d'appuyer la harka chérifienne, de secourir les colonies européennes en danger et de rétablir l'ordre sous l'autorité du sultan, en s'opposant aux violences et aux exactions.

« Je vous prie d'envoyer d'urgence à notre consul à Fez un courrier afin de l'aviser des missions qui précèdent. M. Gaillard expliquera au sultan que les demandes de concours qu'il a à diverses reprises adressées au Gouvernement de la République comportaient nécessairement l'emploi de troupes françaises, en raison du petit nombre des contingents de la harka chérifienne et de l'insuffisance de leur préparation. Si l'on se bornait à employer exclusivement ces contingents, ce serait aboutir à un insuccès certain. M. Gaillard pourra donner de nouveau à Moulaï-Hafid l'assurance que nos troupes n'iront pas au delà de ce qui sera nécessaire pour atteindre les résultats désirés. »

JEAN CRUPPI.

La dernière en date des deux demandes de secours du sultan visées par cette dépêche portait :

« Conformément aux promesses de votre gouvernement ami de nous prêter son appui en cas de nécessité, nous avons demandé que la méhalla en question soit appuyée par une force française destinée à la seconder et à lui prêter son concours pour atteindre le but poursuivi, c'est-à-dire de rétablir la paix dans ces régions et de faire disparaître les causes de troubles et d'agitation tout en réservant notre autorité chérifienne et l'indépendance de notre empire fortuné.

« M'appuyant, ô ami, sur l'entière confiance que j'ai en vous, sur nos bonnes relations et le succès que vous avez toujours obtenu dans vos démarches auprès de votre gouvernement respectif, je vous confirme, par la présente, ce que j'ai exposé à vos agents.

« La situation actuelle en réclame la prompte réalisation. Je vous demande de faire d'urgence les démarches en vue de l'envoi de la force en question, afin de parer en temps utile aux dangers de la situation actuelle, d'assurer d'une façon complète la sécurité des

résidents étrangers et de mettre fin, dans un bref délai, aux désordres.

« Je vous prie aussi de vous faire donner par votre gouvernement l'autorisation de venir vous-même me voir en compagnie de votre serviteur notre ministre des affaires étrangères Mokri, aussitôt après l'arrivée ici de la force française. »

Citons encore cet extrait d'un rapport journalier du commandant Brémont.

« De ce qui vient d'être dit, il résulte nettement que Fez a tenu au delà des limites qu'on pouvait logiquement envisager; que, pendant près d'un mois, sa chute a dépendu d'un incident favorable à l'ennemi, toujours possible; que si l'attaque des tribus de l'est s'était produite avant l'arrivée des troupes françaises, il est à penser qu'elle aurait réussi, étant donné que nos troupes étaient en trop petit nombre pour faire face de tous les côtés à la fois, que leur état moral était très mauvais, et que nous n'avions plus de munitions d'artillerie.

« La situation de la ville était devenue des plus critiques et ce n'est que lorsque les colonnes françaises sont arrivées au pont de l'oued Meqqès que leur action a eu de l'influence sur les affaires des assiégés.

« Dans l'éventualité de la prise de la ville, le sort des instructeurs ne fait pas de doute. Quant à celui des Européens civils, pour qui connaît les mœurs des Berbères, il est à penser qu'aucun n'aurait été épargné, surtout étant donné le caractère de guerre sainte que la lutte avait prise, et dont le plus bel exemple nous a été donné le 11 mai, où tous les cavaliers ennemis avaient revêtu leurs habits de fête.

COMMANDANT BRÉMONT. »

De ce qui précède, la Commission du Sénat a conclu avec juste raison que « notre loyauté a été complète, que notre intervention militaire et notre marche sur Fez ont été non seulement sollicitées par le sultan, mais encore commandées par la nécessité indéniable de sauver la colonie européenne de Fez ».

On aurait pu peut-être éviter la nécessité de la marche sur Fez, si en 1910 on avait plus vite répondu aux demandes financières et militaires du sultan. Mais étant donné la situation, lors de l'arrivée aux affaires du cabinet Monis, il est indiscutable que ce cabinet a rempli son devoir en prescrivant la marche sur Fez.

2° *L'exécution de la marche sur Fez.*

Le rapport contient à ce sujet des précisions fort intéressantes, mais d'ordre technique, que, faute de place, nous laissons de côté.

3° *La répercussion en Allemagne de la marche sur Fez.*

Le rapport de M. Pierre Baudin établit que le gouvernement allemand a été constamment informé, non seulement de nos actes, mais aussi de nos intentions.

« Le cabinet Monis, peu après son arrivée au pouvoir, se montra préoccupé de ce que les Zaers n'avaient pas été châtiés pour l'attentat du 14 janvier.

« Une mesure préventive s'imposait et, pour éviter toute fausse interprétation, le gouvernement chargea M. Jules Cambon d'en avertir le gouvernement allemand ainsi que les autres puissances signataires de l'acte d'Algésiras.

« Cette communication fut faite à Berlin le 18 mars. Nous avions des raisons de croire que, si la chancellerie impériale n'avait aucune observation à faire à cet égard, l'opinion publique allemande pourrait s'émouvoir et qu'il faudrait l'éclairer. Nous étions donc prêts.

« Cette communication, attendue par l'Allemagne, fut faite le 14 mars. M. Jules Cambon déclara que la France ne voulait pas étendre ses postes et qu'elle surveillerait l'engagement pris par le sultan de punir les Zaers.

« Le 5 avril M. Cambon, exécutant ses instructions, faisait savoir à M. de Kiderlen qu'en raison des mauvaises nouvelles reçues de Fez, le gouvernement de la République estimait qu'il devait prendre des précautions pour débloquer éventuellement les Européens si Fez était investi par les tribus révoltées.

« M. Jules Cambon faisait prévoir aussi la nécessité d'occuper Rabat puisque le sultan ne châtiât pas les Zaers et que ceux-ci se ravitaillaient à Rabat. Sur la demande qui lui en fut faite, M. Cambon exprima l'espoir que cette nécessité nous serait épargnée.

« Il ne semble pas qu'aucune objection ait été faite à cette communication. On faisait cependant les réserves que comportait l'opinion publique en Allemagne. Nous pouvions aller à Rabat en cas de nécessité; la possibilité d'une action française sur Fez dans l'intérêt des colonies européennes était reconnue, action sur laquelle, en cas de besoin, le gouvernement allemand échangerait ses vues avec nous. On ne faisait pas allusion aux Zaers.

« Le 17 avril, le gouvernement allemand, par l'intermédiaire de M. Zimmermann, directeur aux affaires étrangères, était avisé par nous de l'envoi de 4 bataillons au Maroc. Aucune observation n'est faite.

« Le 19 avril, le Gouvernement français faisait notifier à Berlin la formation d'une méhalla chérifienne qui se porterait éventuellement sur Fez, ainsi que la formation éventuelle d'une colonne française et exprime le désir à ce sujet d'échanger des vues avec le gouvernement impérial.

« Dans tous les entretiens que M. Cambon eut, pendant les mois d'avril, mai et juin, soit avec M. de Kiderlen, soit avec M. Zimmermann, il ne cessa de les tenir très exactement au courant des mouvements de nos troupes, d'en indiquer les motifs, de déclarer que nous étions fermement attachés à l'acte d'Algésiras et à l'accord de 1909, qu'il n'y serait porté, de notre part, aucune atteinte, et que nous n'avions nullement l'intention d'occuper de nouveaux territoires. Mais l'opinion allemande se montrait susceptible et, le 19 avril, le Gouvernement impérial exprimait la crainte que si nous allions à Fez nous n'en puissions sortir. Il ne s'opposait pas à notre marche en avant, mais il ne nous y encourageait pas, et il le disait.

« Il se demandait ce que serait l'indépendance du sultan après notre entrée à Fez ; il redoutait de voir mettre en question tout l'acte d'Algésiras.

« M. Jules Cambon affirmait dans ses réponses que notre action était conforme à l'acte d'Algésiras, que nos troupes évacueraient Fez aussitôt que leur tâche serait accomplie. Le 13 juin, à l'appui de ses assertions, il annonçait que nous avions commencé à réduire nos postes de la Moulouïa. »

De cet exposé il ressort :

- 1° Que la marche sur Fez était inévitable étant donné la détresse où nous avions depuis six mois laissé le sultan ;
- 2° Que l'exécution en a été prudente ;
- 3° Que l'Allemagne, constamment informée, n'a jamais protesté formellement, mais a manifesté toujours du scepticisme et parfois de la mauvaise humeur.

LA CONVERSATION DE KISSINGEN

C'est dans ses conditions qu'a eu lieu l'entrevue de Kissingen. Expliquée par ce qui précède, cette entrevue n'a rien de mystérieux.

D'une part, le mécontentement causé en Allemagne par une application économique de l'accord de 1909 qui ne répondait pas aux espérances de nos voisins, d'autre part une action militaire qui, au regard de l'opinion, faisait de nous les maîtres du Maroc ; comme conséquence un silence obstiné opposé à toutes nos propositions (chemins de fer, accord douanier, négociations Gwinner-Vitali sur les chemins de fer orientaux), telle était la situation que M. Jules Cambon fut chargé d'éclaircir. Le rapporteur de la commission raconte ainsi qu'il suit les efforts stériles de M. Jules Cambon.

« Au mois de juin, M. Cambon eut avec le chancelier et le secrétaire d'Etat deux entretiens qui auraient pu être le point de départ d'une négociation nouvelle si l'arrivée de la *Panther* à Agadir

n'avait modifié du tout au tout les conditions qui eussent permis de l'engager.

« L'expérience nous montrait que, si respectueux que nous fussions de l'acte d'Algésiras et si désireux de mettre en pratique l'accord de 1909, nous ne parvenions pas à désarmer les méfiances de l'Allemagne et, pas davantage, en matière économique, à modérer ses exigences.

« Ce n'est un secret pour personne que le Gouvernement allemand se montra entièrement sceptique touchant l'exactitude des nouvelles de Fez publiées par la presse française. Il manifesta en tout cas le sentiment que nous étions trop engagés pour pouvoir reculer jamais.

« Le ministre des affaires étrangères français pensa qu'il y aurait tout avantage à examiner avec le Gouvernement impérial les différents objets de litige actuels et possibles qui les séparaient.

« Après une première conversation avec M. de Bethmann-Hollweg, M. Cambon se rendit à Kissingen (21 juin), où il eut avec M. de Kiderlen deux entretiens dans ce sens; l'idée de M. Cambon ne fut pas écartée. Il ne pouvait être question évidemment d'une entente qui eût modifié l'orientation de la politique générale de la France, et ce point fut nettement établi dès le début.

« M. Cambon devait se rendre à Paris peu de jours après : il fut convenu qu'il y demanderait des instructions précises pour une négociation qui ne devait pas seulement s'appliquer au Maroc, mais chercher ailleurs, au besoin, les éléments d'une transaction plus ample. »

C'est ce sur quoi M. Cambon devait prendre à Paris des instructions, quand la *Panther* arriva à Agadir.

LES NÉGOCIATIONS

Les gouvernements français et allemand mènent en ce moment les négociations qui sont de règle, lorsqu'un Livre jaune doit être publié. Ni le ministre des affaires étrangères, ni la commission ne pouvaient en conséquence livrer à la publicité des documents qui sont actuellement soumis à l'examen du gouvernement impérial. M. Pierre Baudin explique ainsi cette situation.

« Votre commission a résolu de n'insérer rien dans ce rapport concernant les négociations qui se sont poursuivies entre le 1^{er} juillet et le 4 novembre 1911.

« Elle a reçu à cet égard des explications du Gouvernement qui n'ont pas été complètes et qui ne pouvaient pas l'être, étant donné que sur un très grand nombre de points, M. Caillaux, président du conseil, et M. de Selves, ministre des affaires étrangères, ont dû invoquer la nécessité du secret diplomatique, et qu'elle n'a rien voulu entendre

dont elle ne pût tenir compte dans son rapport et vous révéler de la manière la plus entière.

« Dans ces conditions, le récit qu'elle pourrait vous traduire de cet incident présenterait de telles lacunes qu'il lui a semblé préférable de le laisser en dehors de ses responsabilités. »

Reste donc à examiner les articles du traité : c'est l'objet de la quatrième partie.

QUATRIÈME PARTIE

Le traité du 4 novembre

Le rapporteur examine tour à tour l'accord marocain et l'accord congolais.

L'ACCORD MAROCAIN

L'examen des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 14, 15 n'a pas suggéré au rapporteur des observations différentes de celles qui ont été déjà formulées lors de la discussion à la Chambre. Nous ne croyons donc pas devoir nous y arrêter. Par contre, il convient de relever les remarques suivantes :

« *Postes.* — D'après la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, M. de Kiderlen a dit à la commission des affaires extérieures du Reichstag que « rien ne s'opposait au maintien des bureaux de poste allemands au Maroc ».

« Cette déclaration doit être mise en regard de l'article 1^{er}, de notre accord du 4 novembre.

« Le Gouvernement allemand, aux termes de l'article 1^{er}, n'entravera pas l'action de la France lorsqu'elle prêterait son assistance au makhzen pour l'introduction de toutes réformes administratives, judiciaires, économiques, etc., pour tous les règlements nouveaux et les modifications aux règlements existants que ces réformes comportent.

« La lettre explicative de M. de Kiderlen, deuxième paragraphe, précise que cette adhésion générale de l'Allemagne s'applique naturellement à toutes les questions donnant matière à réglementation et visées dans l'acte d'Algésiras. Cette indication doit s'entendre comme une application particulière de l'entente aux matières qui ont été

visées par l'acte d'Algésiras et comme une restriction de l'accord à ces seules matières.

« Il reste donc à se demander si la poste ne rentre pas dans les services administratifs publics dont la réforme et le contrôle appartiendront désormais à la France. Il en est certainement ainsi. »

M. Pierre Baudin considère que le traité (par son article 1^{er}) « embrasse toutes les formes de l'activité d'un gouvernement et place en somme sous notre contrôle toutes les branches de l'administration marocaine. »

L'ACCORD CONGOLAIS

L'examen des articles de l'accord congolais ne donne pas lieu à des observations nouvelles. C'est un commentaire analogue dans ses grandes lignes à celui que M. Lebrun, ministre des colonies, a fait à la tribune de la Chambre.

Le rapporteur signale le conflit d'interprétation qui a déjà surgi à propos de la propriété des îles du Congo et qui, s'il se maintient, devra être tranché par un arbitre.

Il résume fort clairement la question des chemins de fer dans un esprit approbatif.

Il critique, dans une certaine mesure, l'exiguité des enclaves qui doivent nous permettre d'utiliser la voie de la Bénoué.

Il regrette qu'un délai n'ait pas été fixé de façon à laisser aux indigènes la faculté d'émigrer.

Il rappelle que, de l'avis de tous, Français et Allemands, le droit de préemption de la France sur le Congo belge demeure intact.

CINQUIÈME PARTIE

Négociations avec l'Espagne

M. Pierre Baudin n'aborde pas la question et motive ainsi son abstention :

« Votre commission a reçu communication de renseignements relatifs à nos difficultés avec l'Espagne dans la période qui s'est écoulée du 1^{er} juillet au 4 novembre 1911.

« En raison des négociations qui se continuent dans un esprit cordial avec le gouvernement de Madrid, elle a décidé que cette partie de nos travaux restait en dehors des développements de ce rapport. »

SIXIÈME PARTIE

Le protectorat marocain

Après un bref appel du passé politique du Maroc, le rapporteur envisage l'avenir.

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Poincaré, président du conseil, a annoncé à la commission qu'il avait constitué une commission interministérielle dont, comme on sait, les travaux se poursuivent actuellement. Le rapporteur ajoute :

« Le président du conseil a fait connaître que les dépenses effectués par la France au Maroc, pendant l'année 1911, et qui devront être régularisées par une demande prochaine de crédits supplémentaires, s'élèveront à 61 millions environ.

« Il est à prévoir que les dépenses d'ordre militaire qui incomberont de ce chef au budget français en 1912 seront de 42 à 45 millions.

« Si l'on ajoute à cette somme celle que nécessiteront, d'après une première étude, la réorganisation marocaine, la reconstitution de l'armée chérifienne, l'exécution des travaux publics les plus urgents, on est conduit à prévoir une dépense totale de 70 à 80 millions pour l'année actuelle; les recettes normales du gouvernement marocain réduiront ce compte d'une dizaine de millions.

« Le programme du gouvernement ne comporte pas l'augmentation des effectifs. Ils comprennent actuellement 27.000 hommes dans la région atlantique : Chaouïa, Rabat, Meknès et Fez, et 11.000 dans l'amalat d'Oudjda et la région frontière, soit au total 38.000 hommes. »

Comme moyen essentiel, les troupes de police marocaines (qui pourront facilement atteindre 15.000 hommes), soutenues par les troupes françaises, l'ensemble de ces deux forces étant placé sous les ordres du général en chef de notre corps d'occupation.

L'OPINION DE LA COMMISSION

La commission a fait suivre de son propre programme celui du Gouvernement.

« Deux idées maîtresses se sont dégagées de la discussion à laquelle il a donné lieu.

« La première est que nous devons conclure le plus tôt possible avec le sultan un traité de protection. Ce traité devra se rapprocher autant que possible des traités de la Marsa et du Bardo signés avec nous par le bey.

« Il importe à notre sentiment que la France affirme dès maintenant son autorité protectrice par un acte simple et ferme à la fois, mais il importe aussi qu'elle ne se laisse pas entraîner à l'ambition d'aller trop vite et d'investir tout le pays.

« Votre Commission a insisté afin que le Gouvernement fasse preuve de prudence. A cet égard, le protectorat du Maroc s'offre très différent de celui de la Tunisie. La Tunisie a pu être investie d'ensemble par nos troupes. Elle offrait encore par ses services, des bases plus solides et plus larges à l'assiette du protectorat.

« L'opinion publique, qui a montré tant de patience et de raison au cours de ces dernières années, ne s'attend pas à voir nos troupes parcourir à marches forcées les pistes dangereuses des pays berbères. »

Comme en Tunisie, les régions où la sécurité ne sera pas assurée devront être jusqu'à nouvel ordre interdites, sauf exception, à la circulation.

LE PROTECTORAT ET LES PUISSANCES

Le rapporteur précise que les légations des puissances à Tanger devront disparaître et être, suivant l'usage constant, remplacées par de simples consulats.

Les comités institués par l'acte d'Algésiras pourront être remaniés ou supprimés, après négociations avec les puissances en vertu de la déclaration allemande qui porte que l'« adhésion du Gouvernement impérial s'applique d'une manière générale à toutes les questions donnant matière à réglementation et visées dans l'acte d'Algésiras ». L'œuvre de notre diplomatie n'est donc point close.

Cependant, les accords que nous avons déjà conclus, celui que nous négocions en ce moment avec l'Espagne, auront écarté les difficultés majeures; on peut espérer que désormais les questions de détail qui pourront faire l'objet des conversations diplomatiques avec les puissances seront résolues à notre satisfaction.

CONCLUSION

La conclusion du rapport est ainsi conçue :

« La commission que vous avez chargée d'examiner l'accord franco-allemand croit avoir rempli sa tâche sans faiblesse, sans partialité, sans autre préoccupation que l'intérêt national.

« Elle ne vous a rien dissimulé de ce qu'a été le problème marocain depuis ses origines, ni de ce que coûte la solution qui vous est proposée. Elle a voulu faire une œuvre de sincérité, pour vous permettre de voter en pleine lumière.

« Comment la France démocratique comprendrait-elle qu'on discutât autrement la grave question qui, trois fois en six ans, a mis à l'épreuve son ardent patriotisme et son admirable sang-froid? D'ailleurs tout ce qui consiste à taire la vérité ou à la défigurer est vain. A notre époque, les secrets du passé se dressent bien vite devant les gouvernements qui pensent les enfermer dans leurs archives, et les possibilités de l'avenir apparaissent au moins informé des citoyens presque aussitôt qu'aux hommes d'Etat qui les ont préparées.

« Nous ne saurions donc cacher au pays de quel prix il aura payé son protectorat marocain, et pourquoi il l'aura payé à ce prix. La limitation de nos prérogatives financières, et l'abandon de nos réclamations historiques en Egypte, le domaine réservé à l'Espagne dans l'empire chérifien lui-même, toutes ces concessions et d'autres encore, publiques ou non publiques, sont désormais aussi connues, aussi exactement évaluées par l'opinion française que la diminution de nos territoires au Congo.

« Et si votre commission vous soumet, à propos de l'Afrique équatoriale, des commentaires qui forment l'un des objets essentiels de son rapport, elle n'a pas besoin de vous rappeler ce que représentaient pour la France ces droits sur l'Egypte où nous avons su être des conquérants aimés, certaines situations d'attente en d'autres parties du monde, et, enfin une pleine liberté d'action au Maroc, où c'est une tâche si délicate de concilier des stipulations passées avec un état de choses nouveau.

Votre commission, qui n'est pas une commission d'enquête, et qui laisse à l'avenir le soin d'établir définitivement les responsabilités, n'a pas à vous exposer non plus comment l'absence d'informations précises, la lenteur de certaines réalisations, la confusion de certains éléments qui ne devraient point se mêler ont contribué à nous faire payer plus cher ce protectorat dont nous paraissions être les acheteurs à la fois obligés et hésitants.

« Elle croit, d'ailleurs, que le supplément de sacrifices ainsi imposés à la France serait encore léger, si la leçon profitait, et si nos méthodes gouvernementales étaient guéries des défauts que l'expérience a si clairement condamnés.

« Mais tous ces sacrifices, justifiés par nos gains ou occasionnés par nos fautes, doivent-ils nous paraître si lourds que nous refusions d'accomplir celui qui nous est demandé aujourd'hui ?

« La loyauté avec laquelle votre commission vous a montré le passif de l'affaire, lui donne quelque autorité pour répondre : non.

« Elle n'invoque pas, pour expliquer cette conclusion, les engagements pris par le plénipotentiaire du gouvernement français ou le vote émis par le gouvernement français ou le vote émis par la Chambre des Députés. En droit, ces engagements ne lient pas le Parlement, ce vote ne lie pas le Sénat. Et en fait, il convient que chacun prenne ses responsabilités, sans s'abriter derrière les décisions d'autrui.

« Mais nous vous invitons à accepter l'accord parce qu'aucune des autres solutions qu'on pourrait donner à ce débat ne serait conforme aux intérêts de la France. Personne ne le comprendrait en Europe.

« Notre protectorat désormais reconnu sur le Maroc est le couronnement de la politique que nous avons poursuivie depuis dix ans. Il nous imposera des charges qui au début seront lourdes, mais il nous donne définitivement la sécurité qui nous manquait à l'ouest de l'Algérie.

« Désormais, nous n'aurons plus à craindre de voir se créer sur les confins de notre empire africain des établissements qui seraient une menace pour nos possessions, ou se développer des influences au détriment de notre prépondérance politique. Notre Algérie, qui a coûté aussi bien des sacrifices au pays, est aujourd'hui notre orgueil et l'œuvre que nous y avons accomplie fait l'admiration de nos rivaux. Pourquoi ce Maroc, doté de tant de richesses naturelles, ne serait-il pas pour la France un champ ouvert à son activité, à son génie colonisateur ?

« Au delà de nos frontières, on ne s'y trompe pas. On reconnaît que notre domination au Maroc, définitivement établie, en dépit de tous les obstacles que nous avons eus à vaincre, c'est pour la France un accroissement de son prestige et la promesse d'un avenir que bien des nations pourraient nous envier.

« L'unique solution possible est donc celle qui consiste à adopter le projet de loi qui vous est présenté. C'est celle dont votre commission, consciente de la lourde tâche que votre confiance lui a imposée, vous demande de reconnaître la nécessité. »

Les conclusions du rapport, mises aux voix, ont été adoptées par la commission par 16 voix contre 2 et 4 abstentions.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

I. — Personnel

Par décret en date du 25 juin 1911, M. Caula (Jacques-Fernand-François), consul de 1^{re} classe à Para, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Par décrets en date du 1^{er} juillet 1911 :

M. de Francqueville (Marie-Charles-Ludovic), consul de 2^e classe chargé du vice-consulat de France à Constantza, non installé, est nommé au consulat de France à Para.

M. Lucciardi (Regulus-Napoléon-Eugène) vice-consul de 1^{re} classe à Tetouan, est nommé au vice-consulat de France à Constantza.

M. Marchand (Georges-Félix), vice-consul de 1^{re} classe à Larache, est nommé au consulat de France à Tetouan.

M. Deslandres (Emile-Léon), ministre plénipotentiaire de 2^e classe en disponibilité, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Grat (Jean-Baptiste-Théodore-Marie), vice-consul de 3^e classe chargé de la chancellerie de l'Assomption, est placé dans le cadre de la disponibilité.

La démission de M. Manningue (Marcel), consul de 2^e classe est acceptée.

Par décret en date du 23 juillet 1911, le vice-consulat de France à Moukden est transformé en consulat.

Par décret en date du 23 juillet 1911, M. de Valicourt (Charles-Marie-Stanislas), consul de 1^{re} classe à Valence, est nommé consul général en remplacement de M. Gauthier (Camille), placé dans le cadre de la disponibilité.

Par arrêté en date du 23 juillet 1911, sont promus à la 1^{re} classe de leur grade :

M. Bonzom (Lucien-Louis), consul de 2^e classe, chargé du vice-consulat de France à Florence, en remplacement de M. Bay, placé dans le cadre de la disponibilité.

M. Naggiar (Joseph-Paul), consul de 2^e classe au Harrar, en remplacement de M. de Valicourt, nommé consul général.

Par décret en date du 30 juillet 1911 :

M. Poisson-Lamartinière (Maximilien-Antoine-Cyprien-Henri), ministre plénipotentiaire de 2^e classe, chargé de mission, est placé dans le cadre de la disponibilité.

M. Clavery (Joseph-Louis-Edouard), consul de 2^e classe, chargé de mission, est placé dans le cadre de la disponibilité.

Par décret en date du 8 août 1911 :

M. Delavaud (Louis-Charles-Marie), ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Centre-Amérique, est placé dans le cadre de la disponibilité.

Par décret en date du 17 septembre 1911, M. Péan, consul de 1^{re} classe, rédacteur à la direction des affaires politiques et commerciales, est nommé consul général, en remplacement de M. Richard, décédé.

Par décret en date du 20 septembre 1911, M. Claudel, consul général chargé du consulat de Prague, est nommé au consulat général de Francfort, en remplacement de M. Richard, décédé,

Par décrets en date du 20 septembre 1911 :

M. Vadala, interprète chancelier à Tauris, est nommé au vice-consulat de France à Moussoul, en remplacement de M. Degrand, nommé à l'administration centrale.

M. Barthe de Sandfort, élève interprète à Salonique, est chargé des fonctions d'interprète chancelier à Tauris.

Par décret en date du 26 septembre 1911, M. Mercier, vice-consul de 2^e classe, est nommé au vice-consulat de Larache.

Par décret en date du 5 octobre 1911, M. Ferté, consul de 1^{re} classe, est nommé au consulat de Prague.

Par décrets en date du 6 octobre 1911 :

Il a été créé un consulat de France à Mexico.

M. Bourgeois, consul de 1^{re} classe, délégué au Yunnan, est nommé au consulat de Mexico.

Par décrets en date du 8 octobre 1911 :

M. Bœufvé (Eugène), consul général, chargé du consulat de Brême, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Robin (Paul), consul de 1^{re} classe à Dantzig, est nommé au consulat de Brême.

M. Francastel, consul de 1^{re} classe à la Nouvelle-Orléans, est nommé consul général en remplacement de M. Bœufvé (Eugène), admis à la retraite.

Par décret en date du 8 octobre, sont nommés consuls de 2^e classe :

MM. Roca d'Huyteza, vice-consul de 1^{re} classe à Mazagan.

Heilmann,	—	—	Philadelphie.
Grégoire, de Berlin.	—	—	chargé du consulat
Doyen,	—	—	à Roustchouk.
Mongendre,	—	—	chargé de la chan-
			cellerie de la légation de Munich.

Par décret en date du 10 octobre 1911, M. Wilden, consul de 2^e classe, est nommé délégué au Yunnan.

Par arrêté en date du 8 octobre 1911, MM. Marinaccé-Cavallace, consul de 2^e classe à Kharkoff, et Kamerer, consul de 2^e classe, rédacteur à la direction des affaires politiques et commerciales, sont promus à la 1^{re} classe de leur grade.

Par décret en date du 22 août 1911, M. Mercier (Louis-Charles-

Emile), officier interprète de 2^e classe, diplômé des langues orientales vivantes, est nommé vice-consul de 2^e classe.

Par décrets en date du 22 août 1911 :

La chancellerie du consulat de France à Las-Palmas est supprimée.

M. Mathiss, vice-consul de 2^e classe chargé de la chancellerie de Las Palmas, est nommé vice-consul de France à Tampico, en remplacement de M. Brillouin, précédemment placé dans le cadre de la disponibilité.

Par décret en date du 24 août 1911, sont nommés consuls de 2^e classe :

M. d'Arnaud de Vitrolles (Bache-Edouard-Régis), consul suppléant au consulat de France au Caire, en remplacement de M. Caula, précédemment promu à la première classe.

M. Mercinier (Alexandre-Jacob-Emmanuel), vice-consul de 1^{re} classe à Varna, en remplacement de M. Maningue, démissionnaire.

Par décret en date du 30 août 1911, M. Japy, élève consul faisant fonctions de consul suppléant à Sanghaï, est nommé consul suppléant, en remplacement de M. d'Arnaud de Vitrolles nommé consul de 2^e classe.

Par décret en date du 30 juillet 1911 :

MM. de Navailles Labatut, sous-chef de bureau au ministère des affaires étrangères, et Alphant, vice-consul de 1^{re} classe, sont nommés membres de la commission de droit international privé instituée auprès du ministère des affaires étrangères.

M. Pillaut, sous-chef de bureau au ministère des affaires étrangères, est nommé secrétaire de cette commission.

Par décret en date du 11 août 1911 :

M. Jacquin de Margerie (Bruno-François-Marie-Pierre), ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Pékin, est élevé à la 1^{re} classe de son grade.

M. Fabre (Auguste-Jean-Marie), ministre plénipotentiaire de 2^e classe, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Centre Amérique, en remplacement de M. Delavaud, précédemment placé dans le cadre de la disponibilité.

Par décret en date du 19 août 1911, le vice-consulat de France à Nanning portera désormais le titre de vice-consulat de France à Longchéou et Nanning avec résidence principale du titulaire à Longchéou.

Par décrets en date du 15 juillet 1911 :

Le vice-consulat de France à Xieng-Mai est transformé en consulat.

M. Lugan (Hector-Jean-Baptiste), consul de 1^{re} classe à Nan, est nommé au consulat de France à Xieng-Mai.

M. Bay (Grégoire), consul de 1^{re} classe, chargé du vice-consulat de France à Crousse, est placé dans le cadre de la disponibilité,

M. Roy (Pierre-Louis-Emile), vice-consul de 1^{re} classe à Xieng-Mai, est nommé au vice-consulat de France à Brousse, en remplacement de M. Bay, placé dans le cadre de la disponibilité.

Par décrets en date du 20 juillet 1911 :

M. Lemay (Gaston-Amédée), consul général, en disponibilité, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Samalens (Henri-Aristide-Clément-Gabriel), consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie de l'ambassade de la République à Vienne, est nommé au consulat de France à San José de Costa Rica, en remplacement de M. Rigoreau, précédemment nommé au consulat de France à Auckland.

Par arrêté en date du 17 juillet 1911, M. Rouet (René-Marie-Théodore), élève vice-consul à la direction des affaires politiques et commerciales, est révoqué.

L'exequatur a été accordé à M. Alejandro L. Robertson, consul des Etats-Unis du Mexique à Saint-Nazaire avec juridiction sur les départements de la Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côte-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire.

Par décret en date du 10 octobre 1911, M. Chauvot de Beauchêne, sous-chef du bureau du chiffre, est chargé de mission.

Par arrêté en date du 10 octobre 1911, M. Béguin-Billecocq, attaché au bureau du chiffre, est nommé sous-chef du bureau du chiffre.

Par arrêté en date du 11 octobre 1911, M. Ledoulx, vice-consul de 2^e classe, attaché à la chancellerie de la légation de la république à Copenhague, est nommé attaché au bureau du chiffre.

Par décrets et arrêtés en date du 11 octobre 1911 :

M. Dutasta, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, chargé du consulat général de Varsovie, est nommé ministre plénipotentiaire de 2^e classe et placé, sur sa demande, dans le cadre de la disponibilité.

M. de Fages de Chaulnes, consul général à Moscou, est nommé au consulat général de Varsovie.

M. de Valicourt, consul général chargé du consulat de Valence, est nommé au consulat général de Varsovie.

M. Piat, consul général chargé du consulat de Damas, est chargé du consulat de Valence.

M. Ottavi, consul général chargé du consulat de Zanzibar, est chargé du consulat de Damas.

M. Naggiar, consul de 1^{re} classe au Harrar, est nommé au consulat de Zanzibar.

M. Roca d'Huyteza, consul de 2^e classe chargé du vice-consulat de Mazagan, est nommé au consulat du Harrar.

Le consulat de France de Dantzig est transformé en vice-consulat.

Sont nommés vice-consuls de 1^{re} classe :

M. Ledoulx, vice-consul de 2^e classe, attaché au bureau du chiffre.

M. Bricage, vice-consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie de Genève.

M. Benigni, vice-consul de 2^e classe à la Spezzia.

Sont nommés vice-consuls de 2^e classe :

M. Hippeau, vice-consul de 3^e classe chargé de la chancellerie de La Havane.

M. Baudouy, vice-consul de 3^e classe, secrétaire archiviste de l'ambassade de France à Constantinople.

M. Malivoire Filhol de Camas, vice-consul de 3^e classe chargé de la chancellerie de Prague.

M. Guernonprez, vice-consul de 3^e classe chargé de la chancellerie de Rotterdam.

M. Lefort, vice-consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie du Caire.

M. Bouzinac de la Bastide, vice-consul de 3^e classe, chargé de la chancellerie de Bucarest.

M. Zarzecki, vice-consul de 3^e classe à Van.

Sont nommés vice-consuls de 3^e classe :

M. de France de Tersant, élève vice-consul à Genève.

M. Fauget, élève vice-consul à Budapest.

M. Gaussen, élève vice-consul à Constantinople.

M. Drouillion, élève vice-consul à Madrid.

M. La Combe, élève vice-consul à Londres.

M. Grandioux, élève vice-consul à Bruxelles.

M. de Gubernatis, élève vice-consul à Bruxelles.

M. Sandrier, vice-consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie de Liverpool, est chargé de la chancellerie de Copenhague.

M. de Ferry de Fontnouvelle, vice-consul de 3^e classe chargé de la chancellerie de la légation de Mexico, est chargé de la chancellerie du consulat de France à Liverpool.

La chancellerie de la légation de la République à Mexico est supprimée.

M. Carteron, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Montevideo, est promu à la 1^{re} classe de son grade.

M. Dejean, secrétaire d'ambassade de 2^e classe à la résidence générale de France à Tunis, est nommé attaché commercial en Amérique du Nord.

M. Bridet d'Autremont, consul de 1^{re} classe à Mannheim, est désigné pour continuer ses services à la résidence générale de France à Tunis.

M. Deschars, consul de 2^e classe, attaché à la direction des affaires politiques et commerciales, est nommé au consulat de France à Mannheim.

M. Maugras (Roger), consul suppléant, attaché à la direction des affaires administratives et techniques, est nommé attaché à la direction des affaires politiques et commerciales.

M. d'Arnaud de Vitrolles, consul de 2^e classe faisant fonctions de consul suppléant au Caire, est nommé attaché à la direction des affaires politiques et commerciales.

Par décret en date du 16 octobre 1911, M. Carteron, ministre plé-

nipotentiaire de 1^{re} classe à Montevideo, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Par décret en date du 20 octobre 1911, M. Bourgarel, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe en disponibilité, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Par décrets en date du 21 octobre 1911 :

M. Soulange-Bodin, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, délégué de France à la commission européenne du Danube, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Guillemain, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Lima, est nommé délégué de France à la commission européenne du Danube.

M. de Loynes, ministre plénipotentiaire de 2^e classe, chargé du consulat général de Montréal, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Lima.

M. Souhart, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à La Havane, est placé dans le cadre de la disponibilité.

M. de Clercq, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Caracas (non installé), est nommé envoyé extraordinaire et plénipotentiaire à La Havane.

M. Lefèvre, ministre plénipotentiaire de 2^e classe à Bangkok, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Montevideo.

Par décret en date du 27 octobre 1911, M. de Pina de Saint-Didier, vice-consul de 1^{re} classe en disponibilité, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Par décrets en date du 27 octobre 1911 :

M. Vielhomme, vice-consul de 1^{re} classe à Recht, est nommé au vice-consulat de Dantzig.

M. Fliche, vice-consul de 2^e classe, chargé de la chancellerie de Guatémala, est nommé au vice-consulat de Recht.

Par arrêté en date du 27 octobre 1911, M. Lacaze, vice-consul de 3^e classe, faisant fonctions d'élève vice-consul à Alicante, est chargé de la chancellerie de la légation de la République à Guatémala.

Par décrets en date du 2 novembre 1911 :

M. Lalouette, consul général en disponibilité, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. de Bellissen, consul général en disponibilité, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Par arrêté en date du 2 novembre 1911, le titre de ministre plénipotentiaire honoraire est conféré à M. de Bellissen, consul général en retraite.

Par décret en date du 27 novembre 1911, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances, M. Moreux, inspecteur des finances, est nommé contrôleur des dépenses engagées au ministère des affaires étrangères.

II. — Exequatur

L'exequatur a été accordé à M. Max La Touche, consul de la République du Guatemala à Saint-Nazaire.

L'exequatur a été accordé à M. Luis Vallin y Alfonso, consul général de Cuba à Paris.

L'exequatur a été accordé à M. Rudolf Lucien Christoffer Busck, vice-consul de Suède à Cette.

L'exequatur a été accordé à M. le docteur Jean-Marguerite-Paul Lierre, vice-consul de Portugal à Toulouse.

L'exequatur a été accordé à M. A. Massebiaux, vice-consul de la République Argentine à Cannes.

L'exequatur a été accordé à :

M. le docteur Santiago Letona Hernandez, consul général du Salvador à Paris avec juridiction sur la France.

M. Max-Charles La Touche, vice-consul de la république dominicaine à Saint-Nazaire.

L'exequatur est accordé à M. Oswaldo Ramirez, consul de Panama au Havre.

L'exequatur a été accordé à M. Edouard-Adolphe Collet, vice-consul de la république dominicaine à Calais.

L'exequatur a été accordé à M. Charles Bell Child Clipperton, consul de Sa Majesté Britannique à Rouen, avec juridiction sur la ville, le port et l'arrondissement de Rouen et sur les départements de la Manche, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Sarthe, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure et Maine-et-Loire.

L'exequatur a été accordé à M. Marius Baratin, consul de Serbie à Lyon.

L'exequatur a été accordé à M. Prospero Pichardo y Arredondo, vice-consul de Cuba à Saint-Nazaire.

L'exequatur a été accordé à M. Mario de Piniès, consul d'Espagne à Pau.

L'exequatur a été accordé à M. B. Vert, consul de la république de Panama à Jarnac.

L'exequatur a été accordé à M. Paolo Apollinare Burdese, consul général d'Italie à Toulon, avec juridiction sur le département du Var.

L'exequatur a été accordé à :

M. Raoul Arnault de la Ménardière, vice-consul d'Espagne à Brest, avec juridiction sur le département du Finistère.

M. Emilio Postel, vice-consul de la république dominicaine à Cherbourg.

L'exequatur a été accordé à M. Jayme de Séguier, consul général de Portugal à Paris.

L'exequatur a été accordé à M. Federico L. de la Barra, consul des Etats-Unis du Mexique à Saint-Nazaire, avec juridiction sur les départements de la Mayenne, d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan, de la Loire-Inférieure, de la Vendée, des Deux-Sèvres, de la Vienne, d'Indre-et-Loire et de Maine-et-Loire.

L'exequatur a été accordé à M. Santiago Rozo, consul de la république de Colombie à Marseille.

L'exequatur a été accordé à M. le chevalier Felice Calimani, agent consulaire d'Italie à Briey.

L'exequatur a été accordé à M. André Taurin, vice-consul de Suède à Fécamp.

L'exequatur a été accordé à M. Luiz Correia da Silva, consul de Portugal à Bordeaux.

L'exequatur a été accordé à M. Juan F. Goyencche y Pérez, vice-consul de Cuba à Bordeaux.

L'exequatur a été accordé à M. le chevalier Enrico Ciapelli, consul général d'Italie à Nancy.

L'exequatur a été accordé à M. Tomas Torres, consul des Etats-Unis du Mexique à Bordeaux, avec juridiction sur les départements de la Charente-Inférieure, Charente, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Haute-Vienne, Corrèze.

L'exequatur a été accordé à M. Emilio Guiseppe Mazzucchi, consul d'Italie à Reims, avec juridiction sur les départements de la Marne, Aube et Ardennes.

L'exequatur a été accordé à M. Henri Lhermitte, agent consulaire d'Italie à Brest.

L'exequatur a été accordé à M. Henry Dufilhol, vice-consul de Norvège à Lorient, avec juridiction sur le département du Morbihan.

L'exequatur a été accordé à M. C.-G.-D. Hermann, consul de Panama à Cognac.

L'exequatur a été accordé à M. Andrès Pérez Chaumont, consul de la république de Cuba à Marseille.

L'exequatur a été accordé à M. Maurice-Zéphyr Oget, vice-consul de Suède au Tréport.

L'exequatur a été accordé à M. Henri Steff, vice-consul d'Espagne à Brest.

L'exequatur a été accordé à M. Charles-Alfred Payton, consul général de Sa Majesté Britannique à Calais, avec juridiction sur les départements du Nord (à l'exception de la ville, du port et de l'arrondissement de Dunkerque), Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Ardennes.

L'exequatur a été accordé à :

M. Enrique Castro Oyanguren, consul du Pérou à Bordeaux.

M. Carlos Garcia Mansilla, consul de la République Argentine à Bayonne.

L'exequatur a été accordé à M. le docteur Gaston Parturier, consul du Nicaragua à Vichy.

L'exequatur a été accordé à M. P. Lallier, consul de Belgique à La Ferté-sous-Jouarre, avec juridiction sur les arrondissements de Château-Thierry, dans le département de l'Aisne, de Coulommiers et de Meaux, dans le département de Seine-et-Marne.

III. — Nominations et Promotions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur

Par décret du Président de la République en date du 17 octobre 1911, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères, et vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur du 11 octobre 1911, portant que la promotion comprise dans le présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu au grade d'officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur :

M. Roussy (Emile-Louis), citoyen suisse, président de la Nestlé and Anglo Swiss Milk Company; chevalier du 7 mars 1901.

Par décret du Président de la République en date du 16 novembre 1911, est promu au grade d'officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

M. Marinovitch (Bélisaire), sujet serbe, président de la compagnie française du Rio Sinu, administrateur de la compagnie foncière et agricole du Maroc et de la société française Kharb et Khlout; chevalier du 23 avril 1896.

Par décret du Président de la République, en date du 20 juillet 1911, sont promus ou nommés dans l'Ordre national de la Légion d'honneur :

Au grade de commandeur

M. Klobukowsky (Antoine-Wadislas), ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, ancien gouverneur général de l'Indo-Chine. Officier du 30 décembre 1906.

Au grade d'officier

MM.

Levesque d'Avril (Louis-Jean-Clément) secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, chargé des fonctions de ministre résidant à la Paz; chevalier du 16 juillet 1895.

Laurent-Cochelet (Adrien-Clément), consul général de France à Leipzig; chevalier du 15 janvier 1895.

Au grade de chevalier

MM.

Fouchet (Maurice-Nicolas-Lucien-Marie), secrétaire d'ambassade de 2^e classe; 15 ans de services dont 6 ans et 11 mois à l'étranger. Titres exceptionnels : services distingués dans les différentes missions qui lui ont été confiées.

Gaillard-Lacombe (Urbain-Jean-Maurice), secrétaire d'ambassade de 2^e classe à Rio-de-Janeiro; 14 ans de services, dont 5 ans et 2 mois à l'étranger et 3 ans et 1 mois hors d'Europe. Titres exceptionnels : s'est particulièrement distingué pendant sa gérance de la légation de France à Rio-de-Janeiro.

Ferrand (Paul-Gabriel-Joseph), consul de 1^{re} classe, attaché commercial pour les pays germaniques, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse; 24 ans de services.

Verchère de Reffye (Paul-Marcel), consul de 1^{re} classe à Alexandrie, 17 ans de services, dont 11 ans et 4 mois à l'étranger, hors d'Europe : services exceptionnels rendus dans les différents postes qu'il a occupés.

Choublier (Maxime-Etienne-Auguste), consul de 1^{re} classe à Stuttgart; 15 ans de services dont 9 ans et 6 mois à l'étranger et 3 ans hors d'Europe. Titres exceptionnels : s'est particulièrement distingué dans la défense des intérêts français en Orient.

Baron Houssin de Saint-Laurent (Louis-Emile), consul de 2^e classe à Chicago; 27 ans de services.

Delenda (Joseph-Lucas-Antoine-Marie), consul de 2^e classe, chargé du vice-consulat de France à Alexandrie; 30 ans de services.

Hallez (Théophile-Philippe), attaché au ministère des affaires étrangères; 18 ans de services. Titres exceptionnels : s'est particulièrement distingué dans la rédaction de notes qui lui ont été demandées pour éclairer les négociations en cours.

Gaulis (Georges), publiciste. Titres exceptionnels : services rendus dans la presse aux intérêts français à l'étranger.

Prudhomme (Victor), délégué en Suisse de la direction de l'entreprise générale du chemin de fer des Alpes bernoises; 33 ans de pratique industrielle.

Par décret du Président de la République en date du 28 juillet 1911, sont nommes au grade de chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

MM.

La Chaise (Armand-Eugène), citoyen américain, secrétaire de la « Paris Society of American Painters » : nombreux et importants services rendus aux artistes français à l'étranger.

Ward (Herbert-Fitz-Edwin), sujet britannique, artiste statuaire : services rendus à la science et à l'art français.

Par décret du Président de la République en date du 28 juillet 1911, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

Au grade d'officier

M. Guiffroy (Elie-Jules), président du conseil d'administration de la société des quais de Smyrne ; chevalier du 11 juillet 1891.

Au grade de chevalier

MM.

Muller (Benjamin-Philippe-Frédéric), membre français de la commission des domaines et de l'Etat égyptien : services dévoués rendus aux intérêts français.

Brejouin de Chevremont (Paul-Emile-Alexandre-Marie), secrétaire du cabinet privé de S. M. le roi des Bulgares : services rendus aux œuvres françaises en Bulgarie.

Picard (Albert), négociant à Londres : services rendus aux relations commerciales entre la France et l'Angleterre.

IV. — Réceptions d'Ambassadeurs

Réception par le Président de la République, en audience officielle, de Son Excellence Rifaat Pacha qui lui a remis les lettres par lesquelles S. M. I. le Sultan l'accrédite en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Le 9 septembre 1911, le Président de la République a reçu, en audience solennelle, S. Exc. Rifaat-Pacha, qui lui a remis les lettres par lesquelles S. M. I. le Sultan l'accrédite en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

L'ambassadeur et le personnel de son ambassade ont été conduits au palais de l'Elysée par l'introducteur des ambassadeurs et un aide des cérémonies, dans les voitures de la présidence, escortées par un escadron du 1^{er} régiment de cuirassiers.

Un bataillon du 28^e régiment d'infanterie, avec drapeau et musique, sous les ordres du colonel, a rendu les honneurs à l'ambassadeur, au moment de son arrivée.

Le Président avait à ses côtés M. de Selves, ministre des affaires étrangères, le secrétaire général de la présidence et les personnes de sa maison.

L'ambassadeur a prononcé l'allocution suivantes en remettant ses lettres de créances :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de remettre entre vos mains les lettres par lesquelles Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, mon auguste souverain, daigne m'accréditer comme son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Gouvernement de la République française.

En me confiant cette haute et agréable charge, Sa Majesté Impériale m'a donné l'ordre de tendre tous mes efforts vers la conservation et le renforcement des liens séculaires d'amitié qui existent si heureusement entre la France et la Turquie. J'ose vous assurer, monsieur le Président, que cette mission qui répond parfaitement à mes sentiments personnels, trouvera en moi un fidèle et zélé serviteur. Elle me sera d'autant plus aisée que je ne doute pas de votre bienveillant concours ainsi que de celui du Gouvernement de la République.

Le Président de la République a répondu en ces termes :

Monsieur l'Ambassadeur,

Il m'est particulièrement agréable de recevoir de vos mains les lettres par lesquelles Sa Majesté l'Empereur des Ottomans vous accrédite en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Gouvernement de la République, en remplacement du regretté Naoum-Pacha qui a laissé parmi nous de si durables souvenirs.

En choisissant, en effet, pour le représenter à Paris l'homme d'Etat qui a présidé avec tant d'autorité à la direction de la politique extérieure de son empire, votre auguste souverain vient de donner la preuve de l'amitié qu'il porte à la France et du prix qu'il attache au maintien des liens traditionnels et séculaires qui unissent nos deux pays.

Cette amitié puise, du reste, une force particulière dans les institutions constitutionnelles de la Turquie dont le Gouvernement de la République n'a cessé de suivre le développement avec un sympathique intérêt.

Les sentiments personnels dont vous m'apportez l'expression faciliteront l'accomplissement de votre mission et vous pouvez être assuré, monsieur l'ambassadeur, de trouver, pour y répondre, tant auprès de moi qu'auprès du Gouvernement de la République les dispositions les plus accueillantes et le concours le plus efficace.

L'ambassadeur a présenté alors les personnes de l'ambassade qui l'accompagnaient et s'est ensuite entretenu avec le Président de la République et le ministre des affaires étrangères.

A la sortie du palais, les honneurs militaires ont été rendus de nouveau à l'ambassadeur qui a été reconduit à son hôtel avec le même cérémonial qu'à l'arrivée.

*Réception par le Président de la République de M. de Mier,
envoyé extraordinaire du Mexique*

M. de Mier, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire du Mexique en France, s'est rendu à quatre heures à l'Élysée, où il a été reçu avec le cérémonial ordinaire.

M. de Mier venait présenter au président de la République ses lettres de créance et le remercier de l'envoi d'une mission française aux fêtes du centenaire mexicain.

En remettant ses lettres, M. de Mier s'est exprimé de la sorte :

Monsieur le Président,

Grandement honoré par M. le Président et par le Gouvernement de la République mexicaine, de les représenter aujourd'hui en qualité d'ambassadeur spécial, j'ai l'honneur de remettre en les mains de Votre Excellence les lettres qui m'accréditent auprès d'elle.

Le Mexique a été profondément ému en voyant la France lui apporter, lors des fêtes du centenaire de son indépendance, des témoignages d'amitié, tels la remise des clefs de sa capitale, l'arrivée d'une ambassade particulière, dont faisait partie un amiral et des officiers de vos armées de terre et de mer, et enfin l'envoi d'un détachement de marins du croiseur le *Montcalm*. Ces témoignages de sympathie étaient bien faits pour mieux sceller, si possible, les relations très cordiales existant heureusement entre les deux pays.

Qu'il me soit permis, monsieur le président, de vous rappeler que les officiers de votre ambassade, au cours d'une belle fête à eux offerte à Puebla, ont spontanément tendu, les premiers, la main aux officiers mexicains, anciens défenseurs de cette place. Ainsi a entièrement disparu toute trace d'une lutte où les deux peuples ont appris à se connaître et à s'estimer.

D'autre part, la colonie française, au Mexique, si laborieuse et si honorable, a gracieusement fait don, à la ville de Mexico, d'une statue de votre illustre Pasteur, dûe à l'un des plus éminents artistes de Paris.

Je ne puis que répéter à Votre Excellence le langage qui a été tenu au cours des fêtes auxquelles je me réfère, en déclarant que la France est pour le Mexique, une amie de prédilection, une mère-patrie intellectuelle, et que sa démonstration amicale laissera chez tous les Mexicains un souvenir ineffaçable.

Il est extrêmement flatteur pour moi, monsieur le président, d'avoir été choisi pour saluer au nom du chef de l'état et du Gouvernement mexicain, la haute personnalité de Votre Excellence, et aussi pour lui transmettre les vœux de bonheur et de prospérité que le Mexique entier forme pour la France.

Le président de la République lui a répondu :

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis très touché des sentiments que vous venez d'exprimer, en termes si heureux, au sujet des relations excellentes qui existent entre les Etats-Unis du Mexique et la République française.

Nous n'avons pas oublié l'accueil chaleureux que reçurent nos représentants aux fêtes du centenaire de l'indépendance de votre pays. En se serrant cordialement les mains, vos officiers et les nôtres ont hautement témoigné de l'estime réciproque en laquelle ils se tenaient les uns et les autres. En vous remettant, à Mexico, les clefs de votre capitale, notre mission a donné au Mexique la preuve indéniable de la profonde sympathie et de l'éclatante considération de la France.

Nous nous félicitons avec vous des progrès et de la prospérité croissante de la République mexicaine.

La colonie française est la première à en profiter.

Il m'est agréable de vous entendre dire qu'elle se montre digne de l'hospitalité qu'elle reçoit sur une terre qui adoucit pour elle les regrets qu'elle éprouve de l'éloignement de la mère-patrie.

J'applaudis, monsieur l'ambassadeur, au choix qui a été fait de votre éminente personne pour me transmettre les vœux de bonheur et de prospérité que le Mexique forme pour la France. Que votre président, votre gouvernement et votre nation reçoivent les miens et ceux de la République française. Leur sincérité, j'ai plaisir à vous en donner l'assurance, est le gage d'une amitié qui ne se démentira pas.

V. — Discours prononcés à Toulon par le Ministre de la marine et par le Président de la République à l'occasion de la revue navale du 4 septembre 1911.

Discours du Ministre de la Marine :

Monsieur le Président,

La marine est profondément sensible à la marque d'estime et de sympathie qu'avec les représentants de la nation et les membres du Gouvernement, vous avez tenu à venir lui donner ici ; je vous prie d'agréer son salut respectueux et l'expression de sa reconnaissance pour la sollicitude des pouvoirs publics qui ne lui ont pas refusé jusqu'à ce jour et qui auront à cœur de lui fournir demain tous les moyens de bien remplir sa tâche.

Car les yeux fixés uniquement sur le drapeau, ne songeant qu'à la patrie, acceptant avec joie comme son hommage et sa force une disci-

plaine sévère, la marine n'a qu'une volonté : c'est que chaque jour marque un progrès dans son instruction et son entraînement, et qu'une ambition, c'est d'être prête, vraiment prête, à répondre à tout moment, comme l'armée elle-même, à l'appel de la France.

Discours du Président de la République :

Messieurs,

Je suis encore sous l'impression du magnifique spectacle que nos brillantes escadres nous ont donné ce matin. J'ai prié M. le ministre de la marine, dont nous venons d'applaudir l'éloquente parole, de leur transmettre mes félicitations et celles du Gouvernement de la République. Qui de vous se refuserait à y joindre les siennes ?

Les présidents des Chambres et des représentants du pays ont fait à la marine le très grand honneur d'assister à l'inoubliable revue que nous avons passée ensemble. La marine est fière et reconnaissante de cette marque de haute sympathie. Elle y voit la preuve d'une confiance dont elle n'a jamais démerité.

Elle n'a jamais cessé, en effet, de se montrer à la hauteur de ses devoirs. Aujourd'hui que, grâce à l'examen attentif des données de l'expérience et au sage abandon d'idées trop absolues, on ne discute plus la question de savoir si, pour la meilleure organisation de nos forces navales, il ne convient pas de restreindre le nombre de nos grandes unités de combat, et d'employer le prix qu'elles coûteraient à augmenter d'autant celui de nos torpilleurs et de nos sous-marins, dont les foudroyantes attaques peuvent anéantir d'un coup les plus formidables cuirassés, aujourd'hui qu'il n'est plus contesté que la maîtrise de la mer est un des facteurs indispensables de la défense des côtes, la marine est résolument entrée dans une voie au bout de laquelle, et sans rien craindre jusque-là, la France trouvera ses moyens d'action accrus et fortifiés, capables de faire face, sans risques d'échecs, aux éventualités de l'avenir.

Dans son patriotisme éprouvé, le pays, dont la haute sollicitude s'étend à la fois à son armée de mer et à son armée de terre, supporte sans lassitude les lourdes charges imposées aux finances publiques. Ses représentants, fidèles interprètes de sa volonté, n'ont reculé devant aucun sacrifice d'argent. Rien ne leur a coûté, rien ne leur coûtera, pour porter à leurs plus hauts points de puissance et de perfection les divers éléments de notre armement national.

Ces éléments, ils les ont bien en main, nos marins et nos soldats, et leur courage peut hardiment affronter tous les coups de la fortune.

Ne descendent-ils pas, les uns et les autres, de la grande lignée de

ceux qui, à toutes les époques de notre histoire, ont illustré, par leurs exploits, tant de combats et tant de champs de bataille?

Ne savent-ils pas qu'il y a des héritages auxquels on ne renonce que sous peine de déchoir?

Ne mettent-ils pas, enfin, leur virile fierté à servir une nation que, pour le maintien de son rang et de son rôle dans le monde, nous voulons forte, respectée, rayonnante des lumineuses clartés de son génie, ouvrière d'avant-garde de la civilisation?

Je lève mon verre à l'armée de mer.

Je le lève également à l'armée de terre.

Je les unis toutes les deux dans un même sentiment de légitime orgueil et de confiance réfléchie, et je vous convie à boire avec moi à la grandeur de la patrie et à l'honneur de nos drapeaux.

VI. — Discours prononcé au Reichstag par le chancelier au sujet de l'accord franco-allemand

(Séance du 9 novembre 1911)

Le chancelier commence par un rapide résumé des progrès de la France au Maroc depuis l'Acte d'Algésiras jusqu'à l'expédition de Fez. L'Assemblée l'écoute avec calme. Il poursuit en ces termes :

L'ACTE D'AGADIR ET LES NÉGOCIATIONS

Lorsque la France annonça son intention d'envoyer des troupes à Fez pour protéger les Européens, nous n'avions pas des nouvelles très inquiétantes de la situation à Fez et nous ne pouvions pas élever des objections, car nous ne voulions pas assumer la garantie de la vie des Français. Nous affirmâmes d'ailleurs officiellement que nous conservions notre liberté d'action. Les Français, comme on pouvait s'y attendre, dépassèrent le but de cette expédition. La France fut bientôt maîtresse, presque absolue, du pays. De ce fait même, la condition nécessaire de l'Acte d'Algésiras n'existait plus. Nous fîmes connaître ce fait. Nous ajoutâmes que nous étions prêts à nous entendre. Mais la France devait en prendre l'initiative. Nous déclarâmes alors que nous étions prêts à tenir compte des changements

survenus dans la situation de la France au Maroc, mais que nous désirions des garanties précises quant à l'égalité sur le terrain commercial et industriel, et en plus des compensations pour les droits que la France s'était arrogés par-delà les limites de l'Acte d'Algésiras. Quand toutes les puissances commencèrent à comprendre que la France n'agissait plus en vertu d'un mandat et que les intérêts allemands parurent menacés, nous envoyâmes un bateau de guerre à Agadir. Nous voulions protéger par là la vie et la propriété de nos sujets. (*Rires parmi les socialistes.*) Nous voulions aussi affirmer par là notre volonté de protéger nous-mêmes nos sujets, comme la France l'avait fait pour les siens, tant que celle-ci ne se serait pas entendue avec nous. Nous fîmes connaître nos intentions aux différents Cabinets par nos ambassadeurs accrédités.

Le bateau d'Agadir n'était donc ni une provocation, ni une menace comme l'a faussement affirmé la presse étrangère. (*Rires parmi les socialistes.*) Nous n'avons menacé personne (*Rires à gauche*). La conséquence de cette acte fut une explication avec la France.

Au point de vue théorique, nous ne pouvions réclamer que le rétablissement du *statu quo* de 1906. C'était pratiquement impossible, car des troubles intérieurs auraient été à craindre, si les troupes étrangères avaient abandonné le Maroc. D'ailleurs, le retrait de ces troupes n'eût pas dissipé l'impression de la marche des troupes françaises sur Fez. Il est faux d'affirmer que nous ayons songé, en envoyant la *Panthère* à Agadir, à prendre pied au Maroc. C'était impossible après l'accord de 1909, qui a été le principe directeur de notre programme. La fausseté de cette affirmation est encore prouvée dans les déclarations que nous fîmes aux puissances avant son départ et par des articles de presse immédiatement après l'arrivée du navire. Il est déplorable qu'on ait utilisé cette fausse affirmation d'une manière peu patriotique et qu'on en ait conclu que le gouvernement avait reculé et que le pays était humilié. (*Quelques braves à droite. — Rires à gauche.*)

Le principe de la négociation avec la France fut que les Marocains étaient incapables de rétablir l'ordre dans leur propre pays; l'action d'une puissance était nécessaire. Cette puissance, pour la majeure partie du Maroc, ne pouvait être que la France.

Notre effort a été d'obtenir que la France prit la responsabilité et se portât garante de la liberté du commerce et de l'industrie au Maroc, de l'égalité des différents pays lors de l'adjudication des travaux publics. La juridiction consulaire et le droit de protéger les indigènes sont garantis autant qu'il est possible. La question de l'extraction de minerais a été réglementée avec un soin particulier. Je crois qu'en multipliant les réglementations, nous avons ainsi rendu un bon service aux intérêts économiques allemands au Maroc.

J'en arrive à la question des compensations.

LES COMPENSATIONS
ET LA DÉMISSION DE M. DE LINDEQUIST

Je parlerai tout d'abord de la retraite de M. de Lindequist. Le secrétaire d'Etat aux colonies s'opposa dès le début à un agrandissement de notre domaine colonial, tel que celui que nous avons obtenu. Il désirait acquérir des territoires plus restreints, plus civilisés, et par là même plus aisés, plus faciles à administrer. (*On crie de plusieurs côtés : C'était très bien !*)

Un pareil désir fut jugé irréalisable. Le secrétaire d'Etat aux colonies déclara alors qu'il voulait seulement agrandir notre possession du Cameroun et rectifier ses frontières. Je ne pus accepter ce plan, car je jugeais nécessaire d'agrandir sensiblement nos possessions. La chose était particulièrement facile au Congo, au sujet duquel nous étions en conversation avec la France depuis plusieurs années.

Dès cet été, M. de Lindequist profita de cette divergence pour demander sa retraite. L'Empereur, sur ma demande, refusa de la lui accorder. Les désirs du ministre des Colonies ont été satisfaits par cet accord, car nous avons obtenu au Sud et à l'Est du Cameroun des territoires dont il avait recommandé l'acquisition. M. de Lindequist s'opposa, en principe, à toute cession de territoire allemand. (*On crie de tous côtés : Bravo ! c'était très bien !*)

Il reconnut toutefois finalement que, sans une telle cession, on n'arriverait pas à s'entendre, et il déclara acceptable la cession que nous avons faite à la France. (*Mouvements.*) Le bruit de sa démission fut lancé le 28 octobre dans la presse et démenti, avec son autorisation. Quelques jours plus tard, il me remit à nouveau sa démission, en faisant par écrit des objections très vives contre le texte du traité.

L'acquisition de 275.000 kilomètres carrés ne compensait nullement, selon lui, la perte de 12.000 kilomètres de nos possessions et les concessions faites par les autres articles du traité. (*Très bien ! dans l'auditoire,*)

Je lui demandai alors quelle attitude il aurait au Reichstag, dans les débats. Il me répondit qu'il n'était pas prêt à défendre le traité devant l'Assemblée. (*Grande émotion dans l'auditoire.*) C'était méconnaître la situation. (*Hilarité dans l'auditoire.*) Je ne demandais pas à M. de Lindequist de prendre la responsabilité de l'accord, car c'est moi seul qui assume cette responsabilité. (*Très bien ! dans l'auditoire.*) Je ne lui demandais ni de le défendre, ni de le louer. J'attendais de lui simplement qu'il reconnût les possibilités de l'avenir. M. de Lindequist s'y refusa (*Bravos dans l'auditoire*), et me remit sa démission. (*Applaudissements.*)

Il est regrettable que la presse ait appris quelle attitude M. de Lin-

dequist avait eue. Je fus donc obligé de prendre les mesures nécessaires pour que l'unité du gouvernement fût maintenue devant le Reichstag.

Je reviens maintenant à l'objet des compensations.

LES ACQUISITIONS ALLEMANDES

Cette acquisition est un précieux agrandissement du Cameroun. Il est fort utile que nous ayons un accès au Congo et à l'Oubanghi. Je ne conteste pas que certains de ces territoires que nous acquérons n'aient qu'une médiocre valeur. Je n'ai pas besoin d'ajouter que la cession de la région du Logone m'a été tout aussi désagréable qu'au ministre des Colonies. Mais sans cet échange de territoires, le traité était impossible. La frontière, j'en conviens, n'est pas pleinement satisfaisante pour les besoins de l'administration; mais la Commission qui doit la délimiter jouit d'une certaine liberté.

Nous avons accordé aux Français une route d'étapes. Les Anglais ont fait de même. (*Le kronprinz apparaît dans la loge impériale pendant que le chancelier parle et donne des signes visibles de désapprobation.*)

Cet accord a été très durement accueilli par l'opinion publique. (*Très bien! à gauche*). On n'a trouvé aucune parole assez dure pour discréditer le gouvernement devant l'étranger. Il faut savoir pourtant regarder les bons côtés de ce traité. Les concessions sont lourdes! (*Très vrai! à gauche.*) La maladie du sommeil est une acquisition regrettable (*Hilarité.*) Mais, messieurs, vous qui essayez par vos rires de diminuer mon assurance, vous ne pouvez pas contester que nos acquisitions soient utiles. Ce n'est que plus tard que nous pourrons tirer tout le profit désirable de l'accès au Congo et à l'Oubanghi. Ceux qui font de la politique coloniale doivent savoir regarder dans l'avenir. N'oublions pas que les Français ne sont pas contents de devoir nous céder une partie de leur Congo.

Notre programme a donc été rempli. Nous avons assuré nos intérêts économiques au Maroc et nous avons accru notre domaine colonial. Tous les reproches, toutes les lamentations sur le nouvel Olmutz ne changeront rien à ce fait. Nous n'avons pas besoin, pour être forts, de parler d'une façon menaçante, comme certains le voulaient. L'Allemagne saura toujours tirer l'épée quand il le faudra. C'est sur cette base que nous fondons notre politique extérieure.

L'Empereur, je dois le dire, a toujours été d'accord avec son peuple. (*Applaudissements.*) Il a maintenu ferme le programme qu'il avait tracé au mois de mai. Il a toujours été prêt à défendre son honneur et les intérêts vitaux du pays. Personne n'a jamais eu le moindre doute sur l'efficacité de notre flotte et de notre armée. (*Applaudissements.*) Tous les bruits répandus dans la presse à ce sujet sont faux. (*Bravos.*)

LE DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE

On a parlé du discours du ministre anglais, M. Lloyd George. Dans ce discours, il ne nomme pas l'Allemagne. (*Violente hilarité.*) Je vous prie, messieurs, de m'écouter et de ne pas m'interrompre. Ce discours n'a pris de valeur que par l'interprétation que lui a donnée la presse française et anglaise. J'ai fait déclarer à Londres par notre ambassadeur que nous attendions du gouvernement anglais qu'il nous fit connaître par la voie diplomatique ses appréhensions, au cas où il penserait que le résultat des compensations franco-allemandes pût porter un dommage à ses intérêts. Le gouvernement anglais ne nous a pas, depuis, exprimé le vœu de prendre part à nos négociations. Je ne puis que m'associer aux paroles de sir Edward Grey, qui a adressé avant-hier à la Chambre des Communes un appel à la presse des deux pays.

J'ai donc montré que nous avons fait ce que nous voulions. On ne saurait appeler cela de la faiblesse. (*Hilarité.*) On nous a reproché de ne pas avoir voulu autre chose. (*Hilarité.*) On a dit que l'honneur de l'Allemagne exigeait le sud du Maroc ou le retour à l'Acte d'Algésiras.

En fait, il eût fallu exiger le sud du Maroc, car le retour à l'Acte d'Algésiras n'était pas assez. C'eût été la guerre. Le sud du Maroc ne valait pas un tel prix, car sa possession eût réclamé des sacrifices trop grands. (*Oh! oh! parmi les nationaux libéraux. — Très bien! parmi les socialistes.*) C'était l'opinion de Bismarck. Vous me direz que la situation a changé depuis. (*Parfaitement! dans l'auditoire.*)

LA POLITIQUE ALLEMANDE AU MAROC

Depuis dix ans, notre point de vue politique fut toujours le même à cet égard. Le Maroc est certainement un beau pays. (*Hilarité.*) Mais s'il s'agit de le conquérir par une guerre, il y a des pays qui en valent davantage la peine. (*Grande hilarité.*)

Je déclare que c'est un mérite de notre politique de ne pas chercher à s'établir au Maroc (*Hilarité parmi les nationaux-libéraux.*) L'essentiel en effet pour nous est de ne pas affaiblir ou diminuer nos forces continentales. On a parlé de guerre préventive. Vous savez ce que Bismarck en pensait. Pour moi, je considère comme de mon devoir de conduire les affaires de telle sorte qu'on puisse éviter une guerre, si elle n'est absolument nécessaire à l'honneur de l'Allemagne. Or, cette politique marocaine était pleine de dangers pour nos rapports avec l'Angleterre et avec la France. Nous avons voulu guérir cette blessure. Le fait que nous avons pu nous entendre avec la France est plus important que toutes les discussions sur l'arbitrage et le désarmement. Il peut devenir

la base de relations entre les deux pays où chacun tiendrait compte de ses intérêts et des progrès de l'autre.

On a répété et satiété qu'il aurait mieux valu revenir à l'Acte d'Algésiras. Or, cet acte était peu satisfaisant matériellement et moralement pour l'Allemagne. En fait, on voulait tout simplement empêcher les Français de s'établir au Maroc parce que nous ne pouvions y aller. Or, une bonne politique songe aux avantages qu'on peut gagner et non pas aux dommages qu'on peut causer.

CONCLUSION

Laissez-moi conclure en faisant la somme de notre opération diplomatique. Avant Fez et Agadir, le Maroc était nominalement indépendant, en fait déjà au pouvoir de la France. Cette situation pouvait troubler continuellement nos rapports avec la France. Nous n'avions pas de garanties, de porte ouverte, et nous avons renoncé aux aspirations politiques.

Or, quelle est la situation actuelle? Nous n'avons rien donné au Maroc que nous n'ayions déjà donné, et nous avons gagné un agrandissement de notre domaine colonial. Nous avons de plus réglé pacifiquement un grand différend avec la France. Il vous appartient d'apprécier cette politique. Nous n'attendons pas d'éloges et nous ne redoutons pas de blâme.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

VII. — Discussion de l'accord franco-allemand à la Chambre des Députés.

1^{re} Séance du 5 décembre 1911.

*Discussion sur l'urgence de la proposition de résolution de M. Maurice
Damour relative à la publication d'un Livre jaune.*

M. LE PRÉSIDENT. — Au début de la séance et conformément à l'article 70 du règlement modifié par la résolution du 30 juin 1909, j'ai fait connaître à la Chambre que M. Maurice Damour demande

l'urgence pour une proposition de résolution invitant le Gouvernement à hâter la distribution du Livre jaune concernant l'accord franco-allemand annoncée par M. le ministre des affaires étrangères.

La parole est à M. Damour.

M. MAURICE DAMOUR. — Messieurs, à la suite de la distribution qui vient de vous être faite aujourd'hui même du rapport sur l'accord franco-allemand et en raison des diverses propositions qui doivent vous être soumises au sujet de cette discussion, j'ai déposé une proposition de résolution que je désire développer très brièvement.

Je crois tout d'abord devoir déclarer que je ne suis pas partisan d'accepter sans une discussion approfondie le rapport soumis à notre approbation.

A mon avis, il n'est pas admissible que le Parlement, en présence d'une question aussi grave, adopte une attitude qui peut donner lieu aux interprétations les plus diverses et qui, en tout cas, ne saurait convenir à des représentants conscients de leurs responsabilités et décidés à les assumer. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Le pays ne nous a pas chargés de la défense de ses intérêts et du contrôle des actes du Gouvernement pour ne pas user des droits qui nous sont conférés par la Constitution.

Ce n'est précisément pas à l'heure où tous les peuples tiennent à revendiquer leurs droits, ce n'est pas au moment où ils sont fermement résolus à défendre leur situation dans le monde que les représentants d'une démocratie comme la nôtre peuvent manquer au devoir qui leur incombe d'exercer toutes leurs prérogatives. Comment, du reste, oublieraient-ils qu'ils sont l'expression de la volonté du pays et qu'ils ont seuls qualité pour manifester ses sentiments réels ? Il est donc nécessaire que l'accord soit discuté et qu'il le soit dans le plus bref délai.

Mais si nous devons montrer au pays le souci que nous avons de remplir intégralement le mandat dont il nous a chargé, nous ne saurions accomplir dignement notre mission qu'en nous entourant de toutes les garanties nécessaires. Il y va aussi bien du renom du Parlement que des intérêts de la nation. Il est indispensable de ne pas laisser supposer au dedans que nous voulons éviter de nous prononcer, mais nous devons avoir encore plus soin de ne pas laisser croire au dehors que nous voulons retarder la discussion du traité préparé par les négociateurs et déjà accepté par leurs gouvernements respectifs.

Le souci de connaître à fond la cause, d'avoir en mains tous les moyens d'appréciation, n'est-il pas la meilleure garantie de nos intentions.

Pendant plusieurs mois, au cours desquels, il faut le dire à cette

tribune, le pays a fait preuve d'un calme, d'un sang-froid et d'une dignité auxquels nous devons tous rendre hommage, pendant ces quelques mois des pourparlers ont été engagés, des conversations se sont poursuivies qui ont abouti à des accords. Comment, messieurs, pourrions-nous les juger impartialement et sérieusement si nous ne possédons pas tous les documents susceptibles de nous éclairer et de nous faire connaître l'esprit qui a présidé à ces accords et surtout les échanges de vue à la suite desquels ils ont été conclus?

Messieurs, il est absolument impossible de détacher de ces accords les éléments ayant servi de base aux négociations et cela est si vrai que la commission des affaires extérieures, par l'entremise de son président, a cru devoir demander, à M. le ministre des affaires étrangères, la publication d'un Livre jaune, que le Gouvernement a accepté de nous faire distribuer.

Je n'ai pas besoin de vous dire quelle serait l'inutilité de cette publication après la discussion de l'accord. Nous ne sommes ni des commentateurs, ni des historiens ; nous ne sommes pas davantage une assemblée d'enregistrement ; nous constituons un pouvoir de contrôle qui doit s'exercer dans sa plénitude.

A l'extrême-gauche : C'est la théorie !

M. MAURICE DAMOUR. — C'est pourquoi je suis persuadé que la Chambre s'associera à nos vues.

Nous devons exprimer notre volonté formelle de discuter sans retard l'accord franco-allemand et d'avoir en main le Livre jaune qui est indispensable à cet effet.

Je dois dire qu'il n'existe pas de précédent qu'un acte diplomatique ait été soumis à la discussion du Parlement sans qu'un document de cette nature ait été distribué. On invoquera, je le sais, des difficultés matérielles, des nécessités d'ordre diplomatique ; elles ne sont que de pure forme.

Quoi qu'il en soit, aucune d'elles ne saurait primer le souci d'une Assemblée incarnant la souveraineté nationale et investie de tous ses pouvoirs.

Il est un traité que la Constitution ne nous permet pas de discuter, paraît-il, c'est le traité franco-marocain.

M. JAURÈS. — Pourquoi ? (*Interruptions.*)

M. MAURICE DAMOUR. — Mais la déclaration suivante, faite à la séance du samedi 14 mai 1881 par M. Jules Ferry, contredit formellement cette thèse.

M. JAURÈS. — C'est le contraire qui est prouvé.

M. CHARLES BENOIST. — La thèse contraire est très soutenable en droit.

M. JAURÈS. — Elle est plus que soutenable, elle est établie.

M. MAURICE DAMOUR. — En effet, à la séance du 14 mai 1881, M. Jules Ferry, président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, s'adressant à la Chambre, disait au moment de la ratification du traité du Bardo :

« Le Gouvernement n'a pu faire connaître hier, puisque vous n'aviez pas de séance, l'heureux dénouement de l'affaire de Tunisie. Un traité de garantie a été signé, comme vous le savez, au Bardo, dans la soirée du 12 mai. J'ai fait connaître hier au Sénat les principales clauses de ce traité et je ne crois pas avoir besoin de le mettre de nouveau sous vos yeux. Lundi ou mardi au plus tard nous serons en possession de l'instrument officiel du traité. Nous le soumettrons immédiatement à la ratification du Parlement conformément à l'article 8 des lois constitutionnelles ». (*Applaudissements à gauche.*)

M. LOUIS ANDRIEUX. — Voilà le précédent qu'on nous a opposé devant la commission en le dénaturant. (*Mouvements divers.*)

M. MAURICE DAMOUR. — Je n'ai pas besoin de vous dire qu'à la suite de cette déclaration, un Livre jaune fut aussitôt distribué et si vous vous reportez au compte rendu de la séance du 23 mai 1881, vous verrez que le Livre jaune fut la base de la discussion, comme il est la base de toute discussion diplomatique devant le Parlement.

Quoi qu'il en soit, le pays ne saurait admettre qu'il fût porté la moindre atteinte à l'exercice du droit et à l'accomplissement du devoir de ses représentants dans l'examen d'un accord qui est la conséquence du traité qu'on refuse de nous faire connaître et qui, cependant, modifie notre territoire.

Il nous appartient, messieurs, on ne saurait trop le répéter à l'heure actuelle, de revendiquer et de défendre les droits imprescriptibles de la nation.

Tel est le but de ma proposition. C'est pourquoi je demande que la mise à l'ordre du jour de la discussion de l'accord franco-allemand ait lieu aussitôt que nous serons mis en possession du Livre jaune annoncé et que le Gouvernement fasse toute diligence pour que ce document soit publié dans le plus bref délai, nous mettre en mesure de délibérer dans des conditions qui sauvegardent les intérêts du pays et la dignité de ses représentants. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. DE SELVES, *ministre des affaires étrangères*. — Messieurs, il ne faudrait point que la discussion s'égarât.

L'honorable M. Damour estime qu'il y a urgence à discuter le

traité franco-allemand. Je partage absolument son avis et je désire, autant que quiconque, que cette discussion vienne le plus prochainement possible.

L'honorable M. Damour ajoute qu'il faut qu'une discussion ait lieu. Je suis encore de son avis, et vous me verrez à cette tribune, prêt à fournir à la Chambre tous les renseignements, toutes les explications qu'elle pourra désirer au sujet des négociations qui ont abouti au traité qui lui est soumis.

M. PAUL AUBRIOT. — A condition que vous soyez renseigné vous-même. (*Mouvements divers*).

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Mais, après avoir tenu ce langage, l'honorable M. Damour ajoute :

« Et, préalablement, nous demandons qu'un Livre jaune soit publié. »

Certes, messieurs, nous sommes d'avis de publier un Livre jaune, et nous n'avons pas attendu l'initiative de la commission des affaires extérieures pour prescrire le travail qu'exige cette publication. Mais M. Damour n'ignore pas, il ne devrait pas ignorer, car il est passé au ministère des affaires étrangères...

M. SIXTE-QUENIN. — C'est précisément pour cela qu'il l'ignore. (*Rires à l'extrême-gauche.*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ... il devrait ne pas ignorer que la publication d'un Livre jaune est une affaire qui demande un assez long temps. Il n'y a pas, effectivement, que le travail préparatoire de recherche de classement, de copie et d'impression des documents qui doivent être publiés, et l'honorable M. Damour faisait bon marché, tout à l'heure, dans ses explications, des communications de pièces qui doivent être faites aux Puissances étrangères intéressées et de l'assentiment qu'on a besoin d'obtenir d'elles pour cette publication.

C'est assez marquer à la Chambre qu'il faut un assez long temps, et puisque l'honorable M. Damour désire, avec raison, que la discussion du traité franco-allemand vienne promptement devant le Parlement, il est indispensable de ne pas lier la discussion à la question de la publication du Livre jaune. (*Très bien ! Très bien !*)

Il appartiendra, d'ailleurs, au Parlement, lorsque des explications lui auront été fournies, lorsqu'il sera en face du traité franco-allemand qu'il l'aura examiné sous ses différents aspects, de dire s'il est suffisamment éclairé, ou s'il a besoin d'autres renseignements pour se prononcer. Mais décider en ce moment qu'on attendra la publication du Livre jaune pour discuter le traité franco-allemand et déclarer en même temps qu'on a hâte de discuter le traité, ce sont deux déterminations contradictoires. Et je prie la Chambre de vouloir bien

écarter la proposition de l'honorable M. Damour, tendant, non pas à ce qu'un Livre jaune soit publié — cela va de soi, il sera publié — mais à ce que la discussion du traité franco-allemand soit ajournée jusqu'au jour où cette publication aura lieu. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. DAMOUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Damour.

M. MAURICE DAMOUR. — Je n'ai que deux mots à répondre à M. le ministre des affaires étrangères. M. le ministre des affaires étrangères est venu invoquer, comme je l'avais fait pressentir du reste, des difficultés matérielles. Mais M. le ministre a oublié de vous dire qu'il y a près de vingt jours, à la commission des affaires extérieures, il a promis, formellement, de préparer un Livre jaune.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Oui.

M. MAURICE DAMOUR. — Il nous a dit que cela demanderait quatre ou cinq semaines. Il y a déjà près de trois semaines que cette promesse a été faite à la commission. Etant donné que la discussion du budget n'est pas terminée et que nous ne pourrons guère commencer la discussion de l'accord franco-allemand que vers le milieu de la semaine prochaine, il me semble que vous pourriez, monsieur le ministre, donner au pays, que vous avez assez longtemps tenu dans l'ignorance (*Très bien! Très bien! à l'extrême-gauche et sur divers bancs à droite*), cette satisfaction de connaître le sort que vous lui avez fait, de savoir comment il sera condamné. (*Exclamations.*)

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — Je demande la parole.

M. MAURICE DAMOUR. — Je précise ma pensée. M. le ministre des affaires étrangères nous refuse la publication d'un Livre jaune.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Mais non.

M. MAURICE DAMOUR. — ... M. le ministre des affaires étrangères nous fait savoir que le Livre jaune ne peut être publié avant la discussion. Je lui réponds que refuser la distribution de ce document ou l'ajourner après la discussion de l'accord, c'est refuser aux avocats d'un condamné... (*Exclamations.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Damour, vous ne pouvez pas parler ainsi de votre pays. (*Très bien! Très bien!*)

M. MAURICE DAMOUR. — ... c'est refuser à un avocat de lui soumettre les pièces d'un dossier dont il doit se servir pour défendre son client.

Voilà quelle a été ma pensée.

Il est, je ne saurais trop le répéter, indispensable que le Livre jaune nous soit distribué dans le plus bref délai avant l'examen de l'accord.

Je me demande sur quelles bases nous pourrions discuter, si nous n'avions pas ce document sous les yeux. Les précédents sont du reste nombreux et il suffit de se reporter à l'accord franco-anglais de 1904 pour se rendre compte que ce Livre jaune fut publié avant la discussion de cet accord. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président du conseil.

M. DENYS COCHIN. — Je demande également la parole.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — Messieurs, j'ai demandé la parole au moment où certains mots que notre collègue a laissé échapper dans l'ardeur de son improvisation, ont été prononcés.

Je ne veux pas les souligner davantage.

Quand la discussion prendra toute son ampleur, quand la Chambre sera appelée à peser les avantages et à mettre en regard les inconvénients du traité, je suis sûr que ce n'est pas un jugement comme celui que semblait présager notre collègue qu'elle prononcera.

Je veux, en ce moment, me borner tout simplement à envisager la question posée par l'honorable M. Dameur.

M. Damour, par une proposition de résolution, demande au Gouvernement de hâter la publication d'un Livre jaune. Si je ne prends que le texte même déposé par notre honorable collègue, personne et le Gouvernement moins que tout autre, ne peut y faire d'objection. Le Gouvernement a pris l'engagement de publier — et il y travaille déjà — un Livre jaune dans le plus bref délai possible. Mais si, allant au-delà du texte de la motion de notre collègue, pénétrant ses intentions qu'il a affirmées à la tribune, il s'agit de demander que la Chambre suspende la discussion du traité franco-allemand jusqu'au moment où le Livre jaune aura paru, je lui réponds tout net que, à cela, le Gouvernement ne peut pas souscrire...

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Pour bien des raisons.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — ... comme le dit M. le ministre des Affaires étrangères, pour bien des raisons dont certaines sont prédominantes au point de vue extérieur. (*Exclamations.*)

M. CHARLES BENOIST. — Dites-les ! Ou bien alors que faisons-nous ici ?

M. GROUSSEAU. — Qu'est-ce que cela signifie?

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — Voulez-vous me permettre d'expliquer ma pensée?

M. LE BARON DES LYONS DE FEUCHIN. — Dites quelles sont ces raisons sérieuses.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — Si vous voulez bien m'écouter, je vais les dire. Je répète que, à cela, le Gouvernement ne peut pas souscrire pour des raisons de politique extérieure qui sont étroitement liées, permettez-moi de vous le dire, à ce qui me semble être la dignité du Parlement français.

Il y a eu des discussions en Allemagne, en Angleterre.

Est-ce qu'en Allemagne, le *Livre blanc*, qui correspond à notre *Livre jaune*, a été donné aux membres du Reichstag?

Est-ce qu'en Angleterre, le *Livre bleu*...

M. CHARLES BENOIST. — Mais l'Angleterre, est-elle intéressée directement?

M. LOUIS ANDRIEUX. — N'allons pas non plus chercher des exemples de l'autre côté du Rhin.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — N'apercevez-vous pas, à la suite de la discussion qui a eu lieu dans des Parlements étrangers, la nécessité d'exposer devant le pays, à la tribune de cette Chambre, le plus rapidement possible, quelle est la politique du pays, et quelles sont les directives que son Gouvernement a suivies au cours des négociations. Et puisque c'est une règle internationale constante, qui ne peut être méconnue par personne, que l'on ne peut pas publier un Livre jaune, blanc ou bleu, sans que les gouvernements se soient mis d'accord; puisque vous ne pouvez pas penser à la publication d'un Livre jaune avant que M. le ministre des affaires étrangères se soit entendu avec ses collègues des gouvernements étrangers, n'apercevez-vous pas qu'alors il peut dépendre de la hâte que tel ou tel gouvernement apportera à répondre à nos communications, que la discussion du traité franco-allemand devant vous puisse être ajournée ou retardée?

Est-ce qu'en présence de ces explications, vous n'apercevez pas combien le Gouvernement a des raisons sérieuses, des raisons que vous devez comprendre, pour demander le rejet de cette proposition?

M. ESCUDIER. — Vous avez une semaine.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — Oh! cela paraît très simple, à première vue, de tomber d'accord entre

gouvernements étrangers sur la publication de telle ou telle pièce ; mais, dans la pratique, c'est un travail diplomatique fort long et singulièrement compliqué.

Par conséquent, messieurs, voulez-vous, comme le demandait M. Damour lui-même à la tribune, discuter le plus tôt possible le traité franco-allemand ? Nous avons hâte de le faire, et nous croyons qu'il est nécessaire qu'on le fasse, mais cela est inconciliable avec la publication préalable d'un Livre jaune.

Encore une fois, si la motion de l'honorable M. Damour signifie simplement que le Gouvernement devra apporter tous ses soins à ce que la publication du Livre jaune soit le plus rapide possible, étant donné que vous aurez le droit d'interpellation ensuite, le Gouvernement n'y fait aucune objection.

Mais s'il entend que la publication du Livre jaune doit précéder la discussion de l'accord marocain, il est impossible au Gouvernement d'y souscrire, parce que cela signifierait qu'on ajourne pour longtemps la discussion d'un traité qui doit être le plus tôt possible abordée par la Chambre.

M. LOUIS ANDRIEUX. — Oserai-je demander à M. le président du conseil si le Sénat, qui discutera au milieu de janvier, sera plus heureux que nous, et s'il aura le Livre jaune ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Nous apporterons tous nos soins à ce que cette publication se fasse le plus vite possible.

M. DE GRANDMAISON. — Ce Livre jaune sera inutile parce que forcément incomplet.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Denys Cochin.

M. DENYS COCHIN. — Je demande à la Chambre la permission de répondre deux mots à M. le président du conseil.

M. le président nous a opposé un argument de fait. Il nous a dit : « Il y a eu des discussions au sujet de l'accord marocain devant le Parlement anglais et devant le Parlement allemand ; avez-vous entendu dire qu'un Livre blanc ait été distribué aux membres du Reichstag, ou qu'un Livre bleu ait été distribué aux membres de la Chambre des communes ? »

Je n'en savais rien. Mais, M. le président du conseil vient de nous informer que non, et j'ajouterai que, pour ma part, je n'en suis nullement surpris.

En effet, d'une part le Reichstag n'a pas à voter le traité.

M. JAURÈS. — C'est cela ! Très bien !

M. DENYS COCHIN. — ... et d'autre part le Parlement anglais n'a pas de traité à voter. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs à l'extrême-gauche et au centre.*)

La situation de ces deux Parlements n'est nullement comparable à celle du Parlement français.

M. CHARLES BENOIST. — C'est certain !

M. DENYS COCHIN. — Vous me dites, monsieur le président du conseil, qu'il vous faut du temps. Vous avez été au-devant d'une question que je voulais vous poser et que j'hésitais à vous poser parce que je la croyais imprudente, mais qui cesse de l'être, car je ne doute pas un instant que vous n'ayez agi en toute prudence.

La question qui m'inquiétait était celle-ci : je sais bien qu'avant de publier un Livre jaune, il faut que les divers gouvernements se soient rappelé les uns aux autres leur correspondance, et que cela ne se fait pas sans l'assentiment des uns et des autres.

Mais, puisqu'aussi bien nombre de jours sont passés depuis la signature, y aurait-il quelque difficulté sur quelque point à obtenir l'assentiment de quelque gouvernement ?

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Non.

M. DENYS COCHIN. Je parle ici dans l'ignorance où depuis bien longtemps on nous tient. (*Très bien ! très bien ! à droite et à l'extrême gauche.*)

Les traités sont secrets, les discussions doivent se poursuivre à l'aveuglette. Je marche à tâtons, si je puis dire, en cherchant quelles sont les raisons de me rassurer au milieu des inquiétudes que j'éprouve.

Est-il vrai que vous ayez dit aux autres gouvernements : « Le Parlement français va être saisi de cette question. Il va la discuter. Il faut que tous les renseignements aient été mis sous ses yeux », et que quelque gouvernement s'oppose à ce que plusieurs de ces renseignements soient mis sous les yeux du parlement français ? J'ai bien le droit d'avoir des inquiétudes. N'avons nous pas pu craindre un moment — je ne veux pas rappeler ce fait — d'avoir à discuter le traité sous le coup d'une menace suspendue sur nos têtes !

Nous y avons échappé. Mais y a-t-il d'autres sujets d'inquiétude ? Je suis amené à le croire quand je vois mettre en avant — permettez-moi de le dire — cette prétention si étrange.

Comment ? nous allons nous lier, accepter un traité, céder un territoire français ; de longues discussions ont eu lieu à ce sujet et vous venez nous dire : « Les renseignements que vous nous demandez, nous vous les apporterons quand vous aurez voté ! »

Mais veuillez y songer, Monsieur le président du conseil, M. Da-

mour le disait tout à l'heure en termes excellents : Nous ne sommes ni des historiens, ni des commentateurs ; nous n'avons pas besoin de rédiger l'histoire de ces événements après coup.

Nous ne songeons pas ou nous ne voulons pas songer — car personne ici ne mêle à la politique extérieure les incidents de la politique intérieure — nous ne voulons pas songer à vous demander si la discussion de ce Livre jaune et des interpellations sur la politique extérieure sera une occasion de changer ou non le Gouvernement.

Nous ne pensons pas à cela ; nous voulons savoir seulement dans quelles conditions nous allons engager les intérêts de la France. Et vous nous répondez : « Nous ne pouvons pas attendre ; votez d'abord, votez sans être renseignés, vous serez renseignés ensuite et vous déciderez ce que vous voudrez. »

A quoi nous servira-t-il d'être renseignés quand nous serons engagés ? C'est avant de nous engager qu'il faut nous faire pleine lumière, et que vous devez nous faire savoir si cette lumière, quelqu'un veut l'étouffer. Y a-t-il quelque gouvernement qui admette un instant que le Parlement français puisse discuter et puisse se hâter d'accepter un traité, sans avoir eu tous les documents sous les yeux ?

En un mot, la prétention — je ne puis l'appeler autrement — de nous apporter les documents quand déjà nous serons engagés, est une proposition que je ne comprends pas qu'on fasse à un Parlement français. (*Vifs applaudissements à droite et sur divers bancs au centre et à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. DE SELVES, *ministre des affaires étrangères*. M. Denys Cochin vient à cette tribune, de faire entendre des paroles qui m'y appellent aussitôt.

M. Denys Cochin nous demande s'il y a quelque gouvernement qui, nous créant des difficultés, nous gêne pour la publication du Livre jaune.

Je lui réponds tout de suite et sans hésitation : Non ! (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Sur divers bancs. Alors ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Non ! il n'y a aucune difficulté ; mais vous savez qu'un Livre jaune comporte un travail assez long... (*Rumeurs sur divers bancs à l'extrême gauche, au centre et à droite.*)

M. LENOIR. Monsieur le ministre, n'avez vous pas parlé d'un délai de quatre ou cinq semaines comme vous étant nécessaire pour l'élaboration de ce Livre jaune.

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur Lenoir, vous n'avez pas la parole.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Vous savez, messieurs...

M. LENOIR. Votre silence, monsieur le ministre, me suffit.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Vous savez que la publication d'un Livre jaune comporte des communications aux puissances, je vous l'ai dit tout à l'heure et vous l'avez répété, monsieur Cochin.

Vous n'ignorez pas que ces puissances prennent un temps qui est toujours assez long pour l'examen des documents qui doivent être publiés.

Qu'est-ce à dire? que ces formalités renvoient à une date assez éloignée, quelque célérité que l'on y mette, la publication de ce Livre jaune.

Est-ce que nous vous demandons, cependant, messieurs, est-ce que nous songeons à vous demander de voter sans connaissance de cause?

A l'extrême gauche. Evidemment.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Est-ce que quelqu'un ici pourrait être tenté d'émettre une semblable prétention et formuler un semblable désir? Non, messieurs, et, permettez moi de vous le dire, je suis surpris qu'il n'y ait pas unanimité pour partager notre sentiment. (*Non! Non! sur divers bancs.*)

M. DENYS COCHIN. Je vous en offre autant.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je vous demande de nous entendre, de nous laisser exposer toute cette affaire sous ses aspects divers. Est-ce que la Chambre française ne doit pas être heureuse d'entendre les explications du gouvernement sur le traité? (*Mouvements divers.*)

M. CHARLES BENOIST. Il y a trois mois que nous l'attendons. C'est une lettre de change à quatre-vingt-dix jours.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Elle jugera ensuite. S'il vous apparaissait, messieurs, après les explications que nous vous aurons données qu'elles sont encore insuffisantes vous serez libres de décider en pleine connaissance de cause. (*Très bien! Très bien!*)

Ce que nous vous demandons — et c'est à cela que se borne notre déclaration — c'est de nous entendre, c'est de fixer la discussion, de ne pas l'ajourner jusqu'à une date éloignée et qui nous paraît ne pas être compatible avec les intérêts qui nous sont confiés. (*Très bien! Très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Lenoir.

M. LENOIR. Je suis de ceux qui sont tout prêts à ratifier le traité franco-allemand, car j'estime qu'il y va de l'intérêt de la France elle-même, mais je ne peux comprendre le gouvernement de conserver dans son sein un ministre des affaires étrangères qui a déjà eu des oublis et qui a, en différentes occasions, montré qu'il était au-dessous de sa tâche. (*Exclamations. — Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. Je vous prie de surveiller votre langage, monsieur Lenoir ; ne me forcez pas à vous rappeler à l'ordre.

M. LENOIR. Je demande à M. le ministre des affaires étrangères : Vous êtes vous engagé à préparer le Livre jaune dans un délai de quatre ou cinq semaines ?

Comment ! alors que dix-sept jours se sont passés depuis, M. le ministre des affaires étrangères ne trouve pas un mot à répondre ? (*Mouvements divers.*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Voici ma réponse. J'ai déclaré à la commission des affaires extérieures, dont le président est ici présent, qu'il me faudrait quatre ou cinq semaines pour préparer le Livre jaune, mais je n'ai jamais dit — je ne pouvais pas le dire — qu'au bout de quatre ou cinq semaines, les puissances auraient achevé leur examen, auraient donné leur adhésion à la publication du Livre jaune. (*Très bien ! Très bien ! sur divers bancs.*)

M. LENOIR. Ce sont des distinguo !

M. LE PRÉSIDENT. Je donne une nouvelle lecture du texte de la proposition de résolution pour laquelle M. Damour demande la déclaration d'urgence :

« La Chambre invite le Gouvernement à hâter la distribution du Livre jaune concernant l'accord franco-allemand annoncée par M. le ministre des affaires étrangères. »

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Étant données les paroles qui ont été prononcées à diverses reprises et il y a quelques instants encore, étant donné le sens qu'a paru attacher M. Damour au vote de sa proposition de résolution, le Gouvernement considère que cette adoption impliquerait l'ajournement de la discussion du traité franco-allemand jusqu'au jour où le Livre jaune aurait été publié.

Le Gouvernement déclare qu'il ne pourrait pas conserver la responsabilité de la conduite des affaires dans ces conditions. Il pose la question de confiance. (*Très bien ! Très bien ! à gauche.*)

M. MAURICE DAMOUR. M. le ministre des affaires étrangères nous a dit qu'il était très difficile dans un laps de temps restreint d'arriver

à publier un Livre jaune, et qu'il avait demandé pour cela à la commission des affaires extérieures quatre ou cinq semaines.

Je le prie de préciser le point suivant : en quel état se trouve aujourd'hui le travail commencé il y a environ trois ou quatre semaines? (*Bruit.*) Il serait intéressant de fournir à la Chambre des éclaircissements sur ce point. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Jaurès.

M. JAURÈS. Messieurs, obligé d'improviser une résolution délicate dans des circonstances difficiles, je dis : Etant donné que, de part et d'autre, du côté de ceux qui ont soutenu la motion, comme du côté de ceux qui la repoussent, des paroles ont été prononcées, qui peuvent impliquer, en une certaine mesure, qu'indirectement, qu'on le veuille ou non, la question de fond est posée, convaincu aussi qu'il importe au plus haut degré que, dans cette question où ont été accumulées les obscurités, nous ne mêlions pas à ce qui est l'intérêt national par excellence la recherche hâtive de responsabilités qui s'aggravent en se prolongeant, je demande à notre collègue, M. Damour, après l'affirmation qu'il a faite, et pour qu'il n'y ait pas d'équivoque possible, pour que nous puissions, dans quelques jours, aborder le débat de fond, sans obscurité, sans inquiétude, je lui demande de ne pas nous appeler à nous prononcer à cette heure sur sa motion. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche.*)

Nous discuterons, messieurs, en toute liberté les grands problèmes nationaux impliqués dans le traité franco-allemand ; et, lorsque vous vous serez prononcés, pensant à la France qui dure et non pas aux ministres qui passent (*Très bien ! Très bien !*) et qui doivent passer, lorsque vous vous serez prononcés, le lendemain le compte sera lourd qu'avec une autorité plus grande vous aurez à demander au Gouvernement. (*Applaudissements à l'extrême-gauche.*)

Plusieurs voix. Retirez votre proposition de résolution, monsieur Damour.

M. MAURICE DAMOUR. Je maintiens ma proposition de résolution. Chacun prendra sa responsabilité devant le pays.

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'urgence de la proposition de résolution de M. Damour.

La proposition de M. Damour est repoussée par 342 voix contre 110 voix.

2^e Séance du 14 décembre 1911

Discours de M. le Comte de Mun,
du Ministre des Affaires Etrangères
et du Ministre des Colonies.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*) Messieurs, j'exposerai très brièvement les raisons pour lesquels un certain nombre de membres de la commission des affaires extérieures se sont déterminés à prier, avec moi, la Chambre d'ajourner le débat sur l'accord franco-allemand jusqu'au moment où le Gouvernement sera en mesure de dissiper, devant le Parlement et devant le pays, les obscurités dont, à notre avis, il est encore entouré.

Je n'ai pas besoin de dire, j'en suis convaincu, que si j'entre dans un débat si grave, c'est parce que je m'y sens obligé par le sentiment profond de mon devoir patriotique et sans qu'aucune préoccupation de politique intérieure puisse, à aucun moment, me troubler.

Je ne doute pas que tout le monde ne soit ici dans la même disposition et que ce ne soit, en particulier, celle de M. le président du conseil qui n'a certainement accepté la disjonction des interpellations qu'avec l'intention de ne pas mêler une question d'existence ministérielle à un débat de politique extérieure. (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*)

Pour justifier les préoccupations qui m'amènent à la tribune et qui sont partagées, je le crois, par beaucoup d'entre vous, même parmi ceux qui se regardent comme obligés à voter le traité, qui sont partagées en tout cas, au dehors, j'en ai la conviction, par un grand nombre de bons Français, je n'aurai qu'à bien préciser la question qui vous est soumise.

Ce qui vous est proposé, ce que vous aurez à rejeter ou à accepter par votre vote, c'est un traité qui cède à l'Allemagne une partie de notre empire colonial, un territoire à peu près équivalent aux deux tiers du sol français, conquis sur la barbarie par le dévouement inlassable des héros dont le nom demeure sacré pour la patrie (*Très bien ! Très bien !*), dont l'audace clairvoyante y a planté son drapeau avant tous les autres, qui sont morts à la peine, de labeur ou de maladie, et dont plusieurs ont marqué de leur sang la route qu'ils ouvraient à la civilisation. (*Vifs applaudissements à droite, au centre et sur quelques bancs à gauche.*)

Ce territoire français, le traité le livre à une nation rivale pour y étendre ses propres possessions et aussi pour y amorcer les développements qu'elle leur prépare. Il le lui livre sans qu'aucune infortune, aucun combat malheureux ait condamné la France à un si dur renoncement. C'est la première fois, messieurs, qu'un si dur sacrifice est demandé à la France.

Quand j'ai émis cette opinion dans la commission, on m'a opposé l'exemple de l'Egypte et de Terre-Neuve. Nous avions en Egypte des droits historiques, infiniment précieux et respectables. Deux fois, en 1874 et en 1882, la France a perdu l'occasion de les faire valoir : ce fut un très grand malheur et une très grande faute. Mais enfin quand nous avons renoncé à les revendiquer, ce n'était pas une de nos colonies que nous abandonnions. A Terre-Neuve, la France avait des droits de pêcheries très importants pour nos marins, et je regarde également comme très regrettable que nous les ayons abandonnés. Mais, là non plus, il ne s'agissait pas d'une colonie française.

A d'autres époques de son histoire, oui, la France a perdu des colonies, mais elle les avait du moins, jusqu'à la dernière heure, défendues par les armes.

D'où vient donc, aujourd'hui, la douloureuse abdication qui nous est demandée ? C'est la première question que j'adresse au Gouvernement.

Quand il n'y aurait ici qu'une question de sentiment, elle suffirait à faire hésiter la Chambre : car le sentiment, pour les nations, est la sauvegarde de leur honneur. (*Vifs applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche.*) L'honneur des nations est le premier de leurs intérêts. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Mais il ne s'agit pas seulement de l'honneur national. C'est le plan magnifique de notre empire africain qui s'écroule, ce plan que Brazza avait aperçu d'un coup d'œil quand, au premier bruit des pas d'un explorateur allemand dans le Cameroun, il s'élança avec le drapeau tricolore pour le devancer sur tous les chemins du Congo et de l'Oubanghi, ce plan, qui offrait à la fierté patriotique le grand spectacle d'une Afrique française s'étendant sans solution de continuité de la Méditerranée aux bouches du Congo. (*Applaudissements.*)

La page héroïque est déchirée. Je ne sais pas exactement ce que valent, au poids des estimations commerciales, ces territoires cédés sans combat. Il se peut qu'il y ait là des marécages comme, il y a cent cinquante ans, il y avait des arpents de neige au Canada. Mais ce que je sais, c'est qu'en fait, l'unité congolaise est détruite ; c'est que la ligne de communication qui unit le Congo au territoire du Tchad est virtuellement coupée : il suffira d'un geste pour qu'elle le soit réellement.

Il n'y a personne qui puisse méconnaître la gravité d'une telle situation, qui n'en aperçoive les conséquences pour le prestige de la France dans ces contrées lointaines. pour l'avenir de nos possessions,

pour la confiance que cet avenir doit inspirer à ceux qui voudront les mettre en valeur. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

Mais ce n'est pas tout ; il y a autre chose dans le traité : il donne à l'Allemagne un double accès sur les deux grandes voies fluviales de l'Afrique équatoriale, le Congo et l'Oubanghi. Qui peut messieurs, je le dirai discrètement, mais en vous priant de compléter ma parole par votre propre pensée, qui peut ignorer les conséquences d'un pareil abandon ?

La route qui s'ouvre par les portes que nous donnons à l'Allemagne ne conduit pas seulement au cœur de l'Afrique centrale, c'est tout près de nous, à notre frontière continentale, au cœur d'une nation amie, qu'elle peut aboutir. Et dans quel moment ? Nous n'avons pas abandonné notre droit de préemption sur le Congo belge, c'est entendu, mais il est aussi entendu que le chancelier de l'empire allemand a pu dire au Reichstag que, le jour où une telle éventualité viendrait à se produire, l'Allemagne aurait son mot à dire.

Ces perspectives, malheureusement, n'ont rien de chimérique, depuis que le président du conseil a laissé paraître dans son discours de Saint-Calais de mystérieux desseins et la grande pensée de remaniements énigmatiques.

Je crains qu'il ne faille rapprocher ces paroles troublantes des allusions aux futurs agrandissements de l'Allemagne dans l'Afrique centrale, que j'ai pu relever dans les déclarations de M. de Kiderlen-Waechter, comme dans les discours de M. de Bethmann-Hollweg, et dont j'ai cru aussi apercevoir un reflet dans les images familières par lesquelles sir Edward Grey a expliqué au Parlement anglais quelle serait l'attitude de l'Angleterre en face de ces agrandissements : « Nous ne serons pas le chien qui se met dans la mangeoire pour empêcher le cheval de manger. »

Quel festin donc se prépare dans ces tractations mondiales ? Il faut que la Chambre le sache, avant de s'engager dans la discussion du traité congolais. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

C'est la première obscurité que je demande au Gouvernement de dissiper. Ce n'est pas la seule, ni la plus immédiatement inquiétante.

Quelles raisons ont déterminé le Gouvernement à conclure un traité si pénible pour nous, si périlleux pour d'autres ? Voilà la seconde et la principale question que j'adresse au Gouvernement : et, pour la formuler bien nettement, quand et comment a pris naissance la pensée de cet abandon territorial, qu'on est convenu d'appeler le prix du protectorat du Maroc ? (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.*) J'espère que le Gouvernement voudra bien donner à la Chambre, à cet égard, des explications très précises.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
Parfaitement.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Un Livre jaune, où nous aurions sans doute trouvé la trace de quelques-unes des conversations échangées entre le Gouvernement de la République et le Gouvernement Impérial allemand, nous eût permis, peut-être, de discerner la vérité. Notre honorable collègue, M. Damour, l'a demandé. Auparavant, la commission des affaires extérieures, par l'organe de son éminent président, l'avait demandé avec instance. M. le président du conseil nous l'a refusé, sans que nous ayons bien pu comprendre pour quelles raisons; et nous sommes ainsi réduits à cette extrémité de nous prononcer sur le traité dont nous ne connaissons ni le point de départ, ni la raison d'être. (*Très bien ! Très bien ! à droite et au centre.*)

Pour le pays tout entier, pour ceux de ses représentants qui ne sont pas initiés aux mystères des chancelleries — et je crois n'offenser personne en disant que c'est le plus grand nombre (*Sourires*), les négociations qui, cet été, ont si profondément ému l'opinion, se sont ouvertes parce qu'un navire de guerre allemand avait paru devant Agadir.

Eh bien ! pourquoi le *Panther* est-il allé à Agadir ? Cette question domine tout le débat actuel. Il faut qu'elle soit éclaircie.

Depuis un mois qu'elle est débattue dans les dialogues inusités, engagés entre Londres et Berlin, devant le Reichstag ou devant la Chambre des communes, la lumière peu à peu commence à se faire. Elle n'est pas faite entièrement : il faut qu'elle le soit, pour nous et pour le pays. (*Très bien ! Très bien ! à droite et au centre.*)

L'Allemagne n'est pas allée à Agadir pour s'y établir et pour s'emparer d'une base navale sur l'Atlantique. Le comte Wolff Metternich, son ambassadeur à Londres, l'a déclaré à sir Edward Grey pour calmer la légitime émotion du cabinet britannique.

L'Allemagne est-elle allée à Agadir pour protester contre l'expédition que, répondant à l'appel du sultan, le Gouvernement français avait dirigée sur Fez, afin de secourir sa mission militaire et les Européens bloqués dans la ville par les tribus indigènes.

Le *Times*... — Messieurs, je suis obligé de saisir cette première occasion pour marquer une protestation à laquelle, je crois, tout le monde, ici, voudra s'associer. Nous avons été soumis depuis un mois à un régime intolérable : nous n'avons eu d'informations sur les faits qui intéressent le plus directement notre politique que par les journaux et souvent par les journaux étrangers. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Une pareille méthode de Gouvernement est indigne de la responsabilité ministérielle et de celle que nous avons ici à prendre nous mêmes. (*Nouveaux applaudissements.*)

Le *Times* donc, dans un article qui n'a pas été démenti, a assuré que l'Allemagne avait pris acte, sans protester, de la communication

que le Gouvernement français lui avait faite au sujet de cette expédition de Fez. Je n'en ai aucun doute et je dirai tout à l'heure pourquoi. Mais encore voudrais-je bien l'apprendre autrement que par les journaux. (*Très bien ! très bien !*)

Allons plus avant. Si l'Allemagne n'est pas allée à Agadir pour y établir une base navale, si elle n'y est pas allée pour protester contre l'expédition de Fez, pourquoi y est-elle allée ? Il faut qu'on nous le dise. (*Applaudissements.*) Nous ne le savons pas. Sans doute, on a dit que c'était pour protéger les nationaux allemands ; mais la raison n'a pas paru tout à fait suffisante. (*Sourires.*) Et alors on nous a dit, on nous a répété que c'était pour inviter, d'un geste un peu brusque, le Gouvernement français à reprendre une conversation interrompue. On causait donc. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs.*)

Depuis quand, et sur quoi ? Depuis quand et pourquoi la conversation avait-elle été interrompue ? C'est le fond de la discussion. Les informations de couloirs, les récits des journaux n'ont plus ici leur place ; il faut devant la Chambre, des documents authentiques et des déclarations formelles. (*Applaudissements à droite, au centre et à l'extrême-gauche.*)

Jusqu'ici, nous ne savons qu'une chose, c'est que, dans les conversations diplomatiques engagées bien avant l'incident d'Agadir, on causait déjà du Congo. Nous le savons, comment ? Par un fait qui, le mot n'est pas trop fort, a stupéfié l'opinion.

Je ne sais pas, messieurs les ministres, si vous vous êtes rendu, si vous vous rendez, même aujourd'hui, un compte parfaitement exact de l'émotion qui s'est emparée du pays quand tout à coup il a appris qu'il était question de céder à l'Allemagne une de nos colonies, et quand a circulé dans la presse cette carte où se marquait la prodigieuse conception qui, disait-on, se négociait dans le silence.

Quoi ? un navire de guerre allemand croisait devant Agadir ; son arrivée imprévue avait bouleversé les esprits en France et au dehors. Ici, aux derniers jours de la session d'été, M. le ministre des affaires étrangères nous avait priés de nous séparer sans l'interroger, nous en rapportant à lui et au Gouvernement pour défendre l'honneur national. (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*)

Beaucoup croyaient, espéraient que le premier acte du Gouvernement français serait d'envoyer, lui aussi, puisqu'il y avait des nationaux à protéger, puisque l'ordre était troublé, un bateau à Agadir.

Nous sommes partis et, huit jours après, nous avons appris, la France a appris que l'ambassadeur de la République était chargé, non pas de demander quelque explication sur l'apparition du pavillon allemand dans les eaux marocaines, mais d'offrir à l'Allemagne le moyen Congo à titre de compensation. Compensation de quoi et pourquoi ?

Il n'y a pas ici un seul député, à quelque parti, à quelque région qu'il appartienne, qui n'ait entendu à ces nouvelles, autour de lui, une explosion d'abord de stupeur et, bientôt de colère. (*Vifs applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche.*)

Ah ! messieurs les ministres, il faut que vous lui rendiez grâce avec nous à ce généreux pays. (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*) Il vous a sauvés de vous-mêmes. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche.*) Il vous a sauvés, non pas entièrement, vous étiez trop engagés, mais comme vous pouviez l'être, en vous préservant, au moins, d'aller jusqu'au bout de vos inexplicables conceptions.

Il en reste bien assez et, de ce reste de vos conceptions premières, il faut qu'ici vous nous rendiez compte. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

Ainsi, messieurs, il y a, à l'heure présente, un fait bien établi dont nous ne pouvons pas douter, M. de Bethmann-Holweg l'a déclaré à la commission du Reichstag, car c'est dans les débats des Parlements étrangers qu'il nous faut aller chercher les éléments de la vérité. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à l'extrême-gauche.*)

On causait, on causait bien avant Agadir, et de quoi causait-on ? On causait du Congo.

M. CHARLES BENOIST. Très bien !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. On causait partout, on causait à Paris, on causait à Berlin, on causait officiellement, on causait officieusement, on causait entre ambassadeurs, on causait entre financiers. (*Vifs applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche et à l'extrême-gauche.*)

M. JULES DELAHAYE. C'est le traité de la finance. (*Mouvements divers.*)

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. On causait surtout à Kissingen. Qu'est-ce qu'on y disait et de quoi y parlait-on ? Il faut qu'on nous le dise nettement, sans quoi le traité congolais demeure sans explication, il demeure environné d'obscurité, aggravé de tous les mystères dont il est enveloppé. Si je ne craignais d'être indiscret en l'invoquant, je dirais que M. Barthou a eu bien raison de dire au banquet de l'Alliance démocratique qu'il y a quelque chose de pire que les traités secrets, ce sont les clauses secrètes des traités publics (*Très bien ! Très bien !*)

Cela est vrai du traité marocain comme du traité congolais, et c'est le second point sur lequel je vous demande la permission de m'expliquer.

Je suis, messieurs, un très ancien et très déterminé partisan du protectorat de la France au Maroc; je l'ai toujours considéré comme une conséquence nécessaire de la domination de la France sur l'Algérie et l'achèvement de l'œuvre accomplie depuis quatre-vingts ans par les gouvernements successifs dans l'Afrique du Nord. J'ai soutenu devant l'opinion les efforts qui nous ont été imposés, bien que je les aie trouvés quelquefois dirigés sans une énergie suffisante et surtout sans une méthode vraiment efficace.

J'ai cru, je crois encore qu'on pouvait aboutir à un protectorat de fait plus rapidement, avec beaucoup moins de sacrifices, surtout beaucoup moins de complications, si, à Paris, on avait considéré la question marocaine comme une question algérienne et non comme une question européenne (*Applaudissements à droite*), et si, appuyés sur cette base de l'Algérie, nous avions progressé à l'abri de la force militaire, par la protection des intérêts. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs.*)

Je n'apporte donc ici aucune opposition de principe, aucun parti pris contre le protectorat du Maroc. Mais, avant de me décider à le voter — car je crois que je me mettrai facilement d'accord avec M. Andrieux sur ce point de fait que nous voterons sur l'accord marocain comme sur l'accord congolais — j'ai besoin de savoir quel est ce protectorat qu'on nous donne. Comme tout à l'heure j'ai demandé pourquoi nous payons, je demande maintenant ce que nous achetons. Je ne le vois pas clairement. Je ne vois même pas que nous eussions besoin de rien acheter.

Si l'Allemagne n'a pas protesté quand nous sommes allés à Fez, c'est, je suppose, qu'il y avait déjà entre elle et nous l'accord du 9 février 1909.

Par cet accord, le Gouvernement Impérial déclarait que « ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc et reconnaissant, d'autre part, que les intérêts politiques particuliers de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure », il était décidé « à ne pas entraver ces intérêts ».

Messieurs, quand cet accord de 1909 a été rendu public, après les événements de Casablanca qui, l'année précédente, avaient une première fois failli compromettre la paix du monde, beaucoup de gens, dont j'ai été, dont je suis encore, ont cru qu'il pouvait mettre fin au conflit engagé depuis 1905 au Maroc entre la France et l'Allemagne. Il paraît bien, d'après les paroles de sir Edward Grey, qu'on l'a cru aussi à Londres et probablement à Madrid.

Quand l'Allemagne nous disait qu'elle n'entraverait plus nos intérêts politiques, qu'est-ce que cela voulait dire, sinon qu'elle nous laissait désormais au Maroc toute notre liberté politique ?

Quand elle nous laissait la liberté d'intervenir pour maintenir l'ordre et la paix intérieure, est-ce que cela était bien différent de ce qu'elle nous dit aujourd'hui, quand elle nous déclare que nous aurons

toute liberté de prêter assistance au sultan du Maroc? Apparemment non, puisque, lorsqu'en vertu de cet accord de 1909 vous lui avez en effet prêté cette assistance, quand vous êtes allés à Fez pour cela, à cause de cela, en vous appuyant sur le droit que vous teniez de l'accord de 1909, l'Allemagne n'a pas protesté. (*Très bien! très bien!*)

Eh bien! cet accord de 1909, est-ce que vous ne nous en ferez pas l'histoire?

M. JAURÈS. Très bien!

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Je suis bien obligé de revenir à ma précieuse et unique source d'information, aux articles de journaux. Ces journaux secourables (*Sourires*) nous ont appris qu'à l'accord de 1909 était jointe comme à l'accord de 1911, une pièce annexe, une dépêche explicative, dans laquelle l'Allemagne spécifiait très nettement son désintéressement des affaires politiques du Maroc, étant entendu que, lorsqu'il s'agirait des affaires commerciales engagées par les nationaux des deux pays, il serait tenu compte de ce fait que les intérêts français sont, au Maroc, supérieurs aux intérêts allemands. (*Très bien! très bien! à droite et au centre.*)

Est-ce vrai? Cette dépêche existe-t-elle oui ou non? Si elle existe, il faut nous la montrer, sinon, il faut la nier. Nous ne pouvons pas faire un pas de plus dans cette discussion sans être fixés sur ce point capital. Si vraiment vous avez eu entre les mains un instrument diplomatique de cette importance, il faudra que vous nous expliquiez pourquoi vous avez négocié à nouveau et pour obtenir quoi? et pourquoi vous avez négocié en cédant une de nos colonies sous la menace du bateau d'Agadir. (*Vifs applaudissements à droite, au centre et à l'extrême-gauche.*)

M. de Kiderlen-Waechter a dit à la commission du Reichstag : « Nous avons acquis des avantages que nous n'avions pas. » Je le crois bien! Nous avons donné à l'Allemagne une partie de notre Congo et l'accès du Congo belge. Et nous? Quels sont nos avantages?

J'ai passé en revue l'accord de 1909. En échange de la promesse de l'Allemagne, nous nous engageons à quoi? A ne pas entraver ses intérêts commerciaux et industriels. Est-ce que nous promettons aujourd'hui beaucoup moins? Les deux gouvernements prenaient, en outre, le double engagement de favoriser l'association de leurs nationaux dans les affaires qu'ils voudraient engager. C'est exactement ce que font aujourd'hui l'union des mines et les frères Mannesmann.

Il n'y avait pas besoin pour cela d'un accord nouveau et de la cession d'une de nos colonies.

Oh! évidemment, on a mis quelques points sur les *i*; mais cela ne valait pas le Congo. (*Applaudissements.*) Je sais bien qu'il y a des dessous, il y a toujours des dessous. (*Mouvements divers.*)

M. JULES DELAHAYE. Il n'y a que cela.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Que s'est-il passé, à propos de cet accord de 1909 ? Comment ont été tenus les engagements qu'il stipulait ? Je ne le sais pas et je me garderai bien de m'aventurer sur ce terrain : j'aurais trop peur de m'embourber dans les marais de la Sangha. (*Applaudissements vifs et répétés à droite, au centre et sur divers bancs à l'extrême-gauche.*)

Je ne connais, moi, que le dessus des cartes et voici ce qui m'apparaît nettement. C'est que si, dans leur signification générale, l'accord de 1909 et celui de 1911 sont sensiblement les mêmes, ils le sont exactement sur les deux points les plus importants. Le Maroc de 1909 et le Maroc de 1911, le Maroc de la liberté politique et le Maroc du protectorat sont tous les deux le même Maroc, un Maroc international, un Maroc grevé de l'hypothèque espagnole. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs.*)

Tous ceux qui ont lu avec quelque attention les articles 4, 6 et 8 du traité savent parfaitement bien que la banque d'Etat du Maroc, institution essentiellement internationale qui va subsister, exercera par ses représentants choisis à tour de rôle parmi les délégués des puissances une influence directrice sur tous les organes de l'administration, comité des douanes, commission des valeurs douanières, commission des adjudications et jusque dans la surveillance de l'exploitation des chemins de fer. Vous nous direz, messieurs les ministres, comment se combinera la souveraineté de la puissance protectrice avec le maintien de la direction internationale dans l'administration du Maroc ?

Voilà la première question que je vous pose.

Elle en entraîne immédiatement une autre. Toutes ces dispositions internationales résultent de l'acte d'Algésiras. Pourrez-vous nous dire ce qui subsiste et ce qui disparaît de l'acte d'Algésiras dans le nouveau régime ? M. le ministre des affaires étrangères, prié à la commission de vouloir bien lui donner ce renseignement, n'a pas cru devoir le faire. J'espère qu'il le dira ici, car comment la Chambre pourra-t-elle se prononcer sur l'organisation du protectorat, si elle ne sait pas ce qui subsiste d'un acte qui avait pour objet d'organiser un régime tout à fait différent ?

C'est une impossibilité, et il y en a une autre bien autrement grave encore, c'est celle de l'hypothèque espagnole.

Messieurs, au commencement de nos délibérations dans la commission, il a pu y avoir là-dessus quelques doutes et quelques hésitations. Ces doutes et ces hésitations seraient venus jusqu'ici, jusqu'au pied de cette tribune si, avec une insistance que personne, je crois, à la commission des affaires extérieures, ne regrette, nous n'avions essayé d'arracher, lambeau par lambeau, les voiles de la diplomatie et de faire apparaître à la fin tous ces traités secrets que nous ignorions quand

nous nous sommes rassemblés. Grâce à cet effort et à la pression de l'opinion publique qu'il a déterminée, nous apprîmes, la France apprît que, depuis sept ans, elle était liée par des traités qu'elle ne connaissait pas, liée envers l'Angleterre, liée envers l'Espagne. Eh bien ! je veux le dire très haut : c'est un régime que la Chambre et le pays ne peuvent accepter. (*Applaudissements à droite, au centre, à l'extrême-gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*) Je ne crois pas du tout que ce soit le régime nécessaire de la diplomatie et qu'il faille absolument, pour bien conduire les affaires extérieures d'un peuple, les conduire dans l'obscurité. Cela est incompatible avec l'état des sociétés modernes, incompatible surtout avec ces grands mouvements de la politique internationale qui ont une si grande gravité, parce qu'ils peuvent préparer, pour les peuples qu'ils entraînent, des guerres formidables. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*) Ces mouvements, il faut que les nations les comprennent, si l'on veut que, l'heure venue, elles soient résolues à en accepter virilement les effets. (*Nouveaux applaudissements.*)

Il faut que les idées qui les déterminent soient clairement visibles pour toute la nation et il est incroyable que le pays dont la diplomatie est, à l'heure présente, la plus secrète, soit justement celui qui se croit le plus constamment maître de ses destinées. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

J'espère, messieurs, que l'expérience pénible que nous venons de faire déterminera à cet égard un courant d'idées nouveau et que la France désormais verra clair dans sa politique extérieure.

Mais, en attendant, ces traités qui nous ont été révélés, ils existent, ils portent la signature de la France, il faut les respecter et je me suis quelquefois étonné, pendant la période que nous venons de traverser, qu'on en parlât dans des milieux qui passent pour recevoir les inspirations officielles, avec quelque dédain et parfois quelque légèreté. (*Applaudissements au centre, à droite et à l'extrême-gauche.*)

Il faut les respecter, mais il faut aussi que nous cherchions, dans toute la mesure possible, à les modifier sur quelques points, pour les adopter au régime créé par le protectorat. Cela est nécessaire pour tout le monde, pour l'Espagne comme pour nous, afin que le protectorat ne devienne pas un nid de conflits perpétuels, un piège tendu à toutes les bonnes volontés. Il faut négocier et vous vous en occupez, messieurs les ministres. Vous vous en occupez, j'ose dire : enfin ! (*Très bien ! très bien !*)

Eh bien ! que demandez-vous ? Qu'obtiendrez-vous ? Nous ne le savons pas et j'entends bien qu'à l'heure où nous sommes, vous ne pouvez pas nous le dire. Mais alors comment voulez-vous que nous discussions ?

Messieurs, vous avez dit ici, en fixant l'ordre du jour, que vous vouliez une discussion libre. Eh bien ! vous n'êtes pas libres de votre discussion. Non ! Vous n'êtes pas libres : qui voudrait, ici, dire à cette

tribune une parole capable de gêner le négociateur de la France? (*Très bien ! très bien !*) Ce n'est pas moi, assurément. Et, en cet état, comment pourrais-je, retenu par ce sentiment profond de mon devoir envers mon pays, comment pourrais-je voter pour ou contre un traité dont la clause principale est subordonnée à une négociation à peine commencée ! (*Applaudissements à droite, au centre et à l'extrême-gauche.*)

Ah ! monsieur le président du conseil, permettez ! Je vois votre geste d'étonnement. Oui, le protectorat marocain et les négociations espagnoles sont liés comme les deux termes d'une même proposition. Il est incroyable, laissez-moi vous le dire, que vous ayez eu, un seul moment, la pensée d'apporter devant la Chambre l'un sans l'autre.

Le temps ne vous a pas manqué : il y a quarante jours que l'accord de Berlin a été signé, et il y en a à peine huit que les négociations de Madrid ont commencé.

Pourquoi ? Messieurs, il faut ici que j'achève toute ma pensée. Si je demande à la Chambre de surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'elle soit éclairée sur les négociations congolaises et sur l'issue des négociations espagnoles, ce n'est pas seulement parce que je sens, avant de m'engager, le besoin de la vérité, c'est parce que je veux savoir où on nous mène, où on nous menait hier, où on nous mènera demain.

Dans ce long retard apporté à l'ouverture des négociations espagnoles, dans le ton qui, pendant trop longtemps, a prévalu dans certains organes officiels. (*Applaudissements.*)

M. JAURÈS. Très bien ! Ce matin encore !

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. ... dans la hâte qu'à cette époque, monsieur le président du conseil, vous paraissiez témoigner de voir le traité voté ici sans délai, car ce n'est pas la faute de la commission des affaires extérieures — je suis sûr d'être ici d'accord avec son président — ce n'est pas la faute de la commission si la discussion a été retardée. Nous sommes prêts depuis longtemps.

M. PAUL DESCHANEL, *président de la commission des affaires extérieures*. Nous avons pris l'heure des négociateurs, c'était notre devoir.

M. LE COMTE DE MUN. ... Dans cette lenteur et dans cette hâte, je crains qu'il n'y ait une préméditation ; quelle orientation donniez-vous, il y a trois mois, à la politique extérieure de la France ? Quelle orientation lui donnerez-vous demain ? (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Dans quel esprit êtes-vous allés à Madrid ? Est-ce un collaborateur ou un témoin inquiet que vous y avez rencontré ?

Je ne dis rien de plus, monsieur le président du conseil, parce que je le répète, je ne veux pas prononcer un mot qui puisse gêner vos négociations. Mais tout le monde ici comprend ma pensée.

Messieurs, sir Edward Grey, dans son discours à la Chambre des communes, a dit une parole qui a retenti très loin et très profondément sur les amitiés anciennes de l'Angleterre. La France n'a pas plus de raisons que l'Angleterre d'oublier ses amitiés anciennes. (*Applaudissements.*) Ni l'une, ni l'autre, en l'état présent de l'Europe, n'ont d'amitiés de rechange. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

Je ne fais pas ici de politique de sentiment, quelles que puissent être mes sympathies personnelles. Je ne pense qu'à mon pays, à mon pays mutilé. (*Applaudissements.*)

Je ne fais pas des rêves lointains d'équilibre général, encore moins de paix universelle. Je regarde les faits, l'état présent de l'Europe.

A aucun moment, depuis quarante ans, il ne m'a paru, de l'Orient à l'Occident, plus troublé et plus menaçant. (*Mouvements.*)

En un tel état, désorienter la politique de la France, affaiblir ses amitiés anciennes, y mêler, pour obéir à je ne sais quelle conception, la chimère d'une amitié nouvelle, tomber ainsi dans le piège tendu par ceux qui soufflent des discordes intéressées, ce serait, à mes yeux, la plus dangereuse des folies. (*Applaudissements à droite, au centre et sur plusieurs bancs à gauche.*)

La Chambre n'a qu'un moyen, un seul, de s'en garantir, c'est de réserver son vote jusqu'au moment où elle verra clair dans sa politique extérieure, et elle n'y verra clair que quand elle connaîtra l'histoire des négociations congolaises et l'issue des négociations espagnoles.

Je la supplie d'y réfléchir. L'Histoire la regarde, celle de demain, cachée dans l'obscurité du présent, celle d'hier debout dans le deuil du passé. (*Applaudissements vifs et prolongés.*) Et celle-là vous crie, avec des mots terribles, de quelle responsabilité se chargent les Assemblées quand, aux heures critiques, au lieu d'exiger toute la vérité, elles obéissent aux sommations d'un pouvoir aveuglé. (*Double salve d'applaudissements à gauche, à l'extrême-gauche, au centre et à droite. — L'orateur, de retour à son banc, reçoit les félicitations de ses collègues.*)

M. DE SELVES, ministre des affaires étrangères. Avec toute la Chambre, nous avons applaudi l'apparition à cette tribune de l'éloquent orateur que vous venez d'entendre (*Très bien! très bien!*); et sur nombre de points qu'il a traités, vous verrez que nous sommes plus en communauté de vues avec lui que nous ne le paraissions dès l'abord.

Mais si je comprends le souci de l'honorable M. de Mun et de la Chambre d'obtenir du Gouvernement des explications complètes sur l'accord franco-allemand et sur les questions que l'honorable M. de

Mun a soulevées, je comprends moins la proposition d'ajournement qu'il vient de formuler.

Je ne conçois pas que je puisse, si on l'accueille, fournir les explications qu'il désire et sur l'accord congolais et sur les négociations qui ont été suivies.

Les raisons qu'il nous donne sont que, pour que la Chambre puisse connaître complètement l'accord franco-allemand, il faut que la question espagnole soit réglée, d'une part, et il faut, d'autre part, que les nations qui doivent donner leur adhésion se soient prononcées.

En ce qui concerne l'accord franco-espagnol, je ne vois pas bien en quoi la solution de la question sera favorisée par le fait que la Chambre ne se sera pas prononcée sur l'accord franco-allemand. Il m'apparaît que c'est l'inverse qui en sera le résultat.

D'autre part, en ce qui concerne l'adhésion des puissances, qu'il conviendrait d'attendre pour que nous discussions la question, qu'il me permette de lui dire qu'un certain nombre d'entre elles ont déjà donné leur adhésion, parmi celles qui pouvaient le donner sans consulter leur Parlement.

M. JULES DELAHAYE. Et l'Autriche ?

Au centre : Et les Etats-Unis ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. L'Autriche-Hongrie, les Etats-Unis, la Belgique, nous ont fait connaître qu'elles n'avaient aucune objection à soulever, mais qu'elles étaient obligées de consulter leurs Parlements et tout naturellement, au cours de la réponse qu'elles nous fournissaient à cet égard, elles indiquaient que notre Parlement lui-même ne s'était pas encore prononcé, qu'il y avait quelque chose d'un peu gênant pour elles à insister devant leurs propres Parlements, tant que le Parlement français n'avait pas encore pris sa responsabilité.

M. ARMAND JOUSSELIN. Ce n'est pas de notre faute.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. En telle sorte, messieurs, que, désireux au plus tôt d'aborder la question, de répondre aux observations qui ont été faites, aux questions qui ont été posées, de donner à la Chambre...

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du Conseil*. ... toutes les explications.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... toutes les explications et tous les éclaircissements auxquels elle a droit et qu'elle désire, nous venons demander à l'honorable M. de Mun et demander

à la Chambre elle-même de nous relever du silence auquel il nous condamne par sa proposition préjudicielle. (*Mouvements divers.*)

Je lui demande d'y renoncer, je demande à la Chambre d'écarter la motion d'ajournement de M. de Mun et aussitôt je reviendrai à cette tribune, abordant la question franco-allemande et répondant à l'honorable M. de Mun dans toute la mesure qu'il demande.

M. le ministre des affaires étrangères descend de la tribune et retourne à son banc. — Exclamations et bruit prolongé.)

M. JULES DELAHAYE. Et c'est tout ?

M. TOURNADE. C'est tout ce que vous avez à dire ?

M. GEORGES BERRY. C'est la politique du silence que nous faisons ici maintenant.

Plusieurs membres. Expliquez-vous dès maintenant !

(M. le ministre des Affaires étrangères remonte à la tribune.)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Puisque la Chambre me marque le désir d'explications immédiates, je les donne sur-le-champ.

M. de Mun rappelait tout à l'heure que, lorsque nous nous étions présentés devant vous au mois de juillet dernier, nous vous avions dit que des conversations étaient engagées à ce moment entre la France et l'Allemagne. Nous vous demandions de nous permettre de les continuer en vous donnant l'assurance qu'elles seraient conduites avec le souci le plus entier des intérêts de ce pays et la préoccupation constante de ce que sa dignité comporte. L'heure est en effet venue, messieurs, de vous fournir les explications que vous souhaitez. (*Très bien ! très bien !*)

M. JULES DELAHAYE. Ce n'est pas trop tôt !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Messieurs, au moment où je suis arrivé au quai d'Orsay — M. de Mun vous le disait très justement tout à l'heure — des conversations étaient commencées entre la France et l'Allemagne.

C'était après l'expédition de Fez. Il était apparu à l'Allemagne que l'état de choses résultant de l'acte d'Algésiras et de l'accord de 1909 avait été profondément modifié.

L'acte d'Algésiras, d'après la thèse allemande, reposait sur ce principe, non plus seulement de la souveraineté du sultan au Maroc, mais de la possibilité effective, pour le sultan, de faire respecter cette souveraineté et d'assurer l'ordre. Le traité de 1909, qui constituait un progrès pour la France, puisque l'Allemagne y reconnaissait l'influence

politique que la France avait au Maroc, après cette affirmation, en contenait une autre, qui consistait à déclarer que la France et l'Allemagne associeraient, dans la plus large mesure, au Maroc, les intérêts de leurs nationaux.

M. JULES DELAFOSSE. Les intérêts économiques.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Mais l'acte de 1909, prolongement de l'acte d'Algésiras, ne donnait, dans la pensée de l'Allemagne, à la France aucune action politique au Maroc (*Mouvements divers*), il apparaissait à l'Allemagne que la situation s'était, je le répète, profondément modifiée par le fait que la France, sur nombre de points, occupait le Maroc, et le fait de l'expédition de Fez lui semblait avoir compliqué la situation que j'indique. (*Mouvements divers*.)

Des conversations étaient donc engagées. Elles portaient sur les intérêts respectifs des deux pays, sur des points divers, mais en particulier avaient pour objet de traiter certains aspects de la question marocaine. (*Mouvements divers*.)

Ces conversations s'étaient engagées à Berlin entre notre ambassadeur et le chancelier. Elles s'étaient poursuivies à Kissingen entre M. Cambon et le ministre des affaires étrangères.

M. JACQUES PIOUS. Était-il alors question du Congo ? (*Mouvements divers*.)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Attendez ! on va vous le dire.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Les choses en étaient là, messieurs, lorsque le cabinet auquel j'appartiens se constitua. Notre ambassadeur était venu à Paris pour nous mettre au courant et nous demander s'il devait reprendre et continuer ces conversations.

J'étais depuis quelques jours au quai d'Orsay, lorsque l'ambassadeur d'Allemagne demanda à me voir. Il me déclara, au nom de son gouvernement, que l'Allemagne venait d'envoyer un bateau à Agadir. Il m'en donnait pour raisons qu'il y avait à Agadir des intérêts allemands, que ces intérêts étaient menacés. Il ajouta que le bateau se retirerait, d'ailleurs, dès que l'ordre serait rétabli au Maroc.

Peu après, messieurs, M. de Schoen me déclarait que l'Allemagne était désireuse de causer avec la France, qu'elle souhaitait que ces conversations fussent menées rapidement et qu'aucune pensée inamicale n'avait inspiré l'idée de l'envoi du bateau à Agadir.

Je reçus avec calme, mais avec froideur, la communication qui m'était faite. (*Mouvements divers*.) Je marquai tout de suite à l'ambassadeur d'Allemagne tout le regret que j'éprouvais de la détermination

du gouvernement allemand. Je lui dis que nous ne nous refusions pas et que nous ne nous étions pas refusés à une conversation, mais que je craignais que l'acte de l'Allemagne, par l'envoi d'un bateau à Agadir, ne la soulignât d'une façon fâcheuse. J'ajoutai que, quelque urgence qu'il y eût à engager la conversation, cette urgence n'était pas telle, que je dusse engager tout de suite l'entretien, que j'avais à accompagner M. le Président de la République en Hollande et que la conversation se continuerait dès mon retour.

Voilà les premiers faits. Dès mon retour, notre ambassadeur repartait pour Berlin avec les instructions qu'il avait reçues et allait poursuivre la conversation antérieurement commencée.

Je sais que, sur ce que nous avons fait et sur ce que nous devons faire à ce moment, des questions diverses ont été posées. On m'a dit notamment : « Lorsque vous avez appris que l'Allemagne envoyait un bateau à Agadir, pourquoi n'en avez-vous pas fait autant ? »

Messieurs, cette question de l'envoi d'un bateau français à Agadir, nous l'avons examinée. Nous avons dès le commencement, comme en toutes circonstances, été en contact permanent avec nos amis et nos alliés avec lesquels nous avons eu des échanges de vue ininterrompus. Mais il nous est apparu, d'après nos renseignements, que si l'Allemagne envoyait un bateau à Agadir, elle n'avait pas l'intention d'y opérer un débarquement. (*Mouvements divers.*) Et nous avons estimé qu'il y avait lieu d'ajourner la question.

Une autre question qui, à ce moment-là, nous a été posée, est celle-ci : « Puisque vous étiez sous le régime de la conférence d'Algésiras, pourquoi n'avez-vous pas demandé la réunion d'une nouvelle conférence ? Et une critique a été formulée à ce propos.

J'avoue qu'en ce qui me concerne je n'ai pas cru un instant qu'il y eût lieu, à cette heure, de provoquer la réunion d'une conférence.

Une première raison, à mon sens, décisive, se présentait : une conférence n'a d'effet utile que si les puissances intéressées consentent à y prendre part.

Or, l'Allemagne déclarait très nettement, je le savais qu'elle n'accepterait pas la réunion d'une nouvelle conférence... (*Mouvements divers.*)

M. JULES DELAFOSSE. Ce n'est pas une raison.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... qu'elle n'irait pas, qu'elle n'en tiendrait pas compte et que, si quelqu'un parlait de réunion de la conférence, il y a une première condition qu'elle y mettrait : c'est que la situation de fait fût rétablie telle qu'elle était de par l'acte d'Algésiras, c'est-à-dire que la France évacuât les positions qu'elle occupait au Maroc.

M. DENYS COCHIN. Voulez-vous me permettre de vous poser une question ? (*Mouvements divers.*)

A gauche. Non ! non !

Au centre et à droite. Parlez ! parlez !

M. MARCEL SEMBAT. Puisque vous êtes inscrit, monsieur Denys Cochin, vous parlerez à votre tour ; laissez parler, monsieur le ministre.

M. JULES DELAHAYE. Alors, nous ne pouvons plus poser des questions ? (*Non ! non ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. L'orateur désire continuer.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Messieurs, je vous en prie, ne voyez, dans mon attitude à votre égard, rien de désobligeant. Mais, comme je parle de questions graves, je demande à la Chambre de m'entendre avec le même sentiment dans lequel je lui parle. (*Parlez ! parlez !*)

Messieurs, je vous citais des faits. Des complications étaient possibles si on avait insisté pour la réunion de la conférence. Qui vous dit que l'Allemagne n'eût pas débarqué à Agadir, afin de se présenter à la conférence avec une nouvelle situation de fait ?

Dans ces conditions, y avait-il lieu de songer à réunir une conférence, et au surplus les faits qui s'étaient produits au Maroc depuis l'acte d'Algésiras n'avaient-ils pas démontré que les solutions qui pouvaient découler d'une conférence internationale n'étaient point de nature à répondre aux besoins de la situation telle qu'elle s'était révélée au Maroc ? (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Toutes ces solutions venaient d'une idée qui avait été démontrée fausse. Cette idée consistait à croire l'autorité du sultan suffisante pour assurer au Maroc l'ordre et la tranquillité.

Il n'était plus possible de pourvoir au maintien de l'ordre sans créer du même coup une situation nouvelle qui n'eût plus été le résultat d'un accord international : une puissance devait être chargée d'exercer une action directe et aussi large que possible afin d'assurer au Maroc l'ordre et le calme nécessaires à la prospérité de ce pays et à ses besoins généraux.

Or, messieurs, ai-je besoin de dire que la puissance par excellence indiquée pour l'œuvre à laquelle je fais allusion, cette puissance, c'était la France ? (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche.*)

Et dès lors il m'a paru que, puisque la question était soulevée, que, puisque l'acte de l'Allemagne l'avait posée, c'était une occasion de la résoudre. Alors, la prenant corps à corps, nous n'avons pas hésité à engager la conversation à laquelle l'Allemagne nous conviait.

M. GEORGES BERRY. C'est là où vous avez eu tort.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. Nous verrons cela.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Certains, lorsque cette conversation avec l'Allemagne s'est engagée, m'ont demandé :

« Pourquoi n'avez-vous pas admis l'Espagne à y participer, et pourquoi, du même coup, n'avez-vous pas tranché la question espagnole ? »

Eh bien, messieurs, à ceux qui pourraient être tentés de poser une semblable question, je demande de réfléchir.

Avec l'Espagne, nous avons toujours traité seul à seul ; et quand une tierce puissance a pu être avisée de nos conversations, quand une tierce puissance a pu avoir à se préoccuper de ce qui se passait entre l'Espagne et nous, cette puissance a été l'Angleterre.

Pouvais-je admettre qu'une modification aussi importante fût créée et que la question espagnole, au lieu de se résoudre entre nous et l'Espagne, au lieu de se résoudre, s'il fallait un témoin, avec l'Angleterre, fût résolue avec une autre puissance ?

Songez à toutes les conséquences qui pouvaient être le résultat de ce changement et vous saisirez bien vite la raison pour laquelle l'Espagne n'a pas pris part à la conversation franco-allemande.

Dès lors, messieurs, la conversation s'est engagée. Et, avant d'entrer dans le détail de cette conversation, nous avons dit à l'Allemagne :

Il est bien entendu, que si, comme vous l'indiquez, vous avez l'intention de réclamer une compensation, ce n'est point au Maroc qu'elle pourra être trouvée. Il est bien entendu que vous n'élèverez pas de revendication territoriale au Maroc. »

Ensuite, nous avons dit :

« Nous devons vous prévenir, bien que nous causions à deux, que nos amis et nos alliés seront tenus au courant de tout. »

Et enfin nous avons ajouté :

« Il est non moins entendu que nous demanderons aux puissances signataires de l'acte d'Algésiras d'adhérer à l'accord que nous aurons pu conclure au sujet du Maroc. »

Voilà, messieurs, la triple condition que nous avons mise à nos conversations.

Pourquoi, dès le début, avons-nous précisé ? — C'est parce que — et vous le sentez avec moi — le Maroc a pour la France un intérêt spécial. Le Maroc, c'est la continuation de nos possessions algériennes

et à l'heure où nous sommes, l'Algérie et la France, il me semble que c'est la même chose. (*Vifs applaudissements.*)

Admettre qu'une tierce puissance vienne s'installer au Maroc, c'est une occasion de conflits, mais cela peut être en outre un danger permanent pour la France, et il n'est pas besoin de réfléchir beaucoup pour s'en apercevoir.

Oh ! je n'examine pas en ce moment la question du Maroc au point de vue de ses richesses, des avantages divers qu'il peut procurer pour la France.

Je regarde plus haut et plus loin et j'entrevois, messieurs, dans l'histoire, et pour l'histoire, il faut tout entrevoir, des conflits possibles, de grands conflits possibles, que, malgré tous leurs efforts et toute leur bonne volonté de paix, les hommes d'Etat ne sont pas toujours en mesure d'éviter. A cette heure, supposez donc une agitation se produisant dans ces pays, un effort qui vous y retienne, la France attaquée ailleurs et prise à revers au Maroc ! C'est à ce point de vue particulier, spécial, que j'ai constamment examiné la question marocaine ; c'est avec cette préoccupation constante que j'en ai recherché la solution (*Applaudissements.*)

Alors, messieurs, que nous avons ainsi posé la question, l'Allemagne nous a dit : Soit ! nous acceptons. Prenez le Maroc, installez-y votre protectorat. Mais, alors que vous avez traité avec l'Angleterre à cette occasion, que vous avez traité avec l'Italie, que vous traitez avec l'Espagne...

M. TOURNADE. Nous ne le savions pas !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... sur quelles bases traiterez-vous avec nous ?

Notre opinion publique ne permet pas que nous n'obtenions pas par ailleurs quelque compensation à l'abandon que nous allons vous consentir...

A droite. De quoi ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... et à la promesse que nous allons vous donner que notre diplomatie s'emploiera à faire ratifier par les puissances l'accord que nous aurons conclu.

M. DE LANJUNAIS. Alors, c'est une commission ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Il est aisé de dire que l'on pouvait résoudre autrement la question marocaine et que la France pouvait établir sur la Maroc son protectorat sans songer à supporter par ailleurs d'autres sacrifices ; mais cela est plus facile à dire qu'à réaliser ; (*Exclamations à droite*) et je voudrais recevoir de

la bouche de ceux qui critiquent la solution proposée. (*Applaudissements à gauche.*)

Nous nous sommes alors retournés vers l'Allemagne et notre ambassadeur, dans les conversations qu'il engageait, a dit : « Précisez. Qu'entendez-vous ? Quelle est la base de discussion que vous proposez ? Quel est l'objet de la demande que vous formulez ? » L'ambassadeur d'Allemagne, dans une conversation qu'il avait eue avec moi, m'avait dit — et c'est ainsi que, pour la première fois, le mot a été prononcé devant moi — : « C'est du côté du Congo que vous pouvez trouver la solution de la question. »

Et M. de Kiderlen-Waechter, lorsque, dès son retour, M. Cambon le pressait, lui tenait le même langage, et il lui disait, quelques jours après la conversation que j'avais eue moi-même à Paris : « C'est du côté du Congo que nous trouverons la compensation. »

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. On n'en avait jamais parlé avant ? (*Mouvements.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Jamais dans mon cabinet.

M. JULES DELAHAYE. Toute la question est là. Vous nous devez la vérité.

M. GEORGES BERRY. Quand en avait-on parlé ?

M. LE VICOMTE DE VILLEBOIS-MAREUIL. On en avait parlé à Bruxelles.

M. GEORGES BERRY. Je répète ma question : Quand en a-t-on parlé ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Le 10 juillet.

Messieurs, les conversations vont se poursuivre. Je désirerais — j'aurais désiré qu'elles fussent plus rapides. J'aurais désiré que les négociations fussent moins longues. A diverses reprises, j'ai marqué le regret que j'éprouvais de ces lenteurs, de même que j'avais exprimé le regret de l'envoi d'un bateau à Agadir. (*Exclamations à droite.*)

La raison, je l'ai dite : je craignais et je l'ai manifesté, que ces lenteurs elles-mêmes ne diminuassent la valeur du résultat qui serait obtenu. Il n'a pas dépendu de nous qu'elles fussent moindres. Et lorsque je m'en vais vous tracer à grands traits, les phases par lesquelles ont passé les négociations, vous verrez que, de ces lenteurs, il n'y a pas, messieurs, à nous savoir mauvais gré, puisqu'elles sont le résultat de la résistance même que nous avons constamment apportée aux prétentions formulées. (*Applaudissements à gauche.*)

M. TOURNADE. C'était prévu.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Au moment où l'Allemagne a eu prononcé le mot de « Congo »...

M. JAURÈS. La première ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. La première.

M. JAURÈS. Ah?...

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... et où M. Cambon, regardant une carte avec M. de Kiderlen-Waechter, le secrétaire d'État, lui dit : « Eh bien, nous pouvons arriver à des échanges. Nous vous abandonnerons le Togoland, nous vous ferons des cessions territoriales dans le haut Cameroun. Mais voici ce que nous demandons » et M. de Kiderlen-Waechter indiqua sur la carte tout le Gabon, tout le Congo qui se trouve entre l'Océan et la Sangha (*Mouvements!*, — messieurs, je raconte les faits — à ce moment-là, nous déclarâmes tous sans hésitation qu'ainsi engagée, dans des conditions pareilles, la conversation ne pourrait se continuer.

M. MAURICE BARRÉS. Voilà qui est mieux.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Il y eut à ce moment une période de tension dont vous avez gardé le souvenir et que, en ce qui me concerne, je ne saurais oublier. A ce moment, des bruits divers ont circulé et on a dit que nos amis nous poussaient à un conflit. (*Interruptions.*) C'est une erreur absolue, messieurs.

M. JAURÈS. Très bien !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ...et je dois à la vérité de déclarer qu'il n'en a jamais été ainsi. (*Très bien! très bien! à gauche et sur divers bancs.*)

Certes, ils furent à nos côtés, prêts à nous accorder le concours, tout le concours que les circonstances pourraient commander. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*) Mais à aucun moment ils ne nous firent entendre une parole irritante. Ce furent, au contraire, tout le temps des paroles d'apaisement et de conciliation qu'ils formulèrent, tout autant que les intérêts vitaux de la France et sa dignité n'étaient point en jeu. (*Vifs applaudissements.*)

Messieurs, à côté des bruits qui ont couru à ce moment, vous me permettrez de dire qu'il y eut aussi des calomnies; certains en vinrent jusqu'à insinuer que le ministre des affaires étrangères et le Gouvernement qui résistaient n'étaient pas éloignés de désirer un conflit. (*Mouvements divers.*)

Sur divers bancs. Personne ne l'a dit.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Messieurs, jamais un pareil sentiment ne fut le nôtre, j'ai à peine besoin de le dire.

Mais si nous ne l'avons pas éprouvé, j'ose déclarer très simplement que nous ne nous sommes jamais départis un instant du souci des intérêts de ce pays et de sa dignité, et que notre résistance à ce moment comme dans tous les autres, a été uniquement dictée par notre devoir.

Nous avons donc, messieurs, répondu en indiquant que la conversation ne pouvait se continuer si des demandes pareilles étaient maintenues.

Et alors, on nous a dit : « Eh bien ! cherchons ; mais en tout cas, nous devons vous le déclarer, il nous faut obtenir un accès au fleuve Congo. »

On s'est demandé pourquoi il avait été ainsi parlé de ces cessions territoriales.

Pourquoi ces questions-là avaient été examinées ? je vous l'ai dit déjà, c'est parce que c'est la première parole qu'avait prononcée le ministre des affaires étrangères en Allemagne avait consisté à dire : « Le Maroc, vous l'aurez » ; — il avait même ajouté : « Installez-y votre protectorat, libellez vous-même l'accord qui doit en déterminer les précisions. »

Cependant, comme les négociations traînent, nous donnons des instructions à notre ambassadeur et nous lui prescrivons d'ajourner la conversation sur les questions territoriales.

On nous a dit : Rédigez l'accord sur le Maroc. Or il ne faut pas qu'il y ait d'ambiguïté et de malentendu. Nous allons parler Maroc et nous ne causerons cessions territoriales que lorsque la question marocaine aura été réglée elle-même, lorsque nous serons tombés d'accord sur les clauses diverses du contrat que nous préparons.

M. TOURNADE. Mais vous en aviez accepté le principe.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Messieurs, à ce moment, les difficultés s'accusent encore, et, il vous en souvient, une interruption se produit dans la conversation. M. de Kiderlen-Waechter part en voyage et M. Cambon, notre ambassadeur, vient à Paris. Et ceci nous amène au 30 août.

A ce moment, notre ambassadeur repart pour Berlin, nanti d'un projet d'accord sur le Maroc et avec instruction de ne parler de rien autre tant que l'accord sur ce projet ne sera pas intervenu.

Sur ce projet, les conversations reprennent et l'Allemagne répond par un contre-projet à la date du 7 septembre. Ce contre-projet non seulement apportait certaines modifications aux précisions que nous avions formulées pour tout ce qui nous paraissait se rattacher à la

liberté politique, à l'action politique au Maroc, mais il formulait, au point de vue économique, des demandes que nous avons jugées absolument inadmissibles. Ce projet consistait à diviser le Maroc, au point de vue économique, en deux zones : une zone qui comprenait le Sud et dans laquelle il devait se produire, comme dans l'accord de 1909, des associations d'intérêts entre les Allemands et les Français, associations d'intérêts dans lesquelles les Allemands figureraient à concurrence de 70 p. 100 et les Français de 30 p. 100, l'autre zone comprenant la partie plus au Nord et dans laquelle c'était le contraire, les Allemands figureraient à concurrence de 30 p. 100 dans les associations d'intérêts qui se formeraient, et les Français à concurrence de 70 p. 100.

J'ai à peine besoin de dire que ce projet fut immédiatement écarté par nous. On invoquait les principes qui avaient marqué l'accord de 1909, il nous parut inadmissible d'accepter, au Maroc, autre chose que le principe de la liberté commerciale et économique pour tous, sans privilège pour quiconque.

Les choses n'allèrent pas sans difficulté. Le temps s'écoula. Et le 28 septembre encore, l'Allemagne reprit un certain nombre des propositions qu'elle nous semblait avoir abandonnées. Elle formula quelques demandes nouvelles et ce n'est que dans les premiers jours d'octobre que, sur les diverses parties de l'accord marocain, nous pûmes penser que les conversations étaient suffisamment avancées.

Mais il y eut, à ce moment, un point que nous soulevâmes et que certainement vous serez tout disposés à apprécier. Nous voulûmes que la convention qui était intervenue fût une convention ne prêtant pas ou prêtant le moins possible à des difficultés ultérieures.

Toute convention, quelque soin que l'on ait pris à la rédiger, peut, dans son interprétation, prêter à un moment donné, à des difficultés. Pour prévenir ces difficultés, messieurs, nous demandâmes, et nous avons obtenu que l'Allemagne consentît, au cas où des divergences d'interprétation se produiraient par la suite, qu'il fût précisé et stipulé que la cour de la Haye serait appelée à les trancher dans les conditions où elle fonctionne ordinairement.

Certains peuvent n'attacher aucune importance à cette précision. En ce qui nous concerne, nous avons considéré comme un point important, comme un point de premier ordre, cette affirmation que, si des difficultés survenaient, il fût précisé qu'elles seraient résolues par ce moyen pacifique et d'avenir, je me plais à le penser malgré tout, qu'est la cour de la Haye. (*Applaudissements.*)

La convention relative au Maroc, les lettres interprétatives de cette convention furent signées et paraphées le 11 et le 14 octobre, et c'est à ce moment seulement que furent reprises avec des précisions les conversations relatives aux cessions territoriales.

Etant admis que nous ne pouvions pas obtenir ce que nous avions

obtenu au Maroc sans un certain sacrifice, quelque douloureux qu'il fût, nous examinâmes ce qu'il était possible de faire.

Nous l'examinâmes en nous inspirant de ces préoccupations qui consistèrent à veiller à ce qu'aucune atteinte ne fût portée à la vitalité de nos colonies dans l'Afrique équatoriale; à ce que — pour répondre au sentiment que l'opinion publique, avec une persistance grande, avait manifesté — les communications ne fussent pas interrompues entre les diverses parties de nos colonies.

Nous arrivâmes à nous mettre d'accord; et si je n'entre point dans le détail, c'est que M. le ministre des colonies vous dira tout à l'heure avec une précision que je n'y saurai mettre, tout ce qui se réfère à cette partie de notre domaine colonial; il vous dira tout ce qu'il pense, tout ce qui est, toutes les conséquences qui découlent de l'accord que nous avons conclu.

Je ne veux toucher en ce moment qu'un seul point. M. de Mun, tout à l'heure, parlant du Congo, des stipulations que nous y avons insérées, a abordé la question du droit de préférence que nous possédions sur le Congo belge.

Messieurs, à l'heure actuelle, je ne présume pas que ce droit de préférence ait grande chance de s'exercer.

M. PIERRE LEROY-BEAULIEU. On n'en sait jamais rien.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Le Gouvernement belge et la Belgique sont très jalousement soucieux de conserver leur domaine colonial...

M. DENYS COCHIN. Plus soucieux que vous.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES... et j'avoue que je n'entrevois pas l'heure où une succession s'ouvrira de ce côté. Mais jamais nous n'avons eu la pensée, nous ne pouvions pas avoir la pensée, d'abandonner au profit de l'Allemagne ce droit de préférence qui nous avait été reconnu.

Au surplus, nous ne le pouvions pas. Chacun sait qu'un droit de préférence est un droit personnel et incessible, et, par conséquent, il ne pouvait pas entrer dans notre pensée de céder quoi que ce fût de ce côté.

Et si vous vous rappelez, messieurs, les débats qui se sont produits au sein du Reichstag, vous y verrez que le secrétaire d'Etat des affaires étrangères l'a reconnu comme nous et a donné à notre droit de préférence le même caractère que je lui donne en ce moment.

Qu'avons-nous fait dès lors? Nous avons inséré un article disposant que, si des modifications dans le statut territorial du bassin conventionnel du Congo venaient à se produire, alors la France ne refuserait pas de causer avec l'Allemagne.

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. Ces conversations nous coûtent cher.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... comme aussi avec toutes les puissances signataires de l'acte de Berlin de 1885.

M. PIERRE LEROY-BEAULIEU. C'est la renonciation au droit de préemption.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. De sorte, messieurs, que, si vous voulez bien y réfléchir, non seulement vous ne trouvez pas le moindre danger dans cette clause, mais vous y trouvez une garantie, lorsque des changements profonds viendront à se produire — s'ils viennent à se produire — dans le bassin conventionnel du Congo.

MM. JAURÈS et MARCEL SEMBAT. Viendraient à se produire !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Oui, sans aucun doute, viendraient. Est-ce que vous vous imaginez que nous pouvons empêcher que des conversations se produisent entre les grands pays qui se trouveront là ?

Et alors, qu'avons-nous fait ? Nous avons par avance régularisé ces conversations inévitables et, au lieu de se produire entre tel et tel, elles devront nécessairement se produire, si elles se produisent, dans cette grande conférence de tous les pays signataires de l'acte de Berlin de 1885. (*Mouvements divers.*)

Et, messieurs, les puissances qui ont examiné cette clause ne s'y sont pas méprises ; et, loin de voir un danger dans les stipulations que nous avons insérées au contrat, c'est une garantie que l'on doit y trouver.

M. PAUL ESCUDIER. Une garantie pour elles.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Voilà donc conclu dans ses deux éléments essentiels l'accord marocain.

Quelle est sa signification ? Quelle est sa portée ?

Il se divise en deux parties. D'un côté il consacre la liberté d'action politique absolue de la France. La France, désormais...

M. GEORGES BONNEFOUS. Pas seule.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... doit pouvoir prendre au Maroc toutes les mesures administratives, militaires, financières, qu'elle jugera nécessaires.

M. PAUL ESCUDIER. Et la banque ? Et la poste ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Elle est libre de ses mouvements. Elle pourra réglementer toutes les portions du Maroc que les besoins comporteront.

Elle aura la représentation à l'étranger des intérêts marocains. Les puissances étrangères qui auront des intérêts au Maroc interviendront auprès du Gouvernement marocain par l'intermédiaire du représentant de la France.

Par conséquent, c'est dire que, d'une façon précise, complète, absolue, la liberté de la France, au point de vue de son action politique dans le Maroc, est entière aussi complètement précisée que possible, comme elle ne l'a pas été lorsque le protectorat tunisien a été organisé. (*Interruptions à droite. — Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Parfaitement.

M. CHARLES BENOIST. C'est vrai, historiquement.

M. PIERRE LEROY-BEAULIEU. Et l'Espagne, vous l'oubliez, monsieur le ministre.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Si vous voulez vous reporter à l'époque du protectorat tunisien, si vous voulez bien rapprocher les droits qui, en ce moment, furent les droits de la France, des droits que consacre l'accord marocain, vous verrez qu'il nous a fallu une série d'années pour arriver, en Tunisie, à posséder les droits que l'accord marocain accorde à la France.

Au point de vue économique — c'est la deuxième partie — qu'établit l'accord ?

De privilège pour personne...

M. PAUL PUGLIESI-CONTI. Pas même pour nous.

M. PIERRE LEROY-BEAULIEU. Surtout pas pour nous !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. J'entends qu'on dit : pas pour nous ! Non, pas pour nous. Est-il possible de restreindre, au Maroc, la situation que les puissances possédaient par l'acte d'Algésiras ?

M. JULES DELAHAYE. Alors, à quoi bon le protectorat ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Croyez-vous que vous eussiez obtenu leur accession à l'accord que vous allez leur soumettre si, en le leur soumettant, vous n'aviez eu que ce langage à leur tenir : Je restreins sur le terrain de la liberté commerciale et économique les droits dont vous bénéficiez jusqu'à ce jour.

M. JULES DELAHAYE. Et le Congo, alors? (*Exclamations à gauche.*) Ah! vous trouvez cela tout simple. (*Nouvelles exclamations.*) Oh! vous ne m'empêcherez pas de dire ce que j'ai à dire.

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur Delahaye, veuillez garder le silence et permettre à M. le ministre de s'expliquer.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Donc, messieurs, aucun privilège pour qui que ce soit, entendez-le bien; l'égalité commerciale et économique pour tout le monde. Et laissez-moi vous dire que je considère que cette précision est utile au Maroc, puisqu'elle va permettre d'y développer des éléments de richesse et de prospérité qui auraient pu être, eux, écartés et entravés, sans le principe même de cette liberté commerciale et économique que je vous indique. (*Mouvements divers.*)

Messieurs, c'est ainsi que se trouve terminée cette question et, permettez-moi de dire, terminée par une solution pacifique. (*Applaudissements.*) Car, je ne saurais trop le dire, ceux qui la critiquent pourraient bien, à côté des critiques, marquer la solution à laquelle ils auraient eu recours. (*Très bien! Très bien! sur divers bancs à gauche.*)

Nous vous apportons donc une solution pacifique de la question : nous vous apportons une solution qui nous paraît, je vous l'ai marqué tout à l'heure, assurer la sécurité de nos possessions algériennes, et développe la force de la France elle-même. Nous vous apportons une solution pacifique, je le répète, et que, malgré toutes les critiques formulées contre le résultat de ces négociations, j'ose croire satisfaisante de par le jugement que l'on porte au sujet de l'accord, partout et notamment à l'étranger. Oui, messieurs, à l'étranger, qui nous juge quelquefois avec plus d'équité que nous ne nous jugeons nous-mêmes (*Très bien! très bien! à gauche*), si bien que, quelquefois, c'est là qu'il faut regarder si l'on veut savoir comment les choses doivent être appréciées...

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Oui! croyons-en nos amis et nos alliés.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... j'ose croire que vous estimerez avec nous que nous sortons de ces négociations, que la France sort de ces négociations avec une situation qui est loin d'être amoindrie... (*Vifs applaudissements à gauche et sur divers bancs au centre.*)

M. LEFAS. Grâce à elle-même.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ...qui est loin d'être amoindrie, je le dis avec joie, dans l'opinion du monde.

Certes, nous ne prétendons pas que les négociations que nous avons conduites, avec quelque dignité, quoi qu'on en dise, nous ne prétendons pas que ces négociations soient la seule cause de cet état d'esprit. Cet esprit d'état général dans le monde, nous y sommes peut-être pour une faible part, mais je reconnais, je suis heureux de constater, que le pays y est pour la plus large part. (*Vifs applaudissements.*)

On avait raison de dire tout à l'heure, comme le disait M. de Mun, que nous avons été soutenus par le pays.

M. TOURNADE. Vous ne l'avez pas suivi.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Nous nous sommes sentis soutenus par lui. La fermeté...

M. POURQUERY DE BOISSERIN. Le sentiment de notre force.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. La fermeté dont il a fait preuve, fermeté sans jactance, calme et digne, a révélé au monde et nous a révélé... (*Exclamations et mouvements divers.*)

M. MAGINOT. A vous-même, peut-être.

M. DALBIEZ. Il y a longtemps que nous nous connaissons.

M. AUGUSTE BOUGE. La France s'est reconnue, elle ne s'est pas révélée à elle-même.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... a révélé une France ayant plus que jamais le sentiment de sa force et de sa dignité.

Ce que je voudrais, vous me permettrez bien cette réflexion, je le dis pour moi comme je le dis pour les autres, ce que je voudrais c'est que nous ne diminuions pas nous-mêmes les effets heureux qui ont été produits.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Très bien !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. On vous disait que nous avions commencé nos négociations avec l'Espagne. Nous les poursuivons.

Je ne puis, messieurs, vous donner à l'heure où je vous parle et vous le comprenez, les détails des négociations ; mais ce que je puis dire pour répondre à des sentiments qui ont été exprimés à cette tribune, c'est que nous les poursuivons avec une double orientation, l'une qui consiste à dire à l'Espagne : Ce que nous avons acquis au Maroc, nous l'avons acquis au prix d'un sacrifice ; vous allez participer à ce que nous avons acquis, nous vous demanderons, dans une mesure juste et équitable, de reconnaître le sacrifice que nous avons consenti.

Cela, messieurs, nous le lui dirons, et nous le lui disons dans l'esprit le plus amical, ayant le souci de ménager la dignité et la fierté de ce grand pays. (*Vifs applaudissements.*)

Nous ne voulons rien faire qui puisse lui porter atteinte, nous estimons qu'un grand pays comme la France...

A l'extrême-gauche : Et comme l'Espagne!

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. ... ne doit jamais, messieurs, abuser de sa force. (*Vives exclamations au centre, à droite et sur divers bancs à gauche et à l'extrême-gauche. — Bruit.*)

M. PLICHON. Pour qui dites-vous cela?

M. CÉSAR TROUIN. Ce langage est intolérable!

M. PAUL PUGLIESI-CONTI. La France est vraiment digne d'un langage plus fier! Retirez cette parole!

M. JAURÈS. Je demande la parole.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je ne comprends pas cette émotion qui ne peut que dénaturer le sens de mes paroles, au moment même où je vous disais que c'était dans l'esprit le plus amical que ces négociations étaient conduites et que la solution en serait recherchée. (*Applaudissements.*)

Nous considérons que ce serait une faute, une faute politique, en même temps que ce serait un acte blâmable que de comprendre nos négociations et nos rapports avec l'Espagne autrement que dans l'esprit amical que je vous indiquais tout à l'heure. (*Applaudissements.*)

Un mot encore. Je vous ai dit tout à l'heure les avantages divers qui me paraissaient résulter, pour la France, de la solution de la question marocaine.

Il y en a un sur lequel je vous demande la permission d'insister en terminant. Il consiste à avoir débarrassé l'échiquier de notre politique extérieure de la question marocaine. (*Exclamations sur divers bancs*), qui était et qui pouvait être une source de conflits permanents.

M. D'ELISSAGARAY. Puissiez-vous dire vrai.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. La France, de ce côté, a désormais les mains libres, et ce n'est point un mince avantage, au moment où la situation extérieure comporte une attention toute particulière.

Messieurs, la France doit être attentive à tout ce qui se passe,

participer, par son action pacifique à tout ce qui a lieu, considérant qu'un pays qui s'isole des événements extérieurs, est un pays qui diminue et qui déchoit.

Comment participerons-nous à tous ces événements? Dans l'esprit pacifique qui nous anime, avec ce souci de ne contribuer qu'au progrès général.

Quels seront, pour participer à cette œuvre et pour la réaliser, nos points d'appui?

Messieurs, ce n'est pas au moment où nous venons d'une façon particulière d'apprécier les bienfaits de nos amitiés et de nos alliances que nous pourrions être tentés d'y porter une atteinte, si petite soit-elle. (*Vifs applaudissements.*)

C'est en les resserrant, s'il est possible, que nous avons le désir et le devoir d'accomplir la tâche qui nous incombe. Nous ne ferons, au surplus, que répondre aux sentiments que manifestait il y a quelques jours devant le Parlement d'Angleterre un grand ministre des affaires étrangères (*Applaudissements*), comme aussi aux sentiments que manifestait récemment, au cours d'une visite dont nous garderons le souvenir et dont nous sentons tout le prix, l'éminent ministre des affaires étrangères de la puissance alliée. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

M. ALBERT LEBRUN, *ministre des colonies*. Je demande la parole

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le ministre des colonies.

Sur divers bancs : Nous demandons une suspension de la séance.

Voix nombreuses : Non ! non ! — Parlez !

M. MASSABUAU. Et la motion d'ajournement ? (*Interruptions à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. Tout le monde sait que les membres du Gouvernement ont la parole quand ils la demandent.

M. LE VICOMTE DE VILLEBOIS-MAREUIL. Alors c'est un ministre qui répond à un autre ministre.

M. TOURNADE. Ainsi donc, il n'est plus question de la motion préjudicielle?

M. LE PRÉSIDENT. On me parle de la motion préjudicielle. Ainsi que tout le monde a pu le voir, j'allais la mettre aux voix lorsque M. le ministre des affaires étrangères a demandé à nouveau la parole ; or, les membres du Gouvernement ont toujours la parole quand ils la demandent.

C'est maintenant le tour de M. le ministre des colonies. Je lui donne la parole. (*Très bien ! Très bien !*)

M. ALBERT LEBRUN, *ministre des colonies*. La Chambre comprend sans doute combien est délicate à cette heure la tâche qui est imposée au ministre des colonies. (*Très bien ! Très bien !*)

Il est pris, en effet, entre un double écueil : ou bien, dans son souci légitime de défendre au mieux devant la Chambre la partie congolaise de l'accord, il risque de se laisser aller à un optimisme excessif et, par là même, de paraître s'accommoder trop aisément d'une cession de territoire qui, en tout état de cause, lui demeure, comme à tous ses collègues, infiniment douloureuse (*Applaudissements vifs et prolongés sur un grand nombre de bancs*) ; ou bien, détournant sa pensée de la partie du traité où la France reçoit pour ne la fixer que sur celle où elle donne, la seule à vrai dire sur laquelle il ait à s'expliquer à la Chambre à cette heure, le ministre, encore dominé par l'angoisse qu'il a connue cet été, risque de ne pas paraître convaincu des bienfaits du traité du 4 novembre et de pas mettre en une suffisante lumière les arguments qui, à son sens, doivent déterminer la Chambre à le voter. (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Messieurs, je m'efforcerai d'éviter ce double écueil. J'apporterai ici, en toute simplicité, en toute sincérité, réponse aux questions très nombreuses qui ont été posées de toutes part depuis quelques semaines ; j'aurai le souci — je le dis tout de suite au début de mes explications — de ne déprécier en rien les territoires abandonnés en Afrique équatoriale, mais aussi de les montrer tels qu'ils se comportent, avec leurs imperfections, leurs difficultés d'exploitation.

Il faut expliquer au pays, avec une entière netteté, les clauses et les conséquences de cet accord ; il ne nous pardonnerait pas, d'avoir abandonné la moindre parcelle de son empire sans qu'il ait été mis à même de mesurer la valeur et l'importance des territoires cédés. (*Très bien ! Très bien !*)

Que donnons-nous en Afrique équatoriale, que nous reste-t-il après cette cession ; qu'en pouvons-nous, qu'en devons-nous faire, demain ?

Telles sont les questions que, successivement, je voudrais envisager ici.

Messieurs, au cours des négociations difficiles qui se sont poursuivies cet été, le Gouvernement, en tant qu'il s'agissait de la partie congolaise de l'accord, a obéi à une triple pensée. Le principe de la compensation en Afrique équatoriale admis — et sur ce point mon collègue des affaires étrangères s'est expliqué tout à l'heure — il a veillé d'abord à ce que les cessions portent le moins possible sur cette partie de la colonie, qu'il considère comme la plus intéressante par sa proximité de la côte et par ses possibilités d'avenir, j'entends dire le Gabon et le Moyen-Congo jusqu'à la Sangha.

Il s'est efforcé, en second lieu, de sauvegarder au mieux la grande voie de pénétration vers le centre africain constituée par les fleuves Congo, Oubanghi, Gribingui, Chari, qui forme en quelque sorte comme l'épine dorsale de notre possession.

Enfin, il a fait effort pour que les cessions n'intéressent que les parties de notre possession qui avaient été le moins colonisées par la France où elle avait le moins dépensé de son or et de son sang qu'en un mot elle avait le moins marqué de son empreinte, de telle sorte que l'abandon en fût moins sensible à son amour-propre et à ses intérêts matériels. (*Vifs applaudissements.*)

Dans quelle mesure avons-nous réussi à ce triple point de vue ? J'ai le devoir de l'expliquer à la Chambre.

Messieurs, quand on envisage d'ensemble l'histoire de l'Afrique équatoriale, on est frappé dès l'abord par des constatations qui paraissent particulières à l'évolution de cette colonie.

Voici près de trois quarts de siècle que nous sommes à Libreville, voici plus de trente ans que notre pavillon flotte à Brazzaville et cependant nous n'avons rien fait ou presque rien dans cette fraction de la colonie d'un accès relativement aisé.

Cela s'explique, messieurs, parce que tout l'effort de la métropole s'est porté vers l'hinterland et le Congo moyen, vers l'Oubanghi, le Chari et leurs affluents, en vue de gagner nos rivaux de vitesse et d'atteindre au plus tôt le centre africain ; les événements qui se déroulent à cette heure au Ouadaï et qui auront, je l'espère, une prochaine et heureuse solution, ne sont que le couronnement de ce long et héroïque effort.

Pendant que nous poursuivions cette œuvre, nous avons négligé la fraction de la colonie voisine de la côte, et cela contrairement à ce qui s'était passé dans toutes nos colonies, notamment en Cochinchine pour l'Indo-Chine, et au Sénégal pour l'Afrique occidentale.

Quel est le tableau que nous avons sous les yeux ? A l'heure actuelle, on peut à peine accéder à Libreville de nuit tant les passes sont mal éclairées. Le port rudimentaire, construit par la marine voici quarante ans, ne comporte des installations que pour les chalands et les embarcations légères.

Il n'y a pas de matériel pour charger et décharger les colis, pas de moyens de transport. A Cap-Lopez, la situation est la même ; dans les rades plus méridionales, celles de Setté-Cama et de Loango, elle est pire encore.

Les fleuves, voies de pénétration naturelle vers l'intérieur, mais qui ne sont navigables qu'à une petite distance de la côte à raison de l'orographie de cette partie de l'Afrique et spécialement des monts de Cristal qu'ils descendent en rapides, ces fleuves n'ont pas été aménagés.

Les sociétés concessionnaires auxquelles on avait à tort pensé pou-

voir confier la création de l'outillage économique de la colonie, n'ont rien ou presque rien fait; de ce côté, tout espoir doit être abandonné.

J'ai donc le droit de dire — les chiffres sont là pour en témoigner — que ce que nous avons fait jusqu'en ces toutes dernières années dans cette fraction de la colonie est négligeable. Le Gabon avait en 1898-1899 un mouvement commercial de 9 millions de francs. Dix ans après le chiffre des transactions était sensiblement le même.

Pourtant — et j'arrive à un point essentiel — il faut considérer que cette fraction de la colonie en est la partie la plus précieuse, à raison de sa proximité de la mer et des facilités d'accès qu'elle présente; pourvu qu'on veuille bien les aménager, les deux ports de Libreville et de Cap-Lopez sont les plus sûrs de la côte occidentale d'Afrique, depuis Dakar jusqu'à Saint-Paul de Loanda. A l'intérieur, les populations sont commerçantes, belliqueuses il est vrai, mais elles donnent, par là même, la mesure de ce qu'elles pourront faire. C'est là une règle générale en Afrique, et il y a quelques jours je recevais un télégramme du colonel Largeau, dans lequel il me disait qu'il avait rencontré des peuplades belliqueuses et qu'il s'en félicitait, car il y voyait, pour l'avenir des concours actifs pour le commerce et l'agriculture.

De plus, ce pays du Gabon est infiniment riche par ses possibilités actuelles et d'avenir. Je ne parle pas du caoutchouc sur lequel tout le monde est très suffisamment informé, mais des cultures de cacao, café, vanille, qui doivent réussir parfaitement, ainsi que le démontrent des exemples malheureusement trop restreints encore, mais que nous pouvons multiplier.

Les bois présentent des essences nombreuses. Enfin, on a découvert, dans la région de Mboko-Sangho, du Mindouli et du Djoué, une zone cuprifère qui ouvre à l'exploitation des mines un bel avenir.

Ces renseignements vous montrent combien nous étions fondés dans cette première préoccupation, qui a consisté à retenir le plus possible de cette fraction de la colonie qui, j'ai le droit de le dire, même détachée de tout l'hinterland, représente un ensemble homogène, puisqu'il ne comprend pas moins de 500.000 kilomètres carrés de superficie, et que, je le rappelle en passant, les deux diagonales, Libreville-Ouessou et Libreville-Brazzaville, mesurent près de 800 et de 900 kilomètres. Ces espaces sont suffisants pour former une colonie prospère. On a pu redouter à un moment donné — et M. le ministre des affaires étrangères y faisait allusion — que l'emprise ne fût plus considérable. Elle se réduit heureusement à une superficie de 30.000 à 35.000 kilomètres carrés.

Certes, ce sacrifice n'est pas négligeable, quand on veut bien se rappeler qu'il comporte, notamment, la rive gauche du rio Muni et

une partie des affluents Nord de l'Ivindo. Mais ce qu'on peut dire, messieurs, c'est que, ni par son étendue territoriale, ni par sa disposition même, cet abandon ne constitue un danger pour la partie de la colonie qui nous demeure. Il dépend exclusivement de nous, comme je l'indiquerai tout à l'heure, il dépend de notre courage, de notre énergie, de notre foi dans l'avenir de ce pays, de faire que le nouveau voisinage qui lui est imposé n'entraîne point de conséquence mortelle pour le reste de la colonie. (*Applaudissements.*)

Il s'agissait, en second lieu, comme je l'indiquais tout à l'heure, de sauvegarder la grande voie maîtresse qui conduit vers le centre africain et de garder intacts les liens entre les diverses fractions de la colonie.

Messieurs, avec son clair génie, le pays a compris que dans l'immense superficie de notre empire africain, certaines fractions pouvaient être abandonnées pour acquérir par ailleurs des avantages équivalents ou supérieurs. Il en a admis le principe, mais à une condition, c'est que ce qui nous resterait ne fut pas touché indirectement et que nous ne fussions pas contraints de solliciter l'intervention de tierces puissances pour atteindre les domaines qui nous restaient. En un mot, au mois de septembre dernier, le pays s'est opposé à la coupure. Nous croyons avoir suffisamment résolu la question sur ce point et donné au sentiment national les garanties qu'il exigeait.

Voici, en effet, quelle est la situation à l'heure actuelle. Avant le traité — et je m'excuse de donner ici quelques précisions, je les crois nécessaires (*Parlez! Parlez!*) — avant le traité, trois voies d'accès conduisaient à nos possessions d'Afrique équatoriale. La voie septentrionale, celle de l'Afrique occidentale, c'est la voie Niger-Tchad, la voie Niamey-Zinder-Nguigmi. C'est la plus courte kilométriquement et c'est, à l'heure actuelle, celle que suit le fil télégraphique ; c'est peut-être, pour une fraction de transports au moins, celle qui sera suivie demain.

J'indique, en passant, messieurs, que c'est par cette voie que les renforts envoyés au Ouadaï au lendemain des événements douloureux de l'Ouadaï-Kadja et de Doroté sont passés. Donc, même si la coupure par le Sud avait été réalisée, nos troupes du Ouadaï n'eussent pas été isolées comme on l'a écrit à tort plusieurs fois cet été.

Cette première voie demeure intacte. Je n'insiste pas.

La deuxième voie de pénétration est celle qui emprunte la Nigeria anglaise et le Cameroun allemand : c'est la voie dite de la Bénoué. Les marchandises venues par mer débarquent à Burutu, port anglais à l'embouchure du Niger, elles sont transportées ensuite par vapeurs fluviaux sur le Niger et la Bénoué jusqu'à Garoua, en territoire allemand et, de là, acheminés, par chalands, pirogues, charrettes ou porteurs jusqu'au Logone.

Il vous apparaît tout de suite, messieurs, que cette voie était viciée

et précaire par son caractère international. Elle ne pouvait donner satisfaction que si nous étions en bons rapports avec les nations dont elle traverse les territoires. Mais c'était là une situation antérieure à l'accord du 4 novembre.

Ce que pouvait l'accord du 4 novembre, c'était ne pas modifier en mal cette situation. Eh bien, nous en avons eu la préoccupation et puisque les territoires de Léré au Logone étaient compris dans la cession, nous avons prévu une série d'enclaves permettant d'utiliser dans les mêmes conditions qu'hier, peut-être même — des techniciens me l'ont confié depuis — dans des conditions meilleures la voie ancienne.

Au centre. Oh non !

M. LE MINISTRE DES COLONIES. Je tiens ces renseignements d'officiers qui ont commandé dans ces régions.

La troisième voie de pénétration est celle du Congo et de l'Oubanghi, qui est, à proprement parler, notre voie nationale. Nous nous sommes efforcés de lui garder ce caractère. (*Très bien ! Très bien !*)

Oh ! je sais — M. de Mun y a fait allusion — il y a les deux pointes de la Sangha et de la Lobaye, et on n'a pas manqué de critiquer ces deux enclaves. On a voulu y voir comme deux agrafes d'une tunique de Nessus destinée à brûler un jour les flancs de notre colonie. Messieurs, la réalité est heureusement moins tragique.

Oui, l'Allemagne possédera de 12 à 20 kilomètres de rives sur un ensemble fluvial qui a près de 1,500 kilomètres ; mais — vous ne l'avez pas oublié — l'accord stipule en même temps que les rives ne pourront pas être fortifiées.

Il dit aussi qu'il y aura liberté de transit sur ces rives. Et si ces garanties, messieurs, pouvaient vous paraître insuffisantes parce qu'elles ne sont qu'écrites, il suffirait de se rappeler qu'au droit de Bonga, à l'embouchure de la Sangha, le Congo a plus de 10 kilomètres de largeur, et qu'en face de la Lobaye, vis-à-vis de Mongoumba, l'Oubanghi a plus de 1 kilomètre aux basses eaux.

Ces chiffres démontrent que la navigation française sur le Congo et l'Oubanghi n'est nullement menacée. (*Très bien ! très bien !*)

Enfin — et on paraît l'oublier toujours quand on parle Congo et Oubanghi — nous sommes dans le bassin conventionnel du Congo, qui a reçu un statut spécial par l'acte de Berlin de 1885.

Aux termes de cet accord diplomatique et par suite, dès avant le traité du 4 novembre, les navires allemands pouvaient en toute liberté et avec les garanties assurées par l'acte de 1885, circuler et sur le Congo, et sur l'Oubanghi et sur la Sangha.

M. PIERRE LEROY-BEAULIEU. Alors pourquoi les Allemands ont-ils demandé accès à ces deux fleuves ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES. Il est vrai, — et on en a beaucoup parlé au cours de cet été — que la navigation se pratique dans ces régions dans des conditions un peu spéciales, parce que les chaudières sont chauffées au bois. Un jour viendra où elles le seront au pétrole, mais, en attendant, la puissance qui ne détient pas une des rives n'est pas certaine de pouvoir assurer sa navigation sur le fleuve.

Je pense que l'étendue de rives que nous avons conservées prouve une fois de plus que nous sommes absolument maîtres de la navigation dans cette partie du Congo, depuis Brazzaville jusqu'à Bangui. (*Très bien ! Très bien !*)

Quant à la dernière fraction de cette grande voie de pénétration dont je parlais tout à l'heure, jusqu'au Chari et au-delà de Bangui, elle n'est pas touchée ; je me trompe, elle est améliorée d'une manière sensible par l'abandon qui nous a été fait par l'Allemagne des territoires compris entre le bas Logone et le bas Chari.

M. LE COMTE DE LANJUNAIS. On nous cède la moitié d'un bec de canard et on nous prend deux trompes d'éléphant. (*Exclamations.*)

M. LE MINISTRE DES COLONIES. J'entends bien, messieurs : ces douze ou quinze mille kilomètres carrés ne constituent pas un accroissement de richesse très appréciable pour notre Afrique équatoriale, mais ces territoires ne sont pas négligeables et les documents distribués au Reichstag allemand à l'occasion de la discussion du traité indiquent qu'au-delà du Rhin on considère cette partie comme ayant une valeur égale à celle que nous cédon entre le Logone et la frontière orientale du Cameroun, et que nous nous plaisons à considérer comme de très grande valeur. Mais cet abandon a eu pour résultat de rendre le fleuve Chari français jusqu'à Fort-Lamy. Quand on sait l'importance de Fort-Lamy chef-lieu du territoire du Tchaï, on reconnaît que ce n'est pas là un petit avantage ; la sécurité de nos voies de communication a été accrue dans une très large mesure. (*Très bien ! très bien !*)

Il ne suffisait pas d'avoir sauvé les voies d'accès ; il était encore désirable de cantonner, en quelque sorte, les territoires cédés dans la partie de la possession où nous avons fait jusqu'ici les moindres efforts. Ce but a été atteint. J'ai fait dresser, aussi approximativement que possible, l'état des dépenses effectuées par la colonie jusqu'à ce jour, d'une part dans les parties cédées, d'autre part dans les parties conservées. Je scinde cette période en deux fractions, l'une qui va jusqu'en 1909 — c'est la date à laquelle ont commencé les travaux de l'emprunt de 21 millions — la seconde qui comprend les deux dernières années.

Avant 1909, on avait effectué dans les territoires cédés environ 100.000 fr. de travaux pour une série de postes ; au contraire, pour les territoires demeurés français, on arrive à un total d'environ 5 mil-

lions pour des installations de postes, à Libreville, à Loango, à Brazzaville, à Ouessou, à Bangui, etc.; et à 1 million pour des lignes télégraphiques.

Ainsi, en résumé, avant 1909, sur une dépense d'environ 6.100.000 francs, 100.000 francs ont été dépensés dans les territoires cédés.

Depuis 1909, c'est-à-dire depuis la mise en exécution de l'emprunt de 21 millions, dans les territoires cédés, il a été fait une dépense de 400.000 fr. Dans les territoires conservés, au contraire, il a été fait une dépense d'environ 8.000.000, pour les lignes télégraphiques, la route de Fort-Sibut à Fort-Crampel, les études des deux voies ferrées, des études hydrographiques, etc.

Ainsi, en résumé, pour cette seconde période, il a été fait 8 millions 400.000 francs de dépenses, dont 400.000 fr. dans les territoires cédés.

J'avais le devoir de faire passer ces chiffres sous les yeux de la Chambre. (*Très bien! Très bien!*)

Sans doute, pour être complet, faudrait-il ajouter à ces chiffres les dépenses effectuées par les missions religieuses et par les sociétés concessionnaires. Mais, d'abord, les premières demeurent presque toutes entières en territoire français. Quant aux secondes, les éléments d'appréciation m'ont fait défaut.

Toutefois, je puis affirmer que, sauf dans la région de la Haute-Sangha, pour laquelle un effort sérieux a été tenté, les sociétés n'ont pas fait preuve d'une très grande activité. Je m'excuse devant la Chambre de ces détails. Mais je crois que mon devoir est de les lui fournir. Je n'aurais pas pleinement rempli ma tâche si je ne l'avais pas fait. (*Très bien! — Parlez!*)

En les envisageant d'ensemble, voici, en résumé, l'importance des territoires cédés.

Ils mesurent une superficie qu'on peut évaluer à 225.000 kilomètres carrés, chiffre faible, qui m'est venu du gouvernement général de l'Afrique équatoriale, mieux placé que personne pour l'établir, à 275.000 kilomètres carrés, chiffre fort.

Ces territoires ont une population d'environ 1 million d'habitants. Les effectifs militaires que nous y entretenons sont de quatre ou cinq compagnies. Les agents civils de l'administration sont au nombre d'une cinquantaine environ. Le nombre des agents de factoreries, des commerçants et colons est à peu près double. Le montant des importations et des exportations, autant que j'ai pu l'établir, s'élève à 8 millions de francs en chiffres ronds.

Enfin, pour ce qui est des impôts, je me permets de rectifier des chiffres qui ont paru. Voici ceux que j'ai reçus du gouverneur général de l'Afrique équatoriale et je l'ai prié de les vérifier à nouveau, parce qu'ils me paraissaient inférieurs à la réalité.

Les recettes effectuées dans les territoires cédés s'élèvent à environ 1 million de francs pour les douanes et les domaines, et à 750.000 fr. pour les impôts de capitalisation.

Envisageant d'un autre point de vue ce même ensemble, voici comment il se présente : à peu près 50.000 kilomètres carrés de parcelles inondées ou marécageuses, où l'eau, la terre, la végétation s'entremêlent au point que l'homme n'y peut pas vivre et qu'il n'y pénètre que pour la chasse.

Ensuite de 60.000 à 80.000 kilomètres de forêts vierges très serrées où, à la vérité, se trouvent des peuplements caoutchoutifères de première importance, mais où se trouvent aussi les germes qui provoquent le mal redoutable que vous savez, auquel je ne ferai ici qu'allusion, mais sur lequel je devrais m'étendre plus longuement, si je lui donnais la place qu'il doit tenir dans cet exposé.

Enfin de 100.000 à 140.000 kilomètres carrés de terres légères, aptes à la culture et à l'élevage, découvertes dans la plus grande partie de cette étendue habitées par des populations intelligentes, déjà habituées aux travaux de l'agriculture et de l'élevage et préparée par l'islamisme à une discipline sociale. C'est la région qui s'étend à l'est de la frontière orientale actuelle du Cameroun.

J'indique, pour finir, qu'à peu près les trois quarts ou les quatre cinquièmes des territoires cédés sont entre les mains de sociétés concessionnaires dont le privilège d'exploitation prend fin, pour les unes en 1920, et pour les autres en 1930.

Tel est, messieurs, défini aussi exactement que possible, le bilan de ce que nous cédon en Afrique équatoriale.

Si douloureusement que nous soyons affectés par ce sacrifice, nous ne devons pas nous laisser aller à certaines exagérations que cet été j'ai entendu exprimer par des esprits d'ordinaire plus mesurés. N'est-on point allé jusqu'à dire que le traité du 4 novembre compromettrait irrémédiablement l'avenir de notre empire africain !

Quand on songe, messieurs, que cet empire comporte près de six millions de kilomètres carrés exploitables, et je ne parle pas, bien entendu, du Sahara ; qu'il est habité par à peu près 33 millions d'habitants ; qu'il comporte un commerce de près de 2 milliards, j'ai le droit de dire qu'en mettant en balance ces chiffres et ceux que j'indiquais à l'instant, on ne peut pas déclarer que nous ayons affaibli sensiblement notre position en Afrique. J'ai le droit de dire, et je le fais sans aucune passion politique — que la troisième République, qui a reconstitué le domaine colonial de la France, mutilé par les régimes antérieurs, ne peut être accusée d'avoir inscrit dans les fastes de notre histoire des pages qui rappellent en quelque façon que ce soit notre abandon des Indes, de la Louisiane et du Canada. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Messieurs, que nous reste-t-il en Afrique équatoriale et que devons-

nous faire de ce qui nous reste ? C'est là l'œuvre de demain, c'est celle qui nous presse.

J'ai dit tout à l'heure ce qu'est la partie côtière, celle qui s'étend de l'Atlantique à la Sangha, je n'y reviens pas. On a parlé ensuite avec quelque dédain de l'enclave qui nous demeure entre le Likvuala aux Herbes et l'Oubangui. Messieurs, quand on songe que ce territoire mesure 400 kilomètres le long de l'Oubangui et 150 kilomètres de largeur à la hauteur de Bera Njoko, que dans le passé et dans un avenir très long encore la seule voie de pénétration dans cette région sera le fleuve Oubangui, quand on fait cette constatation, on se demande pourquoi cette fraction de notre colonie, telle qu'elle se comporte à l'heure actuelle, n'aurait pas le développement qu'elle aurait eu avant l'accord. J'ai d'ailleurs rappelé déjà les raisons d'ordre politique et économique qui nous avaient empêchés de l'abandonner.

Pour les régions situées plus au Nord, dans l'Oubangui-Chari-Tchad notamment, elles sont, il est vrai, légèrement écornées à leur extrémité occidentale.

Messieurs, on a représenté tour à tour ces régions comme des réserves de richesses mystérieuses et comme des terres maudites. Il est bien certain qu'on ne peut pas fonder de très vastes espoirs sur des terres isolées en quelque sorte à l'intérieur d'un grand continent. Les difficultés d'accès et de transport les empêchent de prétendre sur le marché mondial à une place prépondérante ; mais ces régions, ne l'oublions pas, sont les réservoirs de races denses et vigoureuses dont nous avons un si grand besoin dans notre Afrique, où la densité moyenne de la population est faible. Ne nous y trompons pas, quand nous aurons apporté à ces populations la sécurité et la paix, quand nous aurons débarrassé ces régions des tyrannaux locaux, qu'ils s'appellent comme hier Rabah ou comme aujourd'hui Doudmourrah, quand nous y aurons porté les premiers éléments de la civilisation, sous forme de routes, d'écoles, de dispensaires, de marchés, elles prendront le même développement qu'ont pris, à l'étonnement de beaucoup de coloniaux mêmes, les régions du Soudan, si décriées autrefois.

Messieurs, nous avons, en outre, pour conserver cette région, des considérations politiques impérieuses.

Nous ne pouvons pas admettre qu'une autre nation que la France donnât le mot d'ordre sur les confins du Sahara, où le moindre bruit, la moindre agitation ont des répercussions si étrangement lointaines.

Si enfin ces considérations d'ordre économique ou politique n'avaient point suffi pour nous faire apprécier à leur juste valeur ces territoires, je dirai après M. de Mun qu'il y avait une raison majeure, bien qu'une raison de sentiment, pour les garder.

Quand au cours de cet été je lisais les objurgations adressées au Gouvernement, quand de toutes parts on nous conjurait de ne point céder le sol qui avait bu tant de sang de nos soldats et de nos explo-

rateurs, j'avais la satisfaction de penser, et j'en apporte l'expression très loyale devant la Chambre, que, sauf deux ou trois tombes qui se trouvent dans la partie cédée, presque toutes demeurent dans le territoire conservé et que, demain comme hier, les cendres de Crampel et de Bretonnet, de Lamy et de Behagle, de Fiegenschuch, de Moll et de tant d'autres reposeront à l'ombre du drapeau national. (*Applaudissements.*)

Dans cette Afrique équatoriale qu'allons-nous faire? Faut-il nous laisser aller au découragement où certains pessimistes voudraient nous conduire?

Ne faut-il pas au contraire répondre au coup qui a frappé la colonie par un redoublement d'efforts?

J'ai indiqué que peu de choses avaient été faites dans cette colonie. Je dois maintenant préciser.

Il est exact que, jusqu'il y a deux ans, presque rien n'avait été fait au Congo, mais, depuis deux ans, un effort sensible a été effectué et les résultats de cet effort ont été tels qu'ils ont mis en évidence pour cette colonie une possibilité d'exploitation, et des espoirs qui ne seront pas tous démentis. Il n'y a pas à hésiter, la France doit immédiatement s'employer à réparer un passé qu'on peut regretter aujourd'hui.

Voici d'un mot quelle est en cette fin d'année 1911 la situation de la colonie.

Neuf bataillons l'occupent, trois au Tchad, six répartis dans les trois colonies du groupe. Trois cents administrateurs ou agents civils sont répartis dans une centaine de postes. On peut affirmer qu'à la fin de l'année 1912 nous aurons pris possession de toute la colonie.

Quand on pense qu'au début de 1908 un cinquième à peine était occupé, on peut mesurer le chemin parcouru depuis trois ans.

L'armature de la colonie est dès maintenant constituée. Elle peut, elle doit se développer suivant les mêmes méthodes que celles employées dans toutes nos grandes colonies. Et voici que déjà les résultats financiers indiquent que ces espoirs ne sont pas vains. Les budgets du Moyen-Congo et de l'Oubanghi sont en excédent, leurs caisses de réserve sont au maximum. Le budget général, il est vrai, n'en est pas au même point. Mais je dois indiquer que, l'année dernière, il est arrivé à éteindre la dette de 1 million qui, depuis plusieurs années, grevait son passif. Dans le projet de budget que j'ai reçu ces jours derniers pour l'année 1912, le gouverneur général avait pu inscrire l'annuité nécessaire à l'amortissement de la seconde tranche de l'emprunt de 21 millions. Lorsque la Chambre a voté cet emprunt, elle avait pensé cependant en conserver toujours la charge au budget colonial.

Enfin, messieurs, le mouvement commercial, également depuis deux ans — je souligne ces mots, car je ne voudrais point paraître en ce moment, plaider une cause contraire à celle que je défendrais tout à l'heure — ce mouvement qui ne s'est dessiné que depuis deux ans, indique un chiffre de 40 millions double de celui d'il y a dix ans. Ce mouvement ne peut que s'accroître, parce que nous rendons au commerce libre des espaces de plus en plus vastes, et qu'en même temps, une administration plus attentive surveille mieux les sociétés concessionnaires et saura les diriger dans une voie plus conforme au sain développement économique de la colonie. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Telle est la situation. Pourquoi ne ferions-nous pas pour cette Afrique équatoriale ce que nous avons fait pour les autres colonies, pour l'Indochine, pour l'Afrique occidentale, pour Madagascar, quand nous avons prêté 300 millions à la première, 200 millions à la seconde et 100 millions à la troisième.

Messieurs, il s'agit de savoir si la France voudra consentir ces sacrifices. Je puis vous dire que le Gouvernement, en possession des études entreprises sur l'emprunt de 21 millions, sera en état au cours de l'année 1912, de vous présenter un programme qui permettra à la colonie de prendre le développement auquel je faisais allusion. Ces études sont complètes et détaillées. Je ne saurais trop rendre hommage aux officiers qui les ont entreprises là-bas dans les conditions difficiles que vous savez.

Le projet de voie ferrée de Pointe-Noire à Brazzaville, avec une installation de port à Pointe-Noire est prêt. La France se doit de faire cette voie ferrée pour se constituer à elle-même une voie de pénétration exclusivement française et ne plus être obligée d'emprunter la voie belge de Matadi à Kinchassa qui semble d'ailleurs avoir atteint son maximum de rendement.

Cette voie française sera assurée d'un trafic certain, non seulement par le transit qui dépasse déjà 3 millions, mais par l'exploitation des produits de la forêt de Mayumbo et des mines de cuivre de M'Boko-Sangho et de Mindouli.

En second lieu, ce programme comprendra l'amélioration des communications de Brazzaville au Tchad, d'abord en mettant à profit les résultats de la mission Roussilhe, de façon à aménager le fleuve Congo et le fleuve Oubanghi, puis en terminant la route de Badgui à Fort-Archambault dont la section médiane est en voie de construction.

Enfin, messieurs, et je tiens à le dire ici, nous devons faire également le chemin de fer de la partie Nord du Gabon...

M. TOURNADE. C'est très intéressant, mais ce n'est pas la question. (*Exclamations à gauche.*)

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.* Mais si, c'est tout à fait la question.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. L'honorable M. Tournade me dit : C'est très intéressant, mais ce n'est pas la question.

M. FERNAND DAVID. Vous tenez un très beau langage, à tous égards. (*Applaudissements.*)

M. TOURNADE. Je ne dis pas non, mais ce n'est pas la question.

M. LE MINISTRE DES COLONIES. J'ai indiqué tout à l'heure, afin que la Chambre en fût juge, l'étendue des territoires cédés. Puis, pour répondre à certain pessimisme, que je ne crois pas voulu, j'ai eu le devoir de dire ce qu'il nous restait de notre Afrique équatoriale et ce que surtout elle pourrait être demain si nous voulions bien faire pour elle ce que nous avons fait pour les autres colonies. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*) Par conséquent, messieurs, j'ai le droit de dire que je suis au cœur de la question. (*Très bien ! très bien !.*)

On vous a dit : » Vous avez blessé mortellement la colonie. » J'ai démontré qu'il n'en est rien et qu'il suffit de volonté et de méthode de notre part pour la remettre dans l'état où elle aurait dû être si elle n'avait pas été délaissée. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

Et je termine, messieurs, ce que je disais lorsque j'ai été interrompu ; il faudra faire aussi le chemin de fer du Nord du Gabon. Peut-être le tracé qui paraissait devoir être adopté subira-t-il quelques modifications, mais je considère comme nécessaire d'entreprendre au plutôt la ligne de N'Djolé à Kandjama, qui, en prolongeant par le rail la voie navigable de l'Ogooué, viendra drainer toutes ces régions de l'Ogooué et de l'Ivindo et au besoin permettra la pénétration jusqu'à Ouessou et au delà si les événements le font juger nécessaire.

J'ai dit que la France se devait à elle-même de faire cet effort et qu'elle le devait aussi à ceux de nos compatriotes, fonctionnaires, officiers ou colons qui sont en Afrique équatoriale et qui ont accueilli l'accord avec les sentiments que je viens de vous faire connaître. Ils n'ont pas protesté ; ils ont dit leur tristesse ; mais quand ils nous en ont envoyé l'écho, voici quelques semaines, ils ont ajouté qu'ils se sentiraient consolés si la mère patrie, au lieu d'abandonner ce qui reste de la colonie, voulait bien, par un nouvel et vigoureux effort, faire ce qu'elle n'avait pas fait dans le passé. Ils ont pensé unanimement qu'ainsi notre œuvre en Afrique équatoriale était pleinement sauvegardée. (*Applaudissements.*)

Messieurs, au cours des négociations, au fur et à mesure que se dessinaient les linéaments de la nouvelle frontière qui devait être assignée à notre Afrique équatoriale, l'opinion française, c'est son honneur, connu des heures d'émotion. Même ceux qui, bien informés, comprenaient que la France devait sortir de ce traité grandie en force et en puissance, ne se résolvaient pas aisément à l'idée de l'abandon d'une partie de nos possessions. Il leur apparaissait difficile que ces

territoires qui avaient connu, à un moment donné, la paix française, qui avaient reçu une première empreinte de notre civilisation, pussent passer en d'autres mains. (*Applaudissements.*) Et des voix émouvantes se faisaient entendre qui rendaient plus aiguë encore la crise où se débattait le sentiment national.

Je n'ai pas besoin de dire que nulle part plus qu'au Gouvernement, on ne ressentit ces doutes et ces angoisses, que nulle part on n'était mieux placé pour revivre l'histoire de ces régions, pour évoquer les noms des Braza, des Mizon, des Ballay pour ne parler que des morts. En poussant à travers l'Afrique mystérieuse leurs pointes hardies, ces valeureux pionniers avaient comme première idée de rendre la France plus grande.

Ah ! certes, ils n'étaient point partis au hasard et, comme le disait tout à l'heure très justement l'honorable M. Mun, ils suivaient un programme bien tracé.

Quand Fourneau et Gaillard remontaient pour la première fois la Sangha, quand ensuite de Brazza et Mizon, venu l'un du Sud, l'autre du Nord, se rencontraient également dans l'arrière Cameroun, ils comprenaient parfaitement qu'à ce moment ils ouvraient la voie française le long du Congo, qu'ils mettaient en relation directe nos possessions gabonaises avec nos possessions sahariennes ; de telle sorte qu'on pût aller, comme le disait M. de Mun, en terre française depuis Alger jusqu'à Libreville. Mais ce qu'ils voulaient par-dessus tout, c'est que notre civilisation qu'ils savaient généreuse et accueillante aux faibles — et nul, je crois, plus que de Brazza ne l'a montrée sous ce jour au cœur de l'Afrique (*Vifs applaudissements*) — c'est que notre civilisations s'étendit sur la plus vaste partie possible du continent africain. (*Applaudissements.*)

Eh bien ! leurs désirs sont réalisés ; leur mémoire peut être satisfaite. (*Applaudissements*).

Oui, il est vrai, demain le doux nom de France ne se répercutera plus sous les voûtes pleines de silence et de mystère d'une partie de la forêt équatoriale, mais par ailleurs il sonnera bien haut dans la plaine marocaine et sur les sommets du grand Atlas. Et quand on écrira l'histoire de ces événements, il faudra dire que ce Maroc nous a été donné en partie par ceux-là mêmes que leur vocation avait d'abord conduits vers l'Equateur. (*Vifs applaudissements.*) Je suis certain, messieurs, qu'à cette heure la France ne pourra que leur ouvrir plus larges encore les portes du temple de la Reconnaissance qu'elle élève à ceux de ses fils qui l'on bien servie. (*Applaudissements vifs et répétés à gauche et au centre. — M. le ministre, de retour au banc du Gouvernement, reçoit les félicitations de ses collègues.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Jaurès.

M. TOURNADE. Parlez-vous sur la motion préjudicielle ?

M. JAURÈS. Ce n'est pas sur le fond même de l'accord que j'ai demandé la parole. Quand cette question viendra, j'examinerai pour ma part, l'accord franco-allemand sans aucune tentation d'optimisme, peut-être aussi avec moins de sévérité que n'en ont marquée, depuis quelques semaines, plusieurs de ceux qui ont plus de responsabilité que mes amis et moi dans les événements qui ont abouti à l'accord lui-même. Nous l'examinerons, avant tout, comme un instrument de paix, avec le souci d'en assurer, d'en prolonger et d'en agrandir l'efficacité pacifique. (*Applaudissements.*)

En ce moment, je veux dire seulement un mot à l'émouvante question de méthode que M. de Mun a posée devant nous, dans un discours admirable, d'une simplicité si haute et d'une incomparable autorité. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Je comprends très bien à quel sentiment obéit notre éminent collègue. Peut-être, cependant, me permettra-t-il de lui dire que sa motion risque de paraître un peu tardive quand, depuis déjà six semaines, la question est débattue.

Je me demande, avec une émotion où entre le sentiment très sincère de notre responsabilité, si, à l'heure présente, dans l'état incertain et trouble des choses du monde, il n'y a pas quelque dommage, sinon quelque danger, à tenir encore, en suspens la solution du problème marocain. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mais, messieurs, quelle que soit, à cet égard, notre préoccupation, et quel que soit notre désir, je ne me résignerai pas, moi non plus, à aborder le fond du débat, si nous n'avons, une fois encore, du Gouvernement tout entier, des déclarations précises et solennelles, des engagements formels au sujet d'une question vitale qui nous tient au cœur à tous, je veux dire dans quel esprit seront conduites les négociations avec l'Espagne. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

Messieurs, si nous demandons, si nous exigeons, je puis dire, du fond de notre conscience, qu'elles soient conduites dans l'esprit le plus largement amical, c'est d'abord par respect pour un peuple qui à travers les inévitables vicissitudes de l'histoire et aux heures les plus critiques, a su toujours par la force de l'héroïsme et de la vitalité morale, être et rester un grand peuple. (*Vifs applaudissements.*)

C'est aussi parce qu'il ne nous convient pas, au sortir d'une période où les engagements internationaux on été si souvent violés ou pour le moins éludés, de permettre que la signature de la France, même donnée dans un secret déplorable et qui, nous l'espérons, ne se renouvellera pas (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs*) soit chicanée et contestée.

Et alors, messieurs, je dis à MM. les ministres : Donnez à la Chambre, au pays et à l'Europe, le langage de loyauté et d'amitié que le monde civilisé attend à cette heure.

M. de Mun marquait avec raison que, depuis trop longtemps en cette affaire, c'est par les journaux que nous sommes informés — informés et inquiétés. — Et je ne peux pas oublier qu'il y a quelques semaines encore des journaux qui passaient pour réfléchir la pensée de M. le président du conseil, nous incitaient à je ne sais quelle politique arrogante et brutale. Cette politique-là, à peine connue, a inquiété, révolté, et l'on semblait revenir à des sentiments plus mesurés et plus sages. Mais, peut-être par l'effet des événements parlementaires de ces derniers jours, il semble qu'au dehors, dans une certaine partie de cette presse officieuse, recommencent les velléités inquiétantes. Ce matin encore, un journal qui a eu plus d'une fois des confidences, disait qu'après tout il n'y avait pas urgence à ce que l'affaire espagnole fut réglée et que si nous pouvions au préalable procéder à une occupation effective du Maroc, nous négocierions dans des conditions meilleures. J'ose espérer qu'une pensée aussi coupable n'a pas pu effleurer même un instant l'esprit de ceux qui nous gouvernent. (*Abplaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

Mais avant de voter le traité, avant de l'examiner au fond, et puisque par l'effet même des circonstances où nous sommes, le Gouvernement et pour quelques semaines seul responsable, à l'abri, pour ainsi dire, du contrôle parlementaire, c'est une raison de plus pour qu'il s'explique pleinement envers nous ; et je lui demande, pour nous permettre d'aborder en toute sécurité l'examen et le vote de l'accord franco-allemand, de nous dire que l'Espagne sera pour nous la bonne, la loyale et grande amie, et que nous tiendrons nos engagements (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs. — Mouvements divers*) et que nous respecterons envers elle notre signature, la signature de la France. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs. — Bruit.*)

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le président du conseil.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Je ne me déroberai pas, messieurs, à l'invitation qui m'est adressée.

Il me paraît que M. Jaurès a fort nettement aperçu qu'il était sinon impossible, du moins fort difficile pour la Chambre, engagée depuis des semaines dans le débat de l'accord franco-allemand, d'ajourner une solution et d'hésiter à conduire la discussions jusqu'au bout.

M. Jaurès vous a dit son incertitude en ce qui concerne l'allure générale des négociations actuellement engagées avec l'Espagne. Il a demandé — je reproduis ses propres paroles — des déclarations précises et solennelles.

En quelques mots je les apporte.

La France, dans les négociations qu'elle a engagées, qu'elle poursuit

avec l'Espagne et qui sont basées sur l'accord de 1904, entend traiter une puissance dont vous avez eu raison de dire, monsieur Jaurès, qu'elle était restée grande par la persistance de son héroïsme, avec les sentiments de la plus entière amitié et de la plus affectueuse cordialité. Elle entend respecter la dignité de l'Espagne, mais sauvegarder en même temps les intérêts de la France. (*Vifs applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole et à M. de Mun.

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. J'ai entendu avec plaisir la déclaration de M. le président du conseil au sujet de l'esprit dans lequel il conduit les négociations avec l'Espagne, mais j'attends toujours qu'il veuille bien nous donner sur l'origine des négociations congolaises et en particulier sur ce qui s'est dit dans les conversations engagées avant l'arrivée du bateau allemand à Agadir, des éclaircissements qui nous permettent de voir clair dans notre situation politique. (*Applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le président du conseil.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Messieurs, je fait part à la Chambre de l'embarras (*Mouvement à droite*) — oh ! messieurs, pas dans le sens où certains paraissent l'entendre — dans lequel me met la question de l'honorable M. de Mun. C'est tout le discours que vous attendez, que vous avez le droit d'attendre du président du conseil, que M. le comte de Mun lui demande d'apporter en ce moment à la tribune.

Je l'apporterai, mais j'ai le droit de demander, c'est un devoir, je dirais presque de déférence vis-à-vis de nos collègues d'attendre que ceux d'entre eux qui ont d'autres observations à présenter les aient formulées (*Très bien ! très bien ! à gauche*) pour que je puisse faire une réponse d'ensemble.

Sur quoi a porté votre motion, monsieur de Mun ? J'ai admiré votre discours autant que tout autre de nos collègues et je puis dire même qu'à plusieurs reprises mes applaudissements se sont unis à ceux des admirateurs de votre grand talent. Mais votre discours porte moins sur la motion préjudicielle que sur l'ensemble de la question, car la motion préjudicielle demande seulement à la Chambre d'ajourner le débat en attendant l'issue des négociations avec l'Espagne et l'adhésion que donneront à la situation nouvelle les gouvernements étrangers. Sur ces points on a répondu. Pour le surplus je répondrai quand seront venus à la tribune les orateurs qui ont le droit de compter sur leur tour de parole.

En ce qui concerne la motion même, M. Jaurès et le président de

la commission ont donné les raisons pour lesquelles il paraissait impossible de la voter.

Je serai à la disposition de la Chambre pour m'expliquer aussi bien sur les questions que vous m'avez posées, Monsieur de Mun, que sur toute autre. Il y a en ce moment-ci, dans la presse et ailleurs, une atmosphère d'allégations fausses que j'ai hâte de dissiper en apportant à la tribune la pleine justification des actes du Gouvernement. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. Personne ne demande plus la parole ?...

Je vais mettre aux voix la motion préjudicielle de M. de Mun et ses collègues.

Sur divers bancs. Retirez-la ! (Mouvements divers.)

M. PAUL DESCHANEL, *président de la commission des affaires extérieures.* La motion est-elle maintenue ?

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur de Mun, maintenez-vous votre motion ?

M. LE COMTE ALBERT DE MUN. Nous la maintenons, monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES EXTÉRIEURES. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le président de la commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES EXTÉRIEURES. Messieurs, c'est sur la motion d'ajournement que je vous demande la permission de présenter quelques brèves observations. (*Parlez ! parlez !*)

Votre commission des affaires extérieures a mûrement pesé les raisons et les scrupules qui ont été exposés ici par M. Albert de Mun. Elle y a prêté une attention d'autant plus vive, qu'ils lui étaient exprimés par des hommes particulièrement compétents en matière de politique extérieure, et notamment par l'orateur éminent que nous avons été heureux de revoir à cette tribune. (*Applaudissements.*)

Mais elle n'a pas cru devoir se ranger à leur opinion, et cela pour des raisons plus fortes, que voici :

A la période de tension qui a pesé sur les rapports de la France et de l'Allemagne a succédé une période d'attente. Le gouvernement français avait négocié avec l'Allemagne pendant quatre mois. La convention a été signée le 4 novembre ; elle a été déposée sur le bureau de la Chambre le 7. Personne assurément n'aurait pu désirer un vote précipité. Il était de l'intérêt de tout le monde que votre commission examinât avec une attention scrupuleuse chacune des clauses des deux accords et les répercussions possibles, de ces clauses. Pour le moment

de la discussion, nous avons consulté le Gouvernement qui a la responsabilité des négociations; nous avons été exacts au rendez-vous qu'il nous a fixé. Le rapport a été déposé le 4 décembre. Nous voici au 14. Aujourd'hui, nous croyons qu'un plus long retard, dont il serait impossible d'ailleurs de préciser la durée (*Très bien ! très bien !*), en risquant de laisser la porte ouverte à des difficultés nouvelles et à tous les hasards, serait une imprudence grave. (*Très bien ! très bien !*)

Nous estimons que la situation de l'Europe nous commande de régler la question et d'en débarrasser le terrain diplomatique. En ce qui nous concerne, nous ne saurions prendre la responsabilité de laisser tout en suspens. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Cette considération suffirait, à elle seule, à nous déterminer. Mais il y en a d'autres, non moins décisives.

M. de Mun a parlé éloquentement de l'Espagne. Vous entendez bien, messieurs, que la nature des choses la géographie, l'histoire, les événements de ces dernières années, que tout le monde connaît aujourd'hui, limitent nécessairement le champ de nos négociations avec nos voisins d'au delà des Pyrénées. Eh bien ! je suppose le résultat le moins avantageux pour la France : est-ce une raison, parce qu'il y a une certaine inconnue du côté de l'Espagne, pour ne pas prendre le connu, c'est-à-dire ce qui nous est d'ores et déjà donné au Maroc ? (*Applaudissements à gauche.*) Est-ce une raison, parce qu'il y a une certaine incertitude du côté de Madrid, pour rester dans l'incertitude du côté de Berlin ? (*Nouveaux applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

Comment ! messieurs, nous avons demandé au gouvernement allemand de ne pas se mêler à nos négociations avec l'Espagne, et aujourd'hui, nous irions faire dépendre la ratification de l'accord franco-allemand de la fin des négociations avec l'Espagne ? (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Et puis, prenez garde ! les paroles mêmes que M. de Mun a prononcées tout à l'heure à l'égard de l'Espagne pour appuyer sa motion d'ajournement ne risque-t-elle pas de donner, bien à tort, à ceux qui la combattent, je ne sais quelle apparence, je ne dis pas d'hostilité, mais de sécheresse, de dureté à l'égard de nos voisins d'au-delà des Pyrénées ? Or, rien n'est plus loin de notre pensée. (*Très bien ! très bien !*) Nous croyons, au contraire, qu'une brouille entre la France et l'Espagne serait un grand malheur pour les deux pays et un défi à la civilisation.

Nous ne vous demandons pas d'abandonner nos droits. Il est clair que la situation actuelle n'est pas la situation de 1904. (*Mouvements divers.*)

M. JAURÈS. Ne discutons pas le fond.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. Mais un vote qui serait de na

ture à jeter, même en apparence, un doute sur nos sentiments à cet égard, serait impolitique et funeste.

Et puis enfin, il y a le Maroc, il y a le sultan qui, dès la première heure, a donné son adhésion à l'accord franco-allemand. M. le ministre des colonies, avec la précision et la probité de son esprit, disait que l'accord sera en grande partie ce que le feront notre activité, notre volonté, notre labeur. Eh bien ! serait-il bon de laisser trop longtemps le gouvernement chérifien dans l'incertitude sur les tendances et le programme de l'action française au Maroc ? Le représentant de la France ne pourra l'aborder avec des propositions fermes, que lorsque l'accord franco-allemand aura été ratifié par les deux Chambres. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Très bien !

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES EXTÉRIEURES. J'en ai dit assez, messieurs, pour expliquer l'attitude de votre commission, qui vous demande de repousser la motion d'ajournement, et, quels que soient vos sentiments sur l'accord, de vouloir bien le discuter sans délai. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

La motion d'ajournement proposée par M. de Mun est repoussée par 448 voix contre 98.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

3^e Séance du 15 décembre 1911.

Discours de MM. Abel Ferry et Millerand.

M. ABEL FERRY. Messieurs, lorsque vers le mois d'août le Gouvernement fit prévoir que nous serions amenés à faire d'importants sacrifices au Congo, un long frémissement parcourut le pays ; et, s'il s'y résigna, c'est, m'a-t-il semblé, parce qu'il lui parut que de tels sacrifices faits au Congo supprimeraient du moins, désormais, entre l'Allemagne et la France au Maroc toutes les difficultés et toutes les surfaces de friction. Ce vœu de l'opinion publique a-t-il été réalisé ? Voilà ce que je voudrais examiner très simplement devant vous en

faisant vivre, tels qu'ils vivront demain dans la réalité marocaine, les textes de l'accord franco-allemand. (*Applaudissements à gauche.*)

Lorsque notre diplomatie a entamé la conversation avec la diplomatie allemande, elle se trouvait en présence d'un véritable code marocain. Voici le volume qui contient le statut international du Maroc. Il a 350 pages de petit texte, sans commentaires, et la Chambre voit par là l'étendue des obligations internationales qui pèsent sur le Maroc. Or, elles ont un double inconvénient : d'une part, comme elles lui ont été faites dans l'intérêt non du Maroc mais des négociants et des commerçants étrangers, elles gênent et entravent le développement politique et économique du Maroc ; d'autre part, ces textes multiplient les surfaces de friction entre la France et l'Allemagne.

Eh bien, messieurs, puisque notre diplomatie se trouvait causer avec le pays dont toute la politique avait tendu et dont la volonté avait réussi à internationaliser le problème marocain et puisque, par ailleurs, par un douloureux sacrifice, elle le désintéressait, il semblait que nous dussions obtenir un Maroc allégé de quelques-unes de ces charges et servitudes internationales. L'avons-nous ? Voilà la question. (*Applaudissements à gauche.*)

Il pèse sur le Maroc deux sortes de servitudes : les unes d'ordre politique, les autres d'ordre économique.

Je parlerai d'abord des servitudes d'ordre politique.

La première est constituée par les protégés. Que sont les protégés ? Ils sont institués par la convention de Madrid de 1882. Un protégé est un sujet du sultan, un musulman marocain, soustrait pour ainsi dire à la nationalité de son pays d'origine et transporté dans la nationalité du pays qui le protège. C'est ainsi, par exemple, que les protégés ne paient pas d'impôt ; ils ne doivent pas le service militaire ; lorsqu'ils croient avoir à se plaindre, ils vont trouver le consul du pays qui les protège, et qui doit intervenir comme s'il s'agissait d'un de ses nationaux.

Le maintien de la protection au Maroc a un quadruple inconvénient. D'abord elle crée une clientèle de fait aux commerçants des pays étrangers et, par là, elle met, notre commerce dans une situation défavorable.

En second lieu, elle vous conduira demain à une presque impossibilité de politique musulmane.

En effet, dans les esprits simplistes des musulmans, dans un douar, à côté de la masse des indigènes, il y en aura un qui possèdera une carte de protection espagnole, allemande ou autre. Par là, vous établissez naturellement, dans l'état d'esprit de ce douar, de cette population musulmane, une sorte d'échelle des valeurs des différentes puissances et, dans cette échelle des valeurs, c'est la France qui sera, par la force même des choses, au dernier rang, puisque c'est contre elle qu'on aura une carte de protection, comme on l'avait hier contre un

sultan sans puissance et sans autorité. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche et au centre.*)

Mais il y a plus — et je me permets de vous dire que vous aurez demain des difficultés d'ordre administratif considérables.

En effet, à chaque instant, le consul du pays étranger aura le droit, de par sa nombreuse clientèle, de se rendre chez votre administrateur civil ou chez votre administrateur militaire. Et voici, à ce propos, le mot d'un consul allemand dont je me permets d'affirmer ici à mes collègues l'authenticité : « Tant que vous aurez la protection, vous ne pourrez pas administrer le Maroc. »

En voulez-vous un exemple ? Entre dix, je cueille celui-ci :

C'était au mois de mai dernier, notre colonne était en marche sur Fez. L'eau des douars était mauvaise et rare, la fièvre typhoïde faisait des ravages parmi nos soldats ; la dysenterie sévissait ; les accès pernicious de paludisme se multipliaient.

Or, voici les chiffres que l'on cite couramment là-bas et dont, d'ailleurs, je n'affirme pas l'authenticité : On dit que sur les 12.000 hommes de la colonne expéditionnaire, c'est 700 à 800 dont nous avons eu à déplorer la perte.

On arrive à Mecknès et il faut un hôpital. Cet hôpital, on le cherche et on s'aperçoit qu'un musulman, connu dans la région et ayant une carte de protection espagnole, a fait le trust de toutes les maisons où l'on peut en établir un. Pendant des semaines, on parlemente, et jusqu'à ce que vous ayez réussi à solutionner la question, dans les petites tentes à marabouts, où il fait 35 à 40 degrés, nos malades meurent, les uns après les autres. Voilà les conditions dans lesquelles vous allez administrer le Maroc ! (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Avec ce droit de visite que l'Europe a gardé au Maroc, vous aurez d'innombrables difficultés d'administration.

Mais, me direz-vous, nous avons des textes. En effet, vous avez des textes, mais le *Temps* lui-même déclare que « l'obscurité de la forme y atteint celle du fond. » Voici l'un de ces textes :

« Les deux gouvernements conviennent également de poursuivre auprès des puissances signataires toutes modifications de la convention de Madrid qui comporterait, le moment venu, le changement du régime des protégés et associés agricoles. »

Et je n'ai pas besoin de m'en rapporter à moi-même pour dire que le texte est obscur. Ceux qui l'ont écrit l'ont eux-mêmes jugé tel, puisqu'ils se le sont expliqué à eux-mêmes dans une lettre explicative.

Malheureusement, cette lettre interprétative n'est guère plus claire..

« J'ajoute, dit M. de Kiderlen-Waechter, que, dans ma pensée, l'expression « le changement du régime des protégés », portée à l'ar-

ticle 12 de la convention du Maroc, implique l'abrogation, si elle est jugée nécessaire, de la partie de la convention de Madrid qui concerne les protégés. »

« Si elle est jugée nécessaire », par qui ? quand ? et à quel moment ? Cela implique une nouvelle négociation. Puisque les sacrifices faits au Congo n'ont pas sur ce point suffi pour désintéresser l'Allemagne est-ce que, par hasard, cela impliquerait, le cas échéant, de nouvelles compensations ? (*Très bien ! très bien !*)

Ce qui est grave, voyez-vous, messieurs, c'est que, dans tout votre traité, l'hypothèque que l'Allemagne fait peser sur votre politique depuis sept années subsiste, et c'est par là, entr'autre, qu'elle se réintroduira au Maroc. (*Applaudissements.*)

Je vous demande maintenant la permission d'en venir à ce que je me permettrai d'appeler les servitudes économiques.

Ici, je voudrais faire tout d'abord remarquer à la Chambre que la situation qui était faite au Maroc par l'acte d'Algésiras est différente de celle qui existera demain, car l'acte d'Algésiras a prévu l'égalité économique avec toutes ses conséquences les plus rigoureuses, pour un Maroc ne se développant qu'avec ses propres ressources.

Or, demain, le Maroc ne se développera que s'il puise ses ressources dans le budget de la France.

Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse, car je crois qu'il est intéressant de se rendre compte de ce que pourrait demain être le budget marocain. Je ne crois pas que personne, pas même le Gouvernement, puisse nous donner un tableau exact ou approximatif de ce que peut être le budget marocain, pour l'excellente raison que les impôts directs, les anciens impôts vexatoires, ceux contre lesquels s'est révolté le peuple de Fez, ont vécu ; on ne les perçoit plus.

Quant au nouvel impôt, le tertib, impôt de capitation qui pèsera sur les têtes de bétail et sur les surfaces ensemencées, on ne peut pas savoir ce qu'il donnera pour l'excellente raison qu'il n'est pas appliqué. A titre d'indication nous savons qu'il a donné 1 million dans la Chaouïa l'année dernière, et 1.800.000 fr. cette année-ci.

Quant aux impôts indirects, toutes les douanes sont gagées à l'heure actuelle. Les 9 ou 10 millions qu'elles produisent sont gagés pour le paiement des anciens emprunts.

M. JAURÈS. Emprunts usuraires !

M. ABEL FERRY. Viennent ensuite les taxes indirectes sur les mines ; il n'y a pas encore de mines au Maroc et pas encore de taxes indirectes par conséquent ; mais les emprunts espagnols sont déjà gagés jusqu'à la proportion de 27 o/o de ces taxes.

Voilà ce que peut être le budget marocain.

Je dresserai plus facilement le tableau des dépenses.

Quelles peuvent être les dépenses qui vont nous incomber ?

Il y a d'abord un vieux reliquat de dettes makhzénienne de 25 à 30 millions, qui nécessitera un emprunt dont nous payerons la rente. Et puis il nous faudra outiller, armer économiquement le Maroc.

Et pour armer économiquement le Maroc, que faut-il faire ? Un port. Pendant sept ou huit jours, le Maroc peut être séparé de l'Europe. Mais pour faire le port qui a été prévu à Casablanca avec une jetée de 700 mètres, étant donnée la grande houle qui vient de l'Océan et qui, dernièrement, dans une seule nuit, emportait 50 mètres de la jetée, pour faire un tel travail, il n'est pas exagéré de compter 80 à 100 millions.

Et puis, vous avez les chemins de fer. Quels chemins de fer ? Le texte de l'accord lui-même prévoit un chemin de fer dans le Souss ; mais il y en a d'autres. Quand vous regardez la carte du Maroc, du haut Atlas à la Méditerranée, deux lignes de chemins de fer s'imposent : la première, d'ordre politique, entre l'Algérie et le Maroc ; la seconde, d'ordre économique, entre Fez et l'Atlantique vers Casablanca.

Car, messieurs, remarquez que le Maroc n'est pas du tout un pays méditerranéen comme on le dit, comme le traité semble le dire lui-même, c'est un pays atlantique et ses fleuves, comme ses produits, coulent naturellement vers l'Atlantique. (*Très bien !*).

En voulez-vous la preuve ?

En 1908, le chiffre du commerce allemand a été, pour Casablanca, de près de 2 millions, alors que pour Tanger, il n'a été que de 975.000 francs.

Or, le texte du traité nous impose de ne pas laisser primer par la mise en adjudication des travaux d'aucun chemin de fer marocain celle du chemin de fer de Tanger à Fez, sous ce prétexte, écrit dans le texte du traité « qu'il intéresse toutes les nations. »

Le traité commet une erreur manifeste puisque la ligne de Fez à Tanger est, en réalité, d'importance secondaire. Seulement, je crois — c'est la seule explication possible — que l'Allemagne a voulu mettre la France au pied du mur, elle a voulu nous obliger à causer de suite avec l'Espagne et avec l'Angleterre. (*Mouvements divers.*)

Je me borne à regretter que notre diplomatie n'ait pas eu la fermeté nécessaire de répondre que, puisqu'après tout c'est l'argent de la France qui fera le chemin de fer, il est naturel, il est de sa dignité de le faire en son temps et en son lieu. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

A ces dépenses, il faut ajouter celles nécessitées par un réseau télégraphique avec réseau de route, et je crois être au-dessous de la vérité en supputant que la France aura pour l'outillage économique à payer les annuités d'emprunts montant à un demi-milliard.

Quant au budget militaire, il sera à notre charge, ainsi sans

doute qu'une partie du budget administratif. Quels seront nos bénéfices ?

Étudions les servitudes économiques qui pèsent maintenant sur le Maroc ? Il en est une dont on fait beaucoup état dans les journaux qui soutiennent le traité, c'est que des grandes entreprises comme les chemins de fer seront désormais librement concédées par des tiers au gouvernement marocain.

Mais il me semble que c'était la conséquence inéluctable du protectorat.

Vous ne pouviez supposer que dans le sud du Maroc, dans le Souss, du côté de Marakech on pourrait, sous le protectorat français, admettre l'exploitation d'un chemin de fer allemand avec des employés allemands ; on ne pouvait pas accepter cela ; mais ce n'est pas une victoire diplomatique, cela ressort du protectorat lui-même.

J'en viens aux autres servitudes qui pèsent sur le Maroc. En voici une : les fournitures de toute nature et les travaux publics, routes, chemins de fer, postes et télégraphes, seront désormais soumis au principe de l'adjudication internationale.

Demain, les fournitures de bureau de vos fonctionnaires, de votre résident général, seront soumises au principe de l'adjudication internationale ! De là un double inconvénient :

D'abord, pour le Maroc, parce que, comme les délais importés par ces adjudications le sont par le corps diplomatique dans l'intérêt des commerçants étrangers, les délais d'adjudication sont formidables. Il faut près d'un an pour obtenir à Fez une fourniture de képis pour un tabor chérifien de la Chaouïa. D'où lenteurs, d'où stagnation et difficultés pour l'organisation économique du Maroc lui-même.

Mais ce n'est pas tout. D'où viendra l'argent ? Des contribuables français. Il me sera permis de regretter que sur ce terrain, qui était excellent pour notre Gouvernement, nous n'ayons pas su mieux faire valoir que, puisque ce serait nous qui payerions toutes les dépenses nécessaires à l'organisation économique du Maroc, puisque ce serait notre or qui le féconderait, notre sang qui le pacifierait, il était naturel, ayant les charges, que nous en ayons quelques bénéfices économiques et que notre industrie profitât des sacrifices que feraient les contribuables français. (*Applaudissements.*)

Sur ce point, j'aurais vraiment voulu que notre diplomatie se préoccupât de combinaisons peut-être moins princières, mais plutôt des intérêts essentiels du pays, de ses agriculteurs, de son industrie et de son commerce. (*Très bien ! Très bien !*)

Reste une servitude qui pèse sur le Maroc, l'égalité en matière douanière. Or, voici la situation qui sera de demain.

Par notre effort financier, militaire, administratif, par les colons que nous y aurons envoyés, le Maroc sera devenu un pays majeur, ayant sa physionomie personnelle de grande nation ; et, s'il lui con-

vient pour son agriculture, pour son commerce, de passer avec l'Algérie, qui est sa voisine sur une longueur de 600 kilomètres, un traité de commerce, jamais le Maroc ne le pourra. Je ne crois pas qu'il y ait dans le monde un pays dont la souveraineté soit ainsi pour l'éternité limitée, dont le développement économique soit pour l'éternité entravé. (*Applaudissements à gauche.*)

Quant à la France, quels avantages y retrouvera-t-elle pour son commerce? J'ose dire que la situation actuelle du commerce français dans la Chaouïa décèle ce que sera la situation du commerce français dans le Maroc tout entier.

Voulez-vous des faits? Dans la Chaouïa, nous avons perdu le commerce des chandelles, qui est fort important; nous sommes en train de perdre le commerce du sucre; quant au commerce des tissus et des cotonnades, nous ne l'avons pas. Les soieries de Lyon se défendent encore.

Pour ce qui concerne les objets que les riches Marocains ont chez eux : tasses à thé, étriers d'argent, brûle-parfums, tout cela vient de l'étranger et cela projette une ombre singulièrement triste sur ce que sera demain notre commerce dans le Maroc français. (*Mouvements divers.*)

Messieurs, j'en viens à d'autres servitudes économiques qui pèsent sur le Maroc, les mines. Ici, les textes étant particulièrement délicats, je demande à la Chambre toute son attention. Voici ce dont il s'agit.

On sait que le Maroc passe pour être un pays minier. Les voyageurs rapportent que fréquemment on apporte des minerais de fer, de plomb argentifère, de cuivre, qui sont, les uns et les autres, recueillis à la surface du sol.

Les géologues semblent dire qu'il existe au Maroc d'importants gisements miniers.

En tout cas les convoitises internationales allumées autour de cette question semblent bien laisser supposer que le Maroc est riche en mines, et particulièrement en mines de fer.

Voilà la situation pour le Maroc. Quelle est-elle au point de vue de la finance internationale?

Un consortium vient de se former sous l'égide du Gouvernement français entre le groupe de Mannesmann, purement allemand, et le groupe de l'Union minière, qui comprend des hommes comme Krupp, Kilsen et Gelsenkirch. 40 p. 100 de la production du fer sera reconnue à l'industrie allemande.

Or, la *Gazette de Francfort*, qui est très favorable au traité franco-allemand, fait remarquer que la part de la France ne sera pas de 60 p. 100, comme on peut le croire, elle sera plus faible. La *Gazette de Francfort* apprécie ainsi le consortium :

« On voit que la part faite à l'industrie allemande reste fort bonne. »

En réalité, j'attire votre attention là-dessus, le consortium aura le monopole de fait des mines marocaines.

En face de quel texte va-t-il se trouver? L'acte d'Algésiras avait prévu un régime d'égalité entre tous les concessionnaires, et c'était tout. Or, alors que tous les efforts de notre diplomatie devait tendre à alléger le Maroc de quelques-unes de ses charges internationales, voici que, chose curieuse, et sans raisons apparentes, le texte qui nous est soumis impose des obligations nouvelles inconnues du sultan, étrangères à l'acte d'Algésiras, au Maroc, sous le protectorat français.

Et l'article 5, qui concerne les mines de fer, est tout entier à étudier. Je vous signale tout de suite un des paragraphes de cet article :

« Elles (les mines de fer) ne supporteront, en dehors des impôts généraux, qu'une redevance fixe, calculée par hectare et par an, et une redevance proportionnée au produit brut de l'extraction. »

Ce texte a tout de suite un premier caractère : il interdit, pour le Maroc de demain, tous les impôts autres que ceux prévus par le texte.

« Elles (les mines de fer) ne supporteront, dit-il, en effet, qu'une redevance brute, qu'une redevance proportionnée. »

Et en second lieu, ce texte fixe l'assiette de l'impôt. Mais, chose curieuse, que dit le second paragraphe de l'article 5 ? Il dit :

« Ces redevances qui seront assises conformément aux articles 35 et 49 du projet de règlement minier, annexé au protocole de la conférence de Paris du 7 juin 1910, seront également supportées par toutes les entreprises minières. »

Or, ici, une première constatation s'impose, c'est que le projet de règlement minier n'existe pas en droit international. La Hollande y a refusé sa signature. Et — ceci dit en passant — je m'étonne de cette étrange méthode qui, au lieu de citer les articles 35 et 49 en ce qu'ils ont d'utile, se contente de nous y renvoyer.

A la suite d'une conversation que j'ai eue avec notre aimable et distingué rapporteur, il est tombé d'accord qu'on ne pouvait pas faire autrement que de donner à la Chambre le texte des articles 35 et 49. Or, vous vous souvenez que l'assiette de l'impôt est fixée par les textes précédents. Que disent les articles 35 et 49 ? Voulez-vous que je vous les lise ? (*Oui ! Oui !*) Les voici : Vous apprécierez s'ils fixent le taux, la quotité de l'impôt.

« Le titulaire d'un permis d'exploitation doit payer une taxe fixe annuelle par hectare d'un franc la première année, deux francs cinquante à partir de la troisième année. »

Et voici l'article 49 :

« L'exploitation des mines donne ouverture à une redevance proportionnée à l'extraction. Cette redevance est fixée à 3 o/o *ad valorem* sauf pour les substances, etc. »

Ainsi, je résume, messieurs. Le gouvernement marocain se trouve désormais en présence d'obligations nouvelles. Il ne lui est pas permis de mettre d'autres impôts que ceux prévus par l'article 5 ; d'autre part, l'assiette de ces impôts est fixée internationalement. En est-il de même de leur taux ?

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. Non.

M. ABEL FERRY. C'est la question que je vous pose.

De sorte que, si le gouvernement marocain, pour alléger son budget, a le désir de créer de nouveaux impôts ou de changer l'assiette ou d'augmenter le taux de ceux qui existent, le pourra-t-il ? Voilà ma question.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. On vous répondra. D'ailleurs je vous ai déjà répondu.

M. ABEL FERRY. Ce n'est pas tout, messieurs.

Il me semble que nous assistons ici au développement d'un plan méthodique fait pour dépouiller dans une certaine mesure le gouvernement marocain de ses droits sur les mines de fer et les impôts qu'il y peut mettre.

En effet, voici un autre paragraphe de l'article 5 :

« Les exploitations de minerais de fer ne subiront sur leur production ou sur leurs moyens de travail aucun impôt spécial. »

Puis, messieurs, une quatrième maille vint s'ajouter au réseau qui, désormais, paralysera la fiscalité marocaine. La voici :

« Le Gouvernement veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc aucun droit d'exportation sur le minéral de fer exporté des ports marocains. »

Ainsi, messieurs, ce texte relatif aux exportations semble être un souvenir de la longue lutte soutenue par l'Allemagne à l'égard de la Suède au sujet de la taxe d'importation que la Suède voulait mettre sur les mines de fer de la Laponie.

Ainsi est complété un système de défense des entreprises minières à l'égard du gouvernement marocain et du protectorat français, remarquable par son ingéniosité et par son souci du détail, mais dans lequel, il n'y a pas à dire, les intérêts du Maroc, c'est-à-dire ceux du Trésor français seront, sont, par la force des choses, sacrifiés. En sorte que ma conclusion est la suivante : le sol avec ses charges vous reste ; le sous-

sol avec ses bénéfices va au consortium franco-allemand. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche.*)

M. JAURÈS. C'est le consortium qui a tout mené ; vous ne voudriez pas qu'au moment des profits, il se fut effacé. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. ABEL FERRY. Ce n'est pas tout et la leçon de l'Ouenza ne semble pas avoir été perdue pour les futurs concessionnaires des mines marocaines. On se souvient que, lors de l'affaire de l'Ouenza, le Gouvernement se trouvait en présence de concessionnaires de mines, qui avaient un droit légitime de propriété, mais qui n'avaient pas le chemin de fer nécessaire pour l'exploitation de l'Ouenza, en sorte que c'est non par la concession de mines, mais par la concession de chemins de fer que l'Algérie d'abord, le Gouvernement et les Chambres ensuite prétendirent et prétendent imposer aux propriétaires de l'Ouenza certains sacrifices onéreux.

Et il me semble que la pensée soit née — je ne dis pas qu'elle ait été réalisée, je veux poser la question — il semble, dis-je, que la pensée soit née de dépouiller désormais le Maroc et de donner à tout propriétaire de mines marocaines le droit, s'il lui convenait, d'établir un chemin de fer reliant son centre d'exploitation soit aux ports, soit aux chemins de fer d'intérêt général.

Je n'ai pas besoin d'insister sur ce point pour montrer à la Chambre ce qu'une pareille conception a de grave.

Le Maroc est dépouillé de tous ses droits dans les chemins de fer locaux...

M. MAURICE LONG, *rapporteur*. Dans les mêmes conditions qu'en France !

M. ABEL FERRY. Permettez-moi d'aller jusqu'au bout. Je ne résous pas le problème, je le pose tout simplement aux juristes de la Chambre. Je me borne à poser à chacun d'entre vous ces deux questions.

Est-ce que l'article 7 prive le Maroc du droit de refuser ou de concéder à titre onéreux des lignes minières ?

Et, dans ce cas, tout recours à la conférence de la Haye, peut-on me l'affirmer, est-il sans conteste impossible, est-il sans conteste écarté par le texte de l'article ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Oui.

M. ABEL FERRY. Voici cet article :

« Le gouvernement français s'emploiera auprès du gouvernement marocain pour que les propriétaires de mines et d'autres exploitations industrielles ou agricoles, sans distinction de nationalité, et en con-

formité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière, puissent...»

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. « Puissent ». Voilà toute la question.

M. ABEL FERRY. «... être autorisés à créer des chemins de fer d'exploitation destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général ou aux ports. »

M. le président du conseil insiste sur le mot « puissent ». Il me dit : « en conformité avec les règlements français ». Il semble donc que le texte soit anodin, qu'il n'ait pas d'importance. Mais si ce texte est vraiment inutile, si le Maroc ne peut vraiment pas redouter de se voir dépouiller à la conférence de la Haye par ce texte d'un droit primordial et essentiel, il ne fallait pas le mettre, car, en pareille matière, ce qui est inutile est dangereux. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Je ne veux pas poursuivre cette étude sur la banque d'Etat, sur les postes et quantité d'autres points que soulève le texte du statut marocain.

M. BERTHOD. Ce serait très intéressant, c'est toute la question.

M. ABEL FERRY. Je laisse ce soin à d'autres orateurs, mais, avant de descendre de la tribune, je pose à nouveau la question que je posais au début de mes explications. Est-ce que le vœu de l'opinion publique a été réalisé ? Est-ce que, désormais, il vous semble que toute possibilité de discussions, de difficultés soit écartée entre la France et l'Allemagne ?

Je ne crois pas. Nous avons désormais au Maroc une frontière diplomatique infiniment sinueuse, et par la force des choses et quoi que vous vouliez, qui dit frontière, dit possibilité d'incidents de frontière.

Cependant nous avons fait des sacrifices douloureux. C'est la première fois — M. de Mun le rappelait hier avec un génie lamartinien — c'est la première fois qu'un grand pays comme le nôtre, sans guerre malheureuse, et, en pleine paix, après de simples négociations, sacrifie des territoires sur lesquels avait flotté son drapeau et où avait coulé le sang de ses soldats. C'est sans précédent, mais ce qui est grave, c'est que c'est un précédent. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs, à gauche, au centre et à droite.*)

Comment est-on arrivé à ce résultat ? Voulez-vous me permettre de le dire ? Il me semble que vous avez commis deux erreurs, l'une de tactique et l'autre de psychologie.

Il a été commis une erreur de tactique, parce que vous avez trop tôt — et cela apparaît dans le discours de M. le ministre des affaires étrangères — cédé sur le Congo sans avoir preuve des textes marocains.

La première parole de M. Kiderlen-Waechter, vous a dit M. de Selves, a été :

« Le Maroc, vous l'aurez ; installez-y votre protectorat, libellez vous-même l'accord qui en doit déterminer les précisions. »

On a alors, pendant deux mois, parlé du Congo. Et puis vous avez reconnu la faute commise et, après son voyage à Paris, M. Cambon est reparti à Berlin, muni de nouvelles instructions portant de parler du Maroc. En sorte que vous avez eu deux négociations : une générale, synthétique, si je puis dire, où vous avez cédé le Congo contre le Maroc, et une seconde négociation, de détails celle-là, où vous avez fait de nouvelles concessions, sur le texte de l'accord marocain, tandis que vous auriez du, me semble-t-il, lier les deux négociations, pratiquer à chaque instant la méthode des doubles pesées, et à mesure que sur un des plateaux de la balance vous mettiez une partie de ce qui nous tenait tant au cœur, des territoires français, sur l'autre plateau mettre un Maroc allégé de quelques-unes de ses charges et servitudes internationales. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Permettez-moi de vous dire que vous avez peut-être aussi commis une erreur psychologique. Le Gouvernement n'a pas, dès le premier jour, senti, prévu, escompté à la première heure cette force mystérieuse, impondérable et puissante, de l'opinion publique, qui venait à votre secours.

Car enfin, parlons net. Quand M. de Kiderlen-Waechter et Cambon causent dans le cabinet de la Wilhelmstrasse, que représentent-ils l'un et l'autre ? M. de Kiderlen-Waechter représente une force et, à côté de cela, une certaine philosophie bismarkienne de la force. M. Cambon représente une force aussi ; mais il représente aussi, et il doit représenter, l'opinion française avec toutes ses nuances et ses fiertés, et aussi cette conscience internationale qui doit toujours être aux côtés de notre diplomatie. (*Applaudissements.*)

De cette force morale pourquoi ne s'est-on pas servi dès le premier jour ? Car ce n'a pas été le phénomène le moins curieux de ces négociations que d'avoir vu l'opinion publique monter, monter peu à peu à la porte de votre cabinet et, à mesure qu'elle montait, de l'autre côté de la porte, la taille, l'attitude de vos négociateurs se redresser ; ce qui prouve bien que c'était une force qui venait à leur secours.

Pourquoi ne vous en êtes-vous pas servi dès le premier jour ? (*Applaudissements.*)

Je conclus, messieurs. Je voterai le traité, quoi qu'il ne solutionne rien. Je le voterai parce que je n'oserai aventurer dans un vote ce qui est une de nos forces de paix et de guerre, la foi du monde en notre loyauté et que le paraphe de la France, même sa signature complète, est déjà au bas du traité.

Mais le traité ne solutionne rien et pose, sous une forme redoutable — je crois de mon devoir de le dire — le problème de nos rap-

ports avec notre voisine de l'Est, avec laquelle nous avons désormais trois frontières : une frontière congolaise, une autre que vous savez et un troisième mur mitoyen diplomatique au Maroc.

Or, messieurs, nous avons le droit, je crois que nous avons le devoir de nous demander, après le voyage à Tanger en 1905, après l'incident des déserteurs de Casablanca en 1908, après le traité franco-allemand de 1909, qui a donné des espérances si déçues ; après l'envoi de la *Panther* en 1911, ce que peuvent nous réserver 1913 ou 1916.

Or, la politique intérieure de tout pays est faite de sa politique extérieure.

Certes, messieurs, nous n'avons ni à connaître, ni à juger de ce que M. Moyssset, dans un beau livre sur l'Allemagne, appelle les contractions politiques, sociales, économiques, mises par le prince de Bismarck à la base de l'unité allemande, mais il serait imprudent de ne pas nous rendre compte que nous sommes ici les voisins d'une machine merveilleuse, formidable, où se heurtent à l'heure actuelle avec une puissance incomparable les résistances historiques du passé et les forces démocratiques de l'avenir et que, là-bas, certains rêvent d'ouvrir à ces forces accumulées et tourbillonnantes une soupape extérieure.

Pour ma part, je suis passionnément pacifiste, mais — et je crois de mon devoir de le dire du haut de la tribune — je crois qu'aujourd'hui la meilleure manière pour moi de servir la paix c'est de maintenir nos forces matérielles et morales à la hauteur de toutes les circonstances (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite*), c'est de prendre exemple sur ce pays lui-même, dont le patriotisme sans jactance, la fierté, le courage, la maîtrise de soi ont donné au monde, à ses gouvernants, à nous-mêmes une si belle leçon.

Et je rendrai toute ma pensée quand j'aurai dit, en descendant de cette tribune : je ne crois pas que ce soit en s'abandonnant soi-même qu'un grand pays comme le nôtre conquière son droit à la paix. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

.

M. MILLERAND.

Messieurs, l'examen de l'accord qui vous est soumis pose devant vous un problème qui intéresse l'ensemble de notre politique extérieure et son orientation : ainsi s'explique et se justifie que tous les partis tiennent à honneur de prendre publiquement sur cette grave question leurs responsabilités.

C'est ce devoir qu'au nom de mes amis du groupe républicain socialiste comme au mien, je viens remplir. (*Très bien ! Très bien !*) Je m'efforcerai de le faire sous la forme la plus sobre et la plus claire possible.

Une pensée qui, j'en suis sûr, nous est commune à tous dominera mes observations : Au cours de la période de tension de cet été, le

pays a été unanime à observer une attitude qui doit être pour ses représentants un exemple et une leçon. (*Applaudissements.*) Comme lui, c'est avec le plus complet sang-froid, sans se laisser aller à aucune excitation, sans écouter d'autres voix que celles de l'honneur national et de l'intérêt public, avec la volonté surtout de montrer au dehors qu'en face des questions de politique extérieure il n'y a plus de partis, que la Chambre voudra bien poursuivre l'examen de l'accord. (*Nouveaux applaudissements.*)

J'en ferai, pour ma part, une étude toute objective, sans prétendre remonter aux origines, sans m'ériger en censeur distribuant l'éloge ou le blâme, soucieux exclusivement de discerner les obligations et les droits que ces accords créent à notre pays.

De ce point de vue, pour être immédiatement fixés sur le vote que nous commande le contenu même des accords, il me paraît à la fois nécessaire et suffisant de songer à leur conclusion. Par eux, la France obtient dans des conditions qu'en quelques mots je voudrais préciser, le protectorat du Maroc. De ce résultat, certains peuvent penser qu'il est acheté trop cher ou qu'il a été acheté trop hâtivement; nul, j'en suis sûr, n'oserait soutenir qu'il n'est pas dans les nécessités de notre situation comme dans les aspirations traditionnelles de notre politique.

Eh bien! tout de suite je veux dire qu'il ne me paraît pas indifférent, à propos surtout d'une question si grave, que nous continuions à prouver au monde que les fluctuations inévitables de notre politique n'interdisent pas à la démocratie française l'ampleur et la continuité des desseins dans sa politique étrangère. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Et puis il est une considération, tirée de nos intérêts les plus proches et les moins contestables, qui me paraît rendre impossible même l'hésitation sur le vote à émettre.

Si nous voulons tous d'un même cœur — et quel Français élèverait sur ce point une contradiction? — mettre à l'abri de tout ébranlement notre empire algérien, nous voilà condamnés à ne pas plus tolérer au Maroc qu'en Tunisie l'installation d'une puissance rivale. (*Très bien! Très bien!*)

Dès lors, personne ne comprendrait qu'ayant obtenu, même chèrement, un pareil résultat, nous le rejetions aujourd'hui pour être obligé de le rechercher demain. (*Applaudissements.*)

S'il en est ainsi, si la conclusion de ce débat s'impose à nous avec une évidence et une force irrésistibles, il n'en est que plus nécessaire d'examiner de près quelle est, du point de vue même de notre installation au Maroc, la situation créée par les accords du 4 novembre. Moins nous laisserons subsister d'obscurité sur le sens et la portée de leurs clauses, plus, demain, le Gouvernement sera fort, avec l'approbation du Parlement, pour tirer de ces instruments diplomatiques le maximum d'effet utile. (*Applaudissements.*)

Appliquant une méthode qu'il serait aujourd'hui oiseux de discuter, nous payons au Maroc le désintéressement de l'Allemagne comme nous y avons précédemment payé celui d'autres puissances.

De quelle monnaie?

De l'accord congolais.

Cet accord nous impose de lourds sacrifices, dont les plus cruels ne sont pas ceux qu'on peut chiffrer en francs, en têtes d'hommes ou en kilomètres carrés. Ce n'est pas sans un déchirement que la France peut se résigner, en pleine paix, à laisser passer sous un autre drapeau, des territoires — quelle qu'en soit la valeur — qui lui ont été conquis par le génie et par le sang de ses enfants. (*Vifs applaudissements.*)

Ce douloureux arrachement nous inflige d'ailleurs des pertes sensibles. Sans doute, nous gardons le Gabon et Libreville; mais si nous cédon, au sud de la Guinée espagnole, un morceau de la côte, M. le ministre des colonies l'a reconnu avec sa loyauté coutumière devant votre commission et l'aveu, en vérité, était superflu, c'est que la puissance qui en devient maîtresse se propose sans doute d'y ouvrir un port rival de Libreville, de notre Libreville trop longtemps victime, comme le Gabon tout entier, pour reprendre l'expression de M. le gouverneur général Merlin, « de l'indifférence de la métropole ». (*Mouvements divers.*)

Si nous remontons dans les terres, nous trouvons que les territoires cédés dans la région de la Sangha sont parmi les plus riches en caoutchouc et en ivoire. Enfin un coup d'œil jeté sur la carte suffit à faire éclater les bizarreries et par conséquent les périls des frontières biscornues dont nous dote l'accord congolais.

Nous avons entendu à la commission des témoins qui nous ont attesté que, surtout pendant les quatre ou cinq mois des basses eaux, le passage sur l'Oubanghi, au confluent de la Lobaï risquait d'être une source permanente de graves difficultés.

Pourquoi donc ces deux antennes l'une sur le Congo, l'autre sur l'Oubanghi?

On s'est demandé, devant l'insistance déployée alors par l'Allemagne pour l'obtenir, si ce nouveau et double contact des possessions allemandes avec le Congo belge ne cachait pas d'arrière-pensée; et ainsi votre commission a été amenée à s'éclairer sur le maintien des conventions successives intervenues entre le Congo belge et nous.

Par lettres des 23 et 24 avril 1884, dont une est signée Jules Ferry, confirmées par lettres des 22 et 29 avril 1887, et hier par la convention du 23 décembre 1908 soumise en ce moment au Sénat, l'Association internationale, puis l'Etat indépendant du Congo, la Belgique enfin ont reconnu à la France un droit de préemption.

Pour hypothétique que, bien avant les accords du 4 novembre, pût

paraître l'exercice de ce droit, il n'en constituait pas moins pour la France un avantage, comme pour la Belgique une garantie. Est-ce donc que, par l'article 16 de l'accord congolais, la France aurait non pas cédé — elle ne le pouvait naturellement pas — mais subordonné l'exercice de son droit à l'assentiment d'autrui? M. le ministre des affaires étrangères, à qui je me suis permis de poser la question à la commission, a bien voulu me répondre, comme il l'a répété devant la Chambre, que si l'article 16, avantageux d'ailleurs pour nous en d'autres hypothèses, impliquait, au cas d'exercice de notre droit, l'ouverture de conversations qu'il eût été du reste, je le reconnais, en toute hypothèse et dès avant les accords, difficile d'éviter, du moins n'imposait-il en aucune manière la nécessité d'un consentement préalable. (*Très bien ! très bien !*) C'est une interprétation que, pour ma part, j'ai accueillie avec empressement et que je fais bien volontiers mienne. Si la France eût pu consentir, sur la demande de la Belgique, à renoncer à l'exercice de son droit il était inconcevable qu'elle le fit en dehors d'elle, pour ne pas dire contre elle. (*Très bien ! très bien !*) Le respect des droits des neutres est et doit demeurer un des principes directeurs de notre politique étrangère. (*Vifs applaudissements.*)

La France ne mesure pas l'étendue de ses obligations envers les nations à la grandeur de leur puissance matérielle. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Le souci du Droit que, moins que jamais, nous serions tentés d'incliner devant la primauté brutale de la force (*Très bien ! très bien !*) est en pleine harmonie avec l'intelligence de nos intérêts pour nous commander de demeurer fidèles à cette politique; nos amis de Belgique ne l'ignorent pas. (*Applaudissements.*)

Messieurs, que nous payions l'assentiment de l'Allemagne à notre protectorat au Maroc de l'accord congolais, ce fait implique une première conséquence. L'Allemagne ne peut prétendre être payée deux fois et il doit être entendu que ce que nous lui payons si cher nous est acquis sans qu'il puisse nous être, d'autre part, sous aucun prétexte et sous aucune forme, réclamé de supplément de prix. (*Applaudissements.*)

Autrement dit, l'Allemagne, payée de l'accord congolais, ne saurait, par surcroît, réclamer au Maroc aucun privilège.

Nous nous engageons, dit l'article premier, à « sauvegarder » au Maroc l'égalité économique entre les nations ».

Sous notre protection, les ressortissants allemands auront précisément les mêmes droits que les ressortissants de tous les autres pays; rien de moins, rien de plus. (*Vifs applaudissements.*)

L'accord marocain et, en particulier, le paragraphe 1^{er} des lettres interprétatives, nous garantissent que les puissances adhérentes, au premier rang desquelles l'Allemagne, n'apporteront nul obstacle à l'établissement de notre protectorat au Maroc.

Quel protectorat?

Et sur quel Maroc?

Sous la réserve de l'égalité économique entre les nations, toute liberté nous est donnée, dit l'article 1^{er}, pour « l'introduction de toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires. »

Cette faculté, messieurs, serait condamnée à rester lettre morte si elle n'était accompagnée du droit d'exercer toute action de police, de faire toute occupation militaire par nous jugée utile, comme aussi, et dans un autre ordre d'idée, d'être l'intermédiaire unique et nécessaire entre le gouvernement marocain et les puissances étrangères. C'est ce que décident les articles 2 et 3. (*Applaudissements.*)

Pas de souveraineté réelle sans la haute main sur les services publics.

L'article 6 nous l'assure en réservant à l'Etat marocain le droit d'exploiter lui-même ou, je cite les termes, « de concéder librement à des tiers, qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet, les grands services publics. »

Qui dit, d'autre part, « réformes judiciaires », sous-entend la disparition, à plus ou moins longue échéance, du régime des capitulations et, avec lui, de ce régime des protégés dont nous entretenait tout à l'heure, d'une manière si intéressante, M. Abel Ferry, de ce régime si fertile en abus et, par une conséquence nécessaire, des parties y afférentes de la convention de Madrid.

Il en est ainsi décidé par les articles 9 et 12, complétés par les lettres interprétatives. (*Très bien! très bien!*)

Sans doute, messieurs, la Banque d'Etat du Maroc, où la France a d'ailleurs une situation particulière, intéressante, est maintenue, en vertu de l'article 1^{er}, paragraphe 3, avec tous les droits tels que l'institua l'acte d'Algésiras.

Sans doute, d'une manière plus générale, au Maroc, comme en Tunisie, et davantage encore, l'aide du temps sera nécessaire pour débayer le sol des édifices hétérogènes que le temps y a accumulés et pour faire surgir le régime nouveau, régulier, harmonieux, fécond en bienfaits pour le Maroc, que la France se doit à elle-même d'y installer. (*Applaudissements.*)

Qu'est-ce à dire, messieurs, sinon — et je résume dans cette formule l'opinion que je crois pouvoir exprimer sur l'accord marocain — sinon que cet accord sera ce que nous le ferons? (*Vifs applaudissements.*)

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
Très bien!

M. MILLERAND. Tant vaudra notre action, tant vaudra l'accord.

L'heure n'a pas sonné — je souhaite qu'elle ne se fasse pas trop attendre — où il nous sera donné d'examiner au moins dans ses grandes lignes l'organisation nouvelle que réclame le Maroc.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
Très bien !

M. MILLERAND. Sans anticiper sur cette discussion, sans empiéter sur les droits du Gouvernement, me sera-t-il permis d'émettre le vœu qu'on ne se hâte pas de faire table rase ; qu'on ne rejette pas trop vite et trop dédaigneusement un personnel qui a eu au moins le mérite, à cette heure inappréciable, d'être depuis longtemps en rapport avec le monde indigène auquel, plus que jamais, il importe que nous inspirions confiance. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

M. ALBERT FERRY. C'est très juste !

M. MILLERAND. Prenons garde aussi, messieurs, à l'heure où s'impose à nous, avec son cortège de servitudes, de lenteurs et de charges, la politique de pénétration, de ne pas y ajouter les frais incalculables et les périls sans mesure de la politique de conquête. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche.*)

Nous achetons cher le Maroc, ne le payons pas deux fois (*Vifs applaudissements.*)

Ne nous exposons pas, sous un régime d'opinion, et d'opinion aussi impressionnable que la nôtre, de susciter, par des sacrifices d'hommes et d'argent qui n'apparaîtraient pas comme indispensables, une révolte redoutable du sentiment public. (*Nouveaux applaudissements.*)

Ce protectorat qu'il nous va falloir peu à peu, par notre sagesse, par notre patience, édifier, va s'étendre sur quel Maroc ? A quel Maroc, autrement dit, s'applique l'accord ?

Les lettres interprétatives le définissent : « Le pays compris entre l'Algérie, l'Afrique occidentale française et la colonie espagnole du Rio-de-Oro ». Cette définition ne se suffit pas à elle-même, elle appelle un complément ou plutôt une correction tirée de l'examen de la situation franco-espagnole.

Cette situation est dominée par les accords passés entre les deux pays depuis 1904 ; pour les apprécier avec équité, il s'agirait sans doute de se replacer à l'époque et dans les circonstances où ils intervinrent.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
Très bien !

M. MILLERAND. Quels que soient en tout cas les griefs que les partis se croient en droit d'élever contre les Gouvernements qui y ont

consenti, c'est bien là, n'est-ce pas, nous sommes tous d'accord, une querelle de famille qui ne doit pas dépasser la frontière. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*) Personne n'a eu la pensée, personne ne saurait l'avoir, je ne dis pas de renier, mais de discuter la signature de ministres qui ont traité au nom de la France. (*Vifs applaudissements à gauche et au centre.*)

C'est donc sur la base de ces accords, en s'inspirant aussi, bien entendu, des événements qui les ont suivis...

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
Très bien !

M. MILLERAND. ...avec le souci primordial de l'intérêt français, mais dans un esprit de franche et cordiale amitié, que nous devons régler cette situation avec l'Espagne. (*Applaudissements.*)

Pourrons-nous la régler par des conversations avec l'Espagne seule ? En s'engageant, dans les lettres interprétatives, à se désintéresser des négociations franco-espagnoles, l'Allemagne, de toute évidence, a entendu nous assurer qu'elle ne les troublerait en rien.

Ni l'Allemagne, ni la France — une telle situation serait d'ailleurs aussi inacceptable pour l'Espagne que pour la France et l'Allemagne — ni l'Allemagne ni la France n'ont pu penser un instant que la France continuerait à demeurer garante et responsable des faits et gestes de l'Espagne dans la partie du Maroc où demain, d'accord avec nous, l'Espagne, sous une forme à déterminer, étendra son influence.

Il faudra donc de toute nécessité qu'une entente intervienne à ce propos entre toutes les puissances adhérentes.

Parmi elles, il en est une qui, témoin en 1904 des accords franco-espagnols, accords prévus d'ailleurs dans la convention franco-anglaise du 8 avril 1904, n'est pas et ne pouvait pas être absente des pourparlers actuels : c'est l'Angleterre.

Elle devait y être mêlée pour des raisons plus hautes et plus générales que celles tirée de sa participation de 1904.

Il est, je le sais, des esprits éminents qui ont conçu et rêvé un système d'équilibre et d'accord des forces autre que celui qui a prévalu.

Obeissant à des regrets très respectables, puisqu'ils sont inspirés par leur amour du pays, ils nous mettent chaque jour en garde contre les illusions que nous pourrions être tentés de concevoir. Nous devons les en remercier. Il est bien vrai que l'intérêt est la commune mesure des actions, pour les nations comme pour les individus. Ce serait mal préparer ce pays à des éventualités qu'il doit se tenir toujours prêt à affronter, que le repaître de chimères. (*Applaudissements.*)

Le premier devoir de notre politique extérieure est d'être réaliste. (*Très bien ! très bien !*)

Mais c'est être réaliste, c'est l'être au sens le plus exact et le plus noble du mot que nous refuser à fausser compagnie à ceux qui, aux heures difficiles sont demeurés à nos côtés, (*Vifs applaudissements*), que faire honneur à nos engagements, que demeurer étroitement fidèles à nos amitiés et à notre alliance. (*Nouveaux applaudissements.*)

Il n'est d'ailleurs — et je ne saurais trop fortement souligner cette affirmation — d'ententes fécondes et durables que celles qui, sans se nourrir exclusivement de vaines et trop faciles démonstrations platoniques, saisissent toutes les occasions de s'affirmer, dans le train quotidien des affaires, pour la défense des intérêts communs dans le présent et pour leur sauvegarde dans l'avenir. (*Applaudissements.*)

Nos amitiés, notre alliance n'ont, pour reprendre une expression devenue banale, mais demeurée juste et expressive, de pointe dirigée contre personne.

Je loue grandement, pour ma part, nos négociateurs d'avoir réussi à introduire, dans les lettres interprétatives, l'obligation du recours au tribunal de la Haye, en cas de difficultés entre la France et l'Allemagne. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche.*)

La disposition a en soi une valeur précieuse. Sa portée morale est plus grande encore. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
C'est cela !

M. MILLERAND. Elle signifie que nous ne poursuivons contre personne de dessein inavoué ; que notre politique extérieure n'a pas d'arrière-pensée : que nous n'attendons le succès de nos prétentions que de notre bon droit. (*Vifs applaudissements.*)

Personne, d'autre part, ne saurait se tromper sur le sens précis de cette clause et la France ne souffrirait pas qu'on s'y méprît. La paix est à ses yeux le moyen le plus sûr et le plus désirable de poursuivre le développement de ses destinées. Elle n'a jamais compris, elle ne comprendrait pas une paix sans honneur.

Consciente de sa force, sûre de ses amitiés et de son alliance, parce qu'alliés et amis savent qu'ils peuvent compter sur elle, la France est également résolue à respecter les droits et à faire respecter les siens. (*Vifs applaudissements.*)

C'est dans cet esprit, messieurs — vos applaudisseurs l'attestent — avec la volonté tranquille et ferme...

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
C'est cela !

M. MILLERAND. ... d'apporter à l'interprétation de l'accord la plus scrupuleuse loyauté, d'en écarter toutes les thèses aventureuses et

ainsi, pour autant qu'il dépendra de nous, toutes les chances de conflit, mais avec la résolution aussi de faire produire à la convention toutes ses conséquences légitimes et utiles, que la Chambre, j'en ai la confiance, voudra en voter la ratification. (*Vifs applaudissements répétés.* — *L'orateur, de retour à son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.*)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

4^e Séance du 18 décembre 1911

Discours de M. le président du Conseil

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.* Messieurs, il m'appartient, après M. le ministre des affaires étrangères, après M. le ministre des colonies, de défendre à mon tour le traité du 4 novembre, soumis à vos délibérations, et de répondre au nom du Gouvernement aux diverses objections qui lui ont été présentées au cours d'une discussion où, de part et d'autre, tant de talent a été dépensé. (*Très bien ! très bien !*). Je le ferai, soyez-en convaincus, avec la réserve, avec la mesure qui conviennent, mais aussi avec l'ardeur d'une conviction qui est mienne et que partagent tous mes collègues du cabinet.

Messieurs, le Gouvernement n'a eu d'autre dessein et ne revendique d'autre mérite que d'avoir, à l'heure marquée par les événements, poursuivi et peut-être achevé, en ouvrant définitivement le Maroc à la France, l'œuvre bientôt séculaire, puisqu'elle date de 1830, de la constitution d'un grand empire français dans l'Afrique du Nord. (*Très bien ! très bien !*)

Profondément conscient de la continuité de notre politique extérieure qui est et doit rester supérieure aux luttes des partis, qui survit même aux changements de régime, il s'est proposé, conduit, je le répète, par les événements, de sceller un anneau de plus dans la chaîne des réalisations antérieures. (*Applaudissements.*)

Jules Ferry, dont je ne puis pas me défendre d'évoquer le souvenir, qui surgit toutes les fois que l'on tourne une page de notre histoire coloniale, Jules Ferry, qui fut si passionnément et si injustement attaqué il y a un peu plus de trente ans alors qu'il apportait la Tunisie à la France, proclamait au cours de séances dont il est aujourd'hui un peu douloureux de relire les débats :

« La question tunisienne est aussi vieille que la question algérienne. Elle en est contemporaine. Un bon Français peut-il supporter la pensée

de laisser à d'autres qu'à une puissance faible, amie ou soumise, la possession d'un territoire qui est, dans toute l'acceptation du terme, la clé de notre maison ?»

Ce que le grand homme d'Etat disait de la Tunisie, est également vrai du Maroc.

Comme la question algérienne avait posé la question tunisienne, elle devait poser la question marocaine. Entre l'Algérie et le Maroc, de même qu'entre l'Algérie et la Tunisie, pas de limites naturelles ; les pays barbaresques forment un tout ; les montagnes, les vallées se continuent, se prolongent des deux côtés de la frontière, la race est pareille, l'organisation religieuse et familiale est identique, les communications sont incessantes. (*Très bien ! très bien !*)

Le ministre des affaires étrangères de 1904 déclarait :

« Le Maroc placé sous notre influence, c'est notre empire du nord de l'Afrique fortifié ; soumis à une influence étrangère, c'est pour le même empire la menace et la paralysie. »

C'est dans le sens si clairement exprimé par ces paroles que s'est orientée l'action de la France, lorsque la République commença à jeter les premiers regards sur le Maroc.

Messieurs, les accords qui s'échelonnent de 1900 à 1904, qui ont été acceptés avec faveur, permettez-moi de vous le dire, par l'opinion publique et par les Chambres et qu'il est trop aisé de critiquer aujourd'hui à la lueur des événements survenus et quand ont disparu les difficultés de l'heure, ont eu pour objet et pour résultat de faire au Maroc la place libre à la France, de lui permettre d'y organiser son action.

Soucieux de réaliser dans la paix l'œuvre marocaine que la nature même des choses lui dictait, le Gouvernement de la République s'était, en effet, assuré l'adhésion des puissances méditerranéennes que la géographie, l'histoire, le commerce avaient le plus associées à la vie du Maroc.

Dès 1900, les cabinets de Paris et de Rome avaient mis en harmonie leurs vues d'avenir dans la Méditerranée.

En 1904, un traité franco-anglais enregistrait l'acquiescement de la Grande-Bretagne aux projets marocains de la France.

La même année, enfin, un accord franco-espagnol, prévu et déterminé dans les grandes lignes par l'accord franco-anglais, conciliait avec notre politique les aspirations historiques de l'Espagne.

Ainsi nous étions en route, en bonne route pour poursuivre une politique nationale. Nous allions profiter d'une liberté achetée — je prie mes collègues de retenir le terme que j'emploie à dessein — quand survinrent les événements de 1905.

M. CHARLES BENOIST. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Dans son discours du 5 de ce mois, le chancelier de l'empire d'Allemagne a articulé une fois de plus, en termes d'ailleurs fort mesurés, le grief germanique : l'oubli par la France des droits de l'Allemagne.

Je ne veux pas me livrer ici à une controverse, d'abord parce qu'elle serait inutile et ensuite parce que je ne veux pas m'exposer, de près ou de loin, à raviver le moindre dissentiment.

Je constaterai seulement — et c'est une constatation de fait — que l'intervention de l'Allemagne a momentanément écarté la France de cette action nationale qu'elle avait engagée au Maroc, pour la conduire à tenter une réalisation internationale des réformes marocaines.

Ce régime international institué par l'acte d'Algésiras, où il est juste de reconnaître qu'aucun de nos droits politiques n'était sacrifié et que notre intérêt spécial se trouvait nettement proclamé, cet acte d'Algésiras, dis-je, était-il susceptible d'une application pratique ?

Quoi qu'on en ait pu penser en France et surtout au dehors, je déclare que je ne le crois pas et que, pour ma part, je ne l'ai jamais cru, et je puis bien constater que les éléments sont là pour confirmer mon opinion.

Pourquoi l'acte d'Algésiras ne pouvait-il aboutir à la réalisation internationale des réformes marocaines ? Parce qu'il était vicié dans son essence par une contradiction : il reconnaissait, encore une fois, l'intérêt spécial de la France au maintien de l'ordre, mais il ne lui donnait pas les moyens de défendre et d'assurer cet ordre. En deux mots, il lui imposait à la fois le devoir d'agir et l'impossibilité d'agir. (*Applaudissements à gauche.*)

Il était également inadéquat aux exigences administratives, économiques, financières de la situation locale. Deux exemples : le soin d'élaborer ce qu'on appelait les règlements, et ce que nous appellerions ici la loi, était confié au corps diplomatique siégeant à Tanger. Quelle que soit la compétence, que je ne mets pas un instant en doute, des membres du corps diplomatique à Tanger, je ne pense pas qu'elle fût universelle à ce point de leur permettre de décider sur des questions d'impôt, sur des questions de travaux publics, sur des questions d'adjudication et sur des questions d'expropriation. J'imagine en outre que les rivalités politiques n'étaient pas complètement exclues de leurs préoccupations et c'est sans doute à cet ensemble de considérations qu'il faut attribuer ce fait que tel règlement, l'un des plus essentiels, par exemple le règlement sur les expropriations issu des délibérations que je viens de dire, est complètement inapplicable. (*Très bien ! très bien !*) Tel était le premier obstacle que l'acte d'Algésiras opposait à la réalisation internationale des réformes. Je le résume en disant que, pour réaliser les réformes nécessaires, il fallait édicter des règlements qui devaient être élaborés par un corps diplomatique hors d'état et dépourvu d'ailleurs de la liberté nécessaire pour les mener à bien.

Plus graves encore étaient les conséquences de la situation faite au makhzen au point de vue financier. Pour payer ses dettes, la majeure partie des recettes de douane, la seule ressource trangible de l'empire chérifien, était absorbée. Il ne lui restait qu'une somme tout à fait insuffisante pour assurer l'ordre et pour pourvoir aux besoins d'une administration, même rudimentaire. Et comme personne n'était aux côtés du sultan pour prévenir les abus, pour arrêter les prodigalités qu'expliquent en quelque mesure les mœurs et les traditions, le recours périodique à l'emprunt était inéluctable. Chaque recours à l'emprunt entraînait une nouvelle emprise sur de nouvelles recettes. Tant et si bien que, depuis quelque temps déjà, et en particulier à l'heure où je parle, une grande partie, la plus grande partie des ressources se trouvant engagée, le problème serait insoluble si l'on n'instituait à côté du sultan un pouvoir fort, ayant mission d'organiser une administration et des finances. (*Applaudissements.*)

Il y a donc — je prie la Chambre de retenir ces considérations, sur lesquelles j'insiste volontairement au début de mon exposé — il y a donc actuellement impossibilité de vivre pour le makhzen et ce n'est pas une des moindres raisons qui commandaient impérieusement à la France de négocier pour sortir d'une situation intenable.

Entre temps, avant que nous soyons parvenus à l'état financier que j'indique, l'acte d'Algésiras laissant subsister, par suite de ses contradictions internes, l'anarchie marocaine, la France dut prendre des initiatives qui n'étaient certes pas, ainsi que cela a été reconnu par M. de Bülow à la tribune du Reichstag, en contradiction avec l'acte d'Algésiras, mais qui étaient, sans aucun doute, extérieures à cet acte.

Faut-il rappeler la démonstration navale de Tanger, l'occupation d'Oudja, celle de Casablanca celle de la Chaouïa, enfin l'expédition de Fez rendue nécessaire à la demande même du sultan, par le fait, qu'affirme formellement notre consul, M. Gaillard, à savoir que « le triomphe de l'insurrection, certain sans l'intervention française, eût forcément entraîné un massacre ». (*Très bien ! très bien !*)

Bien avant cette expédition, dès 1907, il était visible que les droits accordés à la France par le régime international n'étaient pas à la hauteur des devoirs que lui imposait la force des situations. Fatalement, inévitablement, la République était ramenée de l'action collective à l'action individuelle ; il lui fallait envisager le retour au programme national que tout le monde approuvait en 1904, dont les circonstances seules l'avait écartée ; il lui fallait rechercher les moyens de reprendre sa liberté, de concilier le droit créé à Algésiras avec les nécessités de fait, avec la volonté qu'elle avait, et qu'elle devait avoir, de reprendre la seule politique pratique, la seule politique étroitement conforme à ses intérêts, et, je crois, la seule politique digne du grand pays qu'est la France. (*Applaudissements.*)

Une première tentative fut faite en ce sens en 1909 et l'accord qui intervint à cette date entre la France et l'Allemagne, accord qui appelle,

qui annonce celui de 1911, est un retour heureux, mais incomplet à la politique nationale de 1904. Quelle est, en effet, la substance de cet accord ? Il consistait à obtenir pour la France, en dehors de la formule collective d'Algésiras et sans égard pour cette formule, la liberté politique au Maroc, liberté qui n'était concédée que par l'Allemagne seule, et, en échange, à laisser à cette puissance, et à cette puissance seule, certains avantages économiques.

Accord heureux, je le répète, parce qu'il inaugurerait une ère de tractation directe entre la France et la seule puissance qui avait fait opposition à son action au Maroc, accord incomplet parce que, conçu en termes vagues, il ne précisait aucune des conséquences de la liberté politique, qui paraissait être concédée à la France, parce qu'il nous laissait bien l'influence politique, mais qu'il ne nous donnait par l'action politique ; accord incomplet aussi, parce qu'en nous engageant à favoriser l'association des Allemands à nos nationaux dans les affaires dont nous pourrions obtenir l'entreprise, nous constituons une sorte d'hypothèque économique au Maroc, dont il était visible qu'un jour ou l'autre il faudrait nous libérer.

De cet accord devaient nécessairement naître des difficultés. Quand on voulut le mettre en œuvre, il y a un an à peu près, ces difficultés se produisirent. Je disais qu'elles devaient nécessairement naître, d'abord en raison de ce que l'accord très sommaire ne contenait que des formules vagues, ensuite parce que la distinction qu'on avait voulu créer entre les intérêts politiques et les intérêts économiques, était singulièrement malaisée à mettre en œuvre.

On ne peut guère aujourd'hui établir ou penser à établir une cloison étanche entre les intérêts politiques et les intérêts économiques ; les uns et les autres se pénètrent (*Très bien ! très bien !*) et lorsqu'on en est arrivé — passez-moi l'expression — au faire et au prendre, lorsque, sur de grandes questions qui ont été soulevées, question de l'organisation des ports, des phares, question surtout de l'organisation des chemins de fer au Maroc, on est entré en négociation, on s'est aperçu que les interprétations étaient tout à fait divergentes : d'un côté, on prétendait à une part considérable dans les fournitures ; mais comment l'attribuer, sans méconnaître les règles d'égalité économique posées par l'acte d'Algésiras et sans mécontenter les autres puissances au premier rang desquelles figuraient des puissances amies ou alliées ? En outre, dans les questions d'exploitation, qui se posaient forcément, à propos d'exploitation d'un grand réseau de chemins de fer, on était amené à se demander si la question était politique ou économique.

D'un côté, on soutenait que la question était politique ; de l'autre côté, on tenait pour une autre doctrine, et on prétendait que l'exploitation des chemins de fer devait revenir à chacune des puissances dans la proportion des capitaux qu'elles auraient investis dans ces entreprises.

Telles furent quelques-unes seulement des divergences de vues qui se manifestèrent lorsque les négociations entamées prirent corps.

Par la force des choses, ces négociations étaient vouées à l'insuccès, Poursuivies durant les mois de mars et d'avril derniers, elles furent ralenties en mai par suite des événements et il était visible, lors de la retraite du précédent cabinet, qu'on ne pourrait aboutir sur le terrain de l'accord de 1909, tant étaient éloignés les points de vue de l'un et de l'autre gouvernement.

Telle était la situation quand j'ai pris la responsabilité du pouvoir. Et quand le Gouvernement, alors aux affaires depuis quelques jours, dut prendre parti sur l'initiative allemande, que faire ?

Avant de répondre à la question, je demande à mes collègues la permission de résumer à grands traits la situation dans laquelle nous nous trouvions au Maroc.

Nous tenions en dehors de la Chaouïa, Rabat, Mékinez, Fez ; mais nous avions pris vis-à-vis de l'Europe l'engagement d'évacuer ces villes. Et cependant le pouvions-nous sans courir de risque d'une nouvelle expédition quelques semaines plus tard et sans compromettre notre prestige aux yeux des Marocains et même de nos sujets algériens ?

Par ailleurs, comme je l'ai indiqué, les ressources du maghzen étaient épuisées, toutes les recettes étaient engagées ou sur le point de l'être, enfin l'accord de 1909 ne pouvait être pratiquement mis en œuvre. Je jugeais en particulier impossible pour la France d'accepter au Maroc une administration des chemins de fer qui ne fût pas tout entière marocaine ou française.

Que faire ? Demander la réunion d'une conférence ? Savions-nous ce qui en sortirait ? Ne s'exposait-on pas à voir les représentants des puissances se rallier à une de ces solutions moyennes auxquelles, en pareil cas, on se trouve nécessairement enclin et qui pouvait nous ménager de nouvelles déceptions ?

En outre, pour la conférence, l'assentiment des puissances était nécessaire ; et le discours de sir Edward Grey vous a appris que certaines adhésions devaient nous être refusées ou être subordonnées à des conditions telles que nous ne pouvions en aucun cas les accepter.

Une seule issue nous restait : la négociation directe. Et pourquoi nous y serions-nous refusés alors que le précédent d'une telle négociation avait été créé en 1909 sous le ministère dont le chef actuel du Gouvernement faisait partie ?

De cette négociation quel devait être le but ? Assurer définitivement notre autorité politique au Maroc, et pour cela obtenir en des termes précis, indiscutables, la reconnaissance de nos droits. Quand nous disions à l'Allemagne : « Vous avez à trois reprises reconnu notre intérêt particulier au maintien de l'ordre ; nous sommes donc autorisés par reconnaissance à prendre, à la demande du sultan, les mesures nécessaires pour ce maintien », l'Allemagne répondait invariablement : « Retournez dans tous les sens les accords que vous invoquez, vous

ne trouverez pas inscrit à votre profit le droit d'occuper militairement le Maroc. »

Il y avait donc équivoque.

Il fallait couper cette équivoque à sa racine. Il fallait d'une façon totale et définitive lever l'hypothèque politique de l'acte d'Algésiras, il fallait lever aussi l'hypothèque économique consentie par l'accord de 1909, d'abord parce qu'elle paraissait difficilement exécutable au regard des autres puissances, et ensuite parce qu'elle entraînait, d'après l'interprétation allemande — que je ne juge pas, à laquelle nous nous sommes opposés — des conséquences que nous ne pouvions pas accepter.

Mais pour nous dégager, pour nous libérer, il n'y avait qu'un moyen, c'était, pour reprendre l'expression de M. le comte de Mun, de payer, payer comme nous l'avions fait en 1904 à l'endroit de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Espagne.

J'entends bien ce qu'on a soutenu et ce qu'on soutient encore : « Vous avez acheté, nous dit-on, à l'Allemagne, un Maroc qui ne lui appartenait pas. » Appartenait-il davantage aux autres puissances dont nous avons payé le désintéressement en 1904 ? (*Très bien ! Très bien ! à gauche.*)

M. PAUL ESCUDIER. Mais à ces puissances nous n'avons fait aucune cession de territoires français (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. Voulez-vous bien, messieurs, ne pas m'interrompre ? j'allais en arriver à ce point. Veuillez me permettre dans un discours complexe, de disposer mes arguments comme je l'entends.

M. JAURÈS. Vous avez parlé aussi de l'Italie, pour 1904 ?

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. J'ai, dès le début de mon exposé, parlé de l'accord de 1900. J'ai dit qu'en 1900 les cabinets de Paris et de Rome avaient mis d'accord leurs vues d'avenir dans la Méditerranée.

Je reprends.

On nous objecte ce que je viens d'entendre : « Il ne fallait pas céder de territoires. »

Messieurs, je dirai tout à l'heure combien est douloureux le sacrifice que nous consentons. Mais quant à l'objection de principe, laissez-moi vous dire qu'il y a dans l'histoire de toutes les grandes puissances coloniales, dans l'histoire de la France et dans l'histoire de l'Angleterre, des précédents nombreux de cas où, contre des droits, on a cédé des territoires.

Permettez-moi de rappeler, en prenant l'exemple anglais, qu'il y a quelques années, contre les droits plus ou moins fondés de l'Al-

lemagne sur l'Ouganda, l'Angleterre a cédé une île qui n'occupe pas sans doute une superficie considérable, mais à laquelle s'attachaient des souvenirs de la plus haute antiquité, particulièrement précieux pour la Grande-Bretagne, île d'Héligoland.

En 1904, contre le partage de nos droits à Terre-Neuve, qui n'étaient pas, comme on l'a dit inexactement, permettez-moi de l'indiquer, des droits territoriaux, mais des droits d'usage sur une côte, le French Shore, l'Angleterre nous a cédé une bande de territoire...

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. Deux rochers !

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.* ... qui lui appartenait en pleine propriété, qui était au nord de la Nigéria et qui nous a été singulièrement utile parce qu'elle a permis depuis ce moment d'établir nos communications entre Zinder et le lac Tchad sans passer comme auparavant par le désert. Elle nous a cédé également les îles de Loos, qui évidemment ne comportaient pas un périmètre considérable, mais qui étaient extrêmement importantes pour notre port de Konakri.

En 1894, la France a fait la même opération pour une partie du Congo. Elle a renoncé à la partie qui est sise entre le quatrième parallèle et la rivière M'bomou pour obtenir de la Belgique son désintéressement sur le Bahr-el-Gazal.

La Belgique avait, en effet, élevé certaines prétentions sur le Bahr-el-Gazal et, pour répondre à une conception diplomatique qui a aujourd'hui disparu, la France entendait que la Belgique renoncât à ces vues d'avenir. Afin d'obtenir d'elle cette renonciation, alors que les traités refusaient formellement à la Belgique toutes les terres au-dessus du quatrième parallèle, la France a concédé, par un traité de 1894, toute l'étendue de terrain située entre le quatrième parallèle et la rivière M'bomou.

J'ai eu la curiosité de rechercher quelle était la superficie de ce territoire qui sur les cartes est fort vaste : ce territoire qui a exactement la superficie du territoire que nous cédon aujourd'hui : 250.000 kilomètres carrés ont été ainsi concédés ; pourquoi ? pour avoir simplement la liberté dans le Bahr-el-Gazal.

Je ne prétends — vous entendrez tout à l'heure le langage que je tiendrai — je ne prétends dire qu'une chose, c'est qu'il y a en paille matière des précédents ; et je reprends maintenant ma discussion :

La négociation entre la France et l'Allemagne, devait s'engager nécessairement, puisqu'on parlait compensation, sur des cessions territoriales par la très bonne raison que nous n'avions plus de droits à concéder.

Mais, nous a-t-on dit, pourquoi s'est-elle engagée sur le Congo ? et je ne sais quelles allégations ont pris corps, quelles accusations ont été

formulées. Je réponds tout net : ce n'est pas nous qui, les premiers avons parlé du Congo.

M. le ministre des affaires étrangères vous l'a déclaré de la façon la plus formelle et la plus claire, on en a parlé le 10 juillet dans les conditions que vous savez maintenant. Au surplus, la même question a été posée en dehors d'ici à M. de Kiderlen-Waechter dans la commission du Reichstag. Savez-vous ce qu'il a répondu ?

Je n'ai pas voulu me contenter de ce qui se lit dans tous les journaux.

J'ai traduit, ou du moins j'ai fait traduire le compte rendu officiel de cette séance, publié par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, et je lis ceci :

« Comme on demandait à M. de Kiderlen : Pourquoi et comment avez-vous été amené à parler du Congo ? il répondit : « En 1905, après le voyage de l'empereur à Tanger, M. Delcassé avait fait une tentative de négociations directes, mais faute de propositions positives, cette tentative n'a pas abouti. Puis c'est M. Rouvier, aussi bien par la voie officieuse que par la voie officielle, qui a exprimé le désir d'arriver à une entente. C'est alors que pour la première fois le nom du Congo a été prononcé. Il s'agissait de savoir si ce n'était pas au Congo que nous pouvions être dédommages. »

Donc, dès 1905, le Congo, d'après M. de Kiderlen, est indiqué comme le terrain sur lequel pût se trouver une entente ; depuis, chacun a pu remarquer combien l'Allemagne était attentive à tout ce qui se passait au Congo ; il n'est donc pas surprenant qu'en 1911 elle ait à nouveau pensé à faire une proposition en ce sens.

Je m'excuse auprès de la Chambre de m'être autant attardé dans la première partie de mes explications... (*Applaudissements.*)

M. JAURÈS. De quoi a-t-on parlé à Kissingen ? (*Bruit. — Mouvements divers.*)

Je demande, puisqu'on ne nous l'a pas encore dit, de quoi il a été question à Kissingen.

M. JOSEPH CAILLAUX, *président du conseil, ministre de l'intérieur.*
De questions économiques.

Je m'excuse auprès de la Chambre de m'être autant attardé dans la première partie de mes explications, mais j'ai voulu établir que le Gouvernement, appelé au début de juillet à prendre position, ne pouvait pas se dérober à une négociation, qui était depuis longtemps fatale et depuis longtemps désirable. La seule question qui se pose alors est celle de savoir d'abord ce que nous coûtent les résultats acquis, ensuite si ces résultats ont été définis avec une clarté telle que l'avenir soit définitivement libéré des équivoques du passé.

En deux mots pour reprendre encore une fois les paroles de M. de Mun avons-nous payé trop cher, avons-nous reçu assez ?

Il est très loin de mon esprit de nier que nous consentions des sacrifices qui sont douloureux. Je ne suis pas davantage porté à déprécier les territoires que nous cédon. M. le ministre des colonies, dont vous avez applaudi le beau discours et dont vous avez, j'en suis sûr, encore plus admiré la belle attitude toute de franchise et de courage (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs*) vous a dit exactement la situation de notre colonie du Congo. Je n'ai rien à ajouter à ce fidèle exposé. Je voudrais simplement nous justifier, vous justifier, justifier le régime d'un reproche.

Quand on relève que la France n'avait pas quant à présent mis en valeur cette partie de son domaine colonial, quand on constate qu'elle l'avait démembré — je ne parle que de ce qui est cédé — au profit de quatre compagnies concessionnaires alimentées, pour la plupart, par des capitaux étrangers, quand on relève que le nombre des Français dans cette région, colons ou commerçants, n'excède peut-être pas 40, contre 150 fonctionnaires ou officiers, quand on dit que cette partie de nos territoires n'a pas été suffisamment mise en valeur, ce qui est l'évidence même, je me permets de répondre que la République, réparant les fautes des régimes antérieurs, a constitué un domaine colonial d'une telle amplitude qu'elle n'a pu en quelques années, particulièrement sur les terres cédées qui ne nous appartiennent définitivement que depuis 1895, les mettre partout également en valeur. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Quoi qu'il en soit, messieurs, s'il est cruel d'abandonner des terres où l'héroïsme de Brazza et de ses émules a fait flotter notre drapeau, il est consolant de penser que nos grands explorateurs, en jalonnant l'intérieur de cette terre d'Afrique, nous auront permis d'en acquérir la magnifique façade.

M. MASSABUAU. Ce n'est pas nous qui avons la façade. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Grâce à eux, l'œuvre de la France, qui est d'assurer la constitution d'un grand empire africain, dont les fondements seront les territoires que baignent la Méditerranée et le nord de l'Atlantique, est définitivement assise. Je ne répéterai pas ce qu'ont dit M. le ministre des colonies et plusieurs de mes collègues. Je me permettrai simplement d'ajouter que tous ceux qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, soit que leur activité se soit répandue dans l'Afrique du Nord, soit qu'ils aient cherché, sous d'autres climats, à jalonner, la terre d'Afrique du drapeau tricolore auront également bien mérité de la République et de la patrie. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et sur divers bancs.*)

J'en arrive à la seconde question qui a été posée, à la question essentielle, selon moi : obtenons nous assez au Maroc.

« Non ! nous n'obtenons — nous dit-on — qu'un Maroc entravé (*Sourires*), un Maroc mutilé. La France n'acquiert qu'une ombre de pouvoir, un fantôme de protectorat. » L'Allemagne nous aurait repris d'une main ce que, de l'autre, elle nous donnait ; nous aurions fait un marché de dupe en troquant des réalités contre des apparences.

Voilà l'objection : je crois la mettre suffisamment en lumière, et ne lui rien enlever de sa force, au contraire. Voyons ! Examinons !

Deux ordres d'idées : le point de vue politique, le point de vue économique. Au point de vue politique, je vais vous montrer, sans nier aucune des concessions que nous faisons, que nous obtenons plus que nous n'avons obtenu dans d'autres circonstances, plus que ne possèdent encore d'autres grands pays pour des colonies où l'on juge que leur domination est solidement assise.

Prenons donc, d'abord, le point de vue politique. A ce point de vue, je demande ce qui fait défaut. Avant le traité, avions nous le droit d'occuper militairement, de réorganiser administrativement, de représenter le Sultan ? Il est indiscutable que non. Lisez le traité du Bardo. Un orateur, l'autre jour, à la tribune, disait qu'il ne fallait pas comparer le traité du Bardo au traité franco-allemand. J'ai eu la curiosité de le relire hier soir et de faire précisément cette comparaison. Voulez-vous me permettre de demander à notre collègue de la faire également ? Il verra que nous obtenions moins par le traité du Bardo que nous n'obtenons par le traité franco-allemand.

M. GEORGES BERRY. Nous ne donnions pas une colonie comme le Congo.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Voulez-vous me permettre de vous dire, d'autre part, que je me suis préoccupé depuis longtemps, de savoir si de l'acte d'Algésiras pouvaient subsister des dispositions, — en dehors de la question de la banque d'Etat dont je parlerai tout à l'heure, — qui fussent de nature à gêner notre action.

Le 22 septembre, au cours des négociations franco-allemandes, je posai la question dans les termes les plus formels à un homme dont l'autorité ne sera récusée par personne, à M. Renault, le professeur de droit international. Voici la consultation que j'ai reçue de lui. Elle est intitulée : « Points sur lesquels M. le président du conseil a appelé l'attention de M. Louis Renault dans une conversation du 22 septembre 1911. »

La question précise que je posais était celle-ci :

« Les dispositions du projet relatif au Maroc sont-elles assez explicites pour qu'il ne subsiste pas de textes de l'acte d'Algésiras de nature à gêner notre action ? »

M. Renault me donnait une consultation dans laquelle il réclamait trois modifications au projet d'accord qui, à ce moment-là cheminait entre Paris et Berlin. Il demandait que, dans l'article 1^{er}, dans l'énu-

mération des réformes administratives, financières, etc., auxquelles la France aurait le droit de procéder, on introduisit le mot « judiciaires ». Le mot a été introduit dans le texte.

Il demandait que la rédaction de l'article 9, qui prévoit le cas de changement de juridiction, fût rendue plus précise, et il insistait sur un point qui me fait revenir aux développements de tout à l'heure ; il montrait avec force que la seule chose qui pouvait être tout à fait gênante, qui était particulièrement gênante, sous le régime d'Algésiras, était la rédaction des règlements, c'est-à-dire, en somme, de lois, par le corps diplomatique ; il a insisté sur leur abrogation ; par surcroît de précaution, non seulement cette abrogation a été inscrite dans le traité, mais elle est encore stipulée de la façon la plus formelle dans la lettre interprétative.

Je reviens maintenant à ce que je disais tout à l'heure quand je parlais du traité du Bardo, et je me propose d'entrer dans quelques précisions : le traité du Bardo nous concédait-il ou emportait-il la suppression du régime des capitulations et du régime des protégés ?

Savez-vous combien de temps il a fallu pour y parvenir ? Exactement quinze années.

Ce n'est qu'en 1896 que ce régime a disparu vis-à-vis de l'Italie, qui conserve encore des privilèges, notamment en ce qui concerne la pêche et le cabotage entre ports tunisiens. C'est, en effet, vous voyez, messieurs, la loi des tractations et des contrats ; lorsqu'on se trouve en présence de puissances qui ont des droits et des revendications à faire valoir sur un territoire que l'on veut occuper, il faut bien qu'on traite ; on ne peut faire table rase de ce qui existe.

A l'heure actuelle, il y a encore en Tunisie des protégés italiens, tous ceux qui étaient inscrits avant 1896 et ce n'est qu'en 1896 qu'a disparu la poste italienne à Tunis.

Voulez-vous un autre terme de comparaison ? Prenons l'exemple de l'Angleterre, dans un pays où son pouvoir est solidement assis, et où nous devons envier, pour bien des raisons, qu'elle soit seule, en Egypte.

En Egypte, la situation de l'Angleterre, au point de vue politique, est-elle meilleure que celle qui nous sera reconnue au Maroc par l'accord franco-allemand ? Mais l'Angleterre a encore, à l'heure actuelle, les capitulations ; elle a les tribunaux mixtes ; elle a le régime des protégés, le régime des naturalisations ; il lui est impossible d'établir des impôts sur les colonies européennes sans le consentement de tous les ministres de ces colonies européennes.

Au point de vue politique, j'ai donc le droit de dire ce que m'ont dit nos ambassadeurs : l'accord franco-allemand, est l'équivalent du traité du Bardo avec quinze ans de gagnés ; il est supérieur au régime que, aujourd'hui encore, l'Angleterre supporte en Egypte.
(Interruptions sur divers bancs.)

On peut faire des signes de dénégation, mais je défie qu'à tout ce que je viens de dire, qui repose sur les textes, parce que j'ai l'habitude, quand je discute des affaires, de remonter aux textes mêmes, je défie, dis-je, qu'on apporte une contradiction raisonnée.

J'arrive au point de vue économique.

Je ne conteste nullement que la situation de la France, au point de vue économique, comporte des restrictions à son action.

Quelles sont ces restrictions? nous allons les voir.

Je me permettrai de dire que quelques-unes sont des restrictions de détail.

Je ne puis pas retenir la restriction qu'on a voulu voir dans certain article sur les mines ou celle qu'on a voulu voir dans un autre article relatif aux chemins de fer industriels.

Quoi ! En France, il y a, comme impôts sur les mines, une redevance fixe et une redevance proportionnelle; dans toutes nos colonies, il y a, au plus, la redevance fixe et la redevance proportionnelle et, nulle part il n'y a un droit d'exportation sur le minerai. Voilà la situation, je défie qu'on la discute. Prenez telle colonie que vous voudrez, il y a au plus l'une et l'autre de ces deux taxes, souvent il n'y en a qu'une, souvent elle est infime, nulle part il n'y a de droit d'exportation et, parce que nous inscrivons dans un acte international ce que nous faisons partout...

M. PIERRE LEROY-BEAULIEU. Alors, pourquoi l'inscrire ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Quand on discute un traité de commerce, on inscrit certains droits qui sont le résultat de tractations; quand on demande des garanties pour qu'une grande industrie puisse librement se créer et se développer, quel inconvénient voyez-vous à ce que l'on s'engage à observer et à faire ce que l'on fait dans toutes les parties de son domaine? (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

On a prétendu — et ce serait la seule objection sérieuse, mais je m'élève contre elle de toutes mes forces — que nous figions certaines taxes parce que nous avons établi une référence à des articles 35 et 47, si j'ai bonne mémoire, d'un protocole minier. Je demande qu'on lise la phrase de l'accord. Il y est dit que la redevance fixe et la redevance proportionnelle seront assises conformément aux dispositions des articles 35 et 47.

Or, les articles 35 et 47 contiennent à la fois des dispositions relatives à l'assiette et la quotité qui n'est pas, d'ailleurs, définitive; puisque, dans le protocole, il est disposé que cette quotité pourra être révisée; et, lorsque je dis que les taxes seront assises conformément à des articles qui règlent à la fois l'assiette et la quotité, qu'est-ce à dire, sinon que l'assiette sera basée sur le texte de ces articles, mais qu'il n'est rien disposé en ce qui concerne la quotité?

Je suis d'autant plus sûr de ce que j'indique à ce point de vue que la question a été soulevée; il a été bien disposé que nous ne stipulions qu'en ce qui concerne l'assiette, qui, encore une fois — je recueille un signe d'assentiment de M. le Ministre des finances — a, en langage fiscal, un sens précis, nettement déterminé, exclusif de tous autres.

J'en arrive à la très petite question des chemins de fer. Quoi! on demande que la puissance qui sera la puissance protectrice, qui aura la liberté d'organiser le réseau de chemins de fer, dont on pourrait craindre, si elle cédaît à des pensées étroites, qu'elle n'agençât son réseau de chemin de fer de façon à desservir plus particulièrement les parties du territoire où se trouvent ses nationaux et en négligeât d'autres où il peut y avoir un développement de richesses considérable.

On demande qu'en pareil cas la puissance protectrice donne la garantie que, d'une part, elle tiendra compte de l'ensemble des besoins du pays sans distinction de nationalité et, d'autre part, qu'elle permettra aux exploitations qui pourront se former de faire ce que nous permettons à nos usines françaises de faire, de se raccorder, suivant les règles d'un cahier des charges qui prévoit des redevances, qui fixe des tarifs, à telle ligne ferrée voisine. Que trouve-t-on là d'excessif?

On a fait remarquer, en parlant de cet article, qu'il contenait le mot « puisse », que nous avions une faculté? c'est pour que nous puissions accorder ou refuser l'autorisation.

Refuser dans quel cas? par exemple dans le cas où une concession d'une ligne nous serait demandée pour faire concurrence à une autre ligne du réseau général qui serait établie. Nous ne sommes donc engagés qu'à une chose: c'est à examiner honnêtement, suivant les règles de la législation française, les questions d'embranchements particuliers qui nous sont demandés.

Alors qu'en France aucun réseau de chemins de fer, pas plus le réseau d'État que les autres, ne refuse une concession d'embranchement à un particulier, à un industriel quelle que soit sa nationalité, pourquoi donc cette faculté serait-elle dangereuse quand elle est étendue à un pays neuf où on a besoin plus qu'ailleurs de moyens de communications? (*Applaudissements*).

Dans tout cela je ne puis pas apercevoir de restriction à notre action économique.

J'en viens aux restrictions réelles, qu'il faut dire nettement, et qu'il faut voir loyalement. Elles sont au nombre de trois. Il y a d'abord l'existence de la banque d'État; il y a en second lieu le principe de l'égalité économique, c'est-à-dire le principe de l'adjudication en matière de travaux publics, et il y a en troisième lieu, le principe de la porte ouverte.

La banque d'Etat, messieurs : vous auriez fait toutes les tractations que vous auriez voulu, vous ne pouviez pas supprimer la banque d'Etat par la très bonne raison qu'il y a contrat passé avec des tiers pour une période limitée, il est vrai, pour une période de quarante ans, qui expire en 1936, mais qu'il y a contrat. Par conséquent, nous n'aurions pas mis dans le traité qu'il n'est rien changé aux droits et actions de la banque d'Etat ? que cela allait de soi.

Mais, où peut-on voir un danger dans l'existence de la banque d'Etat ? Les capitaux étrangers y ont une part, c'est entendu. Mais est-ce là un danger ?

Oui, dit notre collègue M. Denys Cochin, qui voit la banque d'Etat s'immisçant dans l'administration parce que, dans l'acte d'Algésiras, il est dit qu'elle sera le trésorier-payeur du Maghzen.

Je crains que mon collègue n'ait été un peu trompé par des similitudes de terme. Qu'est-ce que signifient ces mots ? Ils signifient simplement que la banque d'Etat, comme le fait la banque d'Indo-Chine en Indo-Chine, comme le fait, dans une large mesure, la Banque de France en France, recueillera les recettes et payera les dépenses, mais non pas qu'elle aura le droit de s'ingérer d'une façon quelconque dans l'administration.

M. DENYS COCHIN. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Elle paye les dépenses comme un trésorier les paye ; elle recueille les recettes comme un trésorier les recueille ; elle a le maniment de la trésorerie comme, dans tous les grands pays civilisés, l'ont certaines grandes banques.

Au surplus qu'est donc la banque d'Etat du Maroc ? La majorité y est-elle exclusive de l'influence française ? C'est tout le contraire, vous le savez, monsieur Cochin, vous savez que dans le conseil d'administration composé de quatorze membres, il y a trois membres désignés par les banques françaises, deux membres représentant les porteurs de l'emprunt de 1904, un troisième représentant la part souscrite par les établissements français ; il y a le représentant du maghzen, ce qui fait quatre, il y a le représentant de l'Angleterre et celui de la Russie. Et enfin, vous le savez fort bien, il a été passé des accords en 1906 avec trois autres puissances, que je ne désignerai pas, par lesquels elles s'engagent à prêter leur assistance à l'action française dans la banque d'Etat du Maroc.

Donc neuf voix sur quatorze, cela me paraît constituer une majorité.

Et dans l'avenir ? Je ne veux pas, pour bien des raisons que vous comprendrez, insister sur ce point. Mais, permettez-moi de vous demander de relire certain article des statuts et de l'acte d'Algésiras qui indique que les groupes financiers auront la facilité de racheter à d'autres groupes financiers leurs actions en procédant ainsi à ces tractations qui sont continuelles dans le monde des affaires.

Il est vrai que, le cas échéant, la nomination de l'administrateur qui cessera d'appartenir au groupe de banques qui détenait précédemment les actions, n'appartiendra pas au groupe qui les aura achetées, mais il appartiendra à l'assemblée des actionnaires où nous avons d'ores et déjà la majorité.

De quelle façon que vous pouvez entrevoir qu'une banque placée sous la loi française, présidée par un Français qui est le président de la plus grande compagnie de chemins de fer français, vice-présidée par le président d'un de nos établissements de crédit, comprenant un certain nombre d'administrateurs français, ayant comme personnel, à Tanger, un directeur français, un sous-directeur espagnol, ayant, dans ses bureaux la plus grande partie de son personnel français, ne peut être, pour l'action française au Maroc, une gêne. J'allais dire, et je pourrais le prouver que dans le passé, aux heures où la situation de la France n'était pas aussi bonne comme elle le sera aujourd'hui, elle a été, pour le bien général du Maroc, un appui très notable. (*Applaudissements.*)

J'en arrive à la seconde question : l'obligation de recourir à l'adjudication.

Qui ! nous sommes obligés de recourir à l'adjudication pour les grands travaux publics ; c'est évident.

D'abord, permettez-moi de vous faire observer, qu'il nous était impossible et qu'il était impossible aux négociateurs de l'heure actuelle de se libérer de tout ce qui était inscrit dans l'acte d'Algésiras, que vous n'aviez pas à ce point de vue une seule puissance en face de vous, que vous aviez toute l'Europe.

Laissez-moi vous faire observer, d'autre part, que l'obligation de recourir à l'adjudication, en fait, est pratiquée partout dans nos colonies. On a cherché, dans certaines colonies, en Tunisie par exemple, à écarter le recours à l'adjudication et à procéder par traité de gré à gré. On a été forcé d'y renoncer par suite d'inconvénients sur lesquels je n'insiste pas.

Dans d'autres colonies, on a essayé d'introduire une clause de protection en stipulant que le matériel devra être français, que les entrepreneurs devraient être français. M. le ministre des colonies ne me démentira pas si je lui dis que cette clause ne protège pas beaucoup. En réalité, du moment où vous voulez que l'administration soit gérée d'une façon complètement loyale, vous êtes obligé de recourir à l'adjudication (*Très bien ! très bien !*)

Que reste-il donc des entraves prétendues à notre protectorat ? Une grosse concession : la porte ouverte.

Il n'est pas douteux que c'est chose sérieuse de s'engager à instituer la porte ouverte et à exclure tout tarif différentiel. Mais ce régime n'existe-t-il que pour le Maroc ? Quel est donc le régime du Congo ? Il est le même, que dis-je ? il est plus rigoureux.

L'acte de Berlin dispose que, dans le bassin conventionnel du Congo, indéfiniment on ne pourra pas établir de droits de douane supérieurs à 10 p. 100 frappant également les produits de toute origine. Au Maroc les droits sont actuellement de 12.50 p. 100, ce qui ne fait pas une grosse différence ; mais ce n'est pas lié pour la quotité, on est lié seulement sur la question de principe.

Le Congo est-il la seule de nos colonies soumise à ce régime ? Une partie de nos colonies de la côte occidentale d'Afrique sont dans le même cas : notamment la Côte d'Ivoire, le Dahomey, parce que lorsque nous avons fait certains arrangements de délimitation avec l'Angleterre, la Grande Bretagne veillant comme toujours — et elle a bien raison — à ses intérêts, nous a imposé, pendant un laps de temps limité, pendant trente années, le système de la porte ouverte. Et au Dahomey, à la Côte d'Ivoire, comme au Congo, le régime de la porte ouverte fonctionne. Est-ce que cela empêche ces colonies de prospérer ? Nullement ! Que dis-je, la Côte d'Ivoire et le Dahomey sont parmi les plus prospères de nos établissements en Afrique.

A ce point de vue, M. Long a apporté une précision fort intéressante et que je lui demande la permission de compléter.

M. Long, dans son discours si substantiel et si nourri (*Applaudissements*), vous disait : « Au Maroc, actuellement, la France a 45 p. 100 — je crois que c'est le chiffre exact — du commerce total ».

Savez-vous bien que ce tantième de 45 p. 100 — c'est exactement le chiffre moyen du commerce français dans l'ensemble de nos colonies ?

Ainsi hier, quand nous étions sous le régime de la porte ouverte, nous arrivions à ce tantième de 45 p. 100 et demain quel progrès ne ferons-nous pas ?

M. Long remarquait, en effet, en toute raison que la maîtrise politique entraîne toujours, par la force même des choses, la prépondérance économique. Si aujourd'hui, nous avons une proportion de 45 p. 100 dans le commerce du Maroc, nous la maintiendrons à coup sûr, quand à notre force économique se sera ajoutée notre action politique. (*Applaudissements.*)

Me permettez-vous d'aller jusqu'au bout de ma pensée ? Je vous dirai en ce cas que le régime de la porte ouverte — qui est la seule concession véritable que vous fassiez — est un régime auquel, maintenant, on ne pourra plus échapper dans tous les pays nouveaux qui s'ouvriront. Il faut bien, en effet, vous persuader qu'on devra renoncer aux méthodes d'exclusivisme qui ligotaient jadis à leur métropole les colonies d'autrefois, et les fermaient à la concurrence étrangère. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Les exigences de la vie moderne, qui iront en s'accusant de jour en jour, ne se prêtent plus à des solutions aussi simplistes.

M. JAURÉS. C'est très vrai.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Voulez-vous me permettre, d'autre part, de vous faire remarquer que, quand on met en œuvre... — et ce n'est pas le libéral en matière économique que je suis qui parle — quand on met en œuvre un pays neuf, il faut ne pas le charger de frais excessifs, dans son intérêt même et dans l'intérêt du pays protecteur qui doit chercher à accroître son pouvoir de consommation. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Messieurs, tel est le traité marocain. Je le résume en disant que si l'ordre désormais est troublé au Maroc, nous le rétablirons sans devoir de compte à personne ; si les administrations chérifiennes ne suffisent pas à leur tâche, nous pourrions les réformer par nos propres moyens ; si le Maroc est appelé à conclure des accords internationaux, c'est nous qui les négocierons, si des travaux publics, sont, comme l'exige l'intérêt du commerce, entrepris dans l'empire chérifien, c'est le sultan, protégé par nous, qui en restera le maître, soit qu'il les exploite en régie, soit qu'il concède cette exploitation.

Etait-il possible de mieux garantir les droits corrélatifs à nos devoirs ? Etait-il possible de mieux tenir compte de l'expérience pour préparer le régime nouveau ? Je ne pense pas. Je ne le pense pas non plus que ce régime puisse être menacé parce que le tarif douanier ne sera pas différentiel, parce que la banque d'Etat continuera à compter dans son conseil des administrateurs étrangers, parce que les rails ou les wagons de chemins de fer exploités par nous seront achetés à l'adjudication et qu'il pourra advenir qu'ils ne soient pas de fabrication française.

Est-ce à dire, messieurs — et j'en arrive à une autre partie de mon exposé — que l'accord que nous vous soumettons écarte toutes les difficultés de l'avenir ?

Je n'avancerai rien de tel.

D'abord, nous avons à traiter avec l'Espagne et, si la négociation ne doit pas rencontrer, j'en suis convaincu, de difficultés sérieuses, elle n'en sera pas moins délicate.

Sur ce sujet, j'ai peu de choses à ajouter à ce que je disais il y a quelques jours à cette tribune, quand je répondais à la fois au grand orateur socialiste et au grand orateur catholique.

Nous avons le plus vif désir de conciliation ; nous avons le profond souci des droits et de la dignité de l'Espagne, mais ce double sentiment n'exclut pas la précision et la fermeté de notre point de vue. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Nous croyons équitable de demander en toute amitié une légitime compensation au bénéfice que les efforts de notre diplomatie et les sacrifices que nous avons consentis permettent à d'autres de réaliser. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Nous croyons nécessaire de demander encore certaines garanties et certaines facilités de nature à pleinement sauvegarder nos responsabilités et à préserver nos intérêts. (*Vifs applaudissements.*)

Aurons-nous à redouter plus tard d'autres difficultés ? Messieurs, peut-être me permettrez-vous de me joindre à certains des orateurs qui m'ont précédé, pour féliciter nos négociateurs à Paris et à Berlin d'avoir obtenu, non sans quelque peine, le recours à l'arbitrage du tribunal de la Haye toutes les fois que surgirait un dissentiment. (*Très bien ! très bien !*)

Ils ont ainsi introduit dans l'accord une précieuse garantie de paix, spéciale, sans doute, à l'instrument diplomatique en cause, mais qui n'en constitue pas moins un précédent d'une singulière portée. (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

Je m'empresse toutefois de constater que cette disposition si utile ne suffirait pas à elle seule à prévenir toutes les difficultés qui pourraient surgir. L'essentiel, ce qui importe plus que tout, par-dessus tout, c'est la méthode suivant laquelle nous appliquerons l'accord ; beaucoup de prudence, beaucoup de mesure seront nécessaires dans notre action au regard des étrangers fixés au Maroc...

M. JAURÈS. Très bien !

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL... et il n'en faudra pas moins vis-à-vis de la population indigène. (*Très bien ! très bien !*).

De ces populations qui sont déjà en contact avec nous, nous nous ferons des auxiliaires, des collaborateurs si nous savons les adapter à notre civilisation, si nous leur apportons la paix, l'ordre, la justice avec le maintien respecté de leurs coutumes et de leurs traditions. (*Vifs applaudissements.*)

Nous serions aux prises, laissez-moi vous le dire, avec de singulières difficultés si, par des imprudences, par de la précipitation, même par des initiatives qui pourraient se justifier, mais qui ne seraient pas suffisamment mûries, nous les inquiétons, nous les conduisons à des appréhensions légitimes. (*Très bien ! très bien !*)

Fort heureusement, messieurs, il s'est formé dans notre Afrique française, en Algérie, en Tunisie et, plus récemment, dans la Chaouïa, un admirable corps d'officiers et de fonctionnaires qui a appris, qui connaît aujourd'hui le maniement des tribus indigènes et qui entend qu'au service de la France, il est, par le fait même, au service de la civilisation universelle et du progrès dans le monde. (*Vifs applaudissements.*)

Ces officiers, ces administrateurs, qui administrent plus qu'ils ne combattent... (*Applaudissements*) continuent leurs aînés qui, avec une égale vaillance, avec une moindre expérience, ont assis la domination de la France en Algérie d'abord, plus tard en Tunisie. (*Nouveaux applaudissements.*) Ils seront les bons ouvriers de la même tâche au Maroc, et tous ceux des leurs qui y ont pénétré frémissaient — permettez-moi de vous le dire — à cette pensée que pouvait nous échapper une terre dont ils connaissaient la fécondité, dont ils savent

que, aussi fertile et plus peuplée que ne le sont l'Algérie et la Tunisie, elle est à la fois riche en choses et riche en hommes. (*Très bien ! Très bien !*)

Messieurs, en votant l'accord, vous participerez à la continuité de l'action française dans l'Afrique du Nord. J'entends que le traité qui vous est soumis est discuté, contesté ici. Si vous regardez par delà les frontières, vous verrez que nos alliés, nos amis, ceux qui sont en relations moins étroites, mais pourtant amicales avec nous, nous félicitent d'un accord dont j'ai pu dire et dont je répète qu'il est à l'avantage des deux parties, mais dont certains événements paraissent prouver qu'il n'est pas précisément au désavantage de la France. (*Très bien ! Très bien !*)

Messieurs, songez encore, s'il vous restait quelques-unes de ces incertitudes qui inclinent vers l'abstention — la pire des attitudes, permettez-moi de vous le dire, dans une question où chacun doit prendre ses responsabilités. (*Vifs applaudissements.*) — songez que la grande œuvre de politique africaine que les Gouvernements français ont obstinément poursuivie, avec cette continuité que j'évoquais tout à l'heure, depuis 1830, s'est souvent heurtée dans nos assemblées où un souci jaloux et légitime des intérêts du pays, pousse parfois à l'excès de la critique, à des hostilités dont l'avenir a toujours fait justice; songez aux reproches véhéments, aux accusations de toute nature qu'ont rencontrés dans tous les temps les traités, à commencer par le traité du Bardo, et les actes par lesquels s'est cependant formée la France africaine. Qu'importe, au surplus? L'histoire d'un grand pays ne se fait pas sans beaucoup de ces heurts et de ces résistances, et comme je le lisais quelque jour, c'est seulement de loin que la politique, ainsi que la nature, acquiert l'harmonie des larges horizons. (*Très bien ! très bien !*)

Pensez enfin que l'accord marocain clôt, entre deux grands peuples capables de s'estimer, qui doivent être désireux de s'accorder pour le plus grand profit de la civilisation dans le monde (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*) clôt, dis-je, une discussion qui s'est prolongée depuis des années. La France, par cela même, a reconquis une liberté d'esprit et une liberté d'action dont, sur le vaste théâtre où se joue la partie politique, elle peut avec fruit faire usage aux côtés de ses alliés et de ses amis, dont elle n'entend en rien se séparer (*Très bien ! Très bien ! sur divers bancs*), sans visées ni arrière-pensée d'aucune sorte contre aucune puissance, pour l'unique service de la paix et du progrès général dans le monde. (*Applaudissements.*)

Mais, messieurs, l'affirmation constante par la France de sa politique de paix, affirmation que j'ai tenu une fois de plus à produire du haut de cette tribune, me met à l'aise pour déclarer, ainsi qu'on l'a fait d'ailleurs à de fréquentes reprises dans tous les pays étrangers, que la meilleure et la plus durable garantie de la paix est dans une force militaire puissante appuyée sur un crédit solide (*Vifs applaudissements*

à gauche, au centre et à droite.) Elle est aussi, elle est surtout dans la force morale sans laquelle il n'est pas de grand peuple et il n'est pas de grande histoire.

Et si les divergences d'opinions, si les luttes des partis sont l'indispensable et salutaire aliment, à mon sens du moins, de notre vie politique intérieure, la cohésion spontanée des efforts, une discipline librement mais docilement acceptée, une étroite et commune entente pour le bien général, le groupement de toutes les volontés, de tous les courages, de tous les espoirs sont autant de conditions de notre conservation nationale. (*Applaudissements.*)

En nous donnant, comme il a toujours su le faire aux heures graves le noble et rassurant exemple qu'il nous a donné, le pays a fourni à notre politique extérieure l'appui le plus ferme et le guide le plus sûr. (*Applaudissements vifs et répétés.* — *L'orateur, de retour au banc des ministres, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.*)

A la séance du 20 décembre 1911, le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention franco-allemande fut voté par 393 voix contre 36.

SAINT-SIÈGE

**Paroles prononcées par Notre Saint-Père le Pape
à la remise des insignes aux nouveaux Cardinaux.**

Dans la soirée du mercredi 29 novembre 1911, eut lieu la solennelle imposition de la barrette aux nouveaux Cardinaux. La cérémonie se fit dans la salle du Consistoire où se trouvait réunie une assistance d'élite, des évêques, des prélats et les rares privilégiés invités directement par les Cardinaux.

Après avoir prié dans la chapelle de la comtesse Mathilde, les nouveaux élus sont conduits par le Cardinal, Secrétaire d'Etat, dans la salle du Consistoire.

Revêtu de la mozette de velours rouge, le Saint-Père fait son entrée et prend place sur un trône assez élevé.

Chacun des treize nouveaux cardinaux gravit les degrés du trône pontifical et vient recevoir des mains du pape la mozetta et la barrette rouge.

Quand cette cérémonie très simple fut terminée, le Cardinal Falconio, doyen des Cardinaux présents, prit la parole pour remercier le Pape. « Notre nouvelle dignité, dit-il en résumé, nous vient non de nos mérites, mais de votre bonté ; nous vous offrons donc l'humble concours de notre activité, qui dès ce moment est toute à votre disposition. Nous suivrons vos conseils, vos enseignements, parce qu'ils reflètent les doctrines du divin Rédempteur ; nous serrant compacts à vos côtés pour maintenir intangibles les droits sacro-saints de l'Eglise et de la Papauté. »

Le Pape répondit par le discours suivant :

« Je vous remercie, Monsieur le Cardinal, des sentiments qu'au nom de vos confrères et au vôtre, vous avez exprimé pour la haute dignité à laquelle vous avez été élevés. Je ne puis que vous manifester le contentement que j'éprouve d'avoir appelé à faire partie du Collège apostolique des prélats éminents dont je connais bien les hautes qualités de piété, de zèle et de doctrine, des prélats qui, dans leurs fonctions diverses, ont rendu des services remarquables à l'Eglise,

tous recommandables pour le dévouement illimité qu'ils professent à l'égard de ce Saint-Siège apostolique. Je vous félicite par conséquent, mes fils bien aimés, non seulement pour la pourpre sacrée dont vous êtes revêtus, mais bien davantage pour les nouveaux mérites que vous acquerez en prêtant votre concours au Vicaire de Jésus-Christ, pour le gouvernement de l'Eglise, parmi tant de nécessités qui se font aujourd'hui sentir plus vivement, vu les très graves conditions des temps et les incessants et furieux assauts auxquels le Pontificat romain est en butte de la part de ses ennemis. Car, j'en suis certain, vous êtes tous persuadés que votre nouvelle dignité exigera de vous des sacrifices; et, à ce propos, je n'ai pas besoin de vous répéter la réponse que — nous l'avons lue dans l'Evangile de ce matin — le divin Rédempteur fit aux deux disciples de Jean-Baptiste qui lui demandaient où il habitait : « Venez et voyez. *Venite et videte.* » Vous connaissez en effet et la demeure et les conditions douloureuses du Vicaire de Jésus-Christ. Si je rappelle ces réalités, ce n'est point pour provoquer votre compassion envers moi, mais pour vous confirmer dans la persuasion que, spécialement de nos jours, la pourpre sacrée est un symbole de douleur, de peine et de sacrifice poussé, s'il en était besoin, pour le triomphe de la vérité et de la justice, jusqu'à l'effusion du sang. Ne vous en troublez point cependant puisque le Christ nous a prédit que son Eglise serait persécutée, et ce doit être pour nous une gloire de porter les stigmates de notre divin Rédempteur. Si le monde vous hait, dit Jésus-Christ, sachez qu'il m'a haï avant vous. »

« Rappelez-vous la parole qu'il vous a dite : « Le serviteur n'est pas plus grand que son maître. S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront aussi. *Si me persecuti sunt et vos persequentur.* » Dans ce monde, vous serez sous le pressoir « *Pressuram habebitis.* » Mais ayez confiance, j'ai vaincu le monde. *Ego vici mundum* ». Cette victoire nous est garantie par la parole même du Christ qui regarde et protège l'Eglise, son épouse, et qui lui répète les paroles d'Isaïe : « Les peuples et les royaumes qui ne t'ont point servi périront. *Gens et regnum quod non servierit tibi peribit.* Mais tu ne finiras qu'avec la fin du monde. *Ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi.* »

« Du reste, même dans la tribulation, les consolations ne vous feront point défaut; vous aurez celle que l'on éprouve à faire le bien, à accomplir son devoir et la plus haute de toutes, celle qui consiste à souffrir avec le Christ, sûrs d'être prédestinés à la récompense éternelle par votre ressemblance avec le Fils de Dieu. »

Ici, le Pape commença à s'adresser directement aux nouveaux Cardinaux.

Il parla d'abord aux Cardinaux qui vivaient à Rome.

« Consolez-vous donc, fils bien-aimés, qui avez travaillé près de moi, témoins séculaires de mes joies et de mes amertumes, et recevez

des mains du Seigneur, pour votre grand réconfort et pour le mien, ces démonstrations d'allégresse que vous avez reçues de vos compatriotes de vos amis et compagnons de travail. Au milieu des fonctions délicates que vous devez remplir; trouvez votre soutien dans la pensée de la récompense qui vous attend pour les services importants que vous continuerez à rendre à l'Eglise dans l'avenir. »

Puis le Pape s'adresse aux Cardinaux Bourne (Anglais) et Van Rossunn (Hollandais) :

« Consolerez-vous, fils bien-aimés d'Angleterre et de Hollande parce que dans la sainte joie de vos compatriotes, pour votre élévation au Cardinalat, s'est manifesté la vive foi dont les catholiques de votre pays sont animés. Votre cœur comme le mien s'ouvre à la chère espérance que leur exemple influera sur l'heureux retour de tous les autres au sein de l'Eglise. »

Pie X s'adressa ensuite aux Cardinaux américains :

« Cette espérance me sourit avec une extrême douceur en votre présence, à vous qui arrivez de la lointaine Amérique. L'enthousiasme avec lequel fut accueillie la nouvelle de votre élévation à la pourpre sacrée, les démonstrations que vous ont faites toutes les classes de la société, les acclamations accompagnées de bénédictions, de souhaits et d'affectueuses salutations à votre départ de New-York et de Boston, et finalement votre voyage triomphal sur l'Océan, protégés par la bannière papale, me donne non seulement l'espérance, mais la certitude que le Seigneur, à votre retour, multipliera les fruits de votre apostolat et que sur cette terre hospitalière qui accueille tous les peuples du monde et qui, par la liberté bien comprise, pourvoit au bien universel. Le Seigneur règnera et par sa gloire resplendira sur elle : *Super te orientur Dominus et gloria ejus in te videbitur.* »

Le Pape parla enfin aux Cardinaux français :

« Que vous dirai-je à vous maintenant, chers fils de France, qui gémissiez sous le poids de la persécution? Le peuple qui a fait alliance avec Dieu, aux fonts baptismaux de Reims se convertira et retournera à sa première vocation. Les mérites de tant de ses fils qui prêchèrent la vérité de l'Evangile dans le monde presque entier et dont beaucoup l'ont scellée de leur sang, des prières de tant de saints qui sont pressés d'avoir pour compagnons dans la gloire céleste, les frères bien-aimés de leur patrie, la piété généreuse de tant de ses fils, qui sans s'arrêter à aucun sacrifice pourvoient à la dignité du clergé et à la splendeur du culte catholique, par-dessus tous les gémissements de tant de petits enfants qui, devant les tabernacles, répandent leur âme dans les expressions que Dieu même met sur leurs lèvres, appelleront certainement sur cette nation les miséricordes divines. Les fautes ne

resteront pas impunies, mais la fille de tant de mérites, de tant de soupirs et de tant de larmes ne périra jamais.

« Un jour viendra, et nous espérons qu'il ne tardera guère, où la France, comme Saül sur le chemin de Damas, sera enveloppée d'une lumière céleste, où elle entendra une voix céleste qui lui répétera : « Ma fille, pourquoi me persécutes-tu ? » et sur sa réponse : « Qui es-tu ? Seigneur », la voix répondra : « Je suis Jésus que tu persécutes, il t'est dur de regimber contre l'aiguillon parce que, dans ton obstination, tu te ruines toi-même. » Et elle, frémissante, étonnée, dira : « Seigneur, que voulez-vous que je fasse ? » Et lui : « Lève-toi, et lave-toi des souillures qui t'ont défigurée, réveille dans ton sein les sentiments assoupis et le pacte de notre alliance et va, fille première née de l'Eglise, nation prédestinée, vase d'élection, porter comme par le passé mon nom devant tous les peuples et devant les rois de la terre. »

« C'est en formulant ce vœu si doux que je vous accorde la bénédiction apostolique à vous, bien-aimés fils, au clergé et au peuple de vos diocèses, à vos communautés religieuses, vos chers fidèles qui ont orné de leur présence cette cérémonie, à vos parents et aux leurs et que cette bénédiction soit pour vous tous la source des grâces les plus choisies et des plus suaves consolations.

« *Benedictio Dei !* »

Le Propriétaire-Gérant : LEQUEUX-LECAT.
